# LE MONDE diplomatique

N° 315 - 27e année — JUIN 1980

32 pages - 7 F

Algérie : 6,00 DA — Gr.-Bret. : 70 p.
Canada : 1,95$c. — Suisse : 3 F.S.
Espagne : 125 p. — Sénég. : 655 CFA
Italie : 1 500 lires — Pays-Bas : 3,25Fl
Maroc : 6,00 dir. — E.-U. : 1,95$U.S.

Abonnements : voir tarif page 11

Publication mensuelle

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09


## Les contradictions au sein de l'alliance atlantique

(Pages 5 à 7.)

# Myopie

Par CLAUDE JULIEN

PLUS *menaçante devient la situation internationale, et plus les pays atlantiques tirent à hue et à dia.* L'Angleterre ayant refusé d'appliquer, dans toute leur rigueur, les sanctions contre l'Iran, le département d'Etat *américain est fondé à déplorer cette mise en cause de la « cohésion » de* l'alliance. De même, après la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie, M. Edmund Muskie a quelque raison d'émettre des critiques courtoises avant de rappeler que *« la confiance mutuelle est essentielle à l'unité d'action avec nos alliés ».*

Rarement les dangers de guerre auront été évoqués avec autant d'insistance, rarement les tiraillements entre alliés se seront manifestés avec une telle ostentation. Voilà trois décennies, l'Europe serrait les rangs autour des Etats-Unis, alors que le rapport de force était défavorable à l'Union soviétique. Or, voici qu'à l'heure de la parité nucléaire, au moment où l'U.R.S.S. marque des points, les alliés occidentaux évoluent en ordre dispersé. Irresponsabilité des hommes au pouvoir ? Invoqué notamment à propos des Etats-Unis et de la France, l'argument est par trop simpliste. Le mal paraît plus profond. *Il ne cédera pas devant les exhortations à la « cohésion » et à la « confiance ».*

OU *prennent donc naissance les forces centrifuges qui craquellent l'édifice* occidental ? Pendant la période dite de « guerre froide », la seule évocation de la menace soviétique, parfois surestimée, suffisait à colmater les brèches; mais celles-ci n'ont cessé de s'élargir dans les illusions de la « détente » alors que l'U.R.S.S. renforçait son arsenal et étendait sa zone d'influence. Au moment où, non sans légèreté, l'Occident constate la « fin des idéologies », le « socialisme » pousse ses ramifications dans l'hémisphère sud. Dévalué et défiguré chez ceux qui s'en réclament, soumis à de fortes contradictions, il progresse à la fois géographiquement et en puissance stratégique. De telle sorte que, d'un même mouvement, on prophétise sa mort et on s'inquiète de ses conquêtes, sans pour autant parvenir à lui opposer un barrage efficace. *Avec la multiplication et l'intensification des conflits périphériques, la* « détente » n'avait pourtant rien d'une idylle qui aurait pu berner les gens.

Mais la « détente » n'était pas dépourvue d'avantages : elle ouvrait à l'Est des marchés financés par de généreux crédits occidentaux. Expansion et prospérité primaient toute autre considération, occultant les drames de ce « ventre mou » de l'aire capitaliste où les Soviétiques trouvent des conditions *propices à leur expansion.*

ALORS, *quand la puissance de l'U.R.S.S. s'abat brutalement sur l'Afghanistan,* on improvise une riposte — sans toucher à l'essentiel. L'embargo est bien jeté sur les exportations de céréales qui, sous Richard Nixon, avaient pourtant fait flamber les prix sur le marché américain et permis de substantiels profits. Mais les quelques firmes concernées ne perdent pas tout : leurs filiales à l'étranger continuent de livrer le maïs et le soja interdits — « business as usual ». On jette aussi l'embargo sur les technologies avancées : mesure assez peu onéreuse pour les Etats-Unis (183 millions de dollars), beaucoup plus pour l'Allemagne, le Japon, la France et l'Italie (1 476 millions au total) qui rechignent.

Heureusement pour l'Amérique, la Grande-Bretagne (43 millions de dollars de ventes de technologies avancées à l'U.R.S.S.) n'a pas de mal, sur ce point, à se solidariser avec elle. En revanche, Londres a trouvé dans l'Iran de Khomeiny un client qui, depuis le départ des Américains, augmente ses commandes. Certes, les autorités britanniques souhaitent la libération des otages — mais « business as usual ».

Aujourd'hui dans le regain de tension internationale, comme hier dans l'euphorie d'une « détente » ensanglantée au Vietnam, en Angola, en Ethiopie, etc., les pays occidentaux parviennent mal à insérer leurs intérêts nationaux dans une vision plus large, et ils ne portent qu'un regard distrait sur cette portion de la planète où l'U.R.S.S. a les meilleures chances de marquer des points. L'invasion de l'Afghanistan ne parvient même pas à leur inspirer un réexamen de leurs priorités. Les calculs commerciaux — et, on le voit *bien, électoraux — brouillent le jeu, dominent les préoccupations, exacerbent* les rivalités — et préparent d'autres échecs. Jusqu'à quand ?

## Regain de tension au Proche-Orient

# LA DÉTERMINATION DES PALESTINIENS DE L'INTÉRIEUR

*Avant même l'échéance du 26 mai, les pourparlers égypto-israéliens sur l'autonomie palestinienne ont été interrompus par le président Sadate. Placé dans une situation intenable par l'intransigeance du gouvernement Begin sur la question de Jérusalem et l'ensemble du problème palestinien, le chef d'Etat égyptien a de nouveau procédé à d'importants changements au sein de l'exécutif, afin de mieux faire face aux réticences croissantes qu'inspire, à l'intérieur, sa politique étrangère* (voir page 11 l'article d'Ahmed Sid-Ahmed).

*L'Iran et l'Afghanistan continuent d'accaparer l'attention dans la région, mais les événements de Cisjordanie et les nouvelles interventions israéliennes dans le Sud-Liban sont venus rappeler, en mai, toute la force explosive du vieux conflit israélo-arabe, aux confins des zones pétrolières. Face aux forces d'occupation, les Palestiniens de l'intérieur — en Cisjordanie et à Gaza — ont manifesté avec détermination leur refus de toute solution imposée. Du coup, la « paix séparée » entre Israël et l'Egypte paraît encore plus précaire.*

Par AMNON KAPELIOUK

LA confrontation entre les habitants des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza et les autorités israéliennes a atteint un nouveau paroxysme, le 2 mai 1980, à la veille du treizième anniversaire de l'occupation, avec l'attentat meurtrier contre des colons israéliens à Hébron et la *répression sévère* qui l'a suivi. Six colons tués et seize blessés d'un côté ; punitions collectives, expulsion de dirigeants et tentative de briser la direction palestinienne dans les territoires occupés, de l'autre côté. Depuis lors, on a le sentiment de part et d'autre qu'une nouvelle étape a été franchie. Devant l'échec de la politique israélienne visant à imposer aux Palestiniens une autonomie vide de sens, ces derniers ont intensifié leurs activités, et cela a engendré des mesures répressives de plus en plus dures : *phénomène classique, lorsqu'un régime* d'occupation se trouve dans l'impasse.

L'attentat d'Hébron, le plus audacieux qui ait été perpétré par une unité de l'intérieur, a aussi déclenché une certaine prise de conscience du côté israélien. Le général Bar-Lev — il fallait que ce soit un militaire, *comme souvent,* pour *oser dire tout* haut ce que les autres pensent tout bas — a en effet reconnu que c'était la présence des colons en plein cœur de la ville arabe d'Hébron qui était à l'origine de l'attentat. Ces propos du secrétaire du parti travailliste, ancien chef d'état-major général de l'armée israélienne, tenus à la tribune de la Knesset, le 5 mai 1980, ont suscité, il fallait s'y attendre, les critiques de la *droite nationaliste* au pouvoir. Cependant, de nombreux Israéliens, tout en condamnant les deux opérations, soulignent la différence entre le caractère odieux de la prise d'otages dans une pouponnière du kibboutz Migsav-Am qui avait peu de temps auparavant été perpétrée par une organisation de fedayin d'obédience irakienne et l'attentat d'Hébron. Les coups de feu des Arabes à Hébron — écrit un collaborateur du *quotidien Davar,* de Tel-Aviv — n'étaient pas des tirs aveugles dirigés contre des juifs en tant que *tels; ils visaient ceux qui s'étaient* livrés à une provocation flagrante en occupant un bâtiment au centre de la ville (1).

L'actuelle confrontation en Cisjordanie et à Gaza traduit un refus catégorique de l'occupation que la population tout entière oppose aux autorités, essentiellement sous forme de résistance passive, de manifestations et de grèves. La présence parmi elle de dirigeants combatifs rend cette lutte plus efficace que par le passé. Telle est l'inévitable conséquence de la faillite de la politique annexionniste du gouvernement Begin à l'égard des territoires occupés.

Le premier ministre israélien espérait que la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient lui laisserait les mains libres en Cisjordanie et à Gaza. Or le gouvernement de Washington considère que la politique du Grand Israël de M. Begin nuit à ses efforts pour regrouper le camp pro-américain au Proche-Orient face à la *révolution* iranienne. M. Begin ne se fait pas faute, cependant, de réitérer sa proposition de mettre l'armée israélienne à la disposition des Américains, tout en souhaitant avoir gain de cause dans sa politique des faits accomplis. « *Le monde libre,* disait-il récemment, *ne dépend pas des armes nucléaires, qui ne peuvent pas être utilisées, mais des forces militaires conventionnelles. Israël est tout à fait prêt, avec son armée bien entraînée, à aider les Etats-Unis dans la défense des intérêts occidentaux au Proche-Orient* » (2). Le vote intervenu le 14 mai à la Knesset sur une loi fondamentale faisant de la ville de Jérusalem dans son intégralité la capitale d'Israël, alors que les pourparlers sur l'autonomie étaient en cours, a ajouté un nouvel obstacle à l'issue des conversations égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne. Même les Egyptiens, habitués cependant à avaler des couleuvres, ont exprimé leur amertume à ce propos. D'autant que, dans la question palestinienne, les Américains exigent de M. Begin des *concessions* (*au demeurant assez minimes*) que son idéologie annexionniste lui interdit d'accepter (3).

## Le durcissement de la résistance

SI les pourparlers avec l'Egypte sur *l'autonomie en Cisjordanie* et à Gaza ne peuvent aboutir, ce n'est pas seulement à cause de l'entêtement de M. Begin, qui refuse d'accepter la moindre souveraineté arabe sur un seul pouce du territoire d'Eretz Israël (la Palestine). Ils se ressentent aussi de ce refus que manifeste la population palestinienne devant ce médiocre succédané d'Etat indépendant qui serait envisagé. Le *chef de la délégation égyptienne* aux pourparlers sur l'autonomie, le premier ministre Moustapha Khalil — qui a donné *sa démission* depuis lors, — avait reconnu, dans un moment de vérité, devant ses collègues américains et israéliens qu'il n'y avait pas un seul Palestinien pour souhaiter cette « autonomie ». De fait, les un million trois cent mille habitants arabes des territoires occupés semblent plus résolus que jamais à lutter pour leurs revendications nationales.

Trois étapes ont marqué cette lutte depuis l'instauration du régime d'occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza en 1967. Les six premières années qui suivirent la guerre de six jours, des vagues de grèves et de manifestations avaient déjà déferlé sur les territoires occupés, provoquant une sévère répression. Pourtant, la présence de dirigeants conservateurs mis en place à l'époque jordanienne avait été un obstacle assez important au développement de la combativité.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Davar,* 14 mai 1980.
(2) *Jerusalem Post,* 11 mars 1980.
(3) Cf. Amnon Kapeliouk, « Surenchères discordantes au Caire et à Jérusalem », *le Monde diplomatique,* mars 1980.

Dans ce numéro :



## APRÈS L'ABANDON DES THÈSES SUR LE RÉVISIONNISME

# La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations ?

Par JEAN DAUBIER

LA remise en cause par *le Quotidien du peuple* des bases idéologiques du différend sino-soviétique est un *événement capital. Un éditorial du 2 avril* indiquait que les neuf grands articles (1) publiés en 1964 à Pékin pour réfuter les thèses khrouchtchéviennes étaient « *inexacts* ». « *L'origine et les caractéristiques du révisionnisme, disait ce texte, furent présentées de manière erronée.* »

Les nouveaux dirigeants chinois portent ainsi le coup de grâce à l'héritage maoïste. Cette prise de position affecte le *domaine, jusque-là relativement épargné,* de la politique extérieure et, en outre, elle ébranle les fondements mêmes d'une série de thèses sur lesquelles un consensus semblait exister dans le pays et le parti (2). Cette contestation des principes de base de la grande controverse est lourde de conséquences qu'un court rappel historique permet de mieux saisir. Le différend est né en 1956 à l'issue du vingtième congrès du parti communiste soviétique. Les communistes chinois n'ont jamais accepté le contenu du rapport Khrouchtchev et moins encore de se trouver mis devant le fait accompli de la déstalinisation. Autant peut-être que le désaccord idéologique, le problème de l'égalité des partis composant le mouvement communiste se posait avec force.

*La revendication* chinoise d'une sorte de direction bicéphale et le refus soviétique conduisirent Mao Tsé-toung à affirmer l'originalité de sa politique, ce que concrétisèrent en 1958 le déclenchement *du grand bond en avant et l'institution* des communes populaires. Au début des années 60, la dégradation des rapports entre les deux capitales *était* manifeste. Le rapprochement soviéto-américain *ébauché en 1959 se précisait tandis qu'on* dénonçait à Pékin la « *Sainte-Alliance réactionnaire* ». Les neuf lettres publiées en 1964 réfutaient minutieusement la politique khrouchtchévienne et revendiquaient, pour la Chine, la direction idéologique du mouvement communiste. Elles exposaient une conception révolutionnaire des rapports *internationaux* basée sur l'appui aux peuples colonisés et opprimés du tiers-monde contre les deux superpuissances. Mais, à l'époque, les Chinois parlaient encore d'un camp socialiste et *semblaient croire* que la situation intérieure soviétique pouvait se retourner.

Les neuf textes analysaient les caractéristiques antirévolutionnaires de la politique du Kremlin et sa « *complicité avec l'impérialisme américain* ». « *Le pseudo-communisme de Khrouchtchev* », publié le 14 juillet 1964, soulignait la cause interne des « déviations » apparues *dans la diplomatie moscovite : l'existence* en U.R.S.S. d'une couche privilégiée parmi les fonctionnaires du parti et de l'Etat, qui exerçait le pouvoir à son seul profit. Ce texte faisait *référence* à une « *bourgeoisie bureaucratique opposée au peuple* (qui) *s'est approprié les fruits du labeur des masses soviétiques* et (qui) *a des revenus des dizaines, voire des centaines de fois supérieurs à ceux des ouvriers et des paysans* (3). »

Ce rappel permet de comprendre que le rejet des neuf textes est dans la logique de la politique suivie actuellement par MM. Hua Guofeng et Deng Xiaoping. En effet, en matière de rapprochement avec Washington, *ne sont-ils pas allés plus loin que Khrouchtchev dans les années 60 ?*

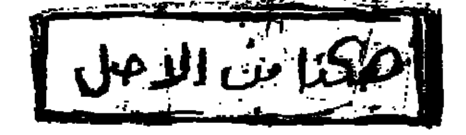
(Lire la suite page 4.)

(1) Voir *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international,* Editions en langues étrangères, Pékin, 1965.

(2) Ainsi, à l'époque, M. Deng Xiaoping fut, bien qu'adversaire de Mao, un ardent propagandiste des idées contenues dans les neuf textes. Ses joutes idéologiques avec M. Souslov sont restées célèbres.

(3) Ibid, p. 454.





*Les armes nucléaires ne sont sans doute pas le plus grand danger qui puisse menacer l'avenir de l'humanité. D'autres moyens de destruction sont plus «rentables»*

# Interdire les armes biologiques ?

Par RICARDO FRAILE

LA simple évocation des armes chimiques et biologiques plonge l'imagination dans un univers de régression et d'obscurantisme. Propager la maladie parmi la population de l'Etat ennemi n'innoverait en rien puisque, très tôt dans son histoire, le guerrier empoisonnait puits et cours d'eau, catapultait dans les villes assiégées des nourritures malsaines ou des cadavres de pestiférés, contaminait mortellement de façon plus insidieuse six millions d'Indiens. Aujourd'hui, le détournement d'une science en pleine évolution déclencherait d'effrayantes conséquences (1).

Si les agents biologiques ont des effets difficiles à circonscrire, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. détiennent des stocks considérables d'armes chimiques opérationnelles. Cela va des substances phytotoxiques et irritantes, largement utilisées au cours du second conflit indochinois, aux agents incapacitants, létaux et supertoxiques. Actuellement, les armées américaine et soviétique disposent de gaz neurotoxiques du groupe V, dont le plus puissant, le VX, provoque la mort à une dose inhalée d'environ 0,1 milligramme, la concentration létale par aérosols avoisinant 10 milligrammes par minute et mètre cube d'air. Ces agents, qui entravent l'action de la cholinestérase, provoquent la perte du contrôle de l'activité musculaire générale, le rejet de bave, des nausées, la paralysie des muscles respiratoires causant l'asphyxie.

Le perfectionnement des moyens a permis de concevoir une nouvelle génération d'armes chimiques, le système d'armes binaires, aussi toxique que le précédent sans en présenter cependant les inconvénients de stockage et de transport. Le principe repose sur la mise au point de deux agents chimiques pratiquement inoffensifs. Ceux-ci, conservés et véhiculés séparément jusqu'au lieu d'hostilité, sont alors réunis dans une munition spéciale qui maintient l'étanchéité des deux substances. L'explosion réunira les composants et libérera un mélange extrêmement toxique. Selon le même principe, les recherches se tournent vers la découverte d'une seule substance capable de réagir avec un composant déjà présent à l'état naturel dans la zone visée. Les premiers résultats obtenus permettent de consumer l'oxygène ou de dissoudre une partie de l'ozone.

## L'Europe, cible privilégiée

PAR sa diversité, l'armement chimique présente un intérêt militaire incontestable. Dans les conflits qui ne cessent d'opposer les grandes puissances aux pays en voie de développement, l'objectif consiste à frapper les forces de guérilla. Que ce soient les forces britanniques qui, de 1948 à 1960, recoururent aux phytohormones afin de priver les insurgés communistes malais de toute subsistance et dissimulation, ou l'emploi au Vietnam de substances antiplantes et de gaz irritants en concentrations mortelles et comme appui logistique aux bombardements, les troupes assaillantes, malgré les règles de la guerre, élèvent désormais la population au rang de combattant. En ce sens, les leçons de la « division Jason » ont fait école : puisqu'une guerre populaire est soutenue par la population, il faut ébranler cet appui déterminant (2). Il n'est de conflits localisés qui ne suscitent des accusations concernant l'usage de gaz toxiques, on l'a vu récemment à propos du Vietnam contre le Cambodge, de l'armée laotienne contre la rébellion des montagnards méos, de l'Union soviétique en Afghanistan (3).

L'Europe ne doit pas oublier qu'elle représente la principale destination des efforts d'armement chimique. L'arme chimique satisferait alors à un double souci : en ne visant que la matière vivante et en épargnant le matériel et les installations, elle préserverait la valeur économique des territoires et « rentabiliserait » la guerre ; d'autre part, bien que les armes chimiques et biologiques constituent, avec les armes nucléaires, la trilogie de destruction massive (N.B.C.), l'usage des gaz toxiques, tout en permettant de mener la guerre à son plus haut niveau, ne s'inscrit pas directement dans l'escalade fatale et laisserait aux Etats-Unis une chance de se tenir à l'écart. Si la bombe à neutrons présente partiellement ce double intérêt des armes chimiques, l'arme nucléaire tactique, par contre, réduirait substantiellement l'espoir de l'allié outre-Atlantique (4).

Les nations occidentales européennes, dont la France est la première à détenir une capacité chimique, ont été jugées insuffisamment préparées à ce type de guerre par le Pentagone qui a décidé de suppléer aux déficiences. En 1975, le département de l'armée se procurait cent mille vêtements de protection chimique UK MARK III, fabriqués au Royaume-Uni et destinés aux troupes qui auraient à se battre en Europe, une seconde livraison devant intervenir. De 1977 à 1981, la répartition des crédits prévoit à ce titre 46,7 millions de dollars pour l'année fiscale 1977 et 34,5 millions de dollars pour les années fiscales suivantes. Les dépenses ont pour but de fournir des équipements défensifs aux forces en Europe ainsi que pour la base d'entraînement CONUS (5).

Il n'est pas facile d'évaluer l'aptitude de l'Union soviétique à mener une attaque chimique. Cependant, de l'avis du général Alexander Haig et des milieux autorisés de l'OTAN, une offensive chimique du pacte de Varsovie toucherait sévèrement les pays occidentaux car l'U.R.S.S. possède en ce domaine une supériorité absolue. Les agents de type persistant et de type non persistant peuvent être répandus par toutes les pièces d'artillerie soviétiques supérieures à 122 millimètre sainsi que par les missiles tactiques. A cela s'ajoutent les énormes moyens aériens capables d'étendre la guerre chimique sur une échelle beaucoup plus importante, dans des régions situées hors des zones d'affrontement direct.

L'indicateur le plus fiable de la préparation soviétique réside dans l'étendue et la nature des programmes d'entraînement. Les améliorations manifestes qui y sont apportées et les nombreuses activités nouvelles qui y figurent attestent la volonté de renforcer une capacité opérationnelle en soi inégalée. Selon les services de renseignement américains, les centres d'entraînement chimiques-biologiques (et radiologiques) deviennent de plus en plus sophistiqués, avec des équipements sans cesse perfectionnés. Non seulement il existe des troupes CB (R) très importantes, mais toutes les forces de combat et d'appui reçoivent une instruction spéciale.

Il semble que l'armée soviétique soit familiarisée avec l'idée que l'usage d'armes chimiques n'aurait rien d'extraordinaire et serait simplement un moyen supplémentaire très efficace de s'attribuer les meilleures chances de victoire. Cette forme de guerre ne revêt peut-être pas, dans l'esprit du commandement du pacte de Varsovie, l'aversion dont elle s'entâche à l'Ouest, bien que des pays occidentaux y aient recouru les premiers et massivement. L'emploi des agents chimiques pourrait, à la suite d'une décision politique prise au plus haut niveau, dépendre d'un ordre militaire relativement subalterne.

## Un siècle d'efforts

TRES tôt, la communauté internationale s'est préoccupée du sort à réserver aux armes chimiques et biologiques. Sans les viser expressément, la conférence de Bruxelles de 1874, qui refusa à l'Etat le choix illimité des moyens de nuire à l'ennemi, a également prohibé, par un article 13, l'emploi du *« poison ou d'armes empoisonnées »*. Les premières précisions apparaissent avec la conférence de la paix réunie à La Haye en 1899, dont une disposition signée le 29 juillet stipule que les contractants s'interdisent *« l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants et délétères »*. Cette mise au ban fut ratifiée par vingt-sept nations, sans les Etats-Unis. Après la première guerre mondiale, qui connut l'usage des gaz toxiques, la commission sur la responsabilité des auteurs de la guerre (constituée par les Alliés) inclut à son tour dans la liste des crimes de guerre l'utilisation des gaz délétères et asphyxiants.

Cette évolution progressive s'exprime pleinement dans le Protocole de Genève de 1925, inspiré directement de l'article V du traité de Washington, demeuré sans effet. Le protocole, qui constitue la base fondamentale de la réglementation en matière d'armes chimiques et biologiques, condamne et interdit *« l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues »* et étend cette prohibition aux moyens bactériologiques.

Aujourd'hui, aucune nation ne conteste cette prohibition, et, régulièrement, l'Assemblée générale des Nations unies en rappelle toute la force et l'actualité. Les seules voix discordantes, principalement celles des Etats-Unis et de quelques puissances occidentales, se refusent à considérer comme interdits les gaz lacrymogènes et les agents antiplantes. On connaît l'usage qui en a été fait sous couvert d'une telle interprétation. Le tracé synoptique de l'attitude américaine est assez remarquable : dès 1922, la délégation américaine à la conférence de Washington reprend à son compte le rapport de l'une de ses sous-commissions consultatives, qui juge indispensable d'interdire tous les gaz, toxiques ou non, y compris les substances irritantes ; à l'époque du conflit vietnamien, le gouvernement de Washington se fonde sur le mot français « similaire » pour arguer que, les irritants ne s'apparentant pas aux gaz asphyxiants ou toxiques, le protocole ne les concerne pas, alors même que la version anglo-saxonne (qui fait également foi, et retenue d'ailleurs par le Sénat américain) recourt à une terminologie plus vaste englobant lesdits gaz asphyxiants ou toxiques ainsi que tous les autres gaz *[other gases]* ; dernière phase, à la fin de la guerre du Vietnam, et face à l'indignation soulevée par l'emploi des substances lacrymogènes et antiplantes, le président Ford ratifie, cinquante années après son adoption, le Protocole de Genève, sans modifier son interprétation mais en renonçant solennellement à presque toute utilisation de ces substances au cours des conflits futurs.

## Expériences dans des centres urbains

L'HISTOIRE montre que le droit de la guerre ne suffit pas à préserver les communautés engagées dans les hostilités. Seule l'abolition totale et définitive des arsenaux offrirait une garantie sérieuse. Depuis 1968, la conférence du comité du désarmement de Genève s'évertue à appliquer cette solution radicale aux armes biologiques et chimiques. L'affaire a été partiellement facilitée par une donnée fondamentale : l'arme biologique et, dans une nettement moins grande mesure, l'arme chimique affectent la supériorité stratégique des grandes puissances. Les Etats-Unis en ont tiré leurs conclusions après que l'armée se fut préoccupée de mesurer la vulnérabilité du pays à une agression biologique. Les tests — réalisés en nombre impressionnant — simulèrent, à l'aide d'agents estimés non actifs, des attaques contre les principaux centres urbains : dispersion de la bactérie *serrania marcescens* au large de San-Francisco (malgré les précautions prises, l'expérience provoqua plusieurs cas d'infection des systèmes cardiaque, vasculaire et pulmonaire), dissémination d'agents biologiques dans le métro new-yorkais, à l'aéroport national et à la gare routière de Washington, etc.

Parallèlement à ces « attaques » massives, les spécialistes de Fort Detrick testèrent également la vulnérabilité sélective des personnalités politiques. Des substances chimiques et biologiques furent introduites dans les systèmes d'air conditionné de la Maison Blanche et du Capitole ainsi que dans le circuit d'eau potable d'un important édifice du service fédéral. Ainsi, les experts de l'armée menèrent à bien l'« assassinat » du président Nixon et des membres du Congrès sans que le service secret, le F.B.I. ou la police du Capitole parviennent à le prévenir (6). Comme à la grande efficacité de l'arme biologique s'ajoute son faible coût de production, elle deviendrait aisément l'arme du pauvre et permettrait à une petite nation d'entrer dans le jeu de la dissuasion, à égalité avec les supergrands : *« La prolifération pourrait affecter l'équilibre mondial des puissances. Elle accroîtrait la possibilité d'une guerre stratégique dans laquelle des dizaines de millions d'Américains pourraient mourir. Le coût d'une guerre conventionnelle et nucléaire favorise les pays riches. Nous perdons cet avantage avec les agents chimiques, et particulièrement avec les agents biologiques »* (7).

Cette évidence nourrit sûrement la volonté de stimuler ardemment le désarmement biologique. Les Etats-Unis donnèrent le meilleur exemple : le 25 novembre 1969, le président Nixon renonçait unilatéralement à la fabrication d'agents de guerre biologique ; le 14 février 1970, il incluait les toxines ; le 27 février 1971, il annonçait la conversion de l'arsenal de Pine Bluff, spécialisé dans les armes biologiques, en Centre national de recherche sur les effets nocifs des produits chimiques ; le 13 juillet suivant, le ministère de la défense confirmait la destruction en cours des agents biologiques et à toxines ; le 18 octobre, il déclarait que le centre de l'armée pour la recherche sur la guerre biologique de Fort Detrick serait transformé en centre d'avant-garde pour la recherche sur le cancer. Cet ensemble d'initiatives, qui se traduisaient à la conférence du comité du désarmement de Genève par la ferme détermination d'aboutir, favorisa en décembre 1971 l'adoption à l'Assemblée générale des Nations unies d'un accord international.

Ouverte à la signature le 10 avril 1972 et entrée en vigueur en 1975, la convention innove. Les Etats qui en deviennent parties s'engagent aux termes de l'article premier à ne pas mettre au point, fabriquer ou stocker, ni acquérir d'une manière ou d'une autre, des agents biologiques ainsi que des toxines, de types et en quantités qui ne sont pas destinés à des fins prophylactiques, de protection ou à d'autres fins pacifiques. Se trouvent également visés les équipements et les vecteurs destinés à l'emploi de tels agents ou toxines à des fins hostiles ou dans des conflits armés. Le critère de destination générale sur lequel s'établit l'interdiction offre l'avantage d'écarter toute ambiguïté. Sont frappés l'ensemble des agents ou toxines que ne justifie aucune des fins autorisées et expressément mentionnées. D'autre part, en ce qui concerne les équipements et vecteurs, la prohibition se fonde sur la simple idée d'*hostilité* qui recouvre toutes sortes d'affrontements que la notion de *guerre* aurait négligés si elle avait été choisie.

Malgré sa portée relativement complète et précise, la convention présente cependant deux défauts inquiétants. En premier lieu, la recherche militaire ne tombe pas sous le coup de l'interdiction en raison des difficultés prétendues de la dissocier de celle menée à des fins civiles (8). Ensuite, les activités à des fins de protection, c'est-à-dire les préparatifs militaires destinés à se protéger en cas d'agression biologique, sont autorisées. Les laboratoires de l'armée risquent donc de profiter de cette faille pour concevoir de nouveaux agents biologiques en avançant la nécessité de s'immuniser contre eux. A l'effet d'écarter une telle éventualité, les deux grandes puissances ont fourni des précisions permettant d'augurer que le texte ne sera pas vidé de sa substance. La convention de 1972 ébauche une coopération internationale dans le domaine de la biologie pacifique, et elle oblige les Etats à détruire tous leurs stocks dans un délai de neuf mois. Cette obligation innove totalement puisque, jusqu'à cette date, les traités conclus se souciaient de limiter les armements et non de les éliminer.

Cette convention a été ratifiée par l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception de deux grandes puissances : la Chine et la France. La première a vu dans cet accord une nouvelle illusion de sécurité que faisait alors miroiter aux peuples la collusion des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. La France, quant à elle, arguant de l'omission des armes chimiques et de l'absence de contrôle, refuse le texte, comme elle déclinait jusqu'en 1979, date de sa participation aux travaux de la conférence du comité du désarmement, toute initiative émanant de Genève, où, selon elle, s'instaurait la mainmise des supergrands. Néanmoins, ne souhaitant pas demeurer en marge d'un acte significatif, le gouvernement français a promulgué le 9 juin 1972 une loi qui ne lève aucun des griefs portés contre la convention, mais en reprend, à quelques nuances près, l'esprit des dispositions principales et les assortit de mesures répressives.

Au moment de conclure la convention sur les armes biologiques, les Etats y ont inséré un article affirmant l'engagement de chacun d'eux à mener de bonne foi des négociations en vue d'aboutir le plus tôt possible à un accord international sur les armes chimiques. Huit années se sont écoulées ; les réunions officieuses d'experts et les consultations bilatérales américano-soviétiques se poursuivent. En 1975, l'armée américaine requérait du Sénat les crédits nécessaires à la mise en route du nouveau programme d'armement binaire. Bien que le montant ne s'élevât qu'à 6 millions de dollars, les précisions prudentes des experts militaires indiquent que la constitution d'une capacité binaire élémentaire coûterait au total 2 milliards de dollars. A bon escient, le Congrès a refusé d'engager de manière décisive le premier pas, car l'enjeu est d'importance. Si les Etats-Unis se lancent dans la réalisation du projet d'armes binaires, la conférence du comité de désarmement peut refermer le dossier des armes chimiques. En agissant avec prudence, le Sénat américain n'en a pas moins lancé un avertissement de poids : si le désarmement chimique n'intervient pas dans un délai raisonnable, la question sera reconsidérée et sans aucun doute favorablement.

---

(1) Les deux plus importantes études à ce sujet sont les rapports du secrétaire général des Nations unies : *les Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)* et *les effets de leur utilisation éventuelle* (1969), et celui de l'Organisation mondiale de la santé : *Santé publique et armes chimiques et biologiques* (1970).

(2) Répondant à une étude commandée par McNamara, la « division Jason » de l'Institut d'analyses pour la défense préconisa de multiplier les opérations antiguérilla conduites avec des armes chimiques.

(3) *Pékin information*, n° 46, 2 novembre 1978, p. 29 ; *le Monde*, 24 octobre 1978 et 8 mars 1980.

(4) Le problème débattu de la bombe à neutrons tient en son rattachement, ou non, à l'arsenal nucléaire. La terminologie indique le choix : les Etats-Unis la désignent comme *« arme à effet de souffle réduit et à rayonnement intensifié »*, l'Union soviétique, quant à elle, parle d' *« arme nucléaire à neutrons »*.

(5) Déclaration du général Brown, président du Bureau des chefs d'état-major. Senate, Hearings before the Committee on Appropriations - DOD Appropriations, Fiscal year 1977, 2 février 1976, p. 353.

(6) Voir notamment *Biological Testing Involving Human Subjects*, Hearing. Senate, Committee on Human Resources. Subcommittee on Health and Scientific Research. 8 mars et 23 mai 1977. *Project MKULTRA - The CIA'S Program of Research in Behavioral Modification*, joint hearing, Select Committee on Intelligence. Committee on Human Resources, 3 août 1977.

(7) Déclaration au Congrès de M. Swyter, ancien membre du Bureau du secrétaire à la défense, *C.B.W., U.S. policies, International Effects*, hearing. House of Representatives, 2 décembre 1969, p. 93.

(8) Il ne semble pas, malgré le doute, que les essais soient interdits. La possibilité de les inclure sous l'expression « *mise au point* » ne respecterait pas l'existence des quatre phases : Research, Development, Test, Evaluation (R.D.T. & E.), qui régissent les programmes militaires américains.

---

• LES ARMEMENTS CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES, par E. de Plaen : l'un des récents dossiers « Notes et documents » du Groupe de recherche et d'information sur la paix (GRIP) de Bruxelles traite, en une quarantaine de pages ronéotées, des principaux aspects du problème des armes chimiques et biologiques. Un résumé succinct, mais complet, en quatre chapitres principaux : description ; stocks ; aspects stratégiques et tactiques ; négociations de désarmement. (N° 17, 25 avril 1980, 100 F.B., GRIP, chaussée Saint-Pierre, 141, 1040 Bruxelles).

# LA RENCONTRE A PARIS DES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE

## Comment, avec de l'ancien, faire du nouveau...

Par LILLY MARCOU *

SE présentant comme une forme nouvelle de relations collectives entre partis communistes, « *plus vivante, plus souple, plus efficace* », la rencontre de Paris des 28 et 29 avril 1980 récuse toute filiation avec les conférences qui l'ont précédée, même avec les conférences paneuropéennes de 1967 et de 1976. Celle de Berlin (juin 1976) semblait clore la séquence historique de réunions ouverte en 1957. La majorité des P.C., surtout les partis eurocommunistes ont alors affirmé que ce type de contact était dépassé et qu'il faudrait, pour l'avenir, chercher de nouvelles formes de relations entre les partis. A Berlin ont éclaté au grand jour les contradictions, les potentialités de vingt années d'histoire du communisme européen. On savait avec certitude qu'après juin 1976 l'unité du mouvement ne pourrait plus se faire autour d'une conférence ou d'un document, fût-il réduit à sa forme la moins contraignante, celle d'un « appel ». Et, depuis lors, les grands clivages se sont encore accentués.

A partir de 1957, c'est-à-dire depuis le moment où la « conférence », en tant que structure momentanée du mouvement communiste, s'est substituée à une organisation permanente — l'Internationale communiste (Komintern) ou le Bureau d'information des partis communistes (Kominform), — le P.C. soviétique et ses proches alliés ont tenté de lui donner un rôle unifiant, homogénéisant et universalisant ; ils ont surtout tenu à accorder aux documents qui en étaient issus la portée de chartes édictant une ligne générale valable pour *tous*. Mais, dès cette époque, le P.C. italien et la Ligue des communistes yougoslaves, suivis plus tard par les P.C. espagnol, roumain, britannique et suédois, ont tenté d'en relativiser l'importance. Ainsi le thème de la conférence devient l'axe principal autour duquel, durant deux décennies, s'ordonnent les positions contradictoires, nuancées ou radicales des P.C. : *pour* ou *contre* la conférence elle-même, telle est le dilemme du mouvement communiste dans les années 60 et 70.

Aucun parti ne veut plus recréer l'Internationale ni abolir les voies nationales du passage au socialisme ; mais ces deux tendances continuent à cohabiter et, lorsque les P.C. se réunissent, que ce soit à l'échelle d'un continent ou d'une région, les mêmes interrogations se posent : comment le compromis se fera-t-il, quels sont encore les points d'accord, comment la différence s'exprimera-t-elle ?

La grande nouveauté de la rencontre de Paris est que, cette fois-ci, ceux qui, depuis longtemps, sinon depuis toujours, ont été *contre* ce genre d'assises, ne sont plus là. Dépouillée de toute problématique conflictuelle, réduite à une seule dimension — *la lutte pour la paix et le désarmement,* — la rencontre ne pouvait pas rassembler la totalité des signatures des P.C. européens sur un appel qui expose les thèses de la diplomatie soviétique sur l'équilibre des forces en Europe.

Responsable avec le P.C. polonais de l'organisation de la conférence, le P.C. français, pour prouver qu'un style nouveau était adopté, avait surtout souligné qu'il ne s'agissait pas d'une conférence mais d'une rencontre, qu'on ne débattrait pas de l'ensemble des problèmes concernant le mouvement communiste mais d'un seul sujet — la paix et le désarmement — et qu'elle n'aboutirait pas à un document dégageant une stratégie commune, mais à un appel aux peuples d'Europe (1).

Tout cela est vrai, mais pas très nouveau. Tout d'abord, le principe d'une conférence « globalisante », avec un document final engageant l'ensemble des P.C., n'existe plus depuis 1969, date à laquelle s'est réunie à Moscou la dernière conférence mondiale. Depuis, ce sont des conférences régionales qui se sont multipliées, avec, pour chacune, une participation variable, un thème précis et un document non programmatique. C'est aux conférences paneuropéennes qu'il faut donc se référer pour repérer les analogies et les changements, si changements il y a.

La première conférence des P.C. d'Europe eut lieu à Karlovy-Vary en avril 1967, et elle réunit vingt-quatre partis autour du thème de « *la lutte pour la construction en Europe d'un système de sécurité collective* ». Les Yougoslaves et les Roumains étaient absents ; la conférence se réunit autour d'un thème précis et le document final ne tenta pas de dégager une stratégie commune, mais apporta son soutien au projet soviétique qui aboutira à la conférence d'Helsinki. Il s'agissait donc d'assises à caractère diplomatique dictées par les intérêts d'Etat du camp soviétique. Sur ces deux aspects — objet et participation — il n'y a pas de *différence* entre Karlovy-Vary 1967 et Paris 1980. Enfin, dans les deux cas, ce sont les P.C. français et polonais qui ont été les initiateurs de la rencontre.

La conférence de Berlin, en 1976, seconde conférence paneuropéenne, était plus complexe. Mais, là aussi, il ne s'agissait pas d'englober toute la problématique du communisme mondial, mais de traiter un thème précis : « *la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe* ». Thème plus large qui, cependant, ne couvrait pas tous les problèmes du communisme européen. La seule différence est que la rencontre de Paris s'est déroulée non pas au niveau des secrétaires généraux mais des responsables de la politique étrangère des P.C.

### Des constantes désormais accentuées

SI le nouveau a du mal à faire surface, par contre, les grandes constantes sont plus que jamais accentuées. Les travaux de la rencontre de Paris, réduits à une dimension unique — la lutte pour la paix, — ressemblent tristement aux anciennes « messes » organisées par le Kominform ; tous les participants (sauf les deux observateurs belge et suisse) se trouvent sur la même longueur d'onde. C'est la première consultation où la différence et la divergence, caractéristiques fondamentales du mouvement communiste post-stalinien, ne s'expriment pas. On retrouve le manichéisme qui caractérisait le communisme de « guerre froide » et selon lequel le monde est animé, d'une part, par les forces de paix dirigées par l'U.R.S.S., et, de l'autre, par les forces de guerre dirigées par les Etats-Unis. Le discours de M. Boris Ponomarev — chef de la délégation soviétique — synthétise parfaitement ce *Weltanschauung*.

Refusant, comme cela a été décidé au départ, de débattre de l'intervention en Afghanistan, « *avant tout parce que les représentants du parti démocratique populaire à la tête de ce pays libre ne participent pas à la rencontre* » (Boris Ponomarev), évitant ou escamotant les écueils qui ont amené justement de nombreux partis à ne pas être présents, voyant dans les crises et les bouleversements actuels les ravages de l'esprit maléfique et guerrier des Américains, le discours soviétique reprend les vieux schémas jdanoviens. Les ambiguïtés de la diplomatie soviétique traversent ses analyses : « *L'Union soviétique n'a pas besoin de guerre, ni nucléaire, ni grande, ni petite. Nous n'avons aucune raison de préparer et de déclencher des guerres ; aucun de nos objectifs n'exige de recourir à la voie militaire. Il n'existe en U.R.S.S. ni classes ni couches ou groupes sociaux qui puissent profiter de la course aux armements. L'idée même de l'exploitation d'autrui, l'idée d'expansionnisme, d'agression et d'exportation de la révolution sont profondément étrangères à notre idéologie, à la nature de notre ordre social.* » Tout cela est vrai, et l'histoire de la diplomatie soviétique en témoigne ; cependant M. Boris Ponomarev ajoute : « *Mais nous n'admettons pas non plus de rester les bras croisés face à l'exportation de la contre-révolution et de l'agression.* » C'est ce postulat qui, lui aussi constant, a conduit cette diplomatie prudente, défensive, à intervenir dans les affaires intérieures d'un pays lorsque les idéologues soviétiques discernaient dans leur sphère d'influence le danger de la « *contre-révolution* » ou une menace contre les « *conquêtes du socialisme* ». Tout est là.

Le P.C. soviétique a trouvé encore dix-neuf partis communistes en Europe pour partager ses analyses. Sur ce point, M. Maxime Gremetz, oubliant que M. Georges Marchais avait revendiqué à la conférence de Berlin le droit de critiquer « *la pratique de tel ou tel pays socialiste* », dégage un bilan positif du développement du camp socialiste : « *L'action des peuples se développe dans un rapport des forces favorable aux forces de la paix et de progrès ; l'impérialisme est confronté à une crise économique, financière, politique, sociale qui s'aggrave, une crise profonde et durable qui n'épargne aucun pays capitaliste. Dans ce contexte, les pays socialistes continuent leur développement.* » Sont oubliées, ignorées, escamotées les crises qui traversent les pays socialistes, la nature complexe et conflictuelle des relations interétatiques du camp socialiste.

Malgré ce discours monocorde et unidimensionnel que tiennent tous les participants (sauf les deux observateurs), des ouvertures peuvent laisser croire qu'on est devant un fait nouveau. En effet, les travaux de la rencontre laissent la porte ouverte aux partis absents, en espérant les retrouver lors de la prochaine action commune, et lancent un appel aux forces pacifiques — « *communistes, socialistes, sociaux-démocrates, chrétiens et croyants d'autres confessions* » — en vue d'un large dialogue. Ne pas être d'accord (et comment ne pas l'être !) avec cette ouverture, cet appel à la paix, au désarmement, à la coopération et à l'amitié entre les peuples, signifie être *pour* la guerre. Des lectures rapides peuvent conclure à un élément nouveau qui convergerait vers les thèses italiennes de reconstruction du mouvement ouvrier et d'alliance de gauche en Europe occidentale, d'autant plus qu'il y a dans le discours de M. Ponomarev une référence à l'Internationale socialiste, englobée elle aussi dans les forces pacifiques.

Or des appels de ce genre ont jalonné le mouvement communiste : de l'appel de Stockholm de mars 1950 à l'appel de la conférence de Moscou de juin 1969, en passant par celui de la conférence de Moscou de novembre 1960, les mêmes tentatives de rassemblement se manifestent, le même dessein de constituer de larges fronts apparaît. Mais cette tentative d'alliance est réduite à la logique du « front unique » à la base et non pas du « front populaire ». En d'autres termes, il s'agit surtout de confier aux seuls communistes, les meilleurs partisans de la paix, la tâche de rassembler autour d'eux les masses socialistes, catholiques, sociales-démocrates, progressistes, démocratiques, anti-impérialistes, etc. — tout devant se faire au-delà et en-deçà des appareils et de leurs dirigeants. Bref, pas de rencontre au sommet. C'est pour cette raison que tous ces appels sont restés des vœux pieux et que, depuis la guerre, malgré un réseau de relations bilatérales qui ont lié les P.C. au pouvoir à la social-démocratie, il n'y a jamais eu de conférence mondiale rassemblant le mouvement communiste et l'Internationale socialiste, ou les partis communistes et les partis sociaux-démocrates. Or c'est cela le credo des communistes italiens, et c'est vers cela que leur pratique politique s'oriente ; et c'est là un des grands clivages du communisme européen et une des finalités de l'eurocommunisme.

Si l'appel de Stockholm et toute l'activité du Mouvement de la paix ont occupé l'essentiel de l'action des P.C. entre 1949 et 1952, il est peu probable que l'appel lancé après la rencontre de Paris ait le même impact sur le peuple militant communiste en Europe capitaliste. Le contexte international n'est plus le même, l'U.R.S.S. a perdu son image mythique d'antan et sa situation économique n'est plus la même qu'au moment de la guerre froide. Il ne faut quand même pas oublier l'énorme décalage qui existait entre les Etats-Unis, sortis renforcés de la guerre, et l'U.R.S.S. qui, bien qu'elle fût le principal vainqueur, était sortie exsangue du conflit, avec d'immenses territoires dévastés et un appareil industriel démantelé. A juste titre, la solidarité des P.C. lui était acquise et les masses populaires proches des P.C. lui apportaient leur soutien. L'U.R.S.S. des années 70 fait, au contraire, figure de force stable, dont tout complexe d'encerclement et de cité assiégée apparaît comme un anachronisme. Quant aux appels de 1960 et de 1969, ils sont restés des documents pour les instances des partis et n'ont trouvé aucun impact de masse.

Un autre aspect de la rencontre peut aussi laisser croire à une nouveauté : c'est le caractère conciliant face aux partis absents, auxquels on laisse la porte ouverte. Là aussi une précision historique est nécessaire. Depuis les années 60, lors des moments les plus tendus de l'affrontement avec les communistes chinois, de nombreux partis se sont battus pour que soit abolie la pratique de l'exclusion ou des critiques proférées dans une instance collective. Ainsi les désaccords s'expriment dorénavant à l'intérieur des P.C. ou dans les rapports bilatéraux ; depuis la condamnation de la Ligue des communistes yougoslaves, les documents collectifs ont perdu le caractère de tribunal qu'ils avaient naguère. Déjà, à la conférence de Karlovy-Vary, l'esprit de conciliation et d'ouverture à l'égard des partis absents fut remarqué. Le mouvement communiste en crise, même s'il retourne momentanément à des rites et des mœurs anciens pour retrouver l'unité perdue, garde malgré tout certains de ses acquis qui semblent être irréversibles.

### Le sens des absences

LE caractère vraiment nouveau, sans précédent, de la rencontre de Paris réside dans l'absence des P.C. italien, espagnol, britannique et suédois et dans le fait que les P.C. belge et suisse ont assisté uniquement en qualité d'observateurs et n'ont pas signé l'appel. Il s'agit là d'un refus net des partis entrés dans la mouvance eurocommuniste de retourner à des pratiques qu'ils ont depuis longtemps mises en cause, d'autant plus que, pour s'exprimer, ces pratiques ont pris les formes les plus anciennes.

Les autres absences sont moins surprenantes : outre les Albanais et les Islandais, absents depuis 1960 de toutes les conférences internationales, outre les Hollandais qui s'abstiennent depuis 1965 de toute participation, sauf exception (ce fut le cas à Berlin et encore seulement en tant qu'observateurs), les Yougoslaves et les Roumains ont toujours été réfractaires à ces assises. Depuis cette « ère des conférences », les Yougoslaves n'ont participé qu'à la conférence de Berlin et les Roumains, depuis leur conflit avec l'U.R.S.S. qui remonte à 1962-1964, sont devenus des partenaires difficiles : ils se sont opposés à la conférence de Karlovy-Vary et ils ont participé seulement après de longues transactions aux conférences de 1969 et 1976. Donc, ce sont les nouvelles absences qui constituent l'événement de la rencontre.

Au-delà des analyses spécifiques, ces partis contestent la rencontre sur trois plans : la méthode, le thème et la composition. En supprimant la phase préparatoire qui, depuis les années 60, était l'expression de la démocratisation des instances du mouvement communiste, les initiateurs de la rencontre ont pris le risque de se faire accuser de retourner au centralisme, d'autant plus qu'ils ont pris la décision de convoquer la réunion et de rédiger le texte de l'appel sans aucune consultation préalable. Il était évident que les partis eurocommunistes ou que des P.C. comme le parti roumain ou le parti yougoslave jugent la procédure comme un fait accompli, comme un retour à des pratiques jugées depuis longtemps dépassées. « *Nous ne voulons pas retourner en arrière. Nous ne voulons pas retourner au centralisme* », devait proclamer M. Gian Carlo Pajetta (2).

Rétorquant que cette suppression est le résultat même de la recherche de formes nouvelles, étant donné que les travaux préparatoires sont très longs et que le climat politique actuel ne donne plus le répit nécessaire à ce genre de méthode (c'est l'explication qui nous a été fournie par M. Boris Ponomarev après la rencontre), on heurte d'emblée tous ceux qui ont une vision différente de l'unité du mouvement communiste ouvrier.

Outre la méthode sont contestées l'objet et la composition de la rencontre. En d'autres termes, la paix et le désarmement ne sont pas uniquement l'affaire des communistes, mais de toutes les forces pacifiques, et la façon dont le désarmement doit se faire ne requiert pas les mêmes analyses. Tandis que les Soviétiques et les dix-neuf P.C. qui ont signé l'appel de Paris combattent l'installation des fusées Pershing américaines en Europe et considèrent qu'il n'y a pas de troisième voie possible entre l'OTAN et l'organisation du traité de Varsovie, les partis eurocommunistes et la Ligue des communistes yougoslaves sont pour un équilibre des forces, plaidant pour une négociation parallèle qui aboutirait à éliminer aussi bien les missiles américains que les SS 20 soviétiques ; ils cherchent donc justement une troisième voie en dehors des blocs en présence. D'où la tentative de recomposer le mouvement ouvrier et la recherche d'un nouvel internationalisme. Enfin, la décision de ne pas débattre de l'affaire afghane ne pouvait, elle non plus, être un facteur unificateur. Ce n'est pas avec des silences ou avec des tabous qu'on gomme les problèmes gênants. On est, en fait, devant deux conceptions du rassemblement des forces démocratiques, deux conceptions du désarmement et, enfin, deux interprétations des événements d'Afghanistan.

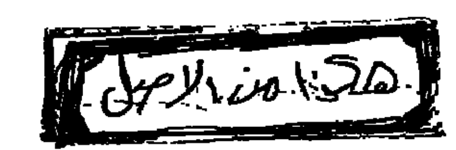
Par leur refus de participer à la rencontre, ces partis se sont montrés conséquents avec les grandes lignes de ce qu'on appelle provisoirement l'eurocommunisme et qui est en fait l'expression du changement opéré dans le mouvement communiste par rapport à l'héritage de l'Internationale. Ce refus de participer à la rencontre de Paris a confirmé que l'unité nécessaire du mouvement communiste et du mouvement ouvrier dans sa globalité ne peut pas se faire avec les vieilles méthodes et selon des principes qui, depuis deux décennies, ont démontré leur caractère inopérant.

* Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Cf. notamment l'interview de Gérard Streiff dans *l'Humanité* du 3 avril, l'article de Jacques Denis dans *l'Humanité* du 4 avril, la déclaration du bureau politique du P.C.F. du 23 avril 1980 dans *l'Humanité* du 24 avril.

(2) *L'Unità*, 4 avril 1980.





## LES RELATIONS ENTRE COMMUNISTES ITALIENS ET CHINOIS

# Pékin et l'« unité dans la diversité »

**Par XAVIER LUCCIONI**

INDEPENDANCE, autonomie, responsabilité nationale : ces concepts qui, naguère, auraient exposé quiconque à l'accusation de « *titisme* », hantent depuis plusieurs années les débats au sein des principaux partis communistes d'Europe occidentale. Pékin les reprend à son compte, moins au nom de la doctrine qu'en fonction de la réalité géo-politique européenne. La Chine ne condamne plus des organisations comme « révisionnistes » — lorsqu'elles contestent la dictature du prolétariat — mais reconnaît leur poids politique, leur dimension historique, leur assise sociale ouvrière et populaire, afin de souligner l'importance que revêt leur aspiration d'autonomie à l'égard de Moscou.

Le calcul n'est pas vraiment neuf. Depuis plusieurs années, des liens étroits sont noués entre partis communistes chinois, nord-coréen et roumain — auquel Pékin, du vivant de Mao Tse-toung, accordait volontiers le label « marxiste-léniniste » — essentiellement en raison de leur réserve à l'égard du Kremlin. Il s'inscrit dans la stratégie engagée par Mao Tse-toung et Zhou Enlai après 1970, en vue de désenclaver la Chine et de constituer patiemment un faisceau d'alliances capables de réduire la bipolarisation dans un monde de plus en plus écartelé entre les blocs américain et soviétique. Une politique qui, après 1975, allait s'infléchir vers l'établissement d'un front destiné à contrer l'avancée soviétique, désignée par Pékin comme élément moteur d'un inéluctable conflit mondial : « *facteur principal dans la contradiction principale* » (1).

Il serait abusif de prétendre que le récent voyage de MM. Berlinguer et Pajetta à Pékin, s'inscrit uniquement dans la perspective d'une telle coalition. Cependant les dirigeants chinois n'en ont point fait mystère : si les liens sont renoués avec le P.C.I., c'est en raison des « *problèmes internationaux auxquels nous sommes confrontés* », répondait aux journalistes M. Deng Xiaoping, en confirmant les propos tenus par M. Hu Yaobang, secrétaire général du comité central du P.C. chinois, lorsque celui-ci insistait sur la nécessité de s' « *opposer fermement à ces partis qui, affublés d'un manteau communiste, maltraitent en fait les autres partis, s'ingèrent dans les affaires d'autres pays et même envoient leurs troupes occuper le territoire d'autres pays* » (2).

Cependant les dirigeants du P.C. italien n'étaient pas allés à Pékin pour entendre un réquisitoire qui les eût placés dans une situation délicate. M. Berlinguer avait d'emblée situé la position de son parti : « *Nous ne sommes pas d'accord pour qualifier l'Union soviétique d'ennemi* », mais, s'empressait-il d'ajouter, « *nous voudrions préciser que nous ne sommes pas non plus d'accord pour qualifier la Chine d'ennemi* ». Ce souci d' « œcuménisme » (3) incite aujourd'hui le P.C. italien à élargir ses contacts (4). Ses dirigeants s'inquiètent de voir se développer les facteurs de guerre : « *Dans la situation internationale qui s'annonce actuellement très grave,* disait M. Berlinguer à Pékin, *la tâche principale qui incombe à notre parti est aussi de lutter pour la paix, la sécurité et la stabilité du monde ; dans cette perspective, il est d'une importance majeure de rétablir aujourd'hui les relations de camaraderie entre nos deux pays* » (5). Ainsi le P.C.I. se dit-il partisan de la constitution d'un front de lutte pour la paix (6). La guerre est bien au cœur des préoccupations des deux partis. Même si, contrairement aux Chinois, les communistes italiens en conteste le caractère inéluctable. Ce à quoi M. Deng Xiaoping répondait que, si son parti a toujours considéré qu'elle éclaterait tôt ou tard, « *il est cependant possible de créer une conjoncture de paix qui durera assez longtemps. Quant à nous, nous espérons que la guerre n'éclatera pas d'ici vingt ans au moins* » (7).

Vingt ans, c'est l'échéance fixée pour la réalisation du programme des quatre modernisations (8). L'enjeu est tel que l'on peut s'interroger : pour y parvenir, la Chine ne sera-t-elle point disposée à des concessions à l'égard de l'Union soviétique ? Ne peut-on aussi considérer le voyage en Chine de M. Berlinguer comme un prélude à un rapprochement avec Moscou ? Et puisqu'elle ne parle plus de révisionnisme à propos de l'U.R.S.S., et conteste les « neuf commentaires » — qui avaient alimenté la grande controverse sino-soviétique (9) — la Chine ne pourrait-elle reprendre sa place dans une alliance comparable à celle qui prévalait jusqu'aux années 60 ?

POSER la question en ces termes serait oublier que le point focal de la controverse était l'autorité exercée par le Kremlin sur toutes les organisations et partis communistes, selon une conception de l'internationalisme prolétarien à laquelle les dirigeants soviétiques ne paraissent nullement avoir renoncé. Or le monde, vu de Pékin, a considérablement évolué depuis trente ans. Ce n'est point pas hasard que, sitôt la délégation italienne rentrée dans son pays, M. Deng Xiaoping a pris soin de déclarer que « *l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialiste* » (10).

Cette attitude s'impose aussi pour des causes intérieures. Il ne faut pas sous-estimer la « démotivation » qui marque à cet égard une part de la classe politique chinoise, notamment parmi les cadres moyens : après le martèlement idéologique des dernières années, n'ont-ils point constaté que bien des méthodes aujourd'hui admises en Chine étaient hier dénoncées comme facteurs du révisionnisme en U.R.S.S. ? Les relations sino-soviétiques doivent-elles alors demeurer antagoniques ? Une tendance existe qui voudrait établir un *statu quo* avec le grand voisin du Nord. Cependant la direction actuelle, menée par ses vieux dirigeants formés à l'époque du Komintern, est convaincue qu'il n'est pas de compromis possible avec Moscou à partir d'un rapport de force défavorable.

Fondamentales, ces préoccupations ne sont néanmoins pas seules à expliquer les retrouvailles sino-italiennes. Ainsi des dirigeants du P.C.I. évoquent-ils l'idée d'un mouvement communiste international fondé sur le droit à la différence. « *Nous sommes d'avis,* déclarait M. Berlinguer, *que la compréhension et la coopération exigent non seulement la reconnaissance, mais aussi l'encouragement à la diversité du processus révolutionnaire, de même que le plein respect de l'indépendance et de l'autonomie de chaque parti, de chaque mouvement, de chaque Etat* » (11).

Ce langage trouve un écho à Pékin depuis que la notion de « modèle » de socialisme, qu'il soit d'essence soviétique ou chinoise, est largement remise en cause tandis que se manifeste un intérêt nouveau pour d'autres formules. Intérêt qui pousse les autorités chinoises à s'inquiéter du type de développement à la hongroise ou à la yougoslavie, à enquêter sur les causes du décollage économique de la Corée du Sud, de Singapour, de Hongkong et à se « mettre à l'école » des aspects jugés positifs de la gestion économique des pays capitalistes les plus développés. Souci de croissance ? Pas uniquement. Les précédentes décennies ont confirmé la très grande complexité de cette « transition socialiste » aux caractéristiques encore exacerbées par les particularités nationales. Le besoin est ressenti de comparer des expériences, d'échanger des réflexions, de confronter...

Au-delà des polémiques anciennes, c'est la question des apports nationaux qui serait à reconsidérer et à reformuler, non plus en termes de contradiction, mais en complément, voire en symbiose, du processus de transformation socialiste. Réflexion qui cherche sa voie depuis la précédente guerre, débat dans lequel le président Tito avait osé affirmer le droit à la diversité — face à Moscou.

Selon M. Berlinguer, il faut admettre ces différences, avec la conviction que le mouvement communiste international retrouverait alors son articulation, grâce au concept renouvelé d' « unité dans la diversité ». Pékin n'est plus fermé à ces arguments. En sachant aussi que l'idée de nationalité introduite à l'intérieur du « camp socialiste » engage une évolution qui touche directement le pouvoir de Moscou.

(1) Voir « Un échiquier triangulaire », dans *le Monde diplomatique,* mars 1980.

(2) *Pékin information,* no 17, 1980.

(3) Suivant le terme employé par M. Jacoviello, dans la série d'articles rendant compte du voyage de la délégation à Pékin, pour *la République.*

(4) A la différence du P.C.F., le P.C.I. entend maintenir des liens étroits avec le courant social-démocrate européen (l' « eurogauche »).

(5) Conférence de presse aux journalistes italiens, *Chine nouvelle,* 23 avril 1980.

(6) Cette préoccupation fut d'ailleurs l'une des causes invoquées par le P.C.I. pour ne point assister à la réunion des partis communistes européens, tenue à Paris le 28 et le 29 avril dernier (voir dans la page précédente l'article de Lilly Marcou).

(7) Entretien de Deng Xiaoping avec des journalistes italiens. *Pékin information,* n° 17, 1980.

(8) Modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, des sciences et techniques.

(9) « La remise en cause du maoïsme », Alain Jacob, *le Monde* du 5 avril 1980.

(10) Voir *le Monde* du 5 avril 1980.

(11) Ces thèses s'expriment aussi au sein du P.C.F.

# La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations ?

*(Suite de la première page.)*

Et l'exercice du pouvoir par une néo-bourgeoisie n'est-il pas désormais une caractéristique de la Chine comme de l'U.R.S.S. ? Les principes exposés dans les neuf lettres contenaient en germe ceux de la révolution culturelle, notamment le thème de la lutte contre les inégalités et le « *droit bourgeois* » cher à la « bande des quatre ». Ils faisaient du révisionnisme l'expression politique d'une dégradation de la société socialiste marquée par la réapparition d'une stratification et de disparités sociales que la révolution doit supprimer sous peine d'imposture. Ceci imposait à la Chine d'aller elle-même plus loin et de se radicaliser. En effet, la différenciation sociale qui s'était développée en U.R.S.S. en quarante ans était également à l'œuvre dans la République populaire depuis 1952. La révolution culturelle fut donc une tentative complexe, et d'ailleurs chaotique, d'enrayer cette progression. Son rejet actuel impliquait logiquement celui des neuf textes de 1964.

Que va-t-il s'ensuivre ? Pékin renonce à exercer une quelconque hégémonie idéologique dans le mouvement communiste et accepte en principe sa diversité. L'idée de défendre un marxisme-léninisme « pur » contre des « déviations révisionnistes » est abandonnée. Cela revient à admettre *de facto* le pluralisme doctrinal entre partis. Il sera intéressant d'observer si, indirectement et à plus long terme, cela favorise de nouvelles tendances centrifuges à l'intérieur de la société chinoise en atténuant les tendances et les pratiques dogmatiques.

Le soutien que Pékin apportait à divers groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosoviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petites organisations d'Europe et d'Amérique, s'intitulant pompeusement « partis marxistes-léninistes ». En quinze ans, ceux-ci n'ont jamais réussi à dépasser le stade groupusculaire et ils se sont complu dans un mimétisme caricatural à l'égard des Chinois. Les nouveaux maîtres de Zhongnanhaï auront d'autant moins de mal à faire admettre la rupture de ces relations qu'elle découle en l'occurrence d'un simple (et coûteux) constat d'échec.

Les communistes chinois préfèrent étendre et approfondir leurs relations avec des communistes portés à l'indépendance à l'égard de Moscou, tels les Roumains et les Yougoslaves. La récente reprise des rapports avec le parti italien va dans le même sens. Le voyage de M. Berlinguer à Pékin, en avril, résulte d'une double convergence ; en abandonnant leur doctrine de 1964, les Chinois n'ont plus de raisons de tenir les Italiens pour révisionnistes ; de son côté, M. Berlinguer a subi dans la péninsule un échec relatif, qu'il cherche (comme M. Marchais, mais de manière différente) à compenser en se donnant une stature internationale. Son voyage en Orient, comme ses rencontres avec les socialistes français et allemands s'inscrivent dans cette perspective.

## Rivalités de partis et d'empires

ON ne saurait pourtant en conclure qu'entre MM. Berlinguer et Deng Xiaoping l'accord est large. Les conversations dans la capitale chinoise ont même fait ressortir des divergences sensibles avec les thèmes eurocommunistes, sur la neutralisation de l'Europe par exemple.

Cependant, il est clair que les Chinois ont intérêt à nouer des contacts approfondis avec les forces politiques et sociales que représentent M. Enrico Berlinguer et ses amis. Ce seront, pour eux, autant d'occasions de mieux diffuser leurs thèses et d'élargir l'écart qui sépare Russes et Italiens.

Mais ceci pose un autre problème, celui de la perdurabilité de l'antagonisme sino-soviétique. C'est la question centrale que soulève le rejet des principes de 1964 : annonce-t-il un rapprochement avec les Russes ? Certains commentateurs sont allés très loin dans cette voie et parlent d'apaisement. La prudence paraît pourtant de rigueur. Nous avons suffisamment dit dans ces colonnes que le différend idéologique n'était pas un élément accessoire du conflit sino-soviétique pour ne pas sous-estimer la portée des événements actuels. A l'inverse, il paraît prématuré de parler de détente ou de rapprochement quand demeurent une tension militaire considérable et une légitime méfiance réciproque.

Ecartons d'emblée ce qui paraît dû à des erreurs d'interprétation. Pour justifier la thèse de l'apaisement, on a abondamment cité cette phrase de l'éditorial du 2 avril : « *On a qualifié à tort, de révisionniste, l'attitude d'un parti prolétarien qui se consacre au développement des forces productives.* » Certains ont cru que ce label « prolétarien » était décerné aux Russes et ont conclu à la cordialité des Chinois envers eux. En réalité, le commentateur pékinois parlait des communistes yougoslaves, ce qui enlève à cette phrase beaucoup d'importance (4). Venons-en à l'essentiel : en abandonnant l'anti-révisionnisme, Pékin n'amorce pas un rapprochement, mais crée cependant une condition très favorable à la décrispation. Dans le jeu tripolaire qui domine le monde actuel, avoir de bons rapports avec les deux autres protagonistes est la plus enviable des positions. Ce n'est le cas ni des Russes ni des Chinois, et ce n'est plus celui des Américains. Un relâchement, même léger, de la tension avec Moscou placerait les Chinois en position plus avantageuse. C'est peut-être leur objectif.

La démarche chinoise est significative et elle n'a pas de précédent dans les rapports sino-soviétiques depuis vingt ans. Il serait bien improbable qu'à Moscou on n'en perçoive pas la portée et qu'on ne fasse aucun geste envers les frères ennemis. S'il se traduisait par un allégement, même symbolique, du dispositif militaire soviétique, une voie s'ouvrirait. Mènerait-elle au renversement des alliances ? C'est une autre affaire. Divers éléments peuvent, il est vrai, favoriser cette évolution : le côté décevant des rapports avec l'Occident, la baisse de la crédibilité américaine, le refus de Washington d'armer et de soutenir, conjointement avec Pékin, la résistance afghane, le refus de l'Europe de prendre en considération le péril soviétique et de remettre en question ses relations avec le Kremlin. A l'inverse, d'autres facteurs jouent en sens diamétralement opposé. L'abandon des thèses de 1964 réduit, voire efface, le différend idéologique ; reste la question de l'égalité dans les rapports et, d'une manière générale, celle de la capacité des Soviétiques d'accepter qu'un autre parti, qu'un autre Etat, suive une voie nationale. Moscou, c'est le moins qu'on puisse dire, s'y est toujours montré mal disposé. Et puis, il y a ce fait élémentaire et peu réductible : la Chine et l'U.R.S.S. sont deux empires ; et deux empires, surtout s'ils ont une frontière commune, sont toujours rivaux (5).

**JEAN DAUBIER.**

(4) Une des neuf lettres s'intitulait : *La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?* La réponse, est-il besoin de le dire, était alors négative.

(5) Recevant le président Sékou Touré, M. Deng Xiaoping a déclaré, le 5 mai, que l'U.R.S.S. « *n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialiste* » qui « *menace la paix du monde* », « *poursuit sa politique d'hégémonisme* » et « *commet des agressions contre d'autres pays qu'elle intimide, asservit et exploite* ».

## Un livre de Jean Ziegler

# Les sociologues et la légitimité des dominateurs

**Par JEAN-PIERRE GARNIER ***

UN titre, Retournez les fusils (1), en forme d'appel à la rébellion, qui dit bien ce qu'il veut dire ; un sous-titre — « Manuel de sociologie d'opposition » — plus explicite encore ; une dédicace à ceux qui sont morts pour avoir dit « non » ! D'emblée, Jean Ziegler annonce la couleur : rouge. Le rouge des révoltes anti-capitalistes, le rouge de la lutte anti-impérialiste, le rouge de ce drapeau de la révolution que tant de sociologues rêvent aujourd'hui de voir définitivement amené.

A l'encontre de la plupart de ses collègues, en effet, Jean Ziegler se refuse à croire que le capitalisme soit devenu « l'horizon indépassable de notre temps ». « Une terre où la multitude — de son travail, son humiliation, sa faim — nourrit une minorité de seigneurs, jouissant de toutes les libertés et de la majorité des biens, reste, pour tout homme qui pense, radicalement inacceptable. » Aussi la tâche première de la sociologie est-elle de débusquer et de démasquer ce qui n'apparaît pas d'ordinaire dans les « explications » fournies sur « la production de la société par elle-même » par ceux qui affectent de confondre le « mouvement social » avec celui du capital et le « changement social » avec la reproduction des rapports de production. Aider à détruire la légitimité des dominateurs et fournir ainsi aux dominés une « arme de critique » qui les aidera à se libérer de l'exploitation, de l'oppression et de la dépendance : telle est, pour l'auteur, la raison d'être de cette sociologie que certains esprits « scientifiques » qualifieront sans doute de « partisane » pour la dévaloriser. A tort, d'ailleurs, puisque eux aussi, quoi qu'ils en disent, ont choisi leur camp.

Pas plus que la Suisse et sa prétendue « neutralité », la sociologie et sa prétendue « objectivité » ne sauraient être, selon Jean Ziegler, « au-dessus de tout soupçon ». « La sociologie est un outil qui libère ou opprime », et le sociologue, qui s'imagine souvent hors de la mêlée, « est toujours, qu'il le veuille ou non, qu'il en soit conscient ou pas, au service d'une classe ou d'une stratégie ». Il doit donc en prendre son parti... et prendre parti.

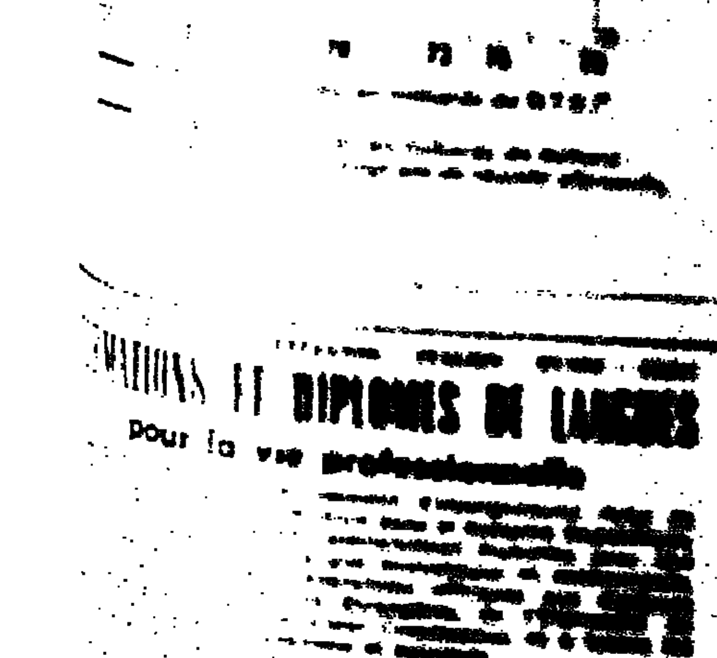
QU'EN est-il alors de la scientificité de la démarche sociologique, jugée par beaucoup incompatible avec toute forme d'engagement politique, lorsque celui-ci vient à inspirer celle-là ? Faux problème, répond Jean Ziegler, car la science « est toujours guidée par un choix idéologique implicite ». Le nier revient à sombrer dans le scientisme, idéologie s'il en est, et à oublier que si la science détermine les règles et les critères de vérification, le contenu du concept de vérité est fonction des présupposés idéologiques : ce sont eux qui orientent les questions que pose la science. Il s'ensuit que « tant l'idéologie que la science produisent des idées justes et des idées fausses », les deux pouvant, de surcroît, « produire des idées justes avec des moyens faux ». Ce point de vue pourrait paraître paradoxal, d'autant que les arguments avancés pour l'étayer et les exemples choisis pour l'illustrer semblent parfois infirmer la thèse de l'auteur. Et l'on ne manquera pas de lui reprocher, lorsqu'il parle d'« idées justes », de laisser le moraliste l'emporter sur le scientifique : la justice, pour Ziegler, est effectivement le référent ultime qui doit servir à juger du bien-fondé des idées.

Cette prise de position n'est pas exempte de contradictions. Ainsi en va-t-il de l'idéal dont Ziegler se réclame, « communiste » au sens où Marx l'entendait, et des voies pour le moins tortueuses empruntées par les partis ou les Etats « marxistes » pour le réaliser. « Mes préférences personnelles vont aux anarchistes, aux libertaires », affirme l'auteur, qui prône cependant, pour des raisons d'efficacité dans le combat contre l'ennemi principal — l'oligarchie capitaliste mondiale, — le soutien à des organisations ou à des régimes politiques pour qui le dépérissement de l'Etat et l'auto-activité du prolétariat demeurent le cadet des soucis. Pourtant, c'est bien le socialisme « anti-autoritaire, anti-étatique » des producteurs librement « associés » qui forme « l'horizon concret de tout combat révolutionnaire contemporain ». Mais « rien ne sert de rêver ». C'est de l'issue de l'affrontement entre les peuples de l'hémisphère sud et les bourgeoisies de l'hémisphère nord que dépend le sort du système capitaliste dans l'étape actuelle de la lutte de classes qui se déroule à l'échelle planétaire. Or « aucun mouvement de libération du tiers-monde ne peut faire l'économie d'un Etat fort » face aux agressions économiques, idéologiques et militaires de l'impérialisme. Quant à ceux qui, dans les pays nantis « où la révolution est à inventer », résistent encore à la tentation de s'accommoder de l'ordre établi, à eux de se joindre aux « fronts du refus » qui commencent à surgir çà et là pour le jeter bas.

JEAN ZIEGLER est peut-être un moraliste, mais il ne tombe pas pour autant dans l'angélisme. « Trahir » sa caste, sinon sa classe, par solidarité avec les « offensés » et les « humbles » implique des choix politiques. Ceux de Jean Ziegler sont souvent discutables. Mais en cette ère de reniements et de renoncements, où l'on voit les transfuges d'hier regagner en chœur le giron de la classe avec laquelle ils s'étaient juré de rompre, la lecture d'un ouvrage résolument « engagé » comme celui de Jean Ziegler a quelque chose de réconfortant et de vivifiant.

(1) Jean Ziegler, Le Seuil, Paris, 1980, 214 pages.

* Sociologue.



diversité »

...nt-elles modifier leurs relations

Rivalités de partis et d'empires



TENSION EST-OUEST ET RIVALITÉS ÉCONOMIQUES

# Les contradictions au sein de l'alliance atlantique

Par PAUL CHAMSOL

DANS le climat de tension aggravée entre l'Est et l'Ouest, Washington et Londres se tiennent fermement côte à côte. Pour la plupart, les autres gouvernements occidentaux n'ont guère manifesté d'enthousiasme devant les exhortations américaines les invitant à prendre des mesures contre l'U.R.S.S. à la suite de l'affaire afghane.

Ils hésitent en effet à se lancer à corps perdu dans une dynamique d'affrontement avec l'Est.

C'est ainsi que la France et la République fédérale d'Allemagne ont mis l'accent sur la nécessité de sauvegarder la détente, et Bonn a refusé de réduire son commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale ; que banquiers et industriels japonais et ouest-allemands se sont précipités à Moscou pour parler affaires (1). C'est dire que les thèses alarmistes du gouvernement Carter sur l' « expansionnisme soviétique » n'ont guère fait d'adeptes chez les responsables qui savent à quoi s'en tenir sur ce point. M. Helmut Schmidt l'a dit on ne peut plus clairement il y a quelques mois : « *Fondamentalement, la direction brejnévienne n'a pas pour but la guerre en Europe, n'a pas pour but des mouvements offensifs en Europe, mais a pour but le maintien d'une situation stable et sûre. (...) Il n'y a, aussi loin que je puisse voir, aucune attitude offensive dissimulée derrière la politique russe* » (2).

Les divergences entre puissances occidentales alliées sont aujourd'hui manifestes. Mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'attendent-ils réellement à voir les blindés soviétiques foncer sur l'Arabie Saoudite ? Est-ce vraiment par attachement pour la paix que la R.F.A. des euromissiles et la France des expéditions africaines se font les porte-parole de la détente ? On sera mieux inspiré de chercher l'explication des accents guerriers des uns et de la modération des autres là où elle se trouve : dans leurs intérêts, leurs objectifs et leurs stratégies politiques respectives.

Une étude publiée il y a quelques semaines par M. Peter Jay, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington (3), évoque l'actuel conflit au sein de l'alliance avec une franchise tout à fait inhabituelle. Contrairement à ce que le titre (*l'Aigle américain et l'Autruche européenne*) laisse supposer, M. Peter Jay ne reproche pas principalement aux Européens de s'enfouir la tête dans le sable face au « *péril rouge* » ; il s'inquiète plutôt de l'émergence prochaine d'un « *Reich européen* », voué à rompre avec Washington et à détruire l'harmonie et la puissance de l'Occident.

« *Le nationalisme est le génie politique caractéristique de l'Europe*, écrit M. Peter Jay. *Le danger central est que le vieil esprit du nationalisme européen n'entre dans le corps de la C.E.E. et ne l'amène dans les directions trop familières :*

» 1) *Du nationalisme économique (autarcie, mercantilisme, protectionnisme) ;*

» 2) *Du centralisme politique ;*

» 3) *De l'affirmation militaire, ce qui éroderait et finalement détruirait l'unité et donc l'intérêt de l'Occident.* »

L'Europe, affirme-t-il, est sur la pente dangereuse, et la crise économique risque d'accélérer les choses. Or cette évolution ne peut se faire que contre les Etats-Unis : « *la création d'une nouvelle grande entité politique passe invariablement par le rassemblement populaire contre un ennemi extérieur, et, l'U.R.S.S. n'étant pas un candidat plausible à ce rôle, (...) c'est en réalité l'Amérique elle-même qui devait devenir, et qui est devenue, la cible de la rivalité européenne.* »

D'où la mise en garde finale, qu'illustre sans ambiguïté une photographie des tranchées de la première guerre mondiale : « *Si l'Europe devient une fin en soi, une voie de rechange à l'alliance américaine, un véhicule pour la renaissance du nationalisme européen à l'échelle de la superpuissance (...) alors la malédiction de l'histoire européenne — mort et destruction pour une vaine gloire — sera de nouveau sur nous.* »

Libre à M. Peter Jay de voir dans la situation actuelle un chef-d'œuvre d'harmonie, de libéralisme et d'internationalisme ; et de ne stigmatiser le « nationalisme » que chez les concurrents qui aspirent aussi à leur part d'hégémonie. Mais il parle de nouveau « Reich », établissant ainsi une relation de continuité entre le danger actuel et les deux guerres mondiales qui se sont cristallisées autour du Reich allemand. Effectivement, ce sont de nouveau les intérêts industriels et financiers allemands qui s'imposent aujourd'hui comme fédérateurs de l'Europe et premiers adversaires des puissances anglo-saxonnes.

## La nouvelle puissance économique allemande

LORSQUE survient le « choc pétrolier » de 1974, la République fédérale vient d'imposer deux changements radicaux à l'équilibre financier et commercial entre puissances occidentales. Après une décennie de stabilité, ses réserves de devises sont passées brusquement de 7 129 millions de droits de tirage spéciaux (1 D.T.S. égale 1,3 dollar environ) à la fin de l'année 1969 à 27 498 millions de D.T.S. à la fin de l'année 1973, c'est-à-dire qu'elles ont presque quadruplé en quatre ans. En même temps, l'excédent commercial, jusqu'alors de l'ordre de 8 milliards de deutschemarks (D.M.), a quadruplé lui aussi dans la seule année 1973, pour atteindre 32,98 milliards de D.M. Dès lors, réserves et exportations sont devenues les deux atouts majeurs de la nouvelle puissance allemande.

Le quadruplement des prix du pétrole et de nombreuses matières premières en 1974 aurait pu annuler cette double avancée. N'ayant ni pétrole ni matières premières, la R.F.A. n'allait-elle pas devoir dépenser ses réserves de devises pour les payer à leur nouveau prix ? Ainsi, les réserves allemandes seraient rapidement transférées aux compagnies pétrolières et minières américaines et britanniques, ainsi qu'aux gouvernements de l'OPEP et d'autres pays du tiers-monde, dont beaucoup placeraient leurs avoirs à Londres ou à New-York. De plus, trois facteurs allaient jouer pour ramener les exportations allemandes à leur niveau traditionnel : le coût de leur production se trouverait considérablement alourdi, et se répercuterait sur leur prix de vente ; leur principal marché, l'Europe industrielle (*voir tableau I*), ne pourrait plus absorber autant de produits allemands, car là aussi les ressources financières seraient mobilisées pour payer le pétrole et les matières premières ; enfin, les nouveaux marchés en expansion de l'OPEP et d'autres pays du tiers-monde ne s'ouvriraient pas à la R.F.A., mais à leurs fournisseurs traditionnels, au premier rang desquels les puissances de langue anglaise. Bref, tant sur le plan commercial que sur le plan financier, la bataille paraissait perdue d'avance pour la République fédérale.

Or les choses ont pris un tout autre tour. Les réserves allemandes n'ont baissé que très légèrement en 1974 et en 1975 (de 1 milliard de D.T.S. environ), puis ont repris une progression rapide (1976 : 29 954 millions ; 1977 : 32 713 millions ; 1978 : 41 300 millions). Loin de se dégonfler, l'excédent commercial a connu en 1974 son année-record (50,85 milliards de D.M.), puis il s'est stabilisé à 35-40 milliards de D.M.

Manifestement, la R.F.A. est parvenue, en gonflant ses exportations, à gagner assez de dollars pour ne pas avoir à entamer ses réserves de devises en payant son pétrole et ses matières premières. La clef de ce tour de force, c'est la nature bien particulière de ces exportations : pour la moitié environ, il s'agit de machines-outils et d'autres biens d'équipement. Or la R.F.A. domine de très loin le marché mondial des biens d'équipement. En 1977, par exemple, elle a assuré à elle seule 42 % des ventes, contre 10 % à son premier concurrent, les Etats-Unis (4). Lorsqu'un marché est ainsi monopolisé, les clients ont tendance à se tourner vers les sociétés les plus puissantes pour des raisons de fiabilité, de qualité, de service après-vente, etc., même si ces sociétés ne sont pas les moins chères. C'est d'autant plus vrai pour des produits sophistiqués et durables comme les biens d'équipement.

Le premier facteur négatif, celui du renchérissement des coûts de production, n'a donc pas joué. Le second, la compression du marché européen, n'a pas joué non plus : devant la crise énergétique et les nouvelles conditions de la concurrence, de nombreuses firmes françaises, italiennes ou néerlandaises ont ressenti le besoin de moderniser leurs installations, de se rééquiper. Le troisième facteur négatif, le transfert des ressources financières hors des régions atteintes par le rayonnement commercial allemand, n'a pas joué davantage : certains pays du tiers-monde, disposant enfin des liquidités qui leur faisaient tant défaut, se sont lancés dans de vastes projets d'industrialisation rapide, et ont réclamé justement ces usines « clefs en main », ces machines-outils, ces biens d'équipement dont l'industrie allemande s'est fait une spécialité. Bref, à la fin de 1974, le « choc pétrolier », loin de briser la montée en puissance de l'Allemagne, était en passe de lui donner un élan irréversible. Seule une dépression mondiale pouvait bloquer ce cours en contrôlant les forces qu'on avait imprudemment déchaînées.

Et il y eut une dépression mondiale (5). Les cours des matières premières s'effondrèrent, laissant ici et là dans le tiers-monde telle aciérie géante inachevée, tel complexe chimique en construction, curieux vestiges de plans d'industrialisation fondés sur l'hypothèse du maintien des cours du cuivre, de la bauxite ou du phosphate. Le chômage grimpa dans les pays industrialisés en pleine récession. Le commerce international périclita, et la monnaie internationale, le dollar, perdit de sa valeur, réduisant d'autant les avoirs de l'OPEP. Enfin, la majeure partie des capitaux cessa d'être investie dans la production, chacun préférant garder les siens hors circuit jusqu'au règlement du problème politique de fond.

La R.F.A. réagit à cette situation nouvelle en amplifiant le recentrage géographique de ses exportations. Tout son effort, dans les quatre dernières années, a porté sur les pays pétroliers du Proche-Orient, le marché le plus disposé.

(Lire la suite page 6.)

Tableau 1. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE LA R.F.A. EN 1973 ET EN 1978

*Garder l'Europe, gagner l'OPEP*

| | 1973 | 1978 |
|---|---|---|
| Etats-Unis ............ | 8,4 % | 7 % |
| Europe industrielle (1) | 61,7 % | 59.4 % |
| OPEP ................ | 3,2 % | 8,4 % |
| Pays de l'Est ........ | 5,4 % | 5,5 % |
| Reste du monde ...... | 21,3 % | 19,7 % |

(1) C.E.E. plus Suisse, Autriche, Suède, Norvège, et moins Irlande.
*(Source : F.M.I.)*

(1) Déclaration d'un responsable de la Commerzbank cité par l'*International Herald Tribune* du 7 février 1980 : « *Nous sentons que nous avons une chance sérieuse de décrocher des contrats commerciaux à Moscou, peut-être suite au retrait américain ; les industriels allemands se précipitent actuellement à Moscou comme ils ne l'ont jamais fait auparavant, et les Japonais font la même chose.* » L'auteur ajoute que, à son avis, « *les banques ne doivent pas et ne peuvent pas faire de politique...* ».

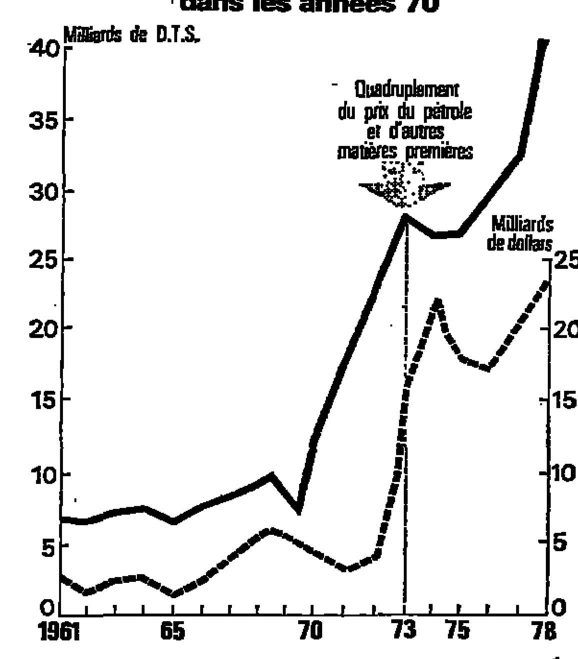
(2) Cf. *The Economist* du 6 octobre 1979. La longue interview de M. Helmut Schmidt publiée par cet hebdomadaire dans ses numéros du 29 septembre (problèmes économiques) et du 6 octobre 1979 (relations Est-Ouest) est un document de premier ordre sur le conflit au sein de l'alliance.

(3) Cf. *The Economist*, 8 mars 1980. Nous ne reprenons que l'axe principal du raisonnement de M. Peter Jay, dont l'étude mérite d'être lue dans son intégralité.

(4) Cf. *Conjoncture*, bulletin de la Société générale, n° 204, juillet 1979.

(5) Bien qu'on ait pris l'habitude d'expliquer les crises par des facteurs exclusivement macro-économiques, il semble qu'il y ait moyen de détériorer sensiblement une situation en renchérissant à l'extrême le coût de l'argent, ce qu'a fait à l'époque M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale américaine. De même, la baisse des cours des matières premières a pu être amplifiée à dessein.

**Réserves et exportations : le décollage de la R.F.A. dans les années 70**

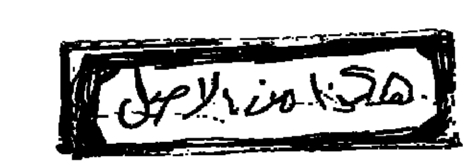



Réserves de devises (en milliards de D.T.S.)* *(source : O.C.D.E.)*
Excédent commercial (en milliards de dollars) *(source : "Le Monde", Vingt ans de réussite allemande, 1979, p. 19)*

*1 D.T.S. = 1,33 dollar







# Les contradictions au sein

(Suite de la page 5)

Ainsi, grâce à cet effort, le déficit de 3,5 milliards de D.M. que la République fédérale avait encore, en 1975, avec les pays de l'OPEP s'est transformé, en 1978, en un excédent de 5,1 milliards de D.M.

En même temps, la R.F.A. a maintenu presque intégralement ses positions sur le marché européen — ce qui, dans une Europe en proie à la récession, n'est pas un mince succès. Crise ou pas, l'Europe industrielle absorbe toujours les trois cinquièmes des exportations allemandes.

Par contre, l'importance relative du commerce germano-américain a continué à décliner. Il s'agit d'une tendance de fond. Au début des années 60, les Etats-Unis étaient le premier partenaire commercial de la R.F.A. et comptaient pour 11 % dans son commerce extérieur (importations et exportations) ; à la fin des années 70, ils sont les sixièmes et comptent pour moins de 7 %. Cette réduction des liens commerciaux accroît d'autant l'indépendance de l'économie allemande envers la première puissance d'Occident. La poursuite de cette tendance dans les toutes dernières années est d'autant plus remarquable que, après la profonde dépression de 1975, le marché américain a connu une forte reprise alors que l'Europe restait dans la récession. Les Etats-Unis ont alors fonctionné comme un aimant attirant marchandises et investissements européens. La R.F.A. a résisté, semble-t-il, à l'aimant américain, et continué à mettre en place son propre champ magnétique.

## Un ensemble géographiquement cohérent

PAR le recentrage de ses exportations, la R.F.A. trace autour d'elle un cercle — l'Europe industrielle et son marché, le Proche-Orient et son pétrole — d'une grande portée géopolitique. Qu'on y ajoute l'Afrique et ses matières premières, et on aura réuni dans un ensemble géographiquement cohérent tous les ingrédients d'une superpuissance économique à part entière.

L'O.P.A. allemande sur l'Europe occidentale commence à prendre une forme très concrète, grâce aux réserves de devises que le « choc pétrolier » a été impuissant à liquider. L'existence de ces réserves allemandes est le véritable ressort du système monétaire européen. Au fond, avec le S.M.E., la R.F.A. cherche à s'assurer des prix de vente stables dans son principal marché d'exportation, Europe industrielle (par l'instauration d'un taux de change à peu près fixe entre le mark et les autres monnaies de cette zone), en échange de l'engagement de mettre ses réserves à la disposition des autres pays membres pour soutenir leurs monnaies et remédier aux déficits éventuels de leurs balances des paiements. Evidemment, pour éviter de voir ses réserves fondre, la R.F.A. a exigé de ses partenaires qu'ils suivent des politiques propres à limiter au maximum leurs déficits, c'est-à-dire des politiques d'austérité. Mais cette « rigueur économique », que la France commence à bien connaître, n'a pas que des adversaires dans les pays concernés. Des groupes financiers et industriels, en France et en Italie notamment, y trouvent leur compte et peuvent alors administrer à leur pays, grâce à l'appui extérieur allemand, une cure d'ultra-capitalisme que le rapport des forces national ne semblait guère autoriser jusque-là. Tout cela crée une réelle solidarité politique autour de la R.F.A., qui se traduit dans les progrès de l'« unification européenne ». On comprendra que le S.M.E. soit peu apprécié — sauf évidemment dans les propos officiels — par les responsables de Washington et de Londres. Empruntons encore à M. Peter Jay ce jugement : *« La volonté de faire un pas dans la direction de blocs monétaires rivaux, dont les relations ne seraient pas régies par des accords et des décisions prises en commun, mais par une compétition anarchique, est symptomatique du mépris croissant de l'Europe pour les besoins fondamentaux de l'harmonie et de la puissance de l'Occident, surtout quand se dessine une occasion de faire un geste « européen », même si ce geste est en réalité nuisible aux véritables intérêts de l'Europe elle-même. »*

En même temps, l'Allemagne cherche à prendre pied sur le plan politique dans la zone-clef du Proche-Orient.

Elle le fait d'abord par l'intermédiaire de la France, selon la méthode de l' « après-vous-Valéry » (6). De l'envoi d'une force d'intervention au Liban jusqu'au récent voyage présidentiel dans le Golfe et en Jordanie, avec coup de chapeau à l'O.L.P., sans oublier le séjour de l'imam Khomeiny à Neauphle-le-Château (7), la France est d'autant plus active aujourd'hui dans la région qu'elle a la puissance allemande derrière elle. Mais la R.F.A. conduit aussi son action propre : outre les liens directs qu'elle tente d'établir avec l'Irak, voire l'Arabie Saoudite, c'est, selon la politique traditionnelle allemande, la Turquie qu'elle convoite au premier chef.

Pourquoi la Turquie, pays pauvre, en proie à de très graves difficultés économiques, et qui, jusqu'ici, a surtout fourni à la R.F.A. des travailleurs immigrés ? On le sait peu, mais ce n'en est pas moins vrai, il y a beaucoup de pétrole en Turquie, et du pétrole entièrement inexploité à ce jour. Et cette source de pétrole, vierge de toute attache financière ou autre avec les puissances anglo-saxonnes, attire le capital allemand dans ce pays. C'est ainsi que les exportations allemandes en Turquie, égales aux exportations américaines en 1972, leur sont devenues deux fois et demie supérieures en 1978. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que le sommet de la Guadeloupe ait reconnu une certaine prédominance allemande en Turquie — dans un cadre multilatéral, — Bonn étant chargé de « coordonner » l'aide occidentale à ce pays.

Mais la lutte pour la Turquie est loin d'être terminée. Si la R.F.A. a versé au pays (en son nom propre) 200 millions de dollars en 1979, et s'apprête à lui en fournir, cette année, 350 millions, la « coordination » de l'aide des autres Etats occidentaux semble assez difficile. En attendant, les Etats-Unis reviennent installer en Turquie des bases militaires — avec une aide de 250 millions de dollars pour l'achat d'armes américaines et de 200 millions de dollars pour soutenir l'économie. Cela, bien entendu pour répondre à l'intolérable défi soviétique en Afghanistan.

Troisième objectif : l'Afrique. L'Allemagne y pénètre par les deux bouts, selon la même méthode de l' « après-vous-Valéry » et grâce à son rapprochement avec l'Afrique du Sud. Si l'on fait le total des exportations françaises, anglaises, allemandes, américaines, japonaises et soviétiques en direction de l'Afrique (pays pétroliers, Egypte et Afrique du Sud non compris), les exportations françaises comptaient en 1978, pour 43 % du total *(voir tableau 2)*. C'est que la France est de loin la première puissance africaine, et on sait que Paris ne recule pas devant les opérations militaires pour maintenir cette position. Dans le cadre de son alliance avec la France, voilà un acquis de poids pour la politique allemande.

L'autre est l'Afrique du Sud, première puissance économique et militaire du continent, où une lutte larvée oppose, en gros, au sein de la communauté blanche, des éléments « durs » d'origine hollandaise ou allemande à des éléments plus libéraux, et plus liés au capitalisme mondial, souvent d'origine anglo-saxonne. Au moins, jusqu'à la récente arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement sud-africain, qui a fait quelques pas en direction de ces derniers éléments, on a assisté à l'érosion de l'influence anglo-américaine en Afrique du Sud, et à la montée de l'influence franco-allemande. Sur l'ensemble des exportations de ces quatre pays en direction de l'Afrique du Sud, la part de la France et de la R.F.A. est passée de 35 % en 1972 à 48 % en 1978, et la R.F.A., troisième fournisseur après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en 1972, est devenue en 1978 le premier, avec une avance confortable.

L'Afrique est tellement riche en matières premières (que l'Europe importe aujourd'hui en grande partie... du Canada) que l'on voit se dessiner un gigantesque conflit pour le continent noir, qui n'est certes pas celui dont parlent les journaux télévisés...

## Euromissiles et négociations germano-américaines

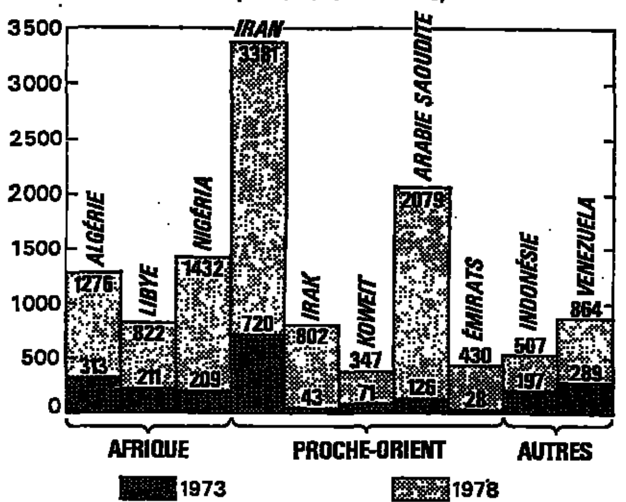
VOILA une Allemagne bien éloignée de l'image traditionnelle du *« bon élève de la classe atlantique »*. Mais c'est l'Allemagne réelle. Celle qui *« réclame le statut de grande puissance »* (8). Celle qui *« a conquis un haut degré d'indépendance et dispose d'un degré d'influence mondial sans proportion avec sa taille ou sa population de soixante millions d'habitants »*, qui *« est devenue le premier exportateur mondial, et n'exporte pas seulement des marchandises, mais des capitaux, du management et de la technologie »* ; qui *« a reconstitué sa puissance militaire au point d'avoir, dans l'OTAN, les forces conventionnelles les plus développées après celles des Etats-Unis (...), y compris un tiers de tout l'effectif terrestre et aérien de l'OTAN et la moitié de ses tanks »* ; et qui *« avance le concept de division du travail dans l'alliance atlantique »*, au nom duquel la R.F.A. se lierait en priorité avec les pays où les Etats-Unis sont peu appréciés et ne peuvent être présents eux-mêmes...

Il y a cependant un attribut essentiel de la puissance qui fait défaut à la R.F.A. : l'arme nucléaire. Officiellement, la République fédérale n'en veut pas, mais à quoi bon cet effort de montée en puissance si l'on renonce d'avance à l'atout-maître ? Périodiquement, d'ailleurs, on évoque l'éventualité d'une « bombe allemande » à propos des progrès brésiliens ou sud-africains dans la maîtrise de la technologie nucléaire, progrès qui s'effectuent, dit-on, en liaison étroite avec les centres de recherche ouest-allemands.

Aucune puissance nucléaire actuelle ne verrait d'un bon œil l'acquisition de l'arme atomique par la R.F.A. Pas même la France, qui estime que sa propre force de frappe est l'élément qui contrebalance le dynamisme économique allemand dans l'alliance Paris-Bonn. Londres et Washington, à plus forte raison, y ont toujours été hostiles, et leur politique de non-prolifération vise particulièrement la R.F.A.

Aussi, la récente décision de l'OTAN, soutenue par Washington, Londres et

**La poussée des exportations allemandes dans les pays de l'OPEP**
(en millions de dollars)



(source : F.M.I.)

**Tableau 2. — PARTAGE DES MARCHÉS D'EXPORTATION EN 1978 (1)**

*La faiblesse des positions soviétiques*

| Destination | Etats-Unis | Grande-Bretagne | R.F.A. | France | Japon | U.R.S.S. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays industrialisés (2) | 24,2 % | 12,7 % | 38,9 % | 16 % | 12,7 % | 3,5 % |
| OPEP | 27,9 % | 15 % | 21 % | 10,9 % | 24,7 % | 0,5 % |
| Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Australie | 28 % | 22 % | 17,9 % | 5,6 % | 26,4 % | 0,1 % |
| Autres pays d'Europe (3) | 15 % | 21,7 % | 29,3 % | 13,8 % | 6,6 % | 13,6 % |
| Autres pays d'Amérique | 56,8 % | 7,5 % | 11,4 % | 7 % | 17 % | 0,3 % |
| Autres pays du Proche-Orient | 35,9 % | 17 % | 18,9 % | 14,2 % | 10,3 % | 3,7 % |
| Autres pays d'Asie | 29,1 % | 8,3 % | 8,3 % | 4,5 % | 49 % | 0,8 % |
| Autres pays d'Afrique | 13,7 % | 16,6 % | 16,4 % | 43,3 % | 8,7 % | 1,3 % |
| Pays de l'Est et Chine | 17,9 % | 8,3 % | 34 % | 12,1 % | 27,7 % | |

(1) Seules ont été prises en compte, pour le calcul des pourcentages, les exportations provenant des six pays comparés.
(2) Etats-Unis, Canada, Japon, C.E.E. plus Autriche, Suisse, Suède, Norvège et moins Irlande.
(3) Y compris la Yougoslavie et la Roumanie, ce qui explique le pourcentage soviétique. Le pourcentage britannique est dû en majeure partie au commerce avec l'Irlande.

(*Source : F.M.I.*)

(6) Expression empruntée à l'étude des rapports franco-allemands parue dans *The Economist* du 26 mai 1979, sous le titre : « France-Allemagne, le couple étrange ».

(7) *Business Week*, du 5 février 1979, écrit : *« Le président français Valéry Giscard d'Estaing a essayé de persuader le président Carter au sommet de la Guadeloupe des quatre Grands que le chah devait s'en aller. »* Il signale aussi que les cinq dirigeants, aussi puissants que discrets, de l'association des marchands de Téhéran sont *« souvent vus dans les couloirs privilégiés du Club français de Téhéran, lieu de réunion très fermé de cette élite commerciale »*. La révolution iranienne est purement nationale, mais il semble que Paris ait manifesté un appui actif dans l'espoir, probablement, qu'après le retrait du chah et de ses amis du groupe américain Rockefeller il y aurait une place à prendre à Téhéran.

(8) Jugements extraits d'une étude parue dans *Business Week* du 3 mars 1980 sous le titre : « Allemagne, l'allié récalcitrant ».

# Dans les revues...

Saluons une nouvelle revue qui s'avance au premier rang avec une conviction résolue : **LE DÉBAT**, que dirige Pierre Nora. Pourquoi le Débat ? « Parce qu'il n'y en a pas en France. » Le voici donc enfin ouvert et nourri : de l'existentialisme à la « diplomatie culturelle » ; de la stérilisation à la presse féminine ; de l'inexactitude des sciences exactes à l'intelligence du politique... au dix-neuvième siècle ; des détenus politiques en U.R.S.S. au refus cordial d'une détention confortable, libéralement offerte par les Etats-Unis à la France. Pierre Nora reprend avec autorité une musique aux infinies variations : le pouvoir intellectuel. Il lui donne, en historien, une inflexion forte : celle qu'appelle et qui appelle l'histoire. (N° 1, mai, mensuel, ce numéro 170 pages, grand format, 28 F. - Editions Gallimard, B.S.I., 12, rue Avaulée, 92240 Malakoff.)

A son tour, l'ancienne revue du CERES, **REPERES**, fait peau neuve et affirme, par son nouveau titre incisif (NON !) sa vocation à résister aux assauts de l'idéologie dominante dans laquelle se dissolvent les idéologies. A cet égard, le premier numéro est une réussite avec cet « Abécédaire de la nouvelle idéologie » qui s'emploie, avec un souci pédagogique évident, à démontrer la vacuité d'une réflexion qui tire sa force principale de l'audience que lui accordent les grands organes d'information et le monde de l'édition. Le sujet n'est pas épuisé, on attend la suite au prochain numéro. (N° 1, bimestriel, mai-juin, 35 F. - Editions Jacques Mandrin, 5, rue Payenne, 75003 Paris.)

**ECHANGES ET PROJETS**, qu'anime Jacques Delors, revient sur le thème inépuisable des intellectuels devant ou dans la politique, et plus précisément ici : « Face à la crise. » Quant à la rubrique de l'actualité, elle est caractérisée par un seul mot trois fois répété : menaces. (N° 21, trimestriel, 18 F. - 10, rue des Pyramides, 75001 Paris.)

La **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE** pose la question : « La France est-elle un pays en voie de sous-développement » dans le domaine de l'information, avec une « table ronde » réunissant notamment Jacques Delors, Jacques Thibau et Georges Montaron. (Avril, bimestriel, 19 F. - 17, avenue Gourgaud, 75017 Paris.)

**POLITIQUE INTERNATIONALE** revient sur les grands sujets au cœur de l'actualité : les problèmes stratégiques, l'Iran, l'Afghanistan et le Proche-Orient. Dans un « minitestament politique », Ygal Allon, « colombe » israélienne aujourd'hui disparu, se prononçait contre la venue à Paris de M. Arafat. En liaison avec le conflit israélo-arabe, une analyse de John C. Campbell sur les intérêts américains et européens dans la région. (N° 7, printemps, trimestriel, 50 F. - 4, rue Cambon, 75001 Paris.)

Dans **FOREIGN POLICY**, Richard Gilmore montre comment les sociétés privées qui contrôlent 80 % des exportations de céréales américaines sont en mesure de tirer profit de toute circonstance — embargo ou au contraire vente massive — en jouant sur les fluctuations des cours. Trois auteurs, également américains, envisagent, d'autre part, les possibilités de changement dans la politique raciale sud-africaine. (N° 38, printemps, trimestriel, 3 dollars. - P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737.)

André Gunder Frank s'interroge, dans **THIRD WORLD QUATERLY**, sur les livraisons d'armes aux pays du tiers-monde, leur emploi éventuel, la multiplication des régimes militaires et des interventions étrangères, surtout en Afrique. A signaler aussi un article de R. Krishnamurti envisageant le résultat des négociations multilatérales du GATT quant aux économies des pays sous-développés. (Vol. II, N° 2, avril, trimestriel, 3 livres. - New-Zealand House, 80 Haymarket, Londres SWLY 4TS.)

Sous un titre qui sonne mal en français, **SUDESTASIE** se veut « magazine d'information » : le nouveau mensuel se consacre donc à l'actualité en Asie du Sud-Est, traitée dans des articles relativement courts, mais où les problèmes et les difficultés du développement sont la préoccupation essentielle. (N° 1, mai, mensuel, 10 F. - 17, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)

Une fois encore, le périodique américain **MERIP REPORTS** se consacre presque entièrement à l'Iran. En particulier à l'impact de la révolution dans les campagnes, avec des reportages d'Eric et de Mary Hooglund. (N° 87, mai, mensuel, 1,65 dollar. - P.O. Box 3122, Washington, D.C. 20010.)

« La géographie soviétique est-elle révolutionnaire ? », se demande, dans **HÉRODOTE**, sans y répondre pleinement, Rodolphe de Konninck qui, lui, a choisi de « privilégier l'analyse marxiste. » L'essentiel de cette livraison est cependant consacré à l'Iran et à l'Afghanistan, dont les problèmes sont envisagés dans leurs rapports avec la géographie (avec un texte d'Elisée Reclus sur « les problèmes de l'Asie antérieure »). (N° 18, avril-juin, trimestriel, 38 F. - François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

Constatant qu'au Nigeria le développement aggrave le sous-développement des zones rurales, K. Ezeanyagu propose, dans **AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT-AFRICA DEVELOPMENT**, un modèle d'industrialisation décentralisée conçu en fonction des besoins des économies locales. (Vol. IV, N° 4, octobre-décembre 1979, trimestriel, abonnement 60 F. - Codestria, B.P. 3304, Dakar.)

Un reportage sur Cuba dans le périodique trotskiste **INPRECOR** : les auteurs sont partis, mais en vain disent-ils, à la recherche de l' « homme nouveau » et ce serait là l'échec de la révolution conduite par Fidel Castro et qui s'achemine « sur les sentiers glissants du socialisme existant réellement. » D'autre part, Anna Libera commente le voyage d'Enrico Berlinguer en Chine. (N° 77, 15 mai, bimensuel, 7 F. - 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)

Dans **NUEVA SOCIEDAD**, Clodomiro Almeyda et José Cayuela envisagent le retour à la démocratie en Amérique latine. A lire également un entretien avec M. Maurice Bishop sur la révolution populaire à Grenade. (N° 46, février, bimestriel, abonnement 18 dollars. - Apartado Postal 874, San José, Costa Rica.)

**SIN CENSURA**, mensuel en langue espagnole, accorde une place importante au rapprochement historique entre le Brésil et l'Argentine ; à ce propos, Carlos de Sa Rego analyse l'évolution récente de la politique extérieure brésilienne et ses progrès dans le tiers-monde. Carlos Gabetta insiste, quant à lui, sur la percée diplomatique de l'Argentine malgré le handicap de son image en matière de droits de l'homme. (N° 3, mai, mensuel, 2 dollars. - 5, rue Geoffroy-Marie, 75005 Paris.)

**ECONOMIE ET HUMANISME** replace l'épisode du référendum au Québec sur la « souveraineté-association » dans une perspective plus fondamentale, celle de l'indépendance des Etats d'Amérique. Selon Jean Bunel, « c'est un peu le Québec qui rend le Canada différent des Etats-Unis. (N° 253, mai-juin, 30 F. - 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 2.)

Dans une perspective « post-industrielle », la revue **ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE** amorce une réflexion sur la crise actuelle en Occident. En prenant pour thème la société américaine, les études portent sur le rôle économique de l'Etat dans l'évolution des salaires, sur les changements dans la productivité du travail à la suite de la révolution électronique, etc. (N° 2, avril, trimestriel, 50 F. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex.)

La reconnaissance des droits des minorités linguistiques apparaît à J.J. Kourliandsky, dans la **NOUVELLE REVUE SOCIALISTE**, comme un des moyens les plus féconds pour créer un contre-pouvoir susceptible de promouvoir l'unité européenne et de s'opposer aux injustices sociales. (N° 47, mars-avril, bimestriel, 15 F. - 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.)

Pour son vingtième anniversaire, **L'EUROPE EN FORMATION** pose la question devenue un leitmotiv : « Peut-on éviter la troisième guerre mondiale ? » La réponse est évidemment : grâce à l'Europe. Celle-ci, en attendant, est « en quête d'une monnaie. » (Avril, bimestriel, 30 F. - 17, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.)

**DEFENSE NATIONALE** aborde de nouveau le thème de l'arme nucléaire, cette fois dans un contexte principalement national avec, entre autres, une analyse du général Arnaud de Foïard sur la complémentarité des armes tactiques et stratégiques. (Mai, mensuel, 28 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

**RAISON PRESENTE** donne pour thème au second recueil de sa nouvelle formule : la violence (analyse sociologique de J. Duvignaud), ainsi que sa contre-partie : la théorie et la pratique d'une non-violence (J.-M. Muller). Le thème s'élargit et entre dans le concret, assez pour conduire à parler *des* violences : violence d'Etat et démocratie (le « cas » de la R.F.A), violence idéologique, « violence comme langage » (G. Mendel). (N° 54, deuxième trimestre, trimestriel, 32 F - 16, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5e.)

Comme dans ses numéros spéciaux antérieurs, **EUROPE** apporte dans celui-ci une contribution à la connaissance des littératures et des cultures du monde entier. Ici, de la Martinique et de la Guadeloupe, avec, entre autres, Aimé Césaire qui les éclaire en évoquant son propre effort de poète. (Avril, mensuel, 29 F., 21, rue de Richelieu, 75001 Paris.)

Suite du dossier sur l'éducation populaire proposé par la **REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE** avec, pour préoccupation dominante dans ce second volet, les rapports entre formation et monde du travail. (3/43, printemps, semestriel, 38 F, ADRIAC, Institut d'études politiques, CEPES, B.P. 34, 38401 Saint-Martin-d'Hères.)

**HUMANISME** ouvre un dossier sur les sectes, dont elle dresse un répertoire et qu'elle définit avec un souci de l'objectivité qui peut cependant laisser place à des jugements. (Avril, bimestriel, 14 F, 16 bis, rue Cadet, 75009 Paris.)

Un anniversaire, dans **L'HISTOIRE** : celui du drame de Mers-El-Kébir, résultat de la confusion, de la hâte et de déplorables méprises, avec ses conséquences dans la France d'alors que montre bien J.-P. Azéma. (Mai, mensuel, 15 F, Seuil-La Recherche, 57, rue de Seine, 75006 Paris.)

**LES TEMPS MODERNES** commémorent le vingtième anniversaire de la mort de Pasternak avec un témoignage de Nina Mouravina, amie de l'écrivain. Dans la rubrique « le sexisme ordinaire », une déclaration contre l'intervention en Afghanistan, dans le style très libre propre au Mouvement de libération des femmes. (Avril, mensuel, 20 F. - 26, rue de Condé, 75006 Paris.)

Vingt ans d'existence, c'est l'occasion pour le P.S.U. d'établir un bilan dans **CRITIQUE SOCIALISTE** : moins de réussites ou d'échecs qu'une fonction d'avant-garde dans la politique française. (N° 38-39, bimestriel, 30 F, Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.)

Une livraison de **FEMMES ET MONDES** sur les « exclus des droits de l'homme ». Salaires insuffisants, chômage, sollicitations à la consommation atteignent beaucoup plus les femmes que les hommes, les droits de la femme étant les droits de l'homme, plus quelque chose. Qui est d'abord une protection contre l'homme. (Avril-mai, trimestriel, 5 F. - 7, rue du Landy, 92110 Clichy.)

## CINÉMA

**LA REVUE DU CINEMA** étudie, à l'occasion du Festival de Bagdad, les films consacrés à la question palestinienne. (N° 350, mai, mensuel, 12 F, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)

Dans **CINEMA 80** : une étude thématique du cinéma soviétique des années 70 ainsi qu'un entretien avec le cinéaste hindou Mrinal Sen. (N° 257, mai, mensuel, 14 F. - 6, rue Ordener, 75018 Paris.

Le film de Francesco Rosi « Le Christ s'est arrêté à Eboli » fait l'objet d'un dossier dans **POSITIF** où on lira aussi des textes sur trois autres cinéastes italiens : Federico Fellini, Pasqualino de Santis (chef opérateur) et Bernardino Zamponi (scénariste). (N° 230, mai, mensuel, 18 F - 30, bd Sébastopol, 75004 Paris.)

Les leurres et les pièges du débat télévisé sont exposés (à partir d'un film de Raul Ruiz) dans **VIDEO/GLYPHES**. (N° 3-4, mai, trimestriel, 28 F - B.P. 327, 75064 Paris Cedex 02.)

La revue québécoise **COPIE ZERO** consacre un numéro spécial (entretien, témoignages, filmographie) à l'œuvre remarquable de Michel Brault, père du cinéma direct. (N° 5, mai, trimestriel, 2 dollars canadiens. - 335, boulevard de Maisonneuve - Est. Montréal, Québec H2X 1K1.)

**LES CAHIERS DU CINEMA** publient un texte inédit de Roland Barthes sur l'œuvre du cinéaste italien Michelangelo Antonioni. (N° 311, mai, mensuel, 18 F - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

# adictions au sein de l'alliance atlantique

Bonn, d'installer en 1983 sur le sol allemand (et dans d'autres pays européens) des missiles nucléaires à moyenne portée visant le territoire soviétique laisse-t-elle perplexe. Officiellement, ces euromissiles resteront sous le contrôle de l'OTAN et sont indispensables pour faire contre-feu aux SS-20 soviétiques. Mais on est conduit à se demander pour quelles raisons les Etats-Unis s'apprêtent à entreposer des armements nucléaires sur le territoire de leur grand rival économique, armements qui, de plus, seront aux mains d'une organisation dont un tiers des effectifs est allemand.

« *C'est l'Occident*, écrivit alors l'amiral Sanguinetti, *qui dispose d'une supériorité reconnue — 7 000 têtes environ contre 3 500 — dans ce domaine nucléaire tactique, qui compense justement (...) l'avantage soviétique en matière conventionnelle.* » (9). Ce n'est pas en comparant toutes les forces de l'Est et toutes les forces de l'Ouest, mais en comparant uniquement l'Est et l'OTAN qu'on a « *réussi à persuader l'opinion publique du contraire* ». Or, si effectivement « *les armes de l'OTAN ont été limitées à de courtes portées, l'alliance occidentale n'est pas dépourvue pour autant, bien qu'on semble vouloir le taire en l'occurrence, des moyens de contrebattre les engins soviétiques, objets de ce débat. Elle le ferait simplement à des niveaux de décision politique supérieurs à l'OTAN.* » Essentiellement au niveau du président des Etats-Unis, qui contrôle « *les sous-marins nucléaires lance-engins américains, représentant quatre cents têtes nucléaires Poseidon, qui ont été détachés du système central américain au théâtre européen (...). Ils sont à pied d'œuvre depuis longtemps, aussi invulnérables à toute frappe soviétique que faciles à renforcer* ».

M. Peter Jay lui-même, peu suspect de pacifisme ou de complaisance envers l'U.R.S.S., trouve absurde l'idée de vouloir à toute force mettre sur le sol européen le moyen de riposte au SS-20 : « *La face cachée de la lune, la mer, ou tout simplement la force américaine existante des missiles balistiques intercontinentaux (I.C.B.M.), même limitée par les SALT, auraient été d'aussi bonnes ou de meilleures solutions.* » A défaut de raison militaire, il faut donc qu'il y ait une raison politique. Et il n'y en a qu'une possible : la nucléarisation militaire de la R.F.A.

« *L'insistance sur le déploiement de ces missiles sur le sol de l'Europe*, ajoute M. Peter Jay, *dont on a fait une question de principe (...), n'est intelligible que si on admet une prémisse inexprimée : que l'Europe — c'est-à-dire les gouvernements de l'Europe occidentale agissant indépendamment de l'OTAN et des Etats-Unis — a besoin d'être capable de dissuader les Soviétiques d'utiliser les SS-20 en manifestant sa propre capacité d'ordonner des représailles nucléaires contre la Russie, capable de lui infliger des dommages inacceptables.* »

Tout s'éclaire différemment si l'on replace la décision de l'OTAN dans la dynamique des rapports germano-américains au cours des deux dernières années. Le conflit au sein de l'alliance n'est pas fait uniquement de coups de force, il s'accompagne aussi de négociations continues entre les parties. Dans ces négociations, les Etats-Unis cherchent à obtenir un recul de l'offensive allemande, et la R.F.A. une reconnaissance de sa puissance nouvelle et des garanties qu'on ne cherchera pas à la remettre en cause par quelque séisme économique du type de celui de 1974 ou par son équivalent politique. Dans ce cadre, le projet des euromissiles est, à l'origine, non un plan américain, mais une revendication allemande.

Au printemps 1978, les pressions américaines sur la R.F.A. sont à leur apogée. Washington insiste pour que Bonn relance son économie intérieure, joue le rôle de « locomotive » de l'économie mondiale en achetant massivement les produits des autres pays industrialisés. Toute politique de ce genre entraînerait de fortes dépenses de devises, ferait diminuer les réserves et relancerait l'inflation, donc renchérirait les exportations. En même temps, l'accord nucléaire germano-brésilien donne lieu à de violentes critiques. Enfin, depuis l'accession au pouvoir du président Carter, les rapports Est-Ouest se sont envenimés, en particulier au nom de la défense des droits de l'homme dans le camp d'en face, ce qui ne peut que mettre la R.F.A., vu sa position géographique, dans une position inconfortable. Bonn résiste à ces pressions, refuse de relancer son économie intérieure dans des proportions trop importantes, critique la politique économique et la politique des droits de l'homme du président Carter, tient bon sur l'accord nucléaire avec le Brésil et invite en mai 1978 M. Leonid Brejnev à Bonn (10), signe un accord économique de vingt ans avec l'U.R.S.S. et donne au secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique l'occasion de prononcer un grand discours politique à la télévision ouest-allemande. M. Brejnev explique qu'on se trouve « *à un tournant décisif des événements mondiaux* », que l'U.R.S.S. est un immense chantier où l'on construit beaucoup et qu'elle n'a donc aucun intérêt à une guerre qui casserait son développement, et qu' « *il est temps pour les politiciens responsables de tous les Etats sans exception de déclarer à leur peuple : il ne doit pas y avoir de guerre. (...) Tout délai, tout ralentissement, pourrait coûter beaucoup trop cher à l'humanité* ».

Devant le risque d'un compromis provisoire germano-soviétique qui assurerait à la R.F.A. la tranquillité politique et une autre source de matières premières, et aussi pour des raisons intérieures, les Etats-Unis, à partir du sommet de Bonn (juillet 1978), changent de tactique. D'un côté, à l'intention de Moscou, ils agitent bruyamment la carte chinoise : si l'U.R.S.S. croit pouvoir éviter par un accord avec la R.F.A. l'émergence d'une nouvelle puissance nucléaire à ses frontières, elle se trompe, car Washington pourrait répliquer en fournissant des missiles à Pékin. De l'autre, à l'intention de Bonn, les Etats-Unis s'orientent vers une paix générale fondée sur la reconnaissance des principales revendications allemandes. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la R.F.A. se rencontrent en janvier 1979, au sommet de la Guadeloupe, où Bonn obtient le rôle de « coordonnateur » de l'aide occidentale à la Turquie, le retrait américain d'Iran (le chah sera abandonné à son sort), l'engagement de conclure rapidement le traité SALT 2 et l'acceptation du projet des euromissiles. Au même moment, l'expédition « punitive » de la Chine au Vietnam fixait ailleurs l'attention soviétique.

Mais, au cours de l'année 1979, la poignée de main américaine se transforme en une nouvelle prise de judo. En échange de l'acceptation de ses revendications, la R.F.A. s'était engagée à baisser sa garde, à commencer à dépenser des réserves de devises, et prévoyait donc un modeste déficit dans sa balance des paiements de 1979. Or les compagnies pétrolières, créant une pénurie de pétrole artificielle à partir de l'interruption de la production iranienne pendant la révolution, parviennent à faire monter les prix mondiaux de 60 % (11). C'est le « second choc pétrolier », qui transforme le modeste déficit consenti par la R.F.A. en déficit catastrophique. En même temps, après la signature solennelle du traité SALT à Vienne, le Congrès américain n'entend pas le ratifier. Ainsi, lorsque vient la décision de l'OTAN sur les euromissiles, à la fin de l'année 1979, l'U.R.S.S. n'a pas à mettre en balance, comme c'était prévu, le fait accompli des euromissiles et l'acquis de SALT 2. Dans ces conditions, Moscou n'a aucune raison de tolérer ce premier pas vers l'armement nucléaire de la R.F.A. Washington a transformé la revendication allemande en atout maître de son propre jeu, en détonateur d'une nouvelle guerre froide.

## L'enjeu de la guerre froide

« *NOUS avons dit très gentiment aux Allemands*, explique un financier américain, *que c'est nous qui les avons aidés, après la seconde guerre mondiale, à reconstruire cette merveilleuse économie. Puis, moins gentiment, nous leur avons rappelé qu'ils ont encore besoin de grands marchés pour leurs merveilleuses machines-outils (...) et que nous pourrions mettre des droits de douane sur elles aussi facilement que sur les voitures japonaises. Et finalement nous avons été très grossiers, et nous leur avons rappelé qu'ils se trouvent infiniment plus près que nous de la Russie* » (12).

La R.F.A. (c'est aussi vrai du Japon) (13) se trouve sur ce qui tiendrait lieu de « front » entre l'Est et l'Ouest. Que dire de plus ? Toute menace de guerre mondiale, tout climat de guerre froide réduit considérablement sa marge de manœuvre politique. C'est que, si elle poussait trop loin son avantage, une guerre réelle, quels qu'en soient la durée, le caractère et l'issue, détruirait l'appareil de production de l'Allemagne, ruinerait ses finances et infligerait à sa population de terribles pertes humaines. On comprend les propos récents de M. Helmut Schmidt : « *Nous ne voulons pas revenir à la guerre froide. Il n'y a rien à gagner pour les Allemands dans une guerre froide, divisée comme l'est notre nation, divisée comme l'est notre capitale, Berlin, rien à gagner à une nouvelle période de guerre froide* » (14).

« *Il y a plus de vingt ans,* relate l'amiral Sanguinetti dans une récente interview à la revue américaine *In These Times, quand je servais dans l'OTAN, des officiers américains m'avaient tenu un raisonnement qui m'avait frappé. Ils m'ont dit amicalement : « Tu vois, je pense qu'un jour » nous serons obligés, nous Américains, d'envisager la destruction de » l'Europe. Parce que vous êtes, de très » loin, notre principal concurrent » économique* » (15).

Est-ce bien ce qui se passe aujourd'hui ? La thèse de la « menace soviétique » doit être examinée de près. Le tableau 2 montre que l'U.R.S.S. n'est un rival sérieux sur aucun marché. Son effort d'armement, y compris d'armement offensif, est inspiré par la montée d'une Allemagne qui veut se réunifier (16) et retrouver une zone d'influence en Europe de l'Est.

Aujourd'hui entraînés dans une tourmente qu'ils n'ont pas voulue, les dirigeants allemands unanimes — M. Franz-Josef Strauss déclare lui aussi qu' « *il n'y a pas lieu de souffler sur le feu* » et ajoute que « *des affrontements militaires seraient catastrophiques en Europe* » (17) — voudraient parallèlement faire accepter par Moscou les euromissiles et, par Washington, la prise en compte des intérêts globaux de la R.F.A.

Moscou refuse de les écouter : ont été successivement annulées la visite de M. Hans-Dietrich Genscher à Prague, la visite du ministre du travail Ehrenberg à Moscou, la visite du ministre de l'économie Lambsdorff à Varsovie, la visite du ministre des affaires étrangères hongrois Frigyes Puja à Bonn, la rencontre Schmidt-Honecker et la rencontre Schmidt-Brejnev. On ne discute pas avec « *le gouvernement des euromissiles* ». Par contre, s'il s'agit d'accepter une coopération économique germano-soviétique sans nucléarisation de l'Allemagne, alors tous les espoirs sont permis, et de cela on veut bien discuter. Ce que prouvent les récentes visites à Moscou de M. Hellmuth Buddenberg, président de la B.P. allemande, de M. Wilhelm Christians, co-président de la Deutsche Bank, de M. Hans Ewaldsen, président de la Deutsche Babcock, de M. Willy Korf, chef du groupe Korf Stahl, etc., ainsi que la visite d'une délégation soviétique aux usines Mannesmann pour négocier un énorme contrat. De même, on loue à Moscou les attitudes françaises en faveur de la détente (la France, on l'a dit, n'a rien à gagner non plus à la nucléarisation de la R.F.A.), mais on entend moins les déclarations similaires du gouvernement de Bonn.

Avec Washington, les discussions portent sur deux points : la reconnaissance effective de l'influence allemande en Turquie et la présence militaire européenne au Proche-Orient. Pour les Etats-Unis, la défense du pétrole ne regarde qu'eux, et les Européens doivent y participer sur le plan financier et non militaire. S'ils veulent aider, qu'ils accroissent leur effort militaire en Europe même, et acceptent d'y stocker du matériel utilisable par les Américains dans le Golfe (et utilisable aussi politiquement... pour déconsidérer les Européens dans les pays arabes). Allemands et Français réclament une vraie « division » de l'aide militaire : à moi la Turquie, à toi le Pakistan, à toi l'Irak, etc. Là non plus, la R.F.A. n'a guère de chance d'être écoutée.

[illegible] même temps, sur le plan économique, c'est la guerre de mouvement. Les risques de guerre et la hausse des taux d'intérêts américain: attirent massivement les capitaux vers New-York. Bonn et Zurich doivent prendre des mesures pour tenter de les retenir. Parmi ces mesures, la principale consiste à tenter de faire du mark une monnaie de réserve internationale, comme le dollar : l'achat par l'Arabie Saoudite de bons du Trésor allemand pour la somme de 5 milliards de D.M. en mars dernier a été probablement le coup d'envoi de cette politique.

Selon *le Monde* du 2 mars, l'U.R.S.S. a fait savoir à l'opinion mondiale que « *les Etats-Unis veulent garantir à leurs monopoles un droit d'accès prioritaire, sinon exclusif, au pétrole d'autrui* », et que les Européens, « *au lieu de soutenir des « affirmations calomnieuses » sur le désir de l'U.R.S.S. de percer vers les mers chaudes, de se soumettre aux volontés des monopoles pétroliers qui définissent la politique globale de Washington, et d'accepter les crises pétrolières artificiellement provoquées par les sept sœurs* » devraient travailler avec les Soviétiques à l'instauration d'une garantie internationale, sous l'égide des Nations unies, qui assurerait la sécurité des transports pétroliers, l'accès commercial égal pour tous aux ressources de pétrole, la souveraineté territoriale et l'indépendance des pays du Golfe. Rien n'indique que cette solution, trop contraire à l'esprit de compétition et de lutte qui anime le système capitaliste, sera retenue.

Mais voilà que la crise approche de son point culminant. Dans un discours prononcé le 11 avril à Hambourg, M. Helmut Schmidt déclare : « *Ce serait faire un pas dans la bonne direction si les deux parties renonçaient, en même temps et pour un certain nombre d'années, au déploiement de fusées nouvelles ou supplémentaires à portée moyenne, et si elles mettaient ce laps de temps à profit pour négocier.* » Tournant majeur dans la position de Bonn sur les euromissiles ? Toujours est-il que M. Schmidt est de nouveau invité à Moscou, où il se rendra, normalement, au début de l'été. Les Etats-Unis, pour leur part, haussent le ton : si l'O.C.D.E. a enfin décidé de matérialiser l'aide à la Turquie (1 160 millions de dollars, mais les modalités du prêt restent à négocier avec les pays donateurs), ce geste de bonne volonté à l'égard de la R.F.A. s'accompagnait d'une série d'avertissements très fermes du président Carter aux « alliés », sommés de s'aligner sans réserve s'ils voulaient éviter une intervention militaire américaine au Proche-Orient qui bloquerait en partie leur approvisionnement en pétrole et risquerait de déclencher le pire.

Les forces qui veulent le maintien de la paix sont puissantes, et peuvent l'emporter. Mais il importe de bien comprendre la nature du danger qui menace aujourd'hui de faire voler en éclats la paix mondiale : l'effort allemand pour gagner les sources d'énergie du Proche-Orient, les matières premières africaines et le marché européen se heurte à l'effort américain et britannique pour rétablir à tout prix une hégémonie contestée. Déjà deux fois dans le siècle, la dynamique de conflits semblables a entraîné la catastrophe. Comme le dit M. Franz-Josef Strauss, qui sait de quoi il parle, « *la neuvième décennie de ce siècle sera la troisième dangereuse* » (18).

PAUL CHAMSOL

(9) Dans une tribune libre du *Monde* du 3 janvier 1980 : « Les armes eurostratégiques : un dossier truqué ».

(10) Quelques semaines avant, cependant, le président Carter avait tenté de détériorer les rapports R.F.A.-U.R.S.S. : il avait lancé avec fracas le projet de bombe à neutrons, puis, après le ralliement de M. Schmidt à cette idée violemment dénoncée par Moscou, l'avait subitement abandonné ; il montrait ainsi aux Soviétiques qu'ils ne pouvaient guère faire confiance à un rapprochement avec Bonn. Cette manœuvre consommée avait bien entendu été mise, dans la grande presse, au compte de l'irrésolution bien connue du président américain...

(11) D'après *The Economist* du 22 septembre 1979, c'est « *une suspension d'environ 3 % de l'offre mondiale de pétrole pendant quelques semaines* » qui a pu faire monter les prix de 60 % et les maintenir à ce niveau.

(12) *Business Week*, 3 mars 1980.

(13) Il est peu question ici du Japon qui se trouve, à bien des égards, dans une situation proche de celle de la R.F.A., et qui joue lui aussi la montée en puissance « nationaliste ». Parmi les différences, notons l'absence d'un marché de pays industrialisés riches autour du Japon comme l'est l'Europe occidentale autour de la R.F.A., et par voie de conséquence une plus grande dépendance du Japon à l'égard du marché américain.

(14) *The Economist*, 6 octobre 1979.

(15) Numéro du 30 janvier 1980.

(16) Dans son interview à *The Economist* (6 octobre 1979), M. Helmut Schmidt ne laisse guère de doute sur ce point : « *Je ne prévois pas sous quels auspices et dans quelles conditions les Allemands seront de nouveau réunis, mais ils le seront. Peut-être seulement au vingt et unième siècle, je ne sais pas. Ce serait de toute évidence une erreur pour toute nation européenne de croire que l'Etat national est normal pour tous, mais pas pour les Allemands.* » De plus en plus, le gouvernement de Bonn déclare prendre en compte, dans ses prises de décision, les intérêts de la population de la R.D.A. parce que « *ce sont des Allemands* ».

(17) Tels sont, selon *Die Welt* du 30 janvier 1980, les points sur lesquels M. Franz-Josef Strauss et le président roumain Ceaucescu sont tombés d'accord lors de la visite de M. Strauss à Bucarest, au début de la crise.

(18) Cf. *le Monde*, 13 février 1980.



Recherches universitaires

# Retour à Berlin

Par CHARLES ZORGBIBE

*LE commentateur ressent une certaine inquiétude : qu'écrire aujourd'hui de neuf sur Berlin et les Allemagnes ? Le « terrain » est (scientifiquement) si « pilonné »... Les accords des années 70 ont été l'objet de si nombreuses exégèses...*

*Inquiétude relativement apaisée, s'agissant de la thèse de Pierre Maurel (1). Intérêt pratique : nous disposons, grâce au chercheur toulousain, d'une « mise à plat » très commode d'un ensemble de problèmes complexes — donc d'un instrument de travail précieux pour les « praticiens » du problème de Berlin (les administrateurs français du secteur occidental de l'ancienne capitale du Reich...). Intérêt scientifique : certaines questions, peu étudiées par la doctrine française, sont éclairées ici — le « statut » de la partie orientale de Berlin, la notion de compétence étatique directe de la République fédérale sur les secteurs occidentaux.*

*Un regret, cependant : si la lecture de la thèse est facile, agréable, l'ensemble manque de couleur. On ne voit pas réellement Berlin — depuis des siècles, poste avancé du monde germanique en terre slave ; ni les chefs de file politiques qui ont « fait » notre Berlin contemporain — Reuter, le maire inflexible dans les remous de la guerre froide, le militant marxiste devenu commandeur de l'anti-stalinisme, Willy Brandt avec son visage buriné de navigateur hanséatique ; ni les souffrances du peuple berlinois, à travers ces camps de triage de réfugiés qui, jusqu'à l'édification du « mur », dominaient la vie quotidienne à l'Ouest... Quelques notations auraient permis de faire passer un peu de cette passion que l'auteur a certainement partagée avec tous ceux qui ont vécu à Berlin et écrit sur Berlin.*

*Manque de couleur juridique, aussi : nous sommes en présence de l'exemple le plus achevé de « diplomatie à la Kafka ». Le fait de traiter compte plus que le contenu de l'accord. La tentation est grande, pour les gouvernants, de camoufler sous les oripeaux de la diplomatie-spectacle un pénible accord sur un désaccord... Avec Berlin, nous atteignons, en 1971, à une forme achevée de surréalisme diplomatique : il y a accord sur Berlin, mais incertitude sur les parties concernées comme sur l'assise géographique de l'accord. N'y aurait-il pas eu lieu de souligner ce caractère, et de le relier à d'autres manifestations du même type — le traité fondamental R.F.A.-R.D.A., absorbé beaucoup trop rapidement, l'Acte final d'Helsinki, qui n'est pas cité ?*

*Une interrogation, enfin, sur le plan adopté. La construction choisie présente les avantages — et les inconvénients — du « répertoire », du dictionnaire juridique. L'inconvénient, ici, est évident : nous sommes en présence d'un phénomène de « sédimentation » ; il n'y a pas un mais trois statuts de Berlin — le statut de 1945, sanction de la capitulation du Reich ; celui de 1948, reflet de la division des vainqueurs ; celui de 1971, test pour l'avenir des rapports Est-Ouest. L'auteur a récusé le plan historique ; il aurait, dès lors, dû rédiger une introduction historique très étoffée qui aurait permis au lecteur de garder présent cette sédimentation historique.*

*ATTACHEE de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, Renata Fritsch-Bournazel retrace avec compétence, clarté, concision, l'histoire des relations soviéto-allemandes depuis 1945 (2). Aux origines de la question allemande : la conférence de Potsdam, dont l'auteur montre le balancement entre des concepts contradictoires. Les principes politiques et économiques* « qui gouverneront le traitement de l'Allemagne pendant la période initiale de contrôle » *sont un mélange de mesures punitives et de buts positifs — la reconstruction de la vie politique allemande* « sur une base démocratique et pacifique ». *Les clauses concernant les frontières sont aussi contradictoires : les territoires à l'est de l'Oder-Neisse ne sont pas attribués à la Pologne ; ils sont placés provisoirement sous administration polonaise ; mais le règlement concernant le transfert de populations enlève tout caractère provisoire aux nouvelles frontières. Surtout, la revendication de réparations par Moscou va devenir un problème-clé de la politique d'occupation soviétique ; elle fera obstacle aux décisions prises par les vainqueurs et révélera les divergences sur l'avenir allemand.*

*La longue marche de Moscou dans ses rapports avec Bonn, de la confrontation à la « normalisation », est mieux connue ; l'appareil bibliographique aurait pu être ici plus complet. On retiendra surtout le rappel des occasions manquées de la réunification — ainsi de l'acceptation, par le président du conseil de la R.D.A., Grotewohl, d'élections générales, au lendemain de la conférence tripartite de Washington du 14 septembre 1951 —, puis de la « normalisation » l'échec de l'offre secrète du chancelier Adenauer en vue d'aboutir à une « trêve » entre les deux Etats, au cours de l'hiver 1961-1962, que sanctionnera la brusque révocation de l'ambassadeur Kroll. L'auteur éclaire, par ailleurs, les rapports de Moscou avec l' « autre Allemagne » : les résistances de Berlin-Est à l'amélioration des relations avec Bonn sont analysées avec acuité, et l'importance du limogeage de Walter Ulbricht, en 1971, est justement soulignée.*

*Selon Renata Fritsch-Bournazel, l'Union soviétique accepte la thèse du « double avenir pour l'Allemagne », qui lui permet de préserver l'acquis politique en R.D.A. sans sacrifier les possibilités offertes par la normalisation avec la R.F.A. Confirmation de l'analyse du grand politologue allemand, prématurément disparu, Peter C. Ludz ? (3). Apaisement pour ceux des voisins de l'Allemagne qui sont prompts à craindre un nouveau « Rapallo » — un renversement des alliances qui détacherait Bonn du camp occidental ? (4).*

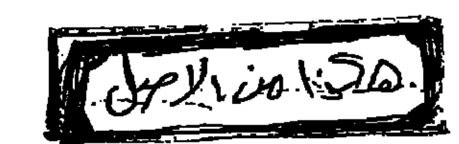
*P.-S.* — L'étude de M. Oraison, maître-assistant à La Réunion, dont nous avons rendu compte le mois dernier, paraîtra dans la prochaine livraison de l'*Annuaire des pays de l'océan Indien* (Aix-en-Provence, novembre 1980).

(1) *Les Compétences des Alliés à Berlin*, université des sciences sociales de Toulouse, 1980, 330 pages ronéotées.

(2) *L'Union soviétique et les Allemagnes*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1979, 256 pages. Cf. aussi la thèse de M. Piotr Dmochowski, *le* Statu quo *en Europe centrale et sa normalisation*, université de Paris-II, 1979, 635 pages ronéotées.

(3) Cf. Peter C. Ludz : *Deutschlands doppelte Zukunft*, Hauser, Munich, 1974, 181 pages.

(4) R. Fritsch-Bournazel a consacré précédemment une étude à *Rapallo, naissance d'un mythe* (A. Colin, Paris, 1974).







# LE CRÉPUSCULE DE LA RAISON

**Des hommes politiques qui fréquentent des voyantes des scientifiques séduits par la mystique, des millions de personnes attentives à leur horoscope : l'irrationnel envahit les sociétés industrielles. Où les libertés tendent à s'estomper**

**ENQUÊTE DE MAURICE T. MASCHINO**

« **Tu seras impuissant !** » Debout devant la paillasse de sa cuisine, Mme V. qui vient de couper avec une pince une longue aiguille à coudre la trempe dans un verre de vinaigre, la retire, la plonge de nouveau, puis la pique dans un coton. Surprise par la maîtresse de maison — l'épouse d'un sénateur très connu, — elle interrompt ses maléfices et, sur le même ton paisible qu'elle prend pour demander si le gigot doit être saignant ou à point, elle explique :

**« Etudiante en médecine, ma fille a décidé d'épouser un garçon qui, j'en suis sûre, la rendra malheureuse ; mais j'espère que, maintenant, elle hésitera : se marie-t-on** — elle montre l'aiguille brisée — **avec un homme impuissant ? »**

Ce mélange de raison et de déraison — une raison et une déraison qui, comme le dit le sociologue André-Clément Decouflé, **« ne cessent de coucher ensemble et d'enfanter des monstres »**, — ce brusque jaillissement, dans le discours le plus sensé, d'une bouffée délirante, n'est-ce pas l'un des symptômes les plus déconcertants de notre temps ?

A écouter les uns et les autres — de l'employée de maison qui jette des sorts au savant qui se livre à la « méditation transcendantale » (on répète vingt minutes par jour un **mantra**, formule incantatoire qui n'a aucun sens, pour se décontracter), du député qui lit les horoscopes, **« comme tout le monde »**, à Marilyn l'astrologue qui, tout en se disant **« très cartésienne »**, s'abstient d'entreprendre quoi que ce soit **« si Mars et Vénus sont en opposition »**, — il semble bien qu'on assiste à un reflux de la pensée rationnelle. Devins, médiums, voyantes, astrologues attirent un public de plus en plus nombreux : 12 % des Américains s'adonnent à la magie, davantage fréquentent les « foires psychiques » où l'on peut se procurer, par exemple, **« soixante-quinze recettes transcendantales pour bien vivre »** et une cinquantaine d'autres, qui mettent **« le nirvana à la portée de tous »** (1). Les sorciers, comme les savants, se réunissent en assemblées mondiales : la dernière eut lieu à Bogota en 1976 ; mais c'est à Blois que s'est ouvert, en 1975, le premier Centre international de la magie.

## Magie, technique du pauvre

REVANCHE de ceux qui ne savent pas, qui ne peuvent pas ? Tout se passe comme si les réalisations les plus remarquables de la technique (ordinateurs, fusées interplanétaires, greffes d'organes) en incitaient beaucoup à s'inventer une contre-technique. Et à retrouver, par le détour de l'imaginaire, la maîtrise qu'ils n'exercent plus sur leur environnement : la magie est la technique du pauvre.

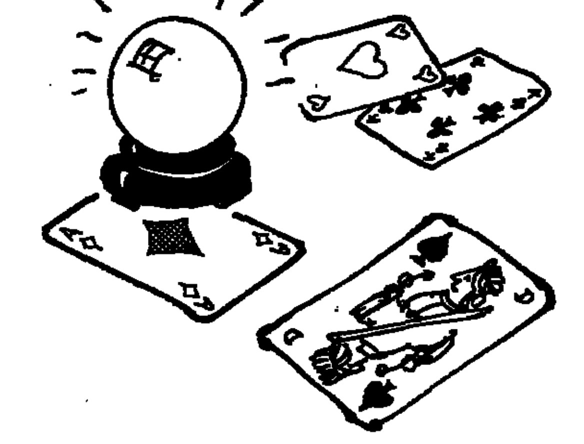
A sa façon — avec des herbes, du sel, du sang de poulet — il « agit » sur les choses et les êtres. A distance. En court-circuitant les procédés — longs, difficiles, parfois fastidieux — de ceux qui calculent et expérimentent. Déchu, l'**homo faber** récupère au centuple sa puissance et devient Dieu ; d'un mot il ensorcelle ou guérit, d'un geste il retrouve l'être aimé :

**« Prenez une bougie de cire... Munie de cette bougie, il faudra opérer un vendredi soir (le vendredi étant le jour consacré à Vénus, donc aux amours). On plantera deux épingles sur le côté, dans la cire, à 2 ou 3 millimètres l'une au-dessus de l'autre ; ensuite, il suffira d'allumer la mèche et d'attendre la chute de la première épingle.**

**» Attention, à partir de ce moment, l'opératrice devra se concentrer mentalement et penser de toutes ses forces à l'infidèle... Etant au vingtième siècle, pour parfaire cette expérience, vous pouvez placer une photographie de l'être aimé derrière la bougie... »**

Sylvie P., qui vient de nous lire cet extrait du **Petit Grimoire, mensuel ésotérique et magique** (2), n'a pas recours à cette pratique : **« Pas encore »**, dit-elle en souriant ; mais elle la recommande à ses amies. Cartes, tarots, pendule, boule de cristal, elle pratique tous les arts, et s'en trouve bien :

**« Avant mon initiation, je doutais de moi, je ne savais jamais quoi faire, ni comment,** dit-elle. **Maintenant, j'ai repris confiance. Un médium m'a appris d'où je viens (oui, je crois à la métempsychose : autrefois, j'étais une fleur, quelque part dans l'archipel des Philippines), je sais où je vais... J'ai un ami, musulman, qui va épouser**

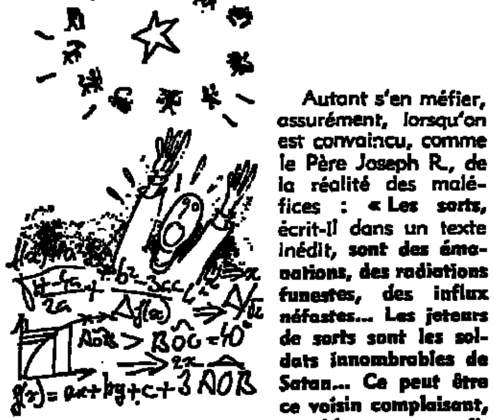


**une seconde femme, mais je reste sereine : un jour, grâce à mon fluide, il m'appartiendra. »**

Sylvie P., vingt-trois ans, n'est pas une paysanne de la Mayenne, du Berry, de l'Ardèche ou du Limousin — l'une de ces campagnes où l'on jette couramment des sorts, envoûte, désenvoûte et, parfois, fait mourir ; fille de fonctionnaires, étudiante en histoire, elle habite Paris.

Non loin de ce ministère, dans le septième arrondissement, où il arrive que les services financiers fonctionnent au ralenti ; la raison : enfermée à double tour dans son bureau, la responsable, qui signe d'ordinaire les ordres de paiement, célèbre régulièrement des messes noires. « **Le patron** (le ministre) **n'ose rien dire ; on ne sait jamais : un sort est si vite attrapé... »**

## *De l'exorciste au polytechnicien : la crédulité*



Autant s'en méfier, assurément, lorsqu'on est convaincu, comme le Père Joseph R., de la réalité des maléfices : **« Les sorts,** écrit-il dans un texte inédit, **sont des émanations, des radiations funestes, des influx néfastes... Les jeteurs de sorts sont les soldats innombrables de Satan... Ce peut être ce voisin complaisant, ce pédagogue, ce politicien... Les antéchrists sont partout. »**

La différence est-elle si grande entre ces pratiques et les sacrements ? **« Le porteur de sorts,** écrit encore le Père R., **appartient au royaume des ténèbres comme le saint appartient au royaume de Dieu ; l'un et l'autre ont un pouvoir. »** Comme en ont un les médailles pieuses et les gris-gris, l'eau bénite et les fers à cheval, la main de Fatima ou l'effigie de saint Benoît.

Conduite compensatoire, ou de défense, face à un univers technologique qu'on ne domine pas, la magie n'est certes pas une pratique générale : beaucoup préfèrent encore le vétérinaire à la **« désencraudeuse »** (3) (la sorcière), le médecin au médium. Mais même chez ceux que leur formation ou leur profession ne laissent pas démunis devant les « mystères » du monde, la croyance en des forces ou des phénomènes surnaturels est extrêmement répandue.

Invités par une psychologue à citer quelques faits indiscutables de sorcellerie, des médecins hésitent : **« C'est difficile de trancher : qu'y a-t-il de vraiment scientifique dans notre thérapeutique ? »** Soumis à un questionnaire destiné à tester leur crédulité, des étudiants de troisième année de psychologie répondent, à 77 %, que **« certains témoignages sur les OVNI sont dignes de confiance »**, tandis que 53 % admettent que **« certaines personnes sont capables de tordre des objets à distance »** (4).

De nombreux lecteurs de **Science et Vie** prennent au sérieux la fable — pourtant signalée par un encadré en rouge (« Avrilologie ») — que la revue leur propose en guise de poisson d'avril (5).

Intitulé « Le mystère du triangle des Bouches-du-Rhône » — qui évoque celui des Bermudes, — l'article « explique » pour quelle étrange raison (un magnétisme dû à la présence de dolmens et de menhirs) ce département connaît un nombre particulièrement élevé d'accidents : **« Il n'est pas exclu que des anomalies gravitationnelles, influençant le poids du cerveau dans les boîtes crâniennes des conducteurs, n'exercent une influence fâcheuse sur le comportement des automobiles. »**

Lesquels ne contestent nullement ce diagnostic. Leurs lettres, **« exceptionnellement abondantes »**, apportent témoignages, exemples, confirmations : **« Je suis saisi d'un malaise indéfinissable,** écrit l'un d'eux, **chaque fois que j'emprunte la route Marseille-Foix... »** (6).

Des polytechniciens, à leur tour, se laissent impressionner par l' « étrange » : leur revue, **la Jaune et la Rouge**, a récemment consacré un numéro spécial — préfacé par M. Ambroise Roux, P.-D.G. de la Compagnie générale d'électricité — à la parapsychologie.

Perdant soudain toute prudence expérimentale, de bons esprits s'égarent : directeur scientifique de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, M. Charles Crussard écrit qu'un illusionniste **« est capable de produire un effet psi réel »** ; conseil en systèmes informatiques, M. Georges Nicouland estime que **« des phénomènes psychiques peuvent apporter un bouleversement profond dans les lois de la nature »**, et le Père jésuite François Russo évoque — évidemment — les miracles reconnus par la religion (7).

A l'Est comme à l'Ouest, télépathie, torsion à vue de barres métalliques, lévitation excitent l'imagination : baptisée « psychotronique », la parapsychologie s'enseigne dans plusieurs universités soviétiques, et l'austère **Pravda** n'hésite pas à donner dans le sensationnel : **« Mikhaïlova attire à elle un morceau de pain, déplace sur la table une carafe pesant 460 grammes, arrête et lance de nouveau le balancier de l'horloge, et tout cela sans contact avec les mains »** (8).

Plus encore que la parapsychologie, l'astrologie a la faveur du public. D'après un sondage de l'IRES Marketing (1968) — que citent, dans un dossier très richement documenté, Jean-Pierre Desmond et Pierre Goulène (9) —, 60 % des Français (femmes : 70 % ; hommes : 50 %) connaissent leur signe astral ; 71 % des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans en tiennent compte dans la conduite de leur vie ; huit millions de personnes (soit 15 % de la population) consultent au moins une fois l'an un astrologue (prix d'une séance : 200 F.).

## Un bon chiffre d'affaires

LA demande est telle que toutes sortes d'organismes se chargent d'y répondre et, ce faisant, de l'amplifier. Ecoles, instituts, clubs, cercles se proposent — moyennant une participation financière souvent élevée (1 500 à 1 800 F pour une quinzaine de cours) — d'initier ceux qui le désirent aux sciences occultes. A Paris, l'Institut psychique scientifique, la Fondation d'études psychiques, l'Ecole supérieure d'astrologie, entre autres.

Les curieux peuvent consulter des revues (**Horoscope**, 160 000 exemplaires ; **Astres**, 50 000 ; **Astral**, 40 000 ; recettes annuelles de vente : 4 millions de francs) ou des livres : 198 ouvrages d'occultisme ont été publiés en 1976 (chiffre d'affaires : 17 millions de francs), et de grands éditeurs ont leur collection : **« L'univers secret »** (Marabout) ; **« L'aventure mystérieuse »** (J'ai lu) ; **« Les portes de l'étrange »** (Laffont).

Les amateurs ont également la possibilité d'écouter la radio (médiums et devins occupent l'antenne environ 50 heures par an), d'écrire ou de téléphoner à Mme Soleil (par jour : 15 000 appels, 17 000 lettres) et d'interroger, pour 30, 60 ou 100 F, l'ordinateur I.B.M. d'**Astroflash**, sur les Champs-Elysées : 350 personnes le font quotidiennement (chiffre d'affaires : 30 à 60 millions de francs par an). 500 000, enfin, se fournissent régulièrement en objets magiques : boules de cristal (200 F.) ; bougies de cire vierge (15 F.) ; encens, parfums d'amour, gadgets électroniques, bijoux talismans, crème de lait d'orties. Industrie prospère, dont le chiffre d'affaires, selon J.-P. Desmond et P. Goulène, se situerait autour de 45 millions de francs par an.

La clientèle se recrute, quoique de façon inégale, dans toutes les catégories sociales : **« Parmi mes habitués,** dit Marylin Verlojle, astrologue, **j'ai une baronne qui vit aux Etats-Unis, deux ministres africains, des préfets — qui m'envoient souvent leurs épouses, — un moine ; j'ai même reçu la visite d'un truand, qui voulait savoir si c'était le bon moment pour commettre un hold-up. »**

La plupart de ceux qui fréquentent les devins appartiennent toutefois aux classes moyennes (employés, cadres, techniciens, commerçants). Non seulement parce que leur culture est souvent

---

(1) *Le Monde*, 29 janvier 1977.
(2) *Le Petit Grimoire*, nº 1, E.D.S.M., Paris, 1979.
(3) D. Carrer, G. Yver, *la Désencraudeuse, une sorcière d'aujourd'hui*, Stock, Paris, 1978, 250 pages.
(4) D'après une enquête de Mme F. Askevis-Leherpeux. Du même auteur : « les Corrélats de la superstition », *Archives de sciences sociales des religions*, nº 45/1, Paris, 1978.
(5) *Science et Vie*, avril 1978.
(6) Ibid., juin 1978.
(7) *La Jaune et la Rouge*, numéro spécial. Nous empruntons ces citations à *Science et Vie*, numéro d'octobre 1979, qui, sous le titre « Des polytechniciens saisis par l'étrange », en donne une analyse très détaillée.
(8) Cité par *Science et Vie*, numéro d'avril 1976.
(9) J.-P. Desmond, P. Goulène, *Enquête chez les voyants*, Alain Moreau, Paris, 1978, 211 pages.



superficielle. Mais, surtout, à cause de leur mode d'insertion dans le système de production : leur pratique professionnelle tend à masquer des rapports sociaux qu'ils vivent sous la forme (illusoire) de relations personnelles : détaillant/grossiste, ingénieur/directeur, enseignant/« patron » (inspecteur, chef de service). Si bien que, toute position de classe magiquement abolie, la tentation est grande de privilégier les facteurs individuels. Et d'attendre d'un astrologue un conseil « judicieux ».

Femme, vingt-cinq-trente ans, secrétaire, amoureuse et sans fortune : c'est la cliente-type des marchands d'illusions. **« Ne demandez pas, ce matin, une augmentation de salaire : votre patron est de méchante humeur » ; seul un tertiaire peut être sensible à une mise en garde de ce genre,** nous dit le sociologue Jacques Maître. **Les ouvriers — qui se battent avec la matière, qui subissent dans toute leur rigueur les lois objectives du capital — sont généralement indifférents aux avertissements « célestes ». On n'imagine pas des syndicalistes se fondant, pour déclencher une grève, sur l'horoscope du P.-D.G. »**

Mais l'on rencontre des présidents-directeurs généraux, des hommes d'affaires et des hommes de loi qui pratiquent assidûment l'astrologie : **« Nous avons approché tel avocat réputé plaidant différemment selon que le juge qui l'écoute est Verseau ou Taureau,** écrit un sociologue, M. Claude Fischer ; **tel juge estimant qu'un prévenu natif d'un certain signe risque de récidiver ; tel médecin qui fait systématiquement dresser le thème de ses malades par un astrologue payé au mois ; tel manager faisant dresser l'horoscope des sociétés qu'il crée »** (10).

Que la profession ou l'âge puisse incliner à la crédulité, c'est certain ; mais si les ouvriers fréquentent peu les astrologues, ils jouent au Loto et au Tiercé, et de grands bourgeois — qui pratiquent aussi les jeux de hasard — font tourner des tables. A moins qu'ils ne s'offrent un mois de « *végétothérapie humaniste* » (avec viols collectifs et brutalités « mystiques ») dans la communauté de Shri Rajneesh Baghwam à Poona, en Inde (11). Employés, employeurs, mêmes fantasmes ?

Que dans tout homme survive l'enfant qu'il a été, on le sait depuis Freud. Or **« l'enfant,** rappelle M. Gérard Mendel, médecin et psychanalyste, **vit d'abord dans un univers fantasmagorique, où le réel et l'imaginaire se confondent. Nourrisson, il participe d'une sorte de nébuleuse très riche en perceptions sensorielles et fonctionne selon le seul principe de plaisir ».** A quatre ou cinq ans, il vit encore dans un monde chatoyant et féérique ; plus tard seulement, il acquiert le sens du réel — qui est aussi celui de ses propres limites, de la souffrance et de la mort. Subsiste alors comme une nostalgie de la béatitude originelle, qui s'exprime dans le goût ou la recherche du merveilleux. Aspirations à l'âge d'or que toute société s'ingénie à la fois à contenter et contrôler, en offrant à ses membres une espérance ou une utopie. En formalisant dans un discours idéologique (religieux ou politique) cette demande de bonheur.

Or il n'est plus aujourd'hui de discours crédibles. Ni de rites gratifiants. Le merveilleux s'est retiré des lieux que jusque-là il baignait.

De l'Eglise, par exemple. Sans doute, avec ses pompes et ses dogmes, reste-t-elle, comme dit le sénateur Henri Caillavet, **« le plus grand facteur d'irrationalité de par le monde : elle a créé Dieu. Elle a donné forme et consistance — en les institutionnalisant — aux chimères des peuples opprimés. On dénonce à juste titre le fanatisme et les extravagances des nouvelles sectes, mais on oublie la plus importante. Comme si son grand âge et le nombre de ses fidèles lui conféraient un air de raison ».**

Donnant au préjugé de l'inégalité des hommes et des femmes (interdites de prêtrise) un fondement « théologique », condamnant l'avortement et les méthodes chimiques de contraception, proscrivant toute relation sexuelle avant le mariage et vouant aux gémonies les homosexuels, il est vrai qu'elle propage moins les lumières de la connaissance que les opinions les moins rationnellement fondées.

*Mais justement : l'écart devient tel* entre les mœurs et cet enseignement sclérosé que beaucoup se détachent. L'Eglise romaine l'a compris, trop tard, et superficiellement : elle s'est préoccupée de faire peau neuve. De se rajeunir et de se « moderniser ». En simplifiant les rites, par exemple. En parlant le langage du quotidien.

Mais elle n'a guère revivifié la foi de ses fidèles : **« Le christianisme ne dit et n'est plus rien en propre,** déclare le Père de Certeau. **Il est insignifiant. Vous en tirez ce que vous voulez. C'est n'importe quoi »** (12). Un **n'importe quoi** qui ne fait plus fantasmer : si 90 % des Français sont baptisés, 40 % croient à la divinité du Christ et 11 % pratiquent régulièrement (13). L'**aggiornamento** de l'Eglise l'a partiellement démythifiée ; mais, en s'efforçant de rejoindre le siècle, elle l'a perdu. Il n'est pas de magistère sans magie, et le succès de Jean-Paul II en est la preuve **a contrario** : il séduit dans l'exacte mesure où il réactive l'image classique des grands pontifes et, derrière elle, comme en filigrane, celle du père que l'enfant a besoin de sentir autoritaire et tout-puissant.

## Une science qui fait peur

IL y a quelques décennies, la désaffection du public à l'égard de l'Eglise réjouissait les esprits « éclairés » : n'était-ce pas la preuve que les mentalités évoluaient, que le progrès des connaissances balayait les croyances irrationnelles ?

Encore aurait-il fallu que la science se propageât. Non pas dans ses résultats et ses applications, mais dans sa démarche même. Que chacun pût l'accomplir pour son propre compte et, confronté à de vrais problèmes, découvrir les exigences et les difficultés de la méthode expérimentale. Or pas plus l'école que les médias ou les ouvrages de vulgarisation n'incitent à cet apprentissage.

**« On apprend la science comme le catéchisme,** constate le docteur G. Mendel. **On admire une réalisation technique comme un prodige céleste. Loin d'encourager l'enfant à poser des questions, on lui apporte des réponses. Mais rabâcher une formule chimique comme une prière, c'est, pour l'intelligence, du pareil au même : elle n'est en rien concernée. »**

Si bien que le rationnel des uns est devenu l'irrationnel des autres, et que le progrès des sciences ne s'est pas accompagné d'un égal progrès de la raison.

S'il a magnifié (et mythifié) la puissance de l'homme, le développement scientifique l'a en même temps rendue terrifiante. **Science et conscience, science et bonheur** — les grands idéaux du siècle des Lumières ont volé en éclats. Lieu de fixation, comme autrefois l'Eglise, des fantasmagories humaines, la science, en perdant ses fards, a, peu à peu, découvert son vrai visage : celui-là même du système social qui l'a promue comme pièce essentielle de son dispositif, et qu'en retour elle conforte. Car on sait aujourd'hui

# Recul du merveilleux irruption du non-sens

qu'elle *n'est pas* « *désintéressée* » — comme on l'enseignait encore il y a vingt ans dans les classes de philosophie, — que « la connaissance » n'est pas son objectif premier, qu'elle est indissociablement savoir et savoir-faire, et que sa prétendue « pureté » n'est que le voile idéologique dont l'ont pudiquement recouverte ses laudateurs.

**« Recherches militaires, expériences nucléaires, tortures, manipulations génétiques, organisation du travail : la science n'est pas innocente »,** dit un ingénieur, René Alleau. Participant à grande échelle à la destruction de la nature et à l'asservissement des hommes, elle fait peur. Animé autrefois de divinités maléfiques, le monde paraît aujourd'hui peuplé d'engins effrayants : robots, radars, caméras invisibles, fusées, satellites, objets volants non identifiés, composent les personnages de la nouvelle mythologie.

Tant d'espoirs, tant de désillusions : passant des conséquences (réelles ou possibles) de l'activité scientifique à la nature même de son procès, certains se demandent, comme dit le psychologue Benjamin Matalon, **« s'il n'y a pas quelque chose de faux ou de perverti dans la raison analytique ».** Car analyser, c'est décomposer, réduire le complexe au simple, et le multiple à l'un ; c'est donc — aussi — détruire.

Indépendamment de ses applications mortelles, la science apparaît à beaucoup comme une machine à fabriquer du non-sens. Dépouillant la nature de ses symboles, la vie de ses mystères, le psychisme de sa richesse, n'a-t-elle pas imposé comme seul valable le modèle mathématique ? Privilégié la seule quantité ?

Que cela tienne principalement au mode d'insertion et de fonctionnement de la raison analytique dans un système fondé sur la recherche du profit, que cette perversion de la raison — qui calcule, rentabilise, sérialise, pèse et soupèse — résulte d'abord d'exigences extrarationnelles (économiques et politiques), peu l'aperçoivent. Qui constatent simplement que l'essor des sciences humaines, sur le mode même des sciences de la nature (primat de l'« objectivité », expérimentation), a entraîné une perte considérable de sens. A disqualifié, comme le notait déjà Henri Bergson, tout ce qui relève du non-mesurable — entre autres, les aspirations et les désirs des hommes, leur subjectivité.

**Subjectif** : le mot sonne mal, il fait sourire, il renvoie à une non-valeur, pis : à un non-être. Ce qui est subjectif n'existe pas. Ou passe pour une lubie. Marxisme et psychologie moderne se rejoignent, qui définissent l'homme comme pure extériorité, l'un en termes de rapports sociaux (il ne connaît que le travailleur, et encore : au pluriel, les « masses laborieuses »), l'autre, en termes de stimulus-réponse. Tels ces étranges psychologues (les « comportementalistes ») qui traitent par exemple l'énurésie en équipant l'enfant d'un **pipi-stop** (il reçoit une décharge électrique dès qu'il urine) ou en l'enfermant dans un placard s'il se montre violent (14).

De l'homme à l'animal, de la recherche d'un sens au conditionnement des réflexes : démontés, mis en pièces, réduits à quelques mécanismes élémentaires ou à une définition « en dernière instance » économique, beaucoup ne s'y retrouvent pas, qui cherchent ailleurs une réponse à leurs angoisses. En s'efforçant, d'une façon ou d'une autre, d'exprimer une intériorité qui n'a plus droit de cité. En préférant, à la froideur des laboratoires et des statistiques, la chaleur — et le délire — d'un « groupe en fusion ». Où l'on peut s'abandonner au « cri primal » (à raison de 200 francs par semaine et par personne, on crie, on hurle, on donne des coups de poing dans un matelas), libérer sa « spontanéité » dans des psychodrames qui tournent parfois à la catastrophe, ou perdre ses « complexes » en se touchant les uns les autres et se reniflant. A moins que, plus calmement, on ne revienne à Dieu.

# Le parti pris de l'absurde

C'est le cas, notamment, d'un certain nombre de scientifiques. Qui **raisonnent**, *sans doute* — c'est leur métier, — mais qui n'ont pas accès, pour autant, à on ne sait quelle rationalité en soi.

Spécialisés, ils pratiquent une rationalité régionale, qui porte sur l'objet même de leur travail ; sortis de leur laboratoire, ils ne sont pas mieux équipés que d'autres pour demeurer lucides : d'étudier au microscope électronique la structure d'une molécule ne prédispose pas à mieux comprendre les réalités politiques, sociales ou psychologiques.

Que la mystique séduise ceux que le philosophe Gaston Bachelard hésiterait peut-être, aujourd'hui, à appeler les **« travailleurs de la preuve »**, l'actualité en fournit maints exemples. Comme le remarque le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond, de nombreux savants entretiennent des rapports plus ou moins constants avec des sectes, des médiums ou des associations d'occultisme.

En novembre 1975, des prix Nobel (Wigner, Heisenberg, Néel), Jean Piaget, Mac Luhan participent à une conférence internationale sur l'unité des sciences, organisée par la secte Moon (il est vrai que chacun d'eux reçut un dédommagement de 3 000 dollars) ; la même année, un physicien, professeur à l'université de Paris-V, devient président de la nouvelle Fédération française de parapsychologie ; en 1976, un ancien élève de l'Ecole polytechnique anime des séminaires de formation en astrologie (15).

En octobre 1979, d'éminents chercheurs assistent au congrès de Cordoue, organisé par France-Culture, sur le thème **Science et conscience** ; nous montrant l'affiche du congrès — à gauche, l'ange de Reims, à droite, le portrait d'Einstein, — le physicien Jean Pierre Vigier ajoute : **« C'est la première fois que des scientifiques s'assoient à côté de religieux. Pour mettre en accusation Einstein et le principe de causalité. Et remettre à l'honneur une lecture de l'univers qu'on croyait dépassée. »**

Déçus par la science et par l'Eglise, beaucoup le sont enfin par la politique. Depuis un siècle, elle a été, elle aussi, l'un des lieux d'inscription du merveilleux ; mais ce merveilleux, tel un mirage, s'est constamment dérobé. Union soviétique, Chine, « *révolutions* » du tiers-monde : autant d'astres morts dans un ciel désormais vide d'utopies. A son tour, l'histoire s'est tue et ne parle plus au cœur des hommes.

Mais elle ne parle pas davantage à leur raison, et la fin des mythes n'a pas mis fin à leur mythomanie : la perte des évidences les moins rationnelles (ou les moins raisonnables) est vécue comme un échec, la chute des idoles provoque une sorte d'affolement.

Probablement parce que rien ne prédispose la plupart à affronter l'incertitude — qui est l'angoisse de la liberté. Famille, école, Eglises, partis, pouvoir — toutes les institutions ont toujours fonctionné de façon telle que chacun sût à quoi s'en tenir. Que penser ? Qui croire ? Comment s'orienter ? **« Tout a été fait,** dit G. Mendel, **pour que les gens aient des certitudes. Qui aujourd'hui se dégradent. S'effilochent. Comme la plupart n'ont jamais appris à faire face à l'incertitude — c'est-à-dire à penser et à décider par eux-mêmes, — ils sont dans le plus grand désarroi. »**

Situation à laquelle ils se hâtent d'échapper. En se donnant au plus vite d'autres certitudes, qui se situent généralement à l'opposé des précédentes. Se livrant à une sorte d'alchimie mentale, beaucoup — surtout parmi les intellectuels — métamorphosent une déception existentielle en « théorie » philosophique et leur non-savoir en savoir positif. L'histoire n'a pas répondu à leurs espérances ? Elle n'a aucun sens ; l'action politique n'a pas refait le monde ? Elle ne sert à rien ; la science ne conduit pas au bonheur ? Il faut la rejeter.

Condamnant absolument (dogmatiquement) les diverses entreprises humaines qui se sont proposé de mieux maîtriser les phénomènes de la nature et de la société, certains (« philosophes », sociologues, hommes politiques, journalistes) en viennent à jeter un discrédit total sur les œuvres de la raison — et la raison elle-même. Mais ils le font en « raisonnant » ; si bien qu'à leurs yeux leurs divagations se trouvent du coup justifiées.

Ainsi, un député se réjouit-il que **« la politique ne (soit) jamais logique. Les hommes politiques les plus logiques se sont toujours trompés — Léon Blum, par exemple. C'est l'intuition qui prime. La « baraka » dans les cas heureux. Ou le destin. Quand je ne violente pas mon instinct, je vois assez clair. »**

Un psychologue praticien, M. Sokolov, tient un langage encore plus radical : **« Il n'y a pas de vérité,** dit-il ; **tout dépend du lieu duquel on parle ; il n'y a que des points de vue. Qu'une multitude de grilles. »** A ce compte-là, Auschwitz aussi est un **« point de vue »** ; si **« l'irrationnel est le fondement de toute chose »**, on ne peut dire et faire n'importe quoi.

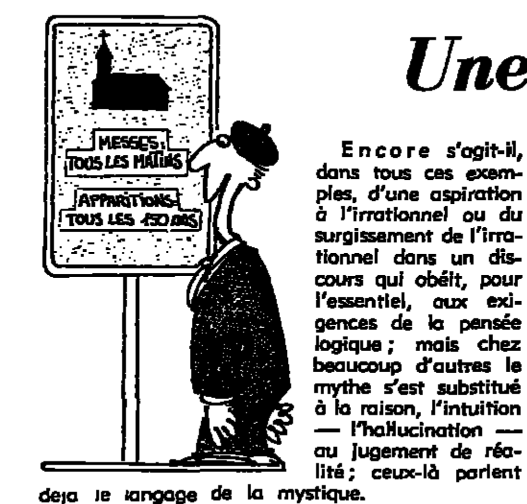
La position d'un universitaire comme Lucien Sfez est sensiblement différente (**« Longwy est inacceptable, on n'a pas le droit de disposer des gens comme de pions »**), mais certains de ses propos laissent rêveur. Refusant de **« dissocier le personnel du théorique »**, il juge **« manichéenne »** l'opposition du rationnel et de l'irrationnel : **« C'est comme l'opposition homme/femme : une douce dinguerie »** ; dénonçant **« la mystique de la science »**, il croit qu' **« un sorcier peut arranger une appendicite aussi bien qu'un médecin »** ; **« homme de gauche »**, il pense que **« le socialisme n'est pas un concept : personne ne sait ce qu'il y a dedans ; d'ailleurs, les gens ne vivent pas de concepts, mais d'images ».** Puisqu' **« il n'existe plus d'espace pour un projet politique collectif »**, le plus urgent est de **« libérer en commun les affects, de se demander lucidement d'où on vient, ce qu'on aime : quelle bouffe, quel type de copains ».**

Ethnologue et psychanalyste, Mme Jeanne Favret (qui adresse volontiers certains de ses clients à des cartomanciennes) préconise de **« développer l'aptitude à l'illusion : sans illusions, il n'y aurait plus qu'à se flinguer »** ; s'interdisant d'établir une différence de nature entre les croyances des envoûtés et les convictions des clairvoyants, elle affirme que **« ce qui soutient les premiers n'est pas pire que ce qui nous soutient : ça nous a servi à vivre de croire qu'il y avait un petit peuple vietnamien pur et juste. Si on lit le journal, n'est-ce pas parce qu'on pense qu'une nouvelle aube va se lever quelque part ? Que quelque part on va trouver un paradis ? »**

Comment ne serait-elle pas encouragée dans sa recherche, quand un journaliste de renom écrit : **« Oui, nous sommes arrivés à un temps où l'imagination est plus importante que la connaissance, où le radotage économique est plus dangereux que la quête de l'irrationnel. »**

Il ne reste donc plus qu'à s'en remettre aux devins pour régler les affaires humaines : déplorant le martyre du peuple khmer, un autre journaliste, également très connu, compte sur... le pape pour lui porter secours : **« Souhaitons qu'il consacre l'essentiel de son appel** (devant l'Assemblée générale des Nations unies) **à ce devoir primordial de charité élémentaire et qu'il sache trouver les accents qui feront honte à ses auditeurs, et derrière eux à leurs gouvernements, de leur passivité. »**

# Une nouvelle descente aux enfers




Encore s'agit-il, dans tous ces exemples, d'une aspiration à l'irrationnel ou du surgissement de l'irrationnel dans un discours qui obéit, pour l'essentiel, aux exigences de la pensée logique ; mais chez beaucoup d'autres le mythe s'est substitué à la raison, l'intuition — l'hallucination — au jugement de réalité ; ceux-là parlent déjà le langage de la mystique.

Tel cet ingénieur, qui se dit **« réceptif »** aux messages d'une nature chargée d' **« informations »** et juge nécessaire de **« créer une symbolique »** qui permette de les décrypter. Il en trouve un exemple, ou une préfiguration, dans l'astrologie : **« Sensible à l'harmonie du monde, l'astrologue entend la musique du temps. »**

D'autres entendent la voix de Dieu. **« Je crois que chacun est Dieu,** dit Françoise G..., architecte **Il s'agit de s'ouvrir à l'être. D'être poreux. Ça passe par vous. »** La preuve que **« ça passe »**, qu' **« on est sur le chemin de la transcendance »** ? Les pouvoirs qu'on acquiert (**« mon crayon écrit tout seul »**), les **« perceptions colorées »** qui vous assaillent, les changements qui se produisent dans la voix : **« Quand l'Esprit me traverse, ma voix devient métallique. Comme celle d'un médium. »**

Si **« l'aube dissout les monstres »**, la nuit les réveille : **« Quand on dort, notre âme voyage. Elle fréquente des zones dangereuses. Elle y rencontre toutes sortes d'esprits immondes. »** Ces êtres **« à mi-chemin entre les anges et les démons »**, comme dit le Père Joseph R..., **« gnômes, elfes, salamandres, qui n'ont ni la bonté des uns ni la perversité des autres. »** Mais qui peuvent être **« dangereux »**, et que l'esprit côtoie, quand il s'aventure dans le **« pourrissoir »**, ces **« lieux inférieurs »** ou **« infernaux »**, que, d'après l'Evangile, Jésus a visités.

Il arrive qu'au cours de ses pérégrinations l'âme rencontre Satan. La veille de notre entretien, n'a-t-il pas, une fois de plus, tenté le Père R... ? **« Je l'ai entendu, hier,** nous dit-il, **c'était effrayant, il m'a saisi la main, il me tirait vers lui... Parfois, je sens comme des voix qui s'articulent en moi. Malgré moi. Et qui menacent :** « Dieu te maudit ! », **hurlent-elles. »**

*Le diable ne s'attaque pas qu'au* Père Joseph R... Chaque jour, du Limousin où ce prêtre a longtemps pratiqué des exorcismes, arrivent des dizaines de lettres de croyants que Satan induit en tentation. Telle cette femme — une employée des chèques postaux — qui lui raconte, en quatre pages d'une fine écriture, sa dernière rencontre :

**« Depuis que j'ai décidé mon mari à se convertir à notre Sainte Mère l'Eglise,** écrit-elle, **le démon me poursuit. Chaque nuit, je sens comme une main de feu qui me brûle la poitrine et m'arrache les seins ; avant-hier, des formes humaines, drapées de blanc, ont entouré mon lit ; l'une d'elles s'est couchée sur moi. A fondu en moi. Quand je me suis réveillée, je baignais dans la béatitude. »**

Fantasmes sexuels ? **« Que non,** objecte le Père R..., **c'est très probablement une rouerie diabolique. Les théologiens parleraient d'**incuba **— lorsque le diable s'étend sur une femme et la possède. De** subcuba, **dans le cas inverse. »**

Si l'on en croit Monseigneur Cristiani, prélat de Sa Sainteté, des centaines de personnes — et des peuples entiers — sont aujourd'hui la proie de Satan. Qui s'installe aussi bien dans un corps social que dans l'organisme d'un individu : **« Le démon s'empare du corps du possédé, il prend sa résidence en lui, soit dans le cervelet, soit dans les entrailles, mais en tout cas dans le système nerveux. »** (16).

*(Lire la suite page 10.)*

(10) « Le retour des astrologues », dossier du *Nouvel Observateur*, Paris, 1971.

(11) M. Pagès, « Une nouvelle religion, la psychothérapie », *le Monde*, 30 septembre 1979.

(12) M. de Certeau, J.-M. Domenach, *le Christianisme éclaté*, le Seuil, Paris, 1974.

(13) Cité par A. Woodrow, *les Nouvelles Sectes*, le Seuil, Paris, 1977, 190 pages

(14) C. Colombani, « Les traitements de choc du docteur Skinner », *le Monde*, 21 octobre 1979.

(15) Nous empruntons ces informations à J.-M. Lévy-Leblond, « L'horoscope et l'ordinateur », *Impascience*, nº 6, Paris.

(16) Mgr L. Cristiani, *Présence de Satan dans le monde moderne*, France-Empire, Paris, 1959, 315 p.

*(Suite de la page 9.)*

Comme il peut prendre possession d'un peuple : **« La révolution française,** écrit encore le prélat, **peut être considérée comme satanique » ;** en Union soviétique, **« le démon est présent dans la direction, dans la politique, dans l'enseignement, dans les desseins d'avenir des dirigeants »,** mais c'est de Chine qu'il déferlera sur l'Europe : **« On a souvent parlé chez nous du péril jaune ; ce péril est maintenant imminent. »** (17).

Sans entrer dans le détail de ses manifestations, individuelles ou collectives, le pape Paul VI réaffirme, lui aussi, l'existence de Satan : **« Cet être obscur et troublant existe réellement. Il agit encore, il est l'ennemi occulte qui sème les erreurs et les malheurs dans l'histoire humaine. Celui qui refuse de reconnaître l'existence du démon, terrible réalité, effrayante et mystérieuse, sort du cadre de l'enseignement biblique et ecclésiastique »** (18).

## Illusion de chaleur humaine

LES intellectuels qui divaguent sur les charmes de l'illusion, des hallucinés qui vont chaque nuit en enfer : entre ces deux extrêmes, le marais — ceux qui ont encore un peu de bon sens, mais plus aucun repère : chaque année, près d'une dizaine de millions de personnes, en France, consultent l'une des vingt mille (ou trente mille ?) voyantes en exercice (19).

**« C'est terrifiant, comme les gens sont seuls ! Ils meurent d'inanition affective »,** dit Mme Clémence. La soixantaine, petite, replète, son abord, déjà, sécurise : souriante, elle prend l'arrivant — **« mon nouvel ami »** — par le bras et l'introduit dans l'une des pièces, sobrement meublée, du petit appartement qu'elle occupe dans le seizième arrondissement.

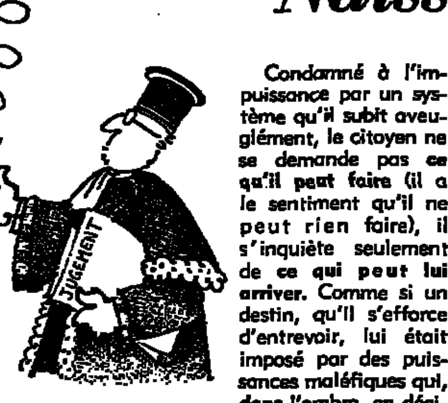
Sur une table, deux bougies, une boule de cristal, un jeu de cartes, des tarots : **« Coupez, de la main gauche. Tirez cinq cartes »** : le visage de Mme Clémence s'assombrit : rois, dames, valets, toutes les cartes sont noires. **« Prenez-en d'autres »** : du noir, encore. **« Avez-vous quelqu'un de malade dans votre entourage ? D'habitude, j'évite d'annoncer des malheurs. Mais,** ajoute-t-elle d'un air complice, **avec un intellectuel... »**

A chacun un mot gentil. Un mot qui porte et détend. Rassuré, le client parle. Il ne demande pas mieux : il est venu se confier. Confier sa vie, tel un matériau brut, à un expert qui la mettra en forme. Qui la lui rendra — enfin ! — compréhensible.

**« Je leur explique ce qu'ils sont, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils veulent,** dit Mme Clémence. **J'essaie de les rendre plus forts. »** Elle réussit, en tout cas, à les rendre plus dépendants : **« La plupart me téléphonent assez souvent, viennent me voir quatre ou cinq fois par an et m'envoient chacun deux à trois nouveaux clients. Vous voyez, on forme une grande famille. »** Puis, plus réaliste : **« Enfin, disons qu'on va chez la voyante comme on va au bordel. Ici, c'est le bordel de l'amitié. »** Une « amitié » qui rapporte » : le revenu moyen d'une cartomancienne est de 30 000 F par mois.

Payer (100 à 200 F la séance) pour trouver un peu de chaleur humaine, ou plutôt, son illusion : le succès des voyantes illustre à quel point cette société est loin de répondre aux besoins fondamentaux de ses membres. Communiquer avec l'autre, donner un sens aux événements, savoir où l'on va, en un mot : maîtriser sa propre vie et l'épanouir — aucune de ces aspirations n'est actuellement satisfaite. Ni encore moins — avec l'aggravation de la crise économique et le déclin de la démocratie — en voie de l'être.

# *Naissance d'un nouvel ordre féodal*




Condamné à l'impuissance par un système qu'il subit aveuglément, le citoyen ne se demande pas ce **qu'il peut faire** (il a le sentiment qu'il ne peut rien faire), il s'inquiète seulement de **ce qui peut lui arriver.** Comme si un destin, qu'il s'efforce d'entrevoir, lui était imposé par des puissances maléfiques qui, dans l'ombre, en décideraient. L'individu, sans prise sur le devenir de la collectivité ni le sien propre, en est réduit à attendre du sort qu'il lui sourie. Ou le frappe.

**« La montée de l'irrationnel est liée à la perversion du rôle politique du citoyen,** dit A.-C. Decouflé. **Un citoyen à qui on ne demande jamais d'exprimer un projet, mais de donner par sondage une opinion. Qui n'a pas les moyens de lutter pour faire prévaloir ses options. Qui a tout juste le « privilège » d'être sondé. Et sur des questions qu'il n'a même pas contribué à poser. »**

Coupé de toute information, enseveli sous un amoncellement de messages contradictoires et incohérents, comment ne serait-il pas poussé à déraisonner ? **« A partir du moment où l'ordre politique nous refuse le droit à l'énoncé d'une parole sensée, il nous met à la merci d'une parole folle,** dit encore A.-C. Decouflé. **A partir du moment où je ne décide plus, où je ne sais même pas qui décide quoi, il ne me reste plus qu'une solution : égorger un poulet ou m'adresser à un devin pour trouver du sens au non-sens. »**

Comme n'hésitent pas à le faire des hommes politiques (20). Victimes, eux aussi — bien que complices — d'un système qui a le culte du secret et qui pratique une politique de non-information ; mensonges, petites phrases, litotes, sous-entendus, silences, obscurités calculées, antiphrases composent un discours où chacun entend ce qui lui convient. Si bien qu'un ministre ou un député n'est souvent pas mieux informé (ni formé) qu'un simple citoyen :

**« Lors du débat sur l'énergie,** dit Henri Caillavet, **nous n'avons jamais pu disposer d'un contre-savoir ; les scientifiques qu'il nous a été donné d'interroger étaient tous partisans de l'énergie nucléaire. Il ne nous restait plus qu'à nous fier à notre intuition. »** Ou, tel ce haut magistrat qui hésite à poursuivre deux personnalités politiques, a demandé à ses enfants de jouer à pile ou face : « Pile, **je poursuivais,** face, **j'abandonnais. C'est pile qui est tombé »,** confie-t-il, dans les couloirs de la Chambre, à un interlocuteur.

## Croire pour survivre

BIEN loin d'être une survivance — comme une zone d'ombre que le « progrès » n'aurait pas encore réduite, — la mentalité irrationnelle trouve dans les processus économiques et politiques en cours des conditions propices à son développement.

Ces processus tendent à l'instauration de ce que l'économiste Gérard Klein appelle un **« nouvel ordre féodal »** :

**« Le fait saillant de notre époque, dit-il, est l'émergence d'un système de pouvoir dominé par quelques grands groupes financiers extrêmement fermés. Comme des cartes. Ces groupes — dont les responsables se recrutent par cooptation — font la loi aux Etats-Unis (ainsi les rois la faisaient-ils à leurs provinces), battent monnaie — par exemple, les eurodollars — déclenchent des conflits armés, participent, directement ou par personnes interposées (les hommes politiques ne sont souvent que des hommes liges) à l'élaboration d'une législation qui les favorise. Ils interviennent dans toutes les affaires du monde — qui est leur champ d'action — et, tels les seigneurs d'autrefois, maîtres dans leurs domaines, ils régentent les peuples selon leur bon plaisir. »**

Mais, à la différence des féodaux du Moyen Age, ceux d'aujourd'hui ne peuvent se réclamer d'aucune légitimité : le monarque en avait une — il était roi de droit divin. La bourgeoisie s'inventa une mission : bien-être matériel et moral, diffusion de la culture, conquête du monde, « civiliser » les « bons sauvages »), autant de valeurs qui donnaient un semblant de justification à sa domination.

Les nouveaux féodaux, eux, n'en ont aucune. **« Leur légitimité procède de leur seule existence,** dit G. Klein. **Ce qui ne suffit pas : tout système a besoin d'une superstructure idéologique »** (21). Faute d'être immédiatement contesté, tout pouvoir doit être en mesure d'expliquer pourquoi il est le pouvoir, au nom de quels idéaux il exige obéissance, impose des sacrifices, vers quelles fins il tend et guide la collectivité.

Les légitimations rationnelles ont fait long feu : quel financier, quel « manager » d'une firme multinationale, pourrait invoquer le « bonheur des peuples » ou la « justice sociale » sans provoquer un immense éclat de rire ? Qui croirait encore que ce qui est bon pour la General Motors ou les huiles Lesieur est bon pour l'Amérique ou pour la France ?

Si les valeurs de la raison sont désormais hors d'usage, il ne reste plus qu'à réinventer les valeurs de la folie : la production d'irrationalité s'inscrit dans le nouvel ordre féodal, elle est partie intégrante — constitutive — de son projet. Quand une classe dominante est incapable de proposer aux citoyens des raisons de vivre et d'espérer, elle crée une situation telle qu'ils vont spontanément chercher dans les productions de la déraison les gratifications qu'elle leur refuse.

Dès lors que la société telle qu'elle fonctionne paraît dépourvue de sens, c'est que le sens est ailleurs : dans les astres (le grand rêve panthéiste qui anime tant de contemporains est la contrepartie imaginaire d'une existence en miettes), auprès d'un gourou ou d'une voyante, dans un ashram, une secte, une communauté rurale, quand ce n'est pas dans la drogue. Aux uns, la raison pratique, qui gouverne le monde et met ses richesses en coupe réglée, aux autres, la folie ou le mysticisme.

*Marché de dupes ?* Assurément. *Mais* qui trouve preneurs : ceux que le nouvel ordre féodal rejette dans les marges. Entre autres, les classes moyennes. Longtemps détenteurs d'un savoir et d'un pouvoir, techniciens, cadres, ingénieurs, intellectuels (praticiens ou théoriciens) assistent, impuissants, à leur agonie historique. Promus à l'existence sociale par le capitalisme libéral, ils se fondent aujourd'hui dans la masse anonyme des tertiaires. Déqualifiés — **« prolétarisés »,** comme disent les sociologues, — simples agents d'exécution d'une machine socio-économique qui n'a plus grand besoin de leurs compétences. Employés de plus en plus comme vacataires, auxiliaires, temporaires. Encombrés, comme d'actions dévaluées, de diplômes invendables.

Témoins amers de leur infortune, ils se tournent, en masse, vers les marchands de rêves. Pour s'affirmer — en tant qu'individus et non plus en tant que classe — face à un ordre qui les nie. Protestation dérisoire — qui se retourne contre elle-même, puisqu'elle réintroduit dans une société néo-féodale les valeurs mêmes que cette société sollicite : croyance aux esprits, aspirations eschatologiques.

Des millions d'hommes à la dérive qui s'accrochent à des chimères, un système qui n'a rien d'autre à leur offrir : rarement la conjoncture fut aussi favorable à la propagation d'une mentalité irrationnelle. Le nouvel ordre féodal n'hésite pas à en tirer profit.

*Par sa discrétion même, d'abord* — il se tait, il se terre : **« Le pouvoir des multinationales ? C'est un mythe ! »,** nous déclare un président-directeur français (22) ; **« La puissance des banques ? c'est une légende ! »,** nous dit un banquier suisse (23). Jamais peut-être dans l'histoire une classe montante n'a mis autant d'application à passer inaperçue, à se nier (magiquement) comme telle, et, précisément, parce qu'elle n'a rien à proposer (aucune perspective, aucune utopie), à prétendre qu'elle n'existe pas.

Politique du vide, au sens où l'on dit : **faire le vide.** En France, notamment, les appareils idéologiques d'Etat fonctionnent essentiellement comme des « machines à abêtir » (24). Médiocrité d'un enseignement qui perd progressivement toute finalité, niaiserie des programmes de radio et de télévision, atteintes (économiques) à la liberté de la presse, pratique systématique de l'électrochoc affectif (dramatisation du moindre événement), organisation à grands frais de congrès obscurantistes (Cordoue), publicité tapageuse pour les idéologies les plus réactionnaires (« nouveaux philosophes », « nouvelle droite »), le dispositif que le pouvoir met en place tend à priver les citoyens de toute possibilité de réflexion et d'action. En imposant silence à la raison.

# *Les monstres nés de la raison endormie*



*Mais,* comme le rappelle la légende d'un célèbre tableau de Goya, **« le sommeil de la raison enfante des monstres ».** A l'échelle d'un individu comme à celle d'une collectivité. Parce qu'il provoque la résurgence de conduites, d'attitudes, de formes de vie et de pensée que toute l'histoire de la culture humaine s'est efforcé, précisément, de maîtriser et de dépasser.

Comme Freud l'a bien vu, grâce à cet effort millénaire, les hommes ont pu émerger d'une vie végétative soumise au seul principe du plaisir immédiat, développer des formes d'existence sociale qui ne se fondent pas sur les seuls rapports de forces, ou encore cultiver l'art, la science, la philosophie.

C'est cette construction — toujours fragile — que la montée de l'irrationnel a déjà entrepris de miner.

Refus de la pensée théorique et de la rigueur logique, primat des excitations (ou des jouissances) sensorielles sur le travail intellectuel et ses joies, repli sur un ego qui (re)devient source unique de plaisir — qu'on le cultive en s'étendant (et se détendant) sur le divan d'un analyste ou en fréquentant une cartomancienne : la « libération de la spontanéité », comme disent les apologistes de la déraison, conduit des millions d'hommes à vivre leur propre histoire à l'envers. A s'infantiliser. A défaire en eux l'œuvre d'humanité. A détruire le long travail par lequel **homo faber,** peu à peu, est sorti de la nature et s'est créé **homo sapiens.**

Que des intellectuels (professeurs d'université, écrivains, psychanalystes) se soumettent à toutes sortes de rites insensés et humiliants pour avoir le droit — les dents ou le nez cassés — d'approcher un gourou et de porter son effigie autour du cou en dit long sur le vent de folie qui souffle actuellement dans les pays d'Europe (25). Où se répandent de nouveau — moins de deux siècles après les Lumières — l'obscurantisme le plus épais et (c'est tout un) l'ombre d'un nouveau totalitarisme.

## Fascination de la mort

COMME l'a constaté le psychologue Max Pagès dans l'ashram de Poona, **« tous les caractères d'une société totalitaire (y) sont réunis : institutionnalisation de la violence, mise au pas des déviants, conformisme moral, culte de l'autorité, soumission à l'ordre établi, exploitation économique »** (26). Auteur d'une enquête sur le phénomène sectaire, Alain Woodrow aboutit aux mêmes conclusions : **« Fondamentalisme, autoritarisme, paternalisme : trois idoles joyeusement renversées par les jeunes de 1968 et soigneusement remises sur leur piédestal par les jeunes de 1977 »** (27). Loin de préfigurer un nouveau type d'existence, les sectes développent jusqu'à ses dernières conséquences une logique qui est déjà à l'œuvre dans la société globale.

Logique de l'absurde et de la mort : renoncer aux exigences de la raison, s'abandonner aux rêves à bon marché que distribuent devins, prophètes, voyantes, hommes providentiels ou trafiquants de drogue, c'est faire le lit de la barbarie. Parce qu'on ne libère pas en vain les fantasmes les plus archaïques. Parce qu'on ne sollicite pas impunément les monstres qui sommeillent dans l'inconscient des peuples : quand des chimères s'emparent de foules en délire, elles tuent.

Quand près de sept millions d'hommes confient la conduite de leur vie au gourou Mahaj Ji, quand plus de deux millions d'autres attendent de Sun Myung Moon qu'il pense pour eux (**« Je suis votre cerveau »,** dit le maître), quand vingt millions d'adeptes de la Soka Gakkai (« Société créatrice de valeurs ») pratiquent joyeusement le **shakubuku** (ou évangélisation forcée) (28), est-on si loin de ces années noires où un autre « sauveur suprême » lançait un peuple fanatisé à la conquête de l'espace vital » ? **« Ce qu'on nomme les pulsions de l'irrationnel aboutit au nazisme,** dit A.-C. Decouflé. **L'irrationnel, c'est la fascination de la mort. »**

Fascination tragique, qui a conduit des hommes à en brûler des millions d'autres dans les fours crématoires, à en interner d'autres millions dans les goulags, à exterminer des ethnies et détruire des cultures. Formes extrêmes de la folie collective, que préfigurent ou rendent possibles — parce qu'elles participent de la même logique — ses manifestations les plus courantes : racisme, violence sauvage ou organisée, soumission aveugle à l'autorité ou révolte anarchique, culte des idoles. L'irrationnel de l'histoire s'enracine dans les délires de chacun, et lorsque des peuples perdent toute capacité de réflexion et de raison, c'en est fini, pour longtemps, de la démocratie et des libertés.



*(Dessins de PLANTU.)*

(17) Ibid.
(18) *Le Monde,* 15 novembre 1975.
(19) Cf. J.-P. Desmond, P. Gourène, op. cit. Beaucoup de voyantes exerçant leur métier sans le déclarer, les chiffres indiqués n'ont qu'une valeur approximative.
(20) S. de Tervagne, *les Hommes politiques et leurs voyantes,* J. Grancher éditeur, Paris, 1978, 245 pages.
(21) De G. Klein, lire entre autres la remarquable étude « Malaise dans la science-fiction américaine », *Cahiers du laboratoire de prospective appliquée,* Paris, 1975.
(22) Cf. « Le capitalisme contre la démocratie », *le Monde diplomatique,* mars 1977.
(23) Cf. « Une Suisse modèle », *le Monde diplomatique,* novembre 1979.
(24) Cf. « La machine à abêtir », *le Monde diplomatique,* février 1979.
(25) M. Pagès, op. cit.
(26) Ibid.
(27) Cité par A. Woodrow, op. cit.

## REGAIN DE TENSION AU PROCHE-ORIENT

# VERS DE NOUVEAUX RÉALIGNEMENTS EN ÉGYPTE ?

Par MOHAMED SID-AHMED *

*« LA voie que s'est choisie le président Sadate nous conduit à une impasse. Elle ne nous laisse d'autre issue qu'une situation qui nous échappera à tous et nous plongera dans le chaos. Il est grand temps que s'affirme en Egypte une opposition dont la crédibilité ne saurait être mise en question et qui pourrait devenir, le cas échéant, un interlocuteur valable pour les Arabes, les Européens et même les milieux américains qu'inquiète la dégradation actuelle dans les régions pétrolières. »* Ces propos, adressés par un éminent homme d'affaires égyptien à des personnalités ayant occupé des postes de la plus haute importance dans la hiérarchie du régime, avaient pour objectif de les rallier à la signature d'une déclaration qui, rendue publique le 26 février dernier, jour même de la « normalisation » des relations avec Israël, appelait au boycottage des Israéliens en Egypte. L'appel, initialement lancé par Mᵉ Momtaz Nassar, le seul à avoir pu assurer sa réélection parmi les seize parlementaires qui s'étaient opposés au traité de paix, réunissait quarante signataires, déjà représentatifs de tout l'éventail de la vie politique (1); mais, fait encore plus révélateur, il reçut la caution, sinon la signature, de personnalités dont la notoriété est encore plus marquante (2).

Cette ébauche de coalition, se voulant l'expression d'un consensus national, voire le garant d'une certaine légitimité politique que l'autorité suprême aurait répudiée, signalait déjà un retournement spectaculaire de l'opinion politique qui avait soutenu dans sa forte majorité le président Sadate lorsqu'il se rendit à Jérusalem.

Rien ne permet en Egypte d'évaluer avec certitude l'opinion de la majorité silencieuse, accablée par ses problèmes quotidiens. Scrutins, plébiscites, reflets que projettent de l'opinion les moyens d'information officiels, ne sont pris au sérieux par personne. Il faut donc la jauger par des moyens indirects. Il est significatif à cet égard que tous les partis politiques (3) sauf, bien entendu, celui de M. Sadate lui-même, aient jugé nécessaire de prendre position contre la normalisation des rapports avec Israël, y compris ceux d'entre eux qui avaient auparavant entériné les accords de Camp David et le traité de paix, et notamment le minuscule parti libéral, qui était représenté dans la délégation du président lors de sa visite à Jérusalem. Cette opposition, cela va de soi, n'est pas homogène et exprime toute une variété de points de vue avec, à un extrême, les intégristes musulmans, hostiles au principe même de la paix avec l'Etat d'Israël, et, à l'autre, le parti libéral, qui s'oppose à une normalisation aussi longtemps qu'aucun progrès n'aura été enregistré dans les négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais quelle que soit cette diversité, nul ne peut contester que le climat politique a sensiblement changé depuis l'époque où le parti de gauche, avec quelques rares intellectuels, journalistes et diplomates égyptiens, étaient les seuls à se prononcer franchement contre l'entreprise inaugurée par le voyage à Jérusalem.

On pourrait arguer que la classe politique égyptienne, dépourvue de moyens d'expression appropriés, demeure une élite dont l'influence sur l'ensemble de la population reste marginale. On pourrait même se demander si l'éventail des tendances qu'elle représente ne constitue pas, en définitive, un « système de clignotants » que le pouvoir cherche à utiliser pour lui désigner les écueils à éviter, avant que n'intervienne la rue en tant que force indépendante. On notera, en effet, que, chaque fois que ce « système de clignotants » a failli, dans l'histoire contemporaine, le pays a connu ses mutations les plus extraordinaires. C'est quelques mois après l'incendie du Caire, par le peuple en émeute, en janvier 1952, que les « officiers libres » prirent le pouvoir. C'est quelques mois après les émeutes de janvier 1977 que M. Sadate se rendit à Jérusalem. Aujourd'hui c'est précisément la crainte de voir ce « système de clignotants » faire encore une fois défaut qui rend les propos rapportés plus haut particulièrement pertinents.

## La loi et la « moralité »

CETTE crainte a été confirmée par l'insistance du gouvernement à faire voter la « loi sur la honte » (4), en dépit du tollé général qu'elle avait soulevé et de la vive opposition que manifestaient à son égard le barreau, le Conseil d'Etat, l'association des juges et nombre d'éminents juristes. Cette loi qui *« codifie les règles de la moralité en Egypte »* rend passibles de peines allant de la non-éligibilité aux organes politiques ou syndicaux à l'interdiction de quitter le territoire et à la mise sous séquestre des biens, en passant par la résidence surveillée et l'interdiction de travailler, tout acte dit « honteux » selon des normes « morales » (à distinguer de normes *légales*) qui sont fixées par le pouvoir. Les contrevenants sont soumis à un tribunal dit « des valeurs », composé non seulement de juges, mais aussi de parlementaires siégeant dans un Parlement où le parti au pouvoir dispose d'une écrasante majorité. L'enquête est conduite par un corps non judiciaire, indépendant du parquet, que dirige un « procureur général socialiste » désigné par le chef de l'Etat. La promulgation de cette loi dont l'anormalité saute aux yeux, au moment même où les relations avec Israël sont normalisées, est interprétée par nombre d'opposants comme n'étant pas une coïncidence. Sans le vouloir, le pouvoir aurait lui-même ainsi tacitement reconnu que, dans la conjoncture actuelle, cette « normalisation » revêt, elle aussi, un caractère si anormal qu'il lui faut une loi « anormale » pour la faire accepter. On remarquera à ce propos qu'aucun texte n'existe dans le code pénal égyptien permettant de traduire en justice quiconque entreprendrait des actes, ou proférerait des menaces, *« de belligérance, d'hostilité, de subversion ou de violence »* à l'endroit d'Israël, selon les propres termes de l'article III du traité de paix. Devant la répugnance qu'éprouverait une Chambre même introuvable à voter une loi qui, explicitement, comblerait cette lacune, la difficulté est ainsi tournée par la « loi sur la honte », propre à faire taire toute opposition.

Inversement, assimiler toute opposition, même celle touchant aux questions purement intérieures, à l'opposition à la normalisation des rapports avec Israël n'est pas non plus un hasard. Pour rallier les masses à la démarche de paix inaugurée par le voyage en Israël de M. Sadate, celle-ci ne leur a pas été présentée comme une réconciliation avec un ennemi longtemps supposé inconciliable, mais plutôt comme la solution à leurs problèmes endémiques propres, dont l'aggravation devenait de plus en plus insupportable. La paix, dans le discours officiel, c'est la fin de la misère, le décollage, la prospérité. C'est aussi l'image de l'Israélien évacuant El-Arich et les champs pétrolifères. Or voici que les Egyptiens sont pris de court par cette « normalisation », symbolisée par le drapeau frappé de l'étoile de David hissé sur l'ambassade d'Israël dans leur capitale, et qui vient soudainement ponctuer la réalité de l'Israélien de retour en Egypte, dans des conditions différentes du passé, certes, mais en vertu d'un accord qui ne leur paraît pas particulièrement équilibré. Après tout, c'est en application du traité que la « normalisation » totale se fait alors que l'évacuation totale n'a pas eu lieu et, surtout, à un moment où les promesses de prospérité paraissent moins crédibles que jamais.

Jamais encore, les denrées de première nécessité n'ont connu une hausse aussi vertigineuse que ces derniers mois. L'Egypte, en effet, s'est aliéné l'appui économique des Etats pétroliers arabes sans qu'un soutien aussi bénévole de la part de l'Occident lui soit assuré. Nombre d'hommes d'affaires se demandent s'il est possible, sans l'intercession d'Israël, d'inciter les multinationales à investir en Egypte, conformément à la politique d'« ouverture économique ». Ils ne manquent pas de remarquer qu'Israël y aurait un certain intérêt, mais uniquement à condition que son intervention dans la vie économique du pays lui garantisse une emprise de nature à compenser les effets de l'abandon de l'occupation militaire du Sinaï. Il ne s'agirait donc que d'un gage de sécurité, propre à rendre les engagements de paix irréversibles. Mais, pour la masse des Egyptiens, assurer la sécurité d'Israël n'est pas synonyme de prospérité.

## Tensions confessionnelles

CE « retour », cette fois « pacifique », de l'Israélien est venu enflammer un autre problème qui, comme celui du bifteck, échappe à tout « système de clignottants » : la question des rapports entre les Egyptiens musulmans et leurs concitoyens coptes. Les intégristes islamiques, enhardis par la résurgence d'un islam militant dans toute la région, ne manquent pas d'interpréter l'alignement de l'Egypte sur les Etats-Unis et l'Occident chrétien, son isolement par rapport au monde islamique et la réinsertion dans la vie du pays, d'une composante juive, qui, par-dessus le marché, bénéficie d'un statut privilégié dont elle n'avait jamais joui auparavant, comme devant inéluctablement conduire à une promotion des Coptes devant rompre l'équilibre délicat entre les deux communautés. Ces derniers, dont on ne saurait nier le bien-fondé de doléances aiguisées par l'envenimement des rapports interconfessionnels, ne se sentent nullement obligés de renoncer aux atouts qu'ils considèrent justifié de faire valoir. D'où une situation qui se prête à certaines analogies avec le Liban...

C'est cette montée des facteurs d'instabilité qui a conduit le président Sadate, dans son discours majeur du 14 mai dernier, à essayer de reprendre la situation en main, en assumant lui-même les responsabilités de premier ministre et en annonçant sa volonté de consacrer désormais 95 % de ses efforts aux problèmes intérieurs. Il est cependant difficile d'imaginer qu'un nouveau témoignage de volontarisme se voulant à même de réduire les prix sera en mesure d'endiguer des mécontentements qui trouvent en fait leurs racines dans l'orientation fondamentale de la politique officielle et les structures qui en découlent. M. Sadate proclama l'abrogation de la loi martiale, mais, ne se contentant pas de la « loi sur la honte », il exigea la promulgation d'une loi rendant permanents les tribunaux de sécurité d'Etat, partiellement composés de juges militaires, et demanda que lui soient délégués des pouvoirs spéciaux pour protéger l'économie nationale contre l'éventualité de troubles ou de grèves et la rapacité des commerçants.

Deux des quatre heures du discours furent consacrées à l'escalade irrésistible des tensions interconfessionnelles. M. Sadate, à titre de « président musulman d'un Etat musulman », accusa les dignitaires de l'Eglise copte orthodoxe, le pape en tête, d'être à l'origine de ces tensions ; mais il n'aura pas satisfait les activistes des deux bords en insistant sur le fait qu'il ne tolérera pas que la religion soit utilisée à des fins politiques et en interdisant les activités d'organisations religieuses non autorisées. Toutefois, pour redorer le blason du pouvoir, le discours, dont la sobriété à l'égard des Arabes, des Soviétiques et des partis d'opposition a été remarquée, semblait annoncer la recherche d'un certain répit pour les tendances d'opposition se réclamant du nassérisme, du Wafd ou qui doivent leur existence au président lui-même dans des phases antérieures. La phase nouvelle, présentée comme ayant mis fin aux mesures d'exception, ne porterait pas préjudice au pluralisme et exigerait la participation de tous à l'effort de reconstruction et de paix.

Or l'insécurité est portée à son comble par l'impasse des négociations sur l'autonomie palestinienne. L'échéance du 26 mai est dépassée, mais rien n'a convaincu les parties intéressées qu'elles pouvaient espérer de ces négociations une proche solution du problème palestinien ; rien n'est venu confirmer l'allégation du pouvoir égyptien selon laquelle le traité de paix avec Israël n'était pas un accord séparé. Or c'est précisément parce que la bourgeoisie égyptienne dans son ensemble a pris conscience que la préparation d'un nouveau Camp David remettant en cause les fondements mêmes de l'accord est devenu inévitable (bien que la campagne présidentielle américaine condamne Washington à l'immobilisme pour l'année en cours) que les changements d'opinion, désormais manifestes dans ces milieux, ont pris une telle envergure. D'aucuns se posent déjà la question de savoir si la « loi sur la honte » ne leur est pas, au premier chef, destinée avant de viser les oppositions « traditionnelles » de mouvance non occidentale... et s'interrogent aussi sur la légitimité à leur égard d'une telle entreprise de la part du pouvoir (5).

* Journaliste égyptien.

(1) Voir *le Monde* du 14 mars 1980 : « Egypte : l'hostilité à la normalisation avec Israël favorise le regroupement des opposants ».

(2) Pour n'en citer que deux : M. Ismail Fahmi, ex-ministre des affaires étrangères, qui présenta sa démission le jour où le président Sadate décida de se rendre à Jérusalem, et M. Mahmoud Riad, ex-ministre des affaires étrangères, puis secrétaire général de la Ligue arabe, qui démissionna aussi de son poste à la tête de la Ligue le jour de la signature des accords de Camp David. Ni l'une ni l'autre de ces personnalités ne signèrent la déclaration des quarante, mais elles publièrent des articles dans le journal d'opposition *Et Chaab*, dans lesquels elles affichaient des positions similaires à celles des signatures.

(3) Ces partis comprennent le parti national progressiste unioniste (gauche) ; le parti socialiste du travail, qui fait paraître le journal d'opposition *El Chaab* ; le parti libéral (droite). Il faut aussi citer El Da'oua, organe des Frères musulmans, non reconnu officiellement comme un parti.

(4) Voir *le Monde* du 12 avril 1980 : « Egypte : un projet de loi « contre l'immoralité » suscite une vive opposition » et du 2 mai : « Le Parlement a approuvé la « loi sur la honte ».

5) Le 12 mai, la veille de la démission du ministère de M. Moustapha Khalil et l'avant-veille du discours du président Sadate, Mᵉ Momtaz Nassar convoquait une seconde conférence de presse, où il présenta une seconde déclaration, réunissant cette fois la signature de cinquante-quatre personnalités, dont M. Mahmoud Riad. Cette seconde déclaration était consacrée à la « loi sur la honte », au non-respect de la Constitution et à la violation des droits démocratiques en Egypte.

● L'EGYPTE ET LA PALESTINE, 1945-1980 : Présenté avec clarté et concision, le point le vue de l'actuel gouvernement égyptien sur le problème palestinien. Au centre : les thèses défendues par le président Sadate dans la négociation des accords de Camp David (Publication officielle du ministère égyptien des affaires étrangères, diffusée par l'ambassade d'Egypte à Paris, 1980, 62 pages).







LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

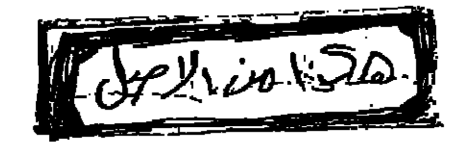
Prix de l'abonnement annuel (en francs)
VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco ...... [illegible]
Autres pays ...... 95

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie ...... [illegible]
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti ...... [illegible]
TOM, République malgache, Etat comorien ...... [illegible]
Libye, Egypte, Arabie Saoudite.
Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie ...... 121
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge ...... 160
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ...... 161

(Chèque postal, Paris nᵒ 4207-23)
Prix de vente au numéro : 7 F.
Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.
Adr. télégraphique : Journonde Paris   Télex : Le Monde 650-572 Paris



**REGAIN DE TENSION AU PROCHE-ORIENT**

# La détermination des

*(Suite de la première page.)*

L'antagonisme entre la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), qui atteignit son point culminant lors du « septembre noir » de 1970, affaiblit les éléments nationalistes palestiniens dans les territoires occupés. En outre, par sa politique des « ponts ouverts » sur le Jourdain, le roi Hussein avait consenti à une sorte de normalisation qui allégeait les pressions pesant sur la population palestinienne de ces mêmes territoires.

Seule la bande de Gaza connut, au début des années 70, une véritable résistance armée, que le général Sharon brisa par la force.

De la guerre d'octobre 1973 jusqu'aux élections municipales de 1976 en Cisjordanie, on assiste à la cristallisation de l'opposition. Alors que l'O.L.P. s'affirme sur la scène politique comme le seul et unique représentant du peuple palestinien, les habitants des territoires occupés l'acclament publiquement comme leur porte-parole officiel. La vulnérabilité d'Israël pendant la guerre d'octobre encourage aussi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza à manifester leur hostilité. En avril 1976, c'est le raz de marée : à l'encontre de celles de 1972, les élections municipales donnent une majorité écrasante aux candidats se réclamant ouvertement de l'O.L.P. En même temps, des manifestations de masse ont lieu, au cours desquelles plusieurs habitants tombent sous les balles de l'armée israélienne. Dès lors, commence la troisième étape qui verra les habitants et leurs dirigeants (les maires, en l'occurence) se ranger côte à côte, dans une confrontation ouverte avec les autorités d'occupation. Certes, l'arrivée de la droite nationaliste au pouvoir en Israël, en mai 1977, n'allait pas apporter de changements significatifs, par rapport à la politique d'occupation appliquée par les précédents gouvernements travaillistes : mêmes châtiments collectifs, mêmes expropriations de terres arabes, même détermination à créer des implantations juives dans les territoires occupés. Avec une différence, cependant : désormais, les colonies juives s'installent presque uniquement au cœur même de la Cisjordanie, là où la population arabe est la plus dense. Construites surtout par des colons du mouvement nationaliste fanatique Gouch Emounim (Bloc de la foi), elles représentent des foyers permanents de tension et de provocation ; les heurts avec les Palestiniens du voisinage deviennent de plus en plus fréquents.

Les accords de Camp David (1978) et le projet d'autonomie qui en découle prévoyant la perpétuation de l'occupation israélienne selon une nouvelle formule sonneront l'alarme dans les territoires occupés, où la colère et la révolte grandissent chez les Palestiniens obligés de constater que l'objectif du gouvernement israélien n'est pas seulement de leur dénier tout droit à l'indépendance nationale mais aussi de les priver, par l'expropriation systématique de leurs terres, de l'assise territoriale sur laquelle ils pourraient un jour bâtir leur souveraineté.

## Cent vingt-deux colonies

La lutte pour la terre devient le thème central d'une confrontation désormais quotidienne entre Israéliens et Palestiniens. La politique d'implantation dirigée par le général Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, a un but clair et net : créer des faits accomplis en Cisjordanie de façon à rendre le nouveau *statu quo* irréversible et empêcher ainsi la création d'un Etat palestinien. L'effort de colonisation continue d'arrache-pied : le nombre des colonies israéliennes en Cisjordanie est aujourd'hui de soixante-huit, et cinquante-neuf autres sont prévues (chacune comprenant deux cents à trois cents familles) dans le cadre du plan quinquennal (1980-1985) de l'Agence juive *(voir la carte page 13)*, Dans le Golan (partie du territoire syrien occupé depuis 1967), il existe déjà vingt-neuf agglomérations israéliennes; dans la bande de Gaza, il y en a cinq ; et s'il s'en trouve vingt dans le Sinaï, qui toutefois devront être démantelées dans deux ans en vertu de l'accord de paix israélo-égyptien. En tout, cent vingt-deux implantations juives ont déjà été installées dans les territoires occupés, rassemblant une population de vingt mille colons (sans compter les soixante mille juifs installés dans les nouveaux quartiers construits dans la partie arabe de Jérusalem).

Les colonies israéliennes ont été créées sur des terres domaniales dont le gouvernement israélien se prétend l'héritier, ou bien sur d'autres lots appartenant à des réfugiés palestiniens ainsi que sur des terres privées confisquées « pour des raisons de sécurité ». Cependant, des personnalités bien informées, tels les généraux Weizman et Dayan, ont reconnu publiquement que de nombreuses implantations avaient été créées pour d'autres raisons que de sécurité (4). Dans sa course à la terre, le gouvernement israélien cherche depuis plusieurs mois de nouvelles méthodes « légales » pour s'approprier douze mille hectares en Cisjordanie. Les moyens pour expulser les propriétaires palestiniens sont variés (intimidation, invocation de lois diverses, etc.) et même inhabituels : récemment, des avions ont répandu des défoliants sur plusieurs centaines d'hectares de cultures (blé, orge et oliveraies) appartenant à des paysans palestiniens de quatre villages de la région d'Hébron (5). Une méthode qui avait déjà été utilisée « avec succès » en 1972





*(Dessin de Mike,* Yediot Aharonot, *Tel-Aviv.)*

« TU NE VOLERAS POINT... » (HUITIEME COMMANDEMENT).

dans le village d'Akraba en Cisjordanie, dont les terres furent ensuite remises à la nouvelle colonie voisine de Gitit.

Dans de telles conditions, les affrontements entre les colons israéliens, toujours armés, et la population palestinienne devenaient inévitables : manifestations et jets de pierre par des écoliers palestiniens sur les voitures israéliennes, d'un côté ; actes de vandalisme et molestations à l'égard des Arabes, de l'autre. Cependant, les réactions des autorités sont toujours unilatérales. Si de jeunes Palestiniens lancent des pierres, un couvre-feu de plusieurs jours est généralement décrété dans toute l'agglomération. Mais lorsque des colons saccagent des meubles dans les écoles ou chez les particuliers, le fait est généralement passé sous silence.

L'assassinat d'un colon à Hébron, au début de cette année, a entraîné un couvre-feu sévère de treize jours dans toute la ville ; tandis que l'affaire du meurtre de deux lycéens, à Khalkhoul, par des colons israéliens, l'année dernière, a été classée. Une inquiétude se manifeste à ce sujet dans les milieux libéraux d'Israël. Ainsi, le député Shoulamit Aloni, inscrit sur la liste des droits civiques (ex-travailliste), a déclaré que *« la nonchalance dans les enquêtes portant sur les actes de vandalisme contre les Arabes encourage le mépris de la loi, de la justice et des sentiments d'humanité »* (6). Les actes de vandalisme perpétrés par les colons du Gouch Emounim ont pu se multiplier sans que l'armée intervienne. Le 26 février dernier, quelque quarante voitures appartenant à des Arabes ont été endommagées par des colons juifs, dans le village de Khalkhoul (près d'Hébron). Aucune réaction de la part des forces de l'ordre. Deux mois plus tard, le 24 avril, nouvelle opération du même genre, à plus grande échelle : cent cinquante voitures endommagées et quelque deux cents vitres brisées dans les villes de Ramallah et El-Bireh. Ce qui a fait dire à un conseiller municipal de Ramallah, devant les journalistes : *« C'est nous qui devrions réclamer des frontières de sécurité... »*

## Les desseins des colons

POUR les colons, qui jouissent de la complicité du pouvoir, les Arabes *« ne comprennent que le langage de la force »*, et il faut les *« remettre à leur place »*. Leurs interventions à la radio et à la télévision israéliennes sont souvent empreintes d'un racisme anti-arabe qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre du temps des travaillistes. Beaucoup aspirent, dans leur for intérieur, à créer une atmosphère de troubles qui faciliterait l'expulsion des Palestiniens des territoires occupés. Les appels à l'éviction des habitants de ces territoires ne sont plus des tabous. M. Hannan Porat, chef du Gouch Emounim, constatait récemment que des *« émeutes entre juifs et Arabes ne pourront plus être évitées »*, et, pour lui, *« ces émeutes prouvant que juifs et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, elles entraîneront l'expulsion de tous les Arabes »* (7).

Certains militants de ce mouvement estiment que, si la situation internationale était *« plus favorable »* (c'est-à-dire si la guerre froide s'installait définitivement au Proche-Orient, avec toutes ses conséquences), il serait possible de provoquer des réactions en chaîne qui se solderaient par le « départ » des habitants des territoires occupés. Les Palestiniens n'ignorent pas ces desseins. Pour eux, la résistance la plus efficace consiste à rester sur place, à procréer, et à s'aggripper à la terre.

Il serait cependant erroné de croire que le Gouch Emounim n'est qu'un groupe de dissidents. Il jouit de l'appui de M. Menahem Begin et de plusieurs de ses ministres, dont, en tête, le général Sharon. Sans cesse; le Gouch Emounim pose des revendications, exerce des pressions, et gagne. Toute son histoire est une série de succès. Récemment encore, après le meurtre d'un colon à Hébron (janvier 1980), les camarades de la victime demandèrent une *« riposte sioniste »* : le gouvernement décida aussitôt d'installer des juifs à Hébron, en plein cœur de la ville arabe — sans fixer pour autant de date précise à la réalisation de ce projet que beaucoup d'Israéliens — y compris quelques ministres — considèrent comme une provocation, ou au moins une erreur. C'est aussi à la demande pressante des colons du Gouch Emounim qu'a eu lieu l'expulsion des trois leaders palestiniens de Hébron et de Khalkhoul, après l'attentat du 2 mai. Les habitants des territoires occupés ont ainsi le sentiment que ce sont les colons qui détiennent le pouvoir *de facto* en Israël, pour tout ce qui concerne ces territoires.

Si les colons représentent un défi constant pour les Palestiniens, c'est l'armée qui mène la répression (contingent, réservistes et, surtout, les redoutables « bérets verts », ou la garde frontalière). Les manifestations d'étudiants et de lycéens sont réprimées à l'aide de bâtons, de grenades lacrymogènes et de tirs en l'air. Arrestations, fermetures d'établissements scolaires sont monnaie courante. L'armée pénètre à toute occasion dans l'enceinte des universités et des écoles et, de temps à autre, des étudiants sont blessés au cours d'accrochages avec l'armée. Des professeurs ont été arrêtés *« parce qu'ils n'avaient pas empêché leurs élèves de lancer des pierres sur des véhicules israéliens »*.

Les camps de réfugiés installés depuis 1948 à proximité des grandes villes subissent un régime particulièrement sévère. Tels, ces derniers mois, les camps de Jalazoun (près de Ramallah) et de Dehezcheh (au sud de Bethléem) : couvre-feu la nuit, prolongé souvent plusieurs journées de suite ; fouilles systématiques accompagnées d'actes de brutalité ; rassemblement de tous les hommes de quinze ans à soixante-dix ans durant des nuits entières, à trois reprises, sous la pluie et le froid ; humiliations quotidiennes. Ailleurs, au camp de Nour-Chams (près de Tulkarem), le gouvernement militaire a obligé les habitants à construire, par leurs propres moyens, un grand mur autour de l'agglomération pour *« donner une leçon »* aux enfants qui jettent des pierres sur les voitures israéliennes circulant sur la route qui longe le camp. Bref, une répression en plusieurs phases, de type colonial classique. Les choses en étaient arrivées à un tel point que le quotidien indépendant *Haaretz* avait publié, quatre jours avant l'attentat d'Hébron, un éditorial au titre significatif : « La malédiction de l'occupation » dans lequel il soulignait que *« la réalité, que nous n'avons pas pu changer ni par des discours ni par des arguments légaux, c'est qu'en Cisjordanie et à Gaza un peuple essaye d'en gouverner un autre contre sa volonté... Après 1967, beaucoup d'entre nous se sont imaginé que l'occupation pourrait continuer pour l'éternité. Cette illusion s'effondre chaque jour, sous nos yeux* (8). »

Tel est le cercle vicieux de la résistance et de la répression. D'ailleurs, l'occupation israélienne n'a jamais été aussi « libérale » que le gouvernement israélien le prétendit souvent. Les méthodes de répression s'adaptaient à la gravité du défi. Avec l'attentat d'Hébron, le gouvernement militaire est revenu à des moyens classiques déjà utilisés au cours des treize années d'occupation : expulsion des dirigeants palestiniens, dynamitage de maisons près desquelles les attentats étaient commis, représailles économiques sévères, couvre-feu pendant plusieurs journées successives entraînant de très graves difficultés d'approvisionnement, censure draconienne sur la presse arabe locale, punitions collectives et, toujours, humiliations quotidiennes parfois choquantes. Des soldats et des officiers, révoltés par ce qui se passe dans les territoires occupés, prennent contact avec des personnalités et des journalistes pour leur demander d'informer l'opinion publique. C'est ainsi que de nouvelles recrues se sont adressées au député israélien Uri Avneri du parti Sheli (gauche non travailliste) pour apporter leurs témoignages sur certains faits observés pendant leur service dans les territoires occupés. Ils ont raconté, par exemple, comment on les a envoyés dans un village de Cisjordanie pour imposer le couvre-feu. Un officier supérieur leur a donné des instructions : *« Frappez tous ceux qui se trouvent hors de leur maison, frappez partout, sauf sur la tête. N'ayez pas peur, brisez-leur les os. Frappez d'abord, expliquez ensuite. Si vous attrappez un enfant, faites sortir la famille, alignez-la et frappez le père devant les enfants. C'est un devoir. Ils ne comprennent pas d'autre langage. »* Un autre groupe de soldats a été envoyé en ville avec cet ordre : *« Pour le moindre incident (attroupement, jet de pierres, apparition d'un drapeau palestinien), donnez l'assaut et frappez sans pitié, non pas en cachette mais devant tout le monde pour faire régner la peur. »* La plupart des soldats, selon les témoignages, se sont pliés sans hésitation aux ordres qui sont décrits comme monnaie courante. Seule, une minorité a refusé de les exécuter. M. Avneri a demandé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête sur les sévices commis récemment par l'armée israélienne en Cisjordanie. D'autres voix se sont élevées pour demander des explications aux autorités militaires après la description, dans la presse locale, des brutalités commises contre les Cisjordaniens.

Phénomène jusqu'ici très rare : les autorités militaires entravent désormais l'action des journalistes chargés de couvrir les événements en Cisjordanie.

## Le « radicalisme » du Comité d'orientation nationale

CES derniers mois, il est vrai, avaient vu une recrudescence des activités armées des Palestiniens dans les territoires occupés. Cent trente-huit cellules de fedayin avaient été découvertes pendant l'année qui s'est achevée le 31 mars 1980, dont vingt-quatre avaient réussi à procéder à des actes de sabotage (9). D'après le général Rehavam Zeevi, ancien conseiller de la lutte antiterroriste auprès du premier ministre, le matériel de guerre qui se trouve dans les territoires occupés est de la meilleure qualité, tel qu'on en trouve *« dans les arsenaux de l'OTAN »* (10). Cependant, ce qui inquiète le plus les autorités israéliennes, c'est l'existence, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, d'un véritable leadership qui se comporte comme une autorité *de facto* : le Comité d'orientation nationale.

Ce Comité a été créé à Beit-Hanina, faubourg au nord de Jérusalem, le 1er octobre 1978, à la suite de la signature des accords de Camp David. Il a pour vocation de mobiliser

# Juifs et Noirs aux États-Unis :

**Par SCHOFIELD CORYELL**

PEU de sujets sont plus délicats à évoquer aux Etats-Unis que celui des relations complexes et tendues entre les communautés noire et juive qui, ensemble, représentent une partie considérable de la population de New-York, véritable mosaïque de groupes ethniques originaires de tous les coins de la terre.

Cette question épineuse — projetée à la « une » de tous les quotidiens new-yorkais par la démission forcée, au mois d'août dernier, du représentant des Etats-Unis à l'ONU, M. Andrew Young, — pertube la vie politique de cette ville depuis plus de dix ans.

L'« affaire Young » a souligné la profonde divergence des deux communautés quant au conflit israélo-arabe, ainsi que les ressentiments mutuels qui en résultent. Martin Luther King, « intégrationniste » conséquent luttant pour le droit des Noirs à partager le « rêve américain », avait été un supporter d'Israël ; mais les mouvements s'inspirant des conceptions plus radicales du Pouvoir noir n'ont jamais caché leur sympathie pour le nationalisme palestinien, dont la cause, à leurs yeux, s'apparentait à la leur et à celle de tous les dépossédés de la Terre.

Tandis que cette attitude « tiers-mondiste » — celle des Panthères noires et des Black Muslims — gagnait petit à petit du terrain dans l'ensemble de la communauté noire, les organisations les plus puissantes, comme la National Association for the Advancement of Colored People (N.A.A.C.P.) et l'Urban League, hésitaient encore à mécontenter par une prise de position antisioniste les juifs libéraux, qui contribuaient substantiellement à leur financement et participaient étroitement à la direction de leurs affaires.

La démission forcée de M. Young, chassé pour avoir rencontré secrètement le représentant de l'O.L.P. à l'ONU, a provoqué une vague de colère dans la communauté noire et a contribué, par contrecoup, à la popularité de la cause palestinienne. Pour l'homme de la rue, l'affaire était claire : M. Carter avait lâchement cédé aux pressions des sionistes américains et du « lobby » israélien.

Au lendemain du départ de M. Young, deux cent trente des dirigeants noirs les plus en vue, toutes tendances confondues, se réunissaient d'urgence à New-York pour condamner les circonstances de la démission du jeune diplomate. Sans aller jusqu'à accuser nommément Israël ou les organisations juives américaines d'avoir provoqué son renvoi, leur déclaration précisait : *« Nous nous joignons à l'ambassadeur Andrew Young pour rejeter l'idée que la politique étrangère des Etats-Unis puisse être dictée par une nation étrangère. »*

Les dirigeants faisaient ressortir que, tandis que M. Andrew Young était chassé pour « *contacts illicites* » avec l'O.L.P., l'ambassadeur américain en Autriche, M. Milton Wolf — Blanc et juif, — n'avait même pas été réprimandé pour une démarche analogue. « *Deux poids, deux mesures* », clamaient-ils. Ils s'élevaient avec force contre l'idée que les Noirs n'ont pas à s'occuper des affaires étrangères, leur domaine étant exclusivement celui des droits civiques à l'intérieur du pays.

Quelques semaines plus tard, M. Young lui-même, s'adressant à un auditoire enthousiaste de cinq mille représentants de la communauté noire à Washington, expliquait clairement pourquoi un règlement « *juste et pacifique* » au Proche-Orient était dans l'intérêt de la population noire : *« S'il y a une crise au Proche-Orient, il y aura pénurie de pétrole, il y aura augmentation du prix du pétrole... Cela contribuera à accroître le chômage, et les chômeurs à la recherche d'un emploi seront principalement les plus pauvres parmi les pauvres... Ce sont les gens que nous représentons, vous et moi. »*

Dans les jours et les semaines qui suivirent la démission, les prises de position en faveur de la reconnaissance de l'O.L.P. par les Etats-Unis et Israël et de la recherche d'un compromis intelligent et humain au Proche-Orient se multiplièrent. La N.A.A.C.P. — organisation réputée conservatrice, — tout en se prononçant pour le droit à l'existence d'Israël, affirmait « *le droit à l'autodétermination et à une patrie pour les Palestiniens* ». Le révérend Joseph Lowery, président de la Southern Christian Leadership Conference (fondée par Martin Luther King) et le révérend Jesse Jackson, président d'un groupe d'action locale de Chicago, PUSH (People United to Save Humanity, le Peuple uni pour sauver l'humanité), rencontrèrent à New-York le délégué de l'O.L.P. auprès de l'ONU avant d'aller enquêter sur place au Proche-Orient, où ils affirmèrent de nouveau leur désir d'un règlement juste du conflit tenant compte des intérêts vitaux des deux peuples. M. Jesse Jackson se fit même photographier à Beyrouth en train de chanter avec M. Yasser Arafat la fameuse chanson du mouvement américain pour les droits civiques : *We Shall Overcome !* « Nous serons vainqueurs ! ».

Les principales organisations juives — l'American Jewish Congress, l'American Jewish Committee, l'Anti - Defamation League — n'ont pas vu d'un bon œil cette irruption des Noirs dans la politique du Proche-Orient. Pour ces institutions, tout contact avec l'O.L.P. reste tabou, et la moindre critique de la politique d'Israël est vite assimilée à de l'« antisémitisme ». En ce qui concerne l'affaire Young, leurs porte-parole refusent d'y voir un signe de discrimination et rejettent l'idée que le renvoi du jeune diplomate puisse être dû à une quelconque pression juive ou sioniste. Tous s'accordent pourtant à reconnaître que la tension entre les communautés noire et juive est une pénible réalité et que l'alliance qu'elles avaient conclue au moment des grandes luttes pour les droits civiques dans les années 60 est bel et bien rompue.

## Les causes de friction

EN effet, la politique étrangère n'est pas le seul terrain d'affrontement entre les deux groupes. Selon un porte-parole de l'influent American Jewish Congress, la véritable cause de l'hostilité actuelle entre Noirs et juifs n'est pas leur point de vue divergent au sujet du Proche-Orient mais l'inévitable conflit entre minorités concurrentes en période de récession.

L'écrivain noir James Baldwin avait mis le doigt, il y a douze ans, sur un aspect fondamental du problème des relations entre juifs et Noirs dans un article remarqué du *New York Times* intitulé : « Les Noirs sont antisémites parce qu'ils sont antiblancs ».

Pour des raisons historiques bien déterminées, les Blancs les plus présents et physiquement les plus proches des Noirs à New-York sont, en effet, souvent les juifs. Ces derniers sont dans les ghettos en tant que commerçants, travailleurs sociaux, agents des propriétaires des taudis, enseignants, etc. Or, c'est un fait que les prix pratiqués dans les boutiques des ghettos sont nettement plus élevés qu'ailleurs : les logements sont insalubres et mal entretenus ; les écoles surpeuplées, et souvent délabrées. Ce n'est évidemment pas la faute des juifs, mais, aux yeux des habitants du ghetto, le « juif » devient trop souvent le responsable de leurs malheurs, qui sont, en

# Palestiniens de l'intérieur

les Palestiniens sous occupation israélienne pour faire échouer le projet d'autonomie administrative. Il lance des ordres de grève et de manifestation, il publie des communiqués, il tient des réunions. Depuis sa création, il a accumulé une influence politique éclipsant celle de toute autre organisation dans les territoires occupés. Jusqu'à l'attentat d'Hébron, le gouvernement militaire tolérait ses activités, et quelques esprits réalistes au sein de l'establishment militaire avaient cherché à voir en lui, le cas échéant, un interlocuteur valable. Toutefois, le Comité a fait savoir sans équivoque que, pour toute négociation, l'O.L.P. est le seul représentant des Palestiniens. En fait, il est rattaché au « département de la patrie occupée », l'un des dix départements du comité exécutif de l'O.L.P.

Le Comité d'orientation nationale rassemble des dirigeants jeunes et dynamiques qui représentent différents secteurs de la société palestinienne. On y trouve neuf maires : MM. Bassam Chaka (Naplouse), Karim Khalaf (Ramallah), Ibrahim El-Tawil (El-Bireh), Helmi Hanoun (Tulkarem), Abd El-Aziz El-Soueïti (Jéricho), Wahid Hamdallah (Anabta), Bichara Daoud (maire de Beit Jala, limogé par les autorités militaires), et les deux maires expulsés au début du mois de mai : MM. Fahed Kawasmeh (Hébron) et Mohammad Melhem (Khalkhoul) ; siègent à leurs côtés Mᵉ Jeriès Khouri (président du syndicat des avocats), MM. Ibrahim Dakak (président du syndicat des ingénieurs) et Adel Ghanem (président de l'Union des syndicats ouvriers) ; Mᵉ Saïd Ala El-Din (ancien ministre en Jordanie) et cheikh Ali Taziz (représentant des chambres de commerce) ; deux journalistes, MM. Mamoun El-Sayed (directeur d'*Al-Fajr*, quotidien proche de l'O.L.P.) et Bachir Barghouti (directeur de l'hebdomadaire communiste *Al-Talia*) ; le Dr Amin El-Khatib (président de l'Association de bienfaisance de Jérusalem) ; Mme Samiha-Khalil (président de l'Association pour le bien-être de la famille), cheik Akrama Sabri (membre du conseil musulman suprême) ; deux représentants de la bande de Gaza : le Dr Haïdar Abd El-Chafi (président du Croissant-Rouge) et le Dr Sayed Bakr (président de l'Association médicale de Gaza) ; enfin, un représentant des étudiants palestiniens.

Tout en se réclamant de l'O.L.P., le Comité manifeste une certaine indépendance d'action dans les questions locales, allant parfois jusqu'à ignorer les conseils venant des bureaux de l'O.L.P. à Beyrouth. Ainsi, par exemple, lors de l'affaire Chaka en novembre et décembre derniers, l'O.L.P. était défavorable à la démission des maires des territoires occupés en signe de protestation contre l'intention du gouvernement militaire d'expulser M. Chaka, maire de Naplouse, de crainte qu'Israël ne profite de l'occasion pour se débarrasser d'eux ; en revanche, le Comité d'orientation nationale estimait que cette démission collective pouvait jouer un rôle décisif dans la lutte pour la libération de M. Chaka, et il préconisa cette solution qui produisit finalement l'effet escompté. Même débat après la décision du gouvernement militaire d'ajourner les élections municipales prévues pour avril dernier : cette fois, l'O.L.P. recommandait la démission des maires, qui, eux, y étaient opposés. Autre exemple : au congrès du mensuel pacifiste israélien *New Outlook*, organisé à Washington en octobre 1979, l'O.L.P. souhaitait la participation de personnalités des territoires occupés, mais les intéressés préférèrent s'abstenir, en l'absence de représentants officiels de l'Organisation.

## Encourager la droite ?

LE comité passe pour « radical », les partisans du Fath n'ayant pas la majorité en son sein, comme à la direction de l'O.L.P. Six de ses membres, au moins, représentent la gauche, et ce sont les plus influents. Aussi la droite palestinienne désire-t-elle élargir sa composition en y incluant des éléments conservateurs. Le quotidien arabe de Jérusalem *Al-Kuds* devait mener récemment une campagne contre la gauche palestinienne en condamnant la « *politisation des organisations patriotiques* ». « *Pas de place pour le jeu des partis. L'O.L.P. est notre seul et légitime représentant à l'extérieur et à l'intérieur* », a-t-on pu lire dans un éditorial de ce quotidien de droite (11). A quoi l'hebdomadaire communiste palestinien *Al-Talia* rétorqua : « *Ceux qui se disent sans parti sont en fait des pétainistes* » (12). Le quotidien palestinien radical *El-Chaab* explique, quant à lui, que « *les attaques de droite contre le Comité d'orientation nationale visent à transmettre les rênes du pouvoir à des groupes qui seront prêts à réaliser les projets de Sadate-Begin-Carter* » (13).

De fait, la rivalité entre partisans de la Jordanie et partisans de l'O.L.P. s'est estompée dans les territoires occupés depuis la réconciliation du roi Hussein et de M. Yasser Arafat, qui participent tous deux au front arabe commun contre les accords de Camp David. La personnalité la plus fidèle au régime hachémite, M. Anouar Nousseïba, ancien ministre de la défense de Jordanie, a affirmé à maintes reprises que seule l'O.L.P. représente les Palestiniens.

Les éléments projordaniens dans les territoires occupés se réclament aujourd'hui du Fath ; plusieurs d'entre eux se sont entretenus avec le chef de l'O.L.P. Yasser Arafat, avec la bénédiction du souverain hachémite. Le Fath et la Jordanie coopèrent au sein de la commission mixte jordano-palestinienne pour le soutien aux habitants des territoires occupés. En vain, le Comité d'orientation nationale a-t-il demandé qu'on lui laisse le soin de distribuer les sommes destinées aux territoires occupés. M. Melhem, maire de Khalkhoul, qui est aussi l'un des membres les plus influents du Comité, a alors protesté contre une politique qui tend à sous-estimer les institutions palestiniennes de l'intérieur. « *Nous pensons*, a-t-il déclaré, *que la commission mixte jordano-palestinienne ne pourra exister longtemps, à moins qu'elle n'œuvre à travers les institutions nationales qui fonctionnent dans les territoires occupés car ce sont elles qui peuvent, mieux que tout autre facteur, évaluer nos besoins* (14). » Est-ce parce que la gauche et les éléments radicaux disposent d'une influence certaine au sein des institutions locales en Cisjordanie et à Gaza ? Certaines instances à Amman et au siège de l'O.L.P. ont une attitude un peu hésisante à leur égard. En revanche, la Fédération des syndicats et l'Union des étudiants palestiniens dans les territoires occupés sont orientées plus à gauche que leurs homologues à Beyrouth, où l'influence du Fath est prédominante.

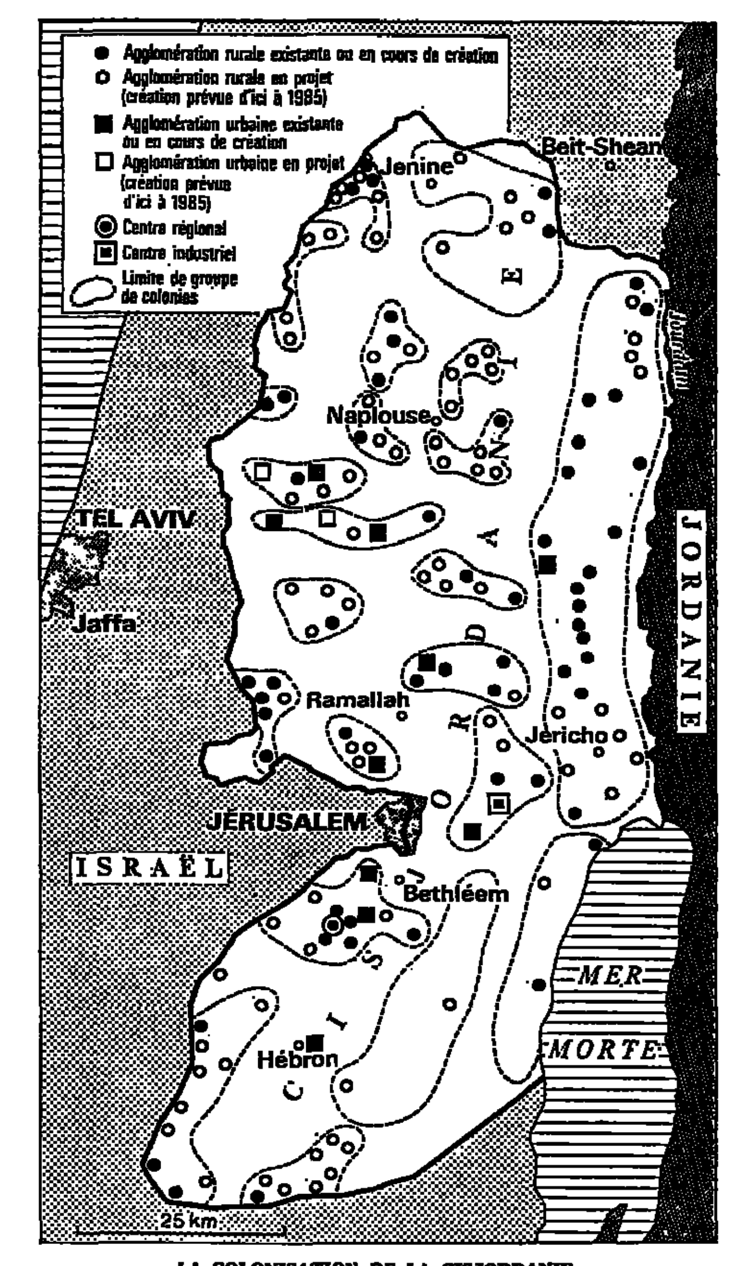
Pour sa part, le gouvernement militaire israélien préférerait voir le Fath s'affirmer dans le Comité d'orientation nationale. Selon le correspondant de la télévision israélienne dans les territoires occupés, un officier supérieur a recommandé d'encourager cette tendance au détriment de la gauche au sein du comité (15). Les choses en sont arrivées à un tel point que la radio nationale israélienne commente en termes élogieux les pressions de l'Irak sur la Jordanie et sur l'O.L.P. pour freiner l'influence de la gauche dans les territoires occupés, les attribuant à une « *attitude réaliste face aux extrémistes palestiniens* » (16).

Les autorités israéliennes s'efforcent aussi d'exploiter un certain regain d'influence des intégristes musulmans, à l'encontre du Comité d'orientation nationale et de ses membres. En janvier dernier, à Gaza, les intégristes musulmans ont pu incendier et mettre à sac, sans que l'armée intervienne, les locaux du Croissant-Rouge palestinien, fief des partisans du Comité d'orientation nationale et dont le président, le Dr Haïdar Abd El-Chafi, est un membre actif de ce comité. Une heure et demie d'émeutes en pleine ville, à Gaza : il est difficile d'imaginer ce genre de scène sans l'accord tacite des autorités d'occupation. En outre, les autorités militaires, qui veillent à ce que les prédicateurs des mosquées s'abstiennent de toute référence politique et, surtout, de toute critique à l'égard d'Israël, n'ont pas réagi lorsque certains d'entre eux attaquèrent explicitement, au nom de l'islam, les « *bandes des partis* » et le Comité d'orientation nationale. Ni la montée, assez limitée, certes, du courant intégriste musulman dans les territoires occupés, ni les cris sporadiques de « *vive Khomeiny* » ne semblent préoccuper outre-mesure les autorités israéliennes, l'adversaire principal restant le Comité.

En dépit de l'existence de ces différents courants politiques, la population de Cisjordanie et de Gaza continue d'opposer un front uni inébranlable face aux accords de Camp David et à la répression israélienne. L'O.L.P. reste le dénominateur commun, ce qui n'empêche pas les différentes tendances de tenter de marquer des points en attendant l'heure d'une véritable négociation de paix.

La Jordanie, quant à elle, veille de près sur ce qui se passe sur la rive occidentale du Jourdain. Ainsi elle continue de verser leurs salaires aux fonctionnaires de l'ancienne administration jordanienne. Le roi Hussein apporte une aide aux villages dont les moukhtars (chefs traditionnels) sont connus pour leur attachement à Amman. Les émissaires du souverain déploient leurs activités jusque dans les camps de réfugiés. Les bureaux dépendant d'Amman qui émettent des passeports jordaniens sont ouverts de nouveau, depuis quelques mois, dans les locaux des chambres de commerce de Cisjordanie. Le roi rejette d'emblée toute participation aux pourparlers sur l'autonomie selon les accords de Camp David, ainsi que l'invitation du chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, à entamer des négociations sur la base d'un compromis territorial. Ses proches en Cisjordanie estiment qu'on viendra le chercher un jour pour faire sortir le problème palestinien de l'impasse, mais à une condition : la restitution de la Cisjordanie (y compris la partie arabe de Jérusalem) et de Gaza à une souveraineté arabe. Une perspective fort éloignée cependant, même si les travaillistes revenaient au pouvoir.

Le sentiment qui règne en Israël, ainsi que parmi les Palestiniens de l'intérieur, c'est qu'il faut s'attendre au pire avant que la situation ne soit débloquée. Pourtant, le tabou qui pesait sur les contacts avec des Israéliens « de bonne volonté » a été levé, et l'on a pu voir par exemple des personnalités palestiniennes de premier rang (tels les deux maires récemment déportés) participer en Israël à des réunions contre les implantations. Au fil des années, les Palestiniens ont découvert que la société israélienne n'était pas aussi homogène, bien que la majorité suive aveuglément le discours du pouvoir. En même temps, cependant, la polarisation de l'opinion publique et la montée des éléments fascistes (17) inquiètent les réalistes qui cherchent à éviter le pire. De temps à autre, des personnalités qui généralement s'abstiennent de se mêler de politique quotidienne lancent un cri d'alarme. Ainsi, sous le titre « La patrie en danger » (18), l'éminent historien israélien J.-L. Talmon lance un long réquisitoire contre la politique actuelle du gouvernement qui, selon lui, peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'Etat hébreu. « *Notre refus*, écrit-il, *de considérer les Palestiniens comme une entité séparée, sous prétexte que le pays tout entier nous appartient et que le sort des Arabes doit être conditionné par nos aspirations et nos besoins stratégiques, ébranle la légitimité d'Israël aux yeux du monde entier.* »




**LA COLONISATION DE LA CISJORDANIE**

*Implantations juives existantes ou en projet pour 1980-1985 d'après le plan établi par l'Agence juive.*

L'article, sous forme de lettre ouverte à M. Begin, précise que la tentative d'annexer les territoires occupés ne garantira pas la sécurité d'Israël tout en épuisant ses forces face à l'hostilité de ses voisins et à l'opposition de la communauté internationale. Pour l'historien des mouvements nationalistes, Israël retourne à la mentalité et à la pratique d'une secte religieuse isolée, dans un esprit de diaspora. Or le destin d'une secte est de rester en marge de l'histoire et de s'enfermer sur elle-même... En outre, le projet d'autonomie présenté par le premier ministre procéderait d'une conception archaïque, et ne serait qu'une ruse destinée à faire taire les autres peuples. M. Talmon se livre alors à une critique acerbe de l'utilisation de la religion à des fins politiques, et met en garde contre le « khomeinysme à l'israélienne ».

Le pouvoir, complètement isolé sur la scène internationale, cherche à maintenir sa mainmise sur l'opinion israélienne. L'inflation galopante — 10,2 % pour le seul mois d'avril, un vrai record — a aggravé la crise de confiance envers le gouvernement. En ce domaine, le gouvernement Begin a perdu toute crédibilité. Mais à propos des relations avec le monde arabe et de la politique étrangère, le vieux slogan éculé « *le monde est contre nous* » est utilisé pour défendre une politique qui, de l'avis des observateurs lucides, mène à une catastrophe. Ce qui est dramatique, c'est que l'opposition travailliste adhère toujours au consensus sur les trois grands refus : non à la création d'un Etat palestinien, non à tout dialogue avec l'O.L.P., non au retour aux frontières d'avant la guerre de six jours en Cisjordanie et sur le Golan, même en échange d'une paix définitive. Seule une minorité conteste le bien-fondé de cette politique qui bloque la voie vers une paix « juste et durable ».

**AMNON KAPELIOUK.**

(4) *Haaretz*, 5 mars 1980 et 23 mars 1980.

(5) *Al-Hamichmar*, 14 avril 1980.

(6) *Davar*, 4 mars 1980.

(7) *Jerusalem Post*, 5 mai 1980. Plus récemment encore, au cours d'un colloque tenu à l'université de Jérusalem le 22 mai, le général Aharon Yariv a révélé certains projets, de la part des milieux extrémistes, visant à « *utiliser une situation de guerre pour expulser 700 000 ou 800 000 Arabes des territoires occupés* ». Et il ajouta qu'on avait même « *prévu certains moyens qui permettraient la réalisation* » de ces projets (cf. *Haaretz*, 23 mai 1980).

(8) *Haaretz*, 28 avril 1980.

(9) D'après le correspondant militaire de *Haaretz*, 12 mai 1980.

(10) Interview à la télévision israélienne, 9 mai 1980.

(11) *Al-Kuds*, Jérusalem, 4 mars 1980.

(12) *Al-Talia*, Jérusalem, 20 mars 1980.

(13) *Al-Chaab*, Jérusalem, 13 mars 1980.

(14) *Al-Watan*, Koweït, 7 mars 1980.

(15) Magazine de la semaine de la télévision israélienne, 25 avril 1980.

(16) Bulletin d'information de 8 heures de la radio israélienne, 25 avril 1980.

(17) Cf. Amnon Kapeliouk, « L'agressivité de l'extrême droite israélienne », *le Monde diplomatique*, décembre 1979.

(18) *Haaretz*, 31 mars 1980.

# la fin d'une alliance ?

réalité, le fait de l'organisation et des priorités de la société tout entière, de tout un réseau complexe d'exploitation et de manipulation : les véritables bénéficiaires sont en général des Américains de vieille souche anglo-saxonne dont les bureaux luxueux sont très éloignés des rues encombrées des ghettos.

En 1968, au moment où James Baldwin écrivait son article, New-York venait d'être le théâtre d'une lutte opiniâtre, mettant directement aux prises les communautés noire et juive à propos du problème de la qualité et du contrôle de l'éducation dispensée dans les quartiers noirs de la ville.

Face à l'ampleur et à l'intensité des mouvements de protestation de l'époque, les autorités municipales avaient tenté d'instaurer, à titre d'expérience, un nouveau système de décentralisation scolaire donnant aux Noirs et aux Portoricains un certain contrôle sur les écoles de leurs quartiers par le moyen de conseils d'administration élus. Mais lorsque le conseil d'Oceanhill-Brownsville — quartier noir de Brooklyn — exigea le transfert d'une quinzaine d'enseignants blancs qui avaient fait preuve de racisme à l'égard de leurs élèves, le puissant syndicat des enseignants, composé en grande partie de juifs, s'éleva contre cet « abus de pouvoir ». Il déclencha alors une longue grève accompagnée d'une campagne de propagande sur le prétendu « antisémitisme » des administrateurs noirs. Cet épisode, qui mit rapidement fin à l'expérience de décentralisation, empoisonna pour longtemps le climat social de la ville tout entière.

A l'heure actuelle, le véritable contentieux entre les deux communautés concerne ce qu'il est convenu d'appeler l' « action affirmative », c'est-à-dire une politique de promotion des Noirs en vigueur dans certains établissements scolaires ou industriels, et qui consiste à admettre un nombre déterminé de Noirs afin de leur assurer une représentation proportionnelle à leur importance numérique dans la population. Cette méthode de lutte contre la discrimination est vivement critiquée par les organisations juives qui, craignant que les juifs ne soient les premiers à en faire les frais, la qualifient de « *racisme à rebours* ».

Aux Etats-Unis comme souvent ailleurs, en effet, les juifs ont dû lutter contre le « numerus clausus » qui limitait leur accès aux universités et aux professions libérales. Ils ont fini par obtenir que le mérite soit le seul critère de toute promotion. Mais, actuellement, ce sont les Noirs qui exigent des quotas, afin de briser les barrières qui les excluent dans tous les domaines : emploi, éducation, logement, etc. D'où un malentendu entre Noirs et juifs, d'ordre à la fois historique et psychologique.

La question de l' « action affirmative » a passionné et divisé la nation il y a deux ans à propos de la célèbre affaire Bakke. Les grandes organisations juives avaient vigoureusement soutenu la cause de cet étudiant blanc dont la candidature avait été refusée dans une école de médecine de Californie qui donnait délibérément la préférence aux candidats noirs dans le cadre de son programme d' « action affirmative ».

Bakke — Américain de souche « nordique », excellent élève et plein d'ambition — protestait énergiquement contre cette « discrimination à rebours », contraire, selon lui, à la lettre et à l'esprit de la Constitution, ainsi qu'à la loi de 1964 sur les droits civiques. Il finit par porter l'affaire devant la Cour suprême. Par une décision ambiguë, cette dernière, tout en tranchant en faveur de Bakke lui-même, approuvait le principe général de l' « action affirmative ».

Un an plus tard, à propos de l' « affaire Weber » — concernant un programme d' « action affirmative » dans une usine d'aluminium en Louisiane, — la Cour suprême allait plus loin et justifiait explicitement les « quotas raciaux » imposés pour « *supprimer les effets de la discrimination traditionnelle* ». Cette décision, unanimement acclamée par les Noirs comme une « *victoire importante* », était dénoncée par l'American Jewish Committee et par d'autres organisations juives.

## Compétition en bas de l'échelle sociale

UN éminent rabbin américain, M. Arthur Hertzberg — vice-président du Congrès juif mondial, sioniste convaincu mais critique — a mis le doigt sur le fond du problème en expliquant que si les juifs d'Amérique sont moins enclins que par le passé à soutenir les revendications des plus défavorisés, c'est sans doute parce qu'ils ont, dans une grande mesure, « *fait leur paix* » avec un ordre établi qui les accepte enfin en tant qu'Américains à part entière, malgré la persistance, ici et là, de préjugés à leur égard. Dans le monde des affaires comme à l'Université, et même dans les hautes sphères du gouvernement, les juifs ont désormais pignon sur rue, tandis que les Noirs (malgré l'existence d'une classe moyenne, il est vrai restreinte) sont toujours tenus à l'écart.

« *L'antisémitisme en Amérique*, conclut le rabbin, *n'est pas le fruit de la distance sociale entre David Rockefeller et Henry Kissinger, entre le vieil establishment et les juifs. L'antisémitisme en Amérique est le problème de ceux qui, du bas de l'échelle, se disputent les places au-dessus...* »

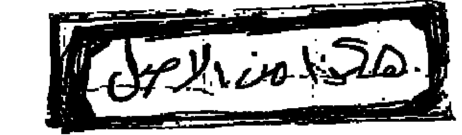
Mais la situation évolue. Au sein de la communauté juive des Etats-Unis, et surtout de la ville de New-York — principale ville juive du monde, — des fissures s'élargissent. Des voix minoritaires s'élèvent de plus en plus nombreuses et insistantes pour une « paix juste » au Proche-Orient, pour la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens, ainsi que pour une vigoureuse politique d' « action affirmative » contre les barrières d'intolérance et de discrimination.

Tandis que les grandes organisations se cantonnent dans des positions figées sur toutes ces questions brûlantes — se laissant entraîner, en outre, par la vague de chauvinisme belliqueux déchaînée par les crises d'Iran et d'Afghanistan — les aspects les plus excessifs de la politique du gouvernement Begin provoquent des remous parmi des milliers de juifs américains épris de paix. C'est ainsi que la tournée récente aux Etats-Unis d'une délégation de l'organisation de la nouvelle gauche israélienne, la Paix maintenant, a eu un retentissement considérable, particulièrement auprès des jeunes, qui applaudissent à ce renouveau d'humanisme dans la meilleure tradition du judaïsme.

Dans de telles circonstances, l'appel que vient de lancer un groupe de juifs progressistes américains pour la tenue d'un congrès à l'automne prochain risque d'éveiller un écho réel. Cet appel propose, en effet, l'étude des points suivants : démocratisation de la vie et des institutions juives aux Etats-Unis ; soutien à une politique visant à assurer la paix et une sécurité véritable à l'Etat d'Israël par une juste solution du problème palestinien ; élimination des inégalités socio-économiques par l' « action affirmative » et d'autres programmes du même genre.

Une telle initiative ne pourrait-elle contribuer à forger une nouvelle alliance entre les juifs d'Amérique et tous ceux qui restent exclus des bienfaits de la « société de l'abondance » ?

**SCHOFIELD CORYELL.**



## LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN IRAN

# M. Bani Sadr face aux « vrais défenseurs de l'islam »

**L'un des paradoxes du nouveau régime de Téhéran est le souci de ses dirigeants de doter le pays d'institutions constitutionnelles régulières, alors que rien n'est fait pour mettre un terme à l'« anarchie révolutionnaire » dans laquelle est plongé le pays. Depuis la fondation de la République islamique, les Iraniens ont participé à deux référendums, l'un sur l'instauration de la République, l'autre sur le texte de la Constitution, et à trois élections, celles de la Constituante, du président de la République, et enfin de l'Assemblée législative. Celle-ci vient d'amorcer sa première session ordinaire, sans que soit tranchée pour autant la lutte pour le pouvoir qui se poursuit sans répit entre M. Bani Sadr, le chef de l'Etat, et son principal adversaire, l'ayatollah Behechti, chef du parti républicain islamique (P.R.I.), appelé dès la création de la République à devenir la principale force politique du pays. Il est même probable que le Parlement, loin de constituer un élément de concorde dans le pays, ne sera en fin de compte qu'un nouveau « centre de pouvoir » qui ne cessera de défier l'autorité du président de la République.**

Par JEAN GUEYRAS

LA première manche de la lutte pour le pouvoir avait été remportée haut la main par M. Bani Sadr en janvier dernier lorsqu'il fut élu premier président de la République islamique avec environ 75 % des voix, tandis que le candidat officieux du P.R.I., M. Hassan Habibi, subissait, lui, une cuisante défaite, n'obtenant guère que 10 % des suffrages. A l'époque, on attribua la victoire de M. Bani Sadr au haut parrainage de l'imam Khomeiny, dont il était considéré alors, un peu hâtivement peut-être, comme le « *fils spirituel* ». En réalité, M. Bani Sadr avait gagné parce qu'il avait minutieusement préparé, dès son retour en Iran, une campagne dynamique et habile, alors que ses concurrents religieux du P.R.I. s'étaient trouvés, à quelques jours du scrutin, en pleine déconfiture à la suite de la disqualification de leur candidat laïc, M. Jalal Eddine el Farsi, éliminé de la course présidentielle parce qu'il n'était pas d'origine iranienne, ainsi que l'exige la Constitution.

La victoire inattendue de M. Bani Sadr constituait une grave menace pour le P.R.I. dans la mesure où le nouveau chef de l'Etat paraissait fermement décidé à ne pas limiter ses activités à « inaugurer les chrysanthèmes ». Avant même de prêter serment devant le « guide de la révolution », il avait invité tous ceux qui avaient contribué à son élection à fonder un « *front* » dans le but de présenter des candidats aux élections législatives prévues pour le 14 mars. Il espérait ainsi consolider son succès initial en s'assurant le contrôle du pouvoir législatif, ainsi que du gouvernement qui en serait l'émanation.

Face au nouveau « *front politique* » de M. Bani Sadr, affublé du nom encombrant de Comité de coordination populaire avec le président de la République (C.C.P.P.R.), l'ayatollah Behechti faisait appel cette fois au tout-puissant « *réseau des mosquées* », qui avait déjà fait ses preuves, au cours de la phase finale de la lutte contre le régime du chah, dans l'art de mobiliser les masses. L'objectif du P.R.I. était de s'assurer au Parlement au moins une minorité de blocage pour empêcher le président de la République de disposer de pouvoirs quasi absolus. Les résultats du premier tour dépassèrent les espérances des amis de l'ayatollah Behechti en donnant une confortable avance aux candidats du parti républicain islamique. Il est vrai que de nombreuses « *irrégularités, pressions, fraudes et violences* » ont entaché le premier tour des élections. Mais elles ont surtout servi à éliminer pratiquement de la compétition les groupes de gauche et n'ont pas, de l'avis même de M. Bani Sadr, affecté outre mesure les résultats obtenus par les candidats du C.C.P.P.R.

La victoire du P.R.I. — qui vient d'être confirmée au second tour des élections législatives — s'explique non seulement par l'efficacité de la machine électorale mise en place par le clergé, mais également par la conviction de nombreux Iraniens que le parti républicain islamique, qui se réclame ouvertement de l'imam Khomeiny, est la seule formation qui défende sincèrement l' « *islam authentique* ». Le patriarche de Qom a d'ailleurs considérablement facilité cette victoire en lançant à la veille des deux tours de scrutin des appels demandant aux électeurs de voter en faveur des « *vrais défenseurs de l'islam* ».

### Un champ clos

AINSI purgé des « laïcs libéraux » de tous bords, des formations de la gauche marxiste — du parti communiste Toudeh aux Fedayin Khalq — et des Moudjahidin Khalq, musulmans de gauche considérés par le clergé intégriste comme étant plus dangereux que les militants marxistes, le Parlement iranien ne représentera qu'une partie des forces qui ont contribué à la chute du régime du chah, exacerbant ainsi les contradictions qui existent dans le pays. Dans l'immédiat, l'Assemblée législative ne sera qu'un champ clos où s'opposeront les deux principales tendances qui se partagent actuellement le pouvoir légal. Les républicains islamiques de l'ayatollah Behechti, discrètement appuyé par l'imam Khomeiny, y feront vraisemblablement la pluie et le beau temps, et il faudra bien que le président Bani Sadr, dont les pouvoirs constitutionnels sont singulièrement limités, se plie à leur loi, alors que, il y a encore quelques mois, il espérait gouverner sans partage.

L'érosion des pouvoirs de M. Bani Sadr a été en grande partie l'une des conséquences de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis par les « étudiants islamiques ». L'affaire des otages américains, que M. Bani Sadr avait dénoncée dès le début comme totalement inacceptable, lui avait pourtant été bénéfique puisque son premier résultat fut la chute du gouvernement de M. Bazargan, dont il réclamait déjà depuis plusieurs mois le départ en affirmant que l'équipe alors au pouvoir, « *résolument réformiste* », ne convenait pas à la « *situation révolutionnaire* » du pays. En somme, M. Bani Sadr, l'ayatollah Behechti et les « étudiants islamiques » étaient alors d'accord pour penser que la présence de M. Bazargan à la tête du gouvernement signifiait *grosso modo* le « *régime du chah sans le chah* ».

Les premières divergences au sein de cette alliance, apparemment unie dans une commune hostilité à l'équipe de M. Bazargan, se manifestèrent lorsque, chargé des principales responsabilités au sein du Conseil de la révolution converti en gouvernement, M. Bani Sadr proclama ouvertement son opposition de principe à la détention des otages américains et s'efforça de trouver un règlement honorable pour les deux parties. Les adversaires de M. Bani Sadr chercheront alors à le perdre en utilisant précisément les mêmes moyens auxquels ce dernier avait eu recours pour contraindre M. Bazargan au départ. Rien ne trouve grâce aux yeux de ses censeurs, qui l'accusent de ne pas vouloir pousser trop loin la guerre économique que lui-même — souple dans l'affaire des otages — préconise contre les intérêts américains pour « *rompre les liens de dépendance de l'Iran à l'égard des Etats-Unis* ».

Peu à peu, les positions de M. Bani Sadr évoluent. Il utilise désormais les mêmes termes que, dans le passé, il condamnait avec sévérité lorsqu'ils étaient employés par M. Bazargan. C'est ainsi qu'il dénonce « *la paralysie née de la dualité du pouvoir étatique et de la multiplicité des centres de décision* ». Il lance des appels passionnés en vue d'établir dans le pays « *la sécurité, l'ordre et la modération* », et met en garde les Iraniens contre les dangers du « *fascisme religieux* » et les agissements de ceux qui tentent de « *rétablir la dictature politique sous le couvert de la religion* ». Il s'aligne progressivement sur les thèses défendues par les représentants du Bazar et de la bourgeoisie libérale, qui aspirent à la normalisation de la situation et à la fin de l' « *anarchie révolutionnaire* ».

### Les préférences de l'imam

IL est peu probable que le nouveau Parlement puisse arbitrer le conflit de plus en plus aigu qui oppose la tendance « *modérée* » de la révolution, conduite par M. Bani Sadr — singulièrement affaiblie à la suite de l'échec des négociations en vue de la libération des otages américains, et de la malheureuse opération héliportée de Tabas, — et celle, plus « *radicale* », présidée par le parti de l'ayatollah Behechti, qui, de son côté, a évolué vers des positions plus révolutionnaires, ne serait-ce que pour déborder le chef de l'Etat sur sa gauche. En fait, plus de quinze mois après la révolution de février, le seul arbitre possible entre ces deux courants profondément antagonistes demeure l'imam Khomeiny, dont le pouvoir charismatique est resté intact malgré les avatars de la révolution et les aléas d'une santé précaire. Il ne fait cependant pas de doute que les préférences du « guide de la révolution » vont pour l'instant au parti républicain islamique, qui lui est toujours resté fidèle et constitue, pour ainsi dire, son bras séculier.

En revanche, tout semble indiquer que les relations entre l'imam et le chef de l'Etat, frappées depuis un certain temps du sceau de l'ambiguïté, sont en train de se détériorer franchement. C'est ainsi que le patriarche de Qom a récemment constitué un comité supérieur militaire chargé de lui soumettre un rapport hebdomadaire sur la situation au sein de l'armée, alors qu'il y a encore deux mois il s'était déchargé de ses responsabilités militaires en nommant M. Bani Sadr au poste de commandant en chef des forces armées. De plus, le Conseil de la révolution, qui ne peut prendre aucune décision sans le consentement, au moins tacite, de l'imam, a opposé, vers la mi-mai, son veto à la proposition du chef de l'Etat de nommer un premier ministre sans attendre la réunion du Parlement, malgré le fait que, consulté au préalable, le « guide de la révolution » avait paru avaliser cette suggestion. A certains égards, et toutes proportions gardées, la situation de M. Bani Sadr rappelle celle dans laquelle se trouvait M. Bazargan fin août, lorsque, constamment contré dans son action par l'imam Khomeiny, l'ancien chef du gouvernement faisait part de son intention de se démettre, en affirmant que son gouvernement n'était plus qu' « *un couteau sans lame* ».

C'est dire qu'il existe peu de chances pour que le Parlement, contrôlé par les amis de l'ayatollah Behechti, puisse décider rapidement du sort des otages américains, ainsi que le souhaitent M. Bani Sadr et un nombre non négligeable des membres du haut clergé chiite. Les sanctions économiques, même limitées, imposées par l'Occident à la demande des Etats-Unis, venant après l'affaire de Tabas, ont considérablement renforcé la position des « étudiants islamiques » et de ceux qui suivent inconditionnellement la « *ligne de l'imam* », irréductiblement opposée à l' « *impérialisme américain* ». Il est peu probable, dans ces conditions, que le Parlement accepte de libérer les otages sans obtenir en contrepartie de substantielles concessions politiques de la part du « *Grand Satan* ».

## *Deux centres d'études français au Proche-Orient*

Deux centres d'études français ont été créés récemment pour faire connaître le Proche-Orient, ses réalités économiques et sociales les plus concrètes.

● A Beyrouth, le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) (1), installé depuis fin 1977 dans les locaux de l'ancienne Ecole supérieure des lettres (fermée depuis 1974), reçoit tous les deux ans dix à douze jeunes chercheurs français et libanais sous l'autorité d'un conseil scientifique également réparti entre les deux nationalités. Son but : mener des recherches universitaires et « appliquées » correspondant aux préoccupations actuelles des autorités libanaises. (Cf. sa première publication en 1978 : *Etat et perspectives de l'industrie au Liban*) (2).

La conjoncture locale devait amener le Centre à dépasser le cadre du Liban pour s'intéresser plus tôt que prévu aux problèmes économiques et sociaux des autres pays arabes du Machrek.

● Le Centre de documentation d'études juridiques, économiques et sociales (CEDEJ) (3), installé au Caire, ne recoupe que partiellement les objectifs de son homologue libanais. Né dans le cadre de la coopération culturelle française de type classique, il a opéré, voilà trois ans environ, une mutation qui a suscité l'intérêt des partenaires égyptiens en multipliant ses activités avec l'aide de collègues dont quelques volontaires du service national actif. Cette évolution ne pouvait que rencontrer un écho favorable dans un pays soucieux de développer la coopération avec l'Occident.

Une collaboration s'est développée avec les universités et les centres de recherche égyptiens, notamment sous forme de colloques (*Entreprises multinationales et pays en voie de développement*, 1978 ; *Le rôle des banques étrangères et françaises en Egypte*, 1979) dont les actes sont publiés dans le bulletin du Centre (4). Le service de documentation, jusque-là limité aux ouvrages français, s'est largement ouvert aux problèmes économiques, juridiques et sociaux actuels de l'Egypte grâce à un dépouillement systématique de la presse locale (en arabe, français, anglais) qui n'existait pas. Une équipe de recherche est bientôt appelée à s'y associer pour poursuivre des activités analogues à celles du CERMOC.

M.-C. A

(1) CERMOC, rue de Damas, B.P. 2691, Beyrouth.

(2) Les publications du CERMOC sont diffusées en France par les Presses universitaires de Lyon, 69365 Lyon cedex.

(3) CEDEJ, 22, rue El Fawakah, Dokki-Mohandessin, Le Caire.

(4) Distribué par le CEDEJ.

### Prochain colloque

● *LA SECURITE EN MEDITERRANEE. — Les Cercles universitaires organisent à Toulon le 7 juin un colloque sur « la sécurité en Méditerranée », sous la présidence de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et de Charles Zorgbibe. Les débats auront lieu dans les salons de l'Hôtel de Ville et porteront sur les thèmes suivants : panorama historique de la Méditerranée comme théâtre de conflits entre empires ; les conflits et stratégies en Méditerranée ; les politiques des pays riverains et des Deux Grands* (Cercles universitaires, 1 *bis*, rue Vaneau, 75007 Paris - tél. : 555-86-17).

## *Carnet des ambassades*

● A l'occasion de la visite en France du ministre de l'éducation et de Mme Pär Stenbäck, l'ambassadeur de Finlande et Mme Aarno Karhilo ont offert une réception le 28 avril.

● L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Ranitz ont donné une réception le 28 avril à l'occasion de la Fête des tulipes.

● M. Sverker Aström, ambassadeur de Suède, a offert une réception le 29 avril pour célébrer l'anniversaire du roi.

● A l'occasion de l'anniversaire de l'empereur, l'ambassadeur du Japon et Mme Katsuichi Ikawa ont donné une réception le 29 avril.

● L'ambassadeur de la République démocratique de Somalie et Mme Mohamed Warsame ont offert un cocktail le 5 mai à l'occasion de leur départ.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Jan Pudlak ont offert une réception le 8 mai à l'occasion de la fête nationale.

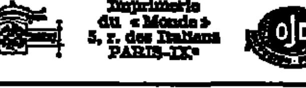
### Calendrier des fêtes nationales

1er - 30 juin

| | | |
|---|---|---|
| 1 | TUNISIE | Fête nationale |
| 4 | TONGA | Fête nationale |
| 12 | PHILIPPINES | Anniv. de la procl. de l'indépendance |
| 17 | ISLANDE | Fête nationale |
| 23 | LUXEMBOURG | Fête nationale |
| 26 | REPUBLIQUE MALGACHE | Fête nationale |

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 436

# La social-démocratie en Amérique latine

*Parfois dénoncée en Europe occidentale pour ses tendances réputées conservatrices, la social-démocratie prend sous d'autres cieux une coloration sensiblement différente : face aux régimes militaires d'Amérique latine, par exemple, elle apparaît comme une force de progrès, capable de fournir une aide appréciable aux organisations qui luttent pour le respect des droits fondamentaux. En Afrique et en Asie du Sud-Est, elle contribue à la mise en place de syndicats et à la formation de militants ou de cadres dans une optique qui n'est certes pas révolutionnaire, mais qui n'en entraîne pas moins une rupture progressive avec des formes de pouvoir archaïques.*

*Entre la domination néocolonialiste et le romantisme révolutionnaire, la social-démocratie représente pour beaucoup de pays du tiers-monde une voie moyenne, une solution raisonnable qui leur fournit la caution d'une organisation politique européenne sans pour autant leur épargner les épreuves d'une lutte qui reste strictement définie par le cadre légal. Le grand débat sur le thème réformisme ou révolution a en tout cas pris un tour nouveau, notamment parce que l'action de la social-démocratie en Amérique latine ouvre d'autres perspectives à des pays trop longtemps soumis à l'influence exclusive des Etats-Unis.*

*Le tableau n'en est pas moins complexe : dans les pays où la lutte de guérilla a finalement abouti à l'instauration de dictatures, l'influence social-démocrate contribue à donner de l'air aux groupes frappés par la répression ; sans les remettre radicalement en cause, elle ébranle les fondements mêmes de l'autoritarisme; enfin, elle ouvre parfois la voie à des intérêts économiques qui, entrant en compétition avec le capital dominant, peuvent indirectement contribuer à desserrer le carcan.*

**Levier contre les dictatures et contre les nouvelles formes de l'exploitation impérialiste**

## Un rôle grandissant, mais des objectifs limités

**Tout en apportant une aide précieuse aux forces progressistes latino-américaines, ainsi pourvues d'une « légitimité occidentale », la social-démocratie a permis aux milieux d'affaires européens d'effectuer une percée sur les grands marchés du sous-continent. Les syndicats sont le principal lieu de la lutte d'influence que mène l'Internationale socialiste, au nom du réformisme, contre les partisans de la libre-entreprise à tout prix.**

Par JAMES F. PETRAS *

AU cours de ces dernières années, les activités des partis sociaux-démocrates européens et de l'Internationale socialiste se sont multipliées en Amérique latine. Conférences, rencontres, contacts avec les dirigeants de partis frères ou susceptibles de le devenir, sont allés de pair avec le financement de recherches, de sessions de formation de cadres, de mise en place de structures politiques et même de combats de guérilla (au Nicaragua). On aurait du mal à trouver un pays d'Amérique latine qui ne dispose pas au moins d'un parti (et, dans certains cas, de deux ou plus) ou d'un mouvement associé ou en contact avec la social-démocratie européenne. Par le canal des partis ou d'institutions comme la Fondation Friedrich - Ebert *(voir page 18 l'article de Jean-Michel Palmier)*, les sociaux-démocrates européens se sont constitué une base solide et en constante progression parmi les partis nationalistes, populistes ou à base ouvrière.

La plus importante base d'opérations de la Fondation Friedrich-Ebert en Amérique latine est le CEDAL (Centre d'études démocratiques sur l'Amérique latine), centre de conférences et de stages situé à vingt minutes de la capitale du Costa-Rica. « La Catalina », comme on l'appelle familièrement, abrite régulièrement des sessions régionales de formation d'animateurs de jeunes et de préparation aux campagnes électorales, des séances de groupes de travail et des rencontres politiques. Cependant, l'influence idéologique de la social-démocratie s'étend bien au-delà des partis affiliés, comme le montre l'accent que, dans beaucoup de leurs déclarations, les dirigeants et les intellectuels latino-américains mettent à nouveau sur les coalitions de front populaire, les théories de la révolution par étapes et de la démocratie sans classes.

Les percées accomplies par la social-démocratie se manifestent par le fait que deux gouvernements au moins (ceux de la République Dominicaine et de la Jamaïque) relèvent de son obédience et que, dans deux autres cas ( El Salvador et Nicaragua), certains de ses membres ont participé à des juntes mixtes. Elle dispose d'une forte implantation au Venezuela où, jusqu'à l'an dernier, elle était au pouvoir avec le président Carlos Andres Perez et où elle contrôle toujours l'appareil de la principale centrale syndicale, la C.T.V. (Confédération des travailleurs du Venezuela). Son influence est en progrès en Bolivie grâce au MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et au Brésil avec le P.T.B. (Parti travailliste brésilien).

Beaucoup de ces liens se sont noués pendant la longue période d'exil qu'ont connue bien des dirigeants latino-américains. Fuyant la montée des dictatures, ils trouvèrent refuge auprès des sociaux-démocrates européens. Plus de quatre cents réfugiés politiques du sous-continent, dont la majorité issus de partis de gauche, disposent de bourses du Fonds international d'échanges universitaires (F.I.E.U.) qui a son siège à Genève. Le gros du financement du programme latino-américain du F.I.E.U. provient de gouvernements d'Europe occidentale. Le F.I.E.U. est très proche des structures de l'Internationale socialiste (I.S.), particulièrement en Angleterre, en Suède et en Allemagne. Certains de ces Latino-Américains ont été convaincus que la voie de leur avenir était celle de l'évolution et non de la révolution. La social-démocratie fait bon accueil à des mouvements se donnant des objectifs « socialistes », critiquant l'impérialisme et les interventions des Etats-Unis, s'opposant aux dictatures d'extrême droite qui sévissent dans l'hémisphère, et elle leur épargne d'être catalogués comme agents de la subversion communiste. Etre à la fois un opposant de gauche et bénéficier d'une légitimité occidentale, telle était la formule qui allait permettre aux exilés de rentrer dans leurs pays. L'appartenance à l'I.S. donnerait aux opposants latino-américains la possibilité de faire appel au soutien européen dans les périodes critiques ; la menace de sanctions économiques, les pressions diplomatiques et les campagnes d'isolement politique menées par les gouvernements ou les partis social-démocrates pouvaient empêcher la répression de s'abattre sur eux. Ressources économiques, légitimité politique et soutien organisationnel ont été les principaux facteurs de revitalisation de la social-démocratie en Amérique latine.

Pourquoi la social-démocratie européenne s'est-elle prise d'un intérêt croissant et profond pour cette région ? Au cours de ces dernières années, l'Europe et le Japon ont fait des percées significatives dans cette sphère d'influence des Etats-Unis, supplantant ces derniers comme premier partenaire commercial du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, les dépassant même quant au volume des marchandises importées du Chili, d'El Salvador, du Nicaragua et du Pérou. Entre 1953 et 1976, la différence en pourcentage entre le commerce des Etats-Unis, d'une part, et celui de l'Europe et du Japon réunis, d'autre part, avec l'Amérique latine a baissé de 17 à 9 %. On peut déceler la même tendance en matière d'investissements.

Il paraît difficile d'échapper à cette conclusion que le drapeau rose de la social-démocratie ouvre la voie au mark vert du capital allemand. Autre facteur qui a provoqué la poussée de l'Europe social-démocrate vers le tiers-monde : après la crise du pétrole de 1973, le Vieux Continent est bien obligé de reconnaître qu'il dépend du tiers-monde pour s'approvisionner en matières premières. C'est en grande partie à M. Willy Brandt que reviennent les initiatives de l'I.S. pour améliorer les rapports avec le tiers-monde, après qu'il se fut démis de ses fonctions de chancelier en mai 1974.

### Les atouts de l'Europe

LA croissance de l'influence européenne dans certaines parties de l'Amérique latine est l'une des caractéristiques de ces dernières années. Les investissements et les relations commerciales sur une grande échelle et à long terme nécessitent des relations de travail étroites avec les dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux pour favoriser la signature de contrats et d'accords sur les brevets, la fiscalité et la main-d'œuvre. Les Européens ne se sont jamais sentis totalement à l'aise avec les régimes militaires en place, bien qu'ils aient noué avec eux d'excellentes relations, et ceci pour plusieurs raisons :

(Lire la suite page 16.)

* Professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

Lire pages 16 à 18 :

*(Suite de la page 15.)*

1) Les militaires sont généralement liés de longue date aux intérêts financiers américains et, dans un certain nombre de cas, ils ont accédé au pouvoir avec l'aide des Etats-Unis, ce qui réduit les possibilités d'accès et d'influence des Européens ;

2) Les Européens doutent parfois de la stabilité de ces régimes et ne souhaitent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, afin d'éviter des déconvenues comme celle des Etats-Unis en Iran ;

3) Les mouvements ouvriers européens ont eu une expérience directe du fascisme et de la dictature, ce qui les rend moins enclins que leurs homologues américains de l'A.F.L.-C.I.O. à soutenir les régimes autoritaires. Il en résulte de fortes pressions de la gauche et des syndicats pour limiter les relations économiques avec la droite dictatoriale.

Les syndicats social-démocrates européens sont, pour la plupart, membres de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres). Celle-ci, *toutefois*, n'a eu que peu d'influence directe sur les syndicalistes latino-américains, car l'A.F.L.-C.I.O. (qui s'était retirée de la C.I.S.L. en 1969) a toujours maintenu son affiliation à l'organisation régionale de la Confédération, l'ORIT (Organisation régionale interaméricaine du travail). De fait, l'A.F.L.-C.I.O. a toujours contrôlé les relations « internationales » des membres latino-américains de l'ORIT, soit directement, soit par le biais de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (I.A.D.S.L.). Les Européens et les Canadiens (avec la Confédération canadienne du travail) sont actuellement en train d'essayer d'évincer les Américains de leur position hégémonique à l'intérieur de l'ORIT. C'est ainsi que la Confédération canadienne du travail accueillit une réunion de la C.I.S.L. pour mettre en place sa sous-commission des droits de l'homme et des droits syndicaux en Amérique latine. Du fait qu'il s'agissait d'une réunion de la C.I.S.L. et non de l'ORIT, les Américains ne purent y assister. A la suite de la deuxième réunion de cette sous-commission à Caracas, du 23 au 27 juillet 1979, le secrétaire général et une délégation de la C.I.S.L. se rendirent au Nicaragua pour contribuer à l'élaboration d'un programme d'aide d'urgence. Ceux des Latino-Américains qui se considèrent comme des syndicalistes « socialistes » font front commun avec les Européens et les Canadiens, cependant que les « anticommunistes » purs et durs s'allient à l'A.F.L.-C.I.O., dont l'influence est à la mesure de ses moyens de financement. Cependant, les ressources dégagées par les Européens et les Canadiens pour financer les différents programmes syndicaux commencent à égaler celles des Américains.

Autre symptôme d'une influence accrue de la tendance proche de l'I.S. : le remplacement du secrétaire général de l'ORIT, M. Julio Etcheverry, par M. Juan José Del Pino. Moins étroitement lié au mouvement syndical américain que son prédécesseur, M. Del Pino était auparavant le responsable de la Fédération vénézuélienne des travailleurs du pétrole et il avait été désigné par la C.T.V. (Confédération des travailleurs vénézuéliens) pour la représenter à l'exécutif de l'ORIT. Or, la C.T.V. est connue pour faire valoir le point de vue de la « gauche » social-démocrate au sein de l'ORIT. M. Del Pino tout comme M. Javier Sandoval, attaché de presse de l'ORIT, assistèrent au congrès de l'IS de 1978 à Vancouver en qualité d'invités spéciaux.

L'érosion de l'influence de l'A.F.L.-C.I.O. s'est également traduite par l'expulsion de trois centrales (celles du Guatemala, d'El Salvador et du Paraguay, lors du congrès mondial de la C.I.S.L. tenu à Madrid du 19 au 25 novembre 1979. Ces trois centrales avaient été accusées « *de complicité dans l'oppression et la violation des droits de l'homme dans leurs pays respectifs* ». Lors de ce même congrès, deux Latino-Américains, non liés de près à l'A.F.L.-C.I.O., furent élus pour siéger dans les instances de la C.I.S.L. : M. Manuel Peñalver, de la C.T.V., et M. Fidel Velazquez, de la Confédération des travailleurs mexicains (C.T.M.).

L'influence des idées proches de l'I.S. est loin d'être hégémonique chez les organisations membres de la C.I.S.L. et de l'ORIT, mais elles ont gagné du terrain au cours des cinq années passées. Il faut aussi garder présent à l'esprit que les centrales affiliées à la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT), elle-même partie intégrante de la C.M.T. (Confédération mondiale du travail), prennent des positions social-démocrates plus progressistes que les membres de la C.I.S.L. Cela est vrai du Honduras, où la Centrale générale des travailleurs (C.G.T.), affiliée à la CLAT, est plus militante que la Confédération des travailleurs du Honduras (C.T.H.) relevant de l'ORIT, et également du Nicaragua avec le Conseil d'unification syndicale (CUS).

L'Amérique latine a connu des taux de croissance industrielle relativement élevés en même temps qu'une expansion de l'agriculture commerciale, ce qui a considérablement augmenté les effectifs, absolus sinon relatifs, de la main-d'œuvre salariée. Les conditions politiques ayant permis cette croissance économique ont, dans une large mesure, été créées par des gouvernements autocratiques se contentant de mettre leur main-d'œuvre au service de l'accumulation capitaliste, au travers d'organismes « corporatifs » pseudo-représentatifs et contrôlés par l'Etat. Les investissements étrangers massifs étaient fonction de l'aptitude de l'Etat dictatorial à contenir les conflits de classe. La concentration accrue de la main-d'œuvre, produit de la croissance capitaliste, a entraîné la naissance d'organisations « illégales » ou semi-légales, parallèles à celles mises en place par l'Etat. Le manque de représentativité des organismes officiels, l'exploitation forcenée qui accompagne l'expansion capitaliste, l'absence d'autonomie politique du mouvement ouvrier : autant de bases pour de nouvelles luttes et de nouvelles organisations. Victime directe de la violente répression d'Etat qui précéda et accompagna la croissance, la gauche révolutionnaire ne se trouva pas (et n'est toujours pas) en mesure de capitaliser la montée du mécontentement de masse. Bon nombre de ses militants ont été physiquement éliminés, et ses activités continuent à être rigoureusement circonscrites, ce qui limite sa capacité de s'adresser publiquement aux nouvelles couches sociales qui se mettent en mouvement. De plus, la préoccupation immédiate de la majeure partie de l'opposition de masse est de reconquérir un niveau de vie décent et des droits politiques élémentaires, revendications qui ne sont nullement incompatibles avec le programme et l'accession au pouvoir de social-démocrates conséquents.

Ce mouvement populaire naissant s'intéresse peu aux organismes régionaux dépendant de l'A.F.L.-C.I.O. En outre, les questions qui, en Amérique latine, font l'objet d'affrontements impliquent des luttes à la fois politiques et syndicales qui sortent du cadre restreint de l'épure fixée par la direction de l'A.F.L.-C.I.O. Il existe de ce fait un large espace pour la social-démocratie européenne. La croissance et l'ampleur de la classe ouvrière de ces pays se prêtent à des mouvements à base « travailliste » du type européen. Le caractère dictatorial des régimes qui ont encadré un « développement » à outrance a permis aux sociaux-démocrates d'intervenir en défense de la démocratie. Enfin, grâce à l'affaiblissement de la gauche révolutionnaire et au discrédit de l'A.F.L.-C.I.O., ils se retrouvent parfois pratiquement seuls sur le terrain.

## Un nouveau dynamisme

PENDANT de nombreuses années, la social-démocratie, depuis longtemps en veilleuse, ne fut guère prise au sérieux en Amérique latine. Les partis sociaux-démocrates européens se consacraient presque exclusivement à une amélioration du fonctionnement du capitalisme et à l'obtention d'avantages sociaux. En Amérique latine, les partis se définissant comme sociaux-démocrates — tels que l'APRA au Pérou, l'Action démocratique (A.D.) au Venezuela et le parti de libération nationale au Costa-Rica — avaient depuis longtemps abandonné toute velléité d'innovation et de réformes et s'étaient, de fait, transformés en appareils bureaucratiques et conservateurs, associés aux milieux d'affaires locaux ou étrangers, et ils pratiquaient des politiques qui n'avaient rien à voir avec leur rhétorique populiste et nationaliste. Bien que deux au moins de ces partis soient encore membres de la « famille socialiste », la montée des mouvements populaires a contraint l'I.S. à aller au-delà de leurs discours anticommunistes et de leurs limites programmatiques, pour s'engager sur un terrain plus progressiste.

Ce déplacement du centre de gravité est particulièrement manifeste dans les efforts accomplis pour gagner les bonnes grâces d'éléments importants du Front sandiniste au Nicaragua, tout particulièrement les « terceristes » de M. Brizola et du parti travailliste brésilien, du New Jewel Movement, à Grenade, etc. En outre, les syndicalistes et quelques éléments de la direction du parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), les socialistes démocratiques et les populistes du parti national du peuple (P.N.P.) à la Jamaïque, des sections du parti radical et du parti socialiste au Chili, le parti nationaliste révolutionnaire d'El Salvador reflètent, à un degré ou à un autre, le nouveau réformisme des sections latino-américaines de la social-démocratie. En tout dix partis (*voir encadré*) sont membres de l'I.S.

Les tentatives récentes pour élargir l'influence de la social-démocratie commencèrent en avril 1976, lors d'une réunion des dirigeants politiques européens et latino-américains au pouvoir ou dans l'opposition, convoqués pour discuter les nouvelles possibilités qui s'ouvraient sur le continent. Sous les auspices de l'A.D. et du président vénézuélien Carlos Andrès Pérez, alors au pouvoir des bases furent jetées pour l'élargissement des contacts avec les forces nouvelles apparaissant dans la région. En mars 1978, M. Mario Soares, qui avait endigué au Portugal la vague révolutionnaire consécutive au coup d'Etat du 25 avril 1974, et que, dans les milieux de l'I.S., on appelle « l'homme des Allemands », prit la tête d'une délégation qui visita le Mexique, la République Dominicaine, le Venezuela, la Jamaïque et le Costa-Rica. Lors de cette mission, des contacts furent pris avec des formations et des personnalités du Brésil, de la Bolivie, de l'Equateur et de l'Uruguay. Les résultats de ce travail d'organisation et la victoire électorale du P.R.D. en République Dominicaine eurent des conséquences en chaîne, dont l'une fut la présence de vingt-neuf organisations latino-américaines au congrès de l'I.S., en novembre 1978 à Vancouver, avec, parmi elles, le parti indépendantiste portoricain (P.I.P.) et le Front sandiniste de libération nationale. A l'initiative des Suédois, un groupe de travail sur l'Amérique latine fut créé avec M. Michael Manley (premier ministre de la Jamaïque) comme président, et M. José Francisco Peña Gomez (secrétaire général du P.R.D.) comme secrétaire. En outre, le congrès élut quatre Latino-Américains comme vice-présidents : MM. Michael Manley, Daniel Oduber (ancien président du Costa-Rica), Gonzalo Barrios (Venezuela) et Anselmo Sule (Chili).

Ces élections et les nominations au sein de l'I.S. reflètent la lutte d'in-

### L'Internationale socialiste dans le sous-continent

| | |
|---|---|
| ● **MEMBRES DE PLEIN DROIT :** | |
| — Argentine | Parti socialiste populaire (P.S.P.). |
| — Barbade | Parti travailliste barbadien. |
| — Chili | Parti radical (P.R.). |
| — Costa-Rica | Parti de libération nationale (P.L.N.). |
| — République Dominicaine | Parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.). |
| — El Salvador | Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R). |
| — Jamaïque | Parti national du peuple (P.N.P.). |
| ● **MEMBRES A TITRE CONSULTATIF :** | |
| — Venezuela | Action démocratique (A.D.). |
| | Mouvement électoral du peuple (MEP). |
| — Paraguay | Parti fébrériste révolutionnaire (P.F.R.). |
| ● **PARTIS LIÉS INFORMELLEMENT A L'I.S. (1) :** | |
| — Bolivie | Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.I.). |
| | Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). |
| — Grenade | New Jewel Movement. |
| — Uruguay | Front élargi. |
| — Guatemala | Front uni de la révolution (FUR). |
| | Parti socialiste démocratique (P.S.D.). |
| — Nicaragua | « groupe des Douze ». |
| | F.S.L.N. |
| — Mexique | Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). |
| — Argentine | Union civique radicale (U.C.R.). |
| | Mouvement péroniste montonero (M.P.M.). |
| — Brésil | Parti travailliste brésilien (P.T.B.). |
| — Chili | Parti socialiste (P.S.). |
| — Equateur | Parti de la gauche démocratique (PID). |
| — Panama | Parti révolutionnaire démocratique (P.R.D.). |
| | Parti social-démocrate (P.S.). |
| | Mouvement indépendant démocratique (MID) (2). |
| — Pérou | Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA). |

(1) Définis par cette dernière comme ceux qui ont participé à des conférences de l'I.S. ou sollicité son soutien à la suite de mesures répressives dans leur pays.

(2) Le P.S. et le MID sont en concurrence pour la reconnaissance par l'I.S.

---

*Indépendance nationale*

*et changements sociaux*

# LA DÉMOCRATIE DANS LA CRISE

Par MICHEL BEAUD *

JAMAIS la démocratie n'a paru aussi universellement admise. Qui ne s'en réclame aujourd'hui ? Des démocraties occidentales aux démocraties populaires, des régimes de démocratie chrétienne aux républiques islamiques, des oppositions qui revendiquent le retour à la démocratie aux régimes d'ordre qui promettent la prochaine restauration de la vie démocratique. Démocraties-alibis, démocraties trompe-l'œil, démocraties musclées..., mais beaucoup, dans le monde, meurent ou sont emprisonnés pour n'avoir pas réussi à sauvegarder la démocratie ou pour avoir cherché à la reconquérir.

Car il est peu de pays où la démocratie ne soit menacée, dénaturée, étouffée ou en danger de l'être : systèmes de parti unique, régimes policiers, dictatures sanglantes, fascisme, racisme, interdiction des libertés individuelles et politiques fondamentales, camps, hôpitaux psychiatriques ; mais aussi, dans les pays de « tradition démocratique », manipulation de l'information, interdictions professionnelles, contrôle et répression sélectives. L'alibi des risques nucléaires et biochimiques, la montée des terrorismes, l'insécurité quotidienne, facilitent, chaque jour, le renforcement du pouvoir policier. L'informatique et la télétransmission, qui auraient pu être d'extraordinaires moyens d'élargissement de la démocratie, sont systématiquement mis au service du contrôle social et de la répression.

Or l'ampleur des changements en cours nous donne le sentiment que l'humanité est engagée dans un nouveau et décisif basculement : l'ordre impérialiste, restauré au lendemain de la deuxième guerre mondiale, est ébranlé par la grande crise des années 70-80 ; de nouveaux capitalismes se forment dans le tiers-monde, ce qui signifie nouvelles bourgeoisies et nouvelles classes ouvrières ; d'autres pays ont choisi de se développer selon la logique du collectivisme d'Etat, ce qui signifie aussi nouvelles classes dirigeantes et nouvelles classes ouvrières ; à l'échelle mondiale est en cours le plus puissant mouvement de prolétarisation de l'histoire : transformation de petits producteurs détenteurs de leurs moyens de travail en travailleurs obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail. Un puissant développement des forces productives s'accomplit, avec, notamment, les nouvelles énergies, la télématique, la bio-industrie, l'exploitation des océans. Les capacités de destruction s'accumulent, bien au-delà de ce qui serait nécessaire pour détruire la planète une bonne fois. Déçus par les réalités qui se sont développées sous des régimes qui se disent « socialistes », ne croyant plus guère aux promesses des experts en « *développement économique et social* », des classes populaires, des peuples entiers se réfugient dans le réconfort religieux ; les Eglises sont — on le savait déjà — les mieux armées pour faire supporter aux plus démunis la misère, la détresse et l'écrasement ; elles se révèlent, dans certains pays, seules capables de dénoncer la tyrannie, l'arbitraire, l'injustice et la répression.

## Née avec le capitalisme...

DANS ce mouvement, quelle peut être la place de la démocratie ? N'aura-t-elle été, dans l'histoire, qu'une brève parenthèse entre l'ère des dominations esclavagistes, féodales et monarchiques, et de nouvelles tyrannies armées des modernes technologies du contrôle social ? Est-elle un luxe auquel peuvent seuls accéder les pays bénéficiant des avantages de l'impérialisme ? N'a-t-elle jamais été, comme certains l'affirment, qu'une façade derrière laquelle s'abrite la domination d'une classe ? Ou bien est-elle un acquis essentiel, fondamental, non seulement des révolutions bourgeoises, mais des combats du mouvement ouvrier et socialiste ? N'est-elle pas la forme à travers laquelle s'effectue nécessairement la progressive émancipation de toutes les classes, couches et catégories opprimées ? Et, dès lors, n'est-elle pas non seulement une condition, mais une composante essentielle de toute société se réclamant du socialisme ?

La démocratie moderne s'est formée dans le mouvement même du développement des capitalismes nationaux en Hollande, en Angleterre, plus tard en France.

S'appuyant tantôt sur le souverain, tantôt sur des fractions de la noblesse, les bourgeoisies naissantes s'enrichissent et se renforcent ; mais, dès lors qu'entre l'immense masse paysanne dominée et l'étroite couche des privilégiés, elles ne trouvent pas l'espace dont elles ont besoin, elles murmurent, critiquent, parfois s'insurgent. Contre l'arbitraire, elles prônent l'état de droit ; contre la monarchie et la prééminence de la noblesse, la république, la liberté, la démocratie. Dans les périodes de crise, quand réussissent à se conjuguer le mécontentement paysan et l'insurrection populaire dans les villes, les révolutions bourgeoises, armées de ces mots d'ordre, l'emportent, d'abord en Angleterre, puis en France, et, plus largement, en Europe.

*Mais*, une fois battu ou abattu l'Ancien Régime, les nouvelles classes dirigeantes se réservent l'avantage des récentes conquêtes : le *droit* de vote sera *restreint* à ceux qui en sont « dignes », c'est-à-dire aux possédants ; la liberté sera, pour les uns, la liberté de commercer, d'entreprendre, de faire produire, de s'enrichir ; pour les autres, celle de vendre leur force de travail au prix « librement » fixé sur le marché. S'il est une démocratie qui mérite d'être qualifiée de « bourgeoise », c'est assurément celle-là.

Elle est d'une grande précarité : menacée d'un côté par la réaction, contestée de l'autre par les forces populaires des villes et des campagnes sur lesquelles s'était appuyée la bourgeoisie, mais aussi mise en cause par le mouvement ouvrier dont l'ampleur s'élargit au rythme des progrès du capitalisme. Mouvement chartiste en Grande-Bretagne, révolutions de 1830 et de 1848 sur le continent : le suffrage universel, les droits fondamentaux de réunion, d'association, d'expression, vont être acquis, parfois au prix du sang. Et le mouvement ouvrier va obtenir, dans une lutte sans cesse à reprendre, le droit de créer des syndicats, de faire grève, puis, en de lentes étapes, une législation du travail limitant l'arbitraire patronal dans l'entreprise.

Ainsi la démocratie, dans les pays capitalistes développés, est, comme la répartition des charges et des avantages de la production, l'enjeu du rapport de forces entre les classes en présence. Elle fait partie du compromis global que la classe dirigeante, alliée avec la moyenne bourgeoisie et la paysannerie, a pu passer avec le monde du travail. Certes, par l'importance des moyens financiers dont elle dispose, par le réseau de liens personnels qu'elle a tissés dans l'appareil d'Etat central comme dans la trame sociale des villages et des régions, par le contrôle qu'elle exerce sur l'information, la classe dirigeante est en mesure de peser, de biaiser, de détourner la démocratie à son avantage.

## ...mais conquise contre la bourgeoisie

ELLE ne peut cependant être réduite à un simple instrument de domination. Au cours des luttes politiques, sociales, syndicales, des espaces de liberté ont été ouverts ; des bastions ont été établis d'où peut se développer le contrôle sur les dirigeants, la critique et la contestation, mais aussi d'où peuvent naître propositions et initiatives ; des contre-pouvoirs ont été mis en place. Qu'il y ait eu intégration, récupération partielle, dénaturation, nul ne peut le nier. Mais ces avancées sont des points d'appui essentiels pour ceux qui aspirent et travaillent à une société plus juste et plus humaine. Faut-il rappeler que leur reconquête devient un objectif fondamental partout où la démocratie a été abattue ? S'ils sont insuffisants par rapport à l'aspiration à une démocratie totale, c'est, dans la société capitaliste, en les utilisant, en prenant appui sur eux, et donc, s'il le faut, en les défendant, qu'on pourra œuvrer à les élargir.

Aujourd'hui, nous avons à les défendre : car la crise mondiale en cours oblige les classes dirigeantes des pays capitalistes à remettre en cause des concessions qu'elles avaient été amenées à faire aux classes ouvrières, et plus largement au monde du travail. L'offensive est systématique : développement des formes précarisées d'emploi (travail intérimaire, travail à temps partiel, contrats à durée déterminée, stagiaires, vacataires, recours de plus en plus fréquent à la sous-traitance), menaces sur la fonction publique, privatisation multiforme affectant le secteur public, réduction de la protection sociale, limitation du droit de grève, restrictions à l'exercice du droit syndical, utilisation et mise en concurrence de travailleurs des cinq continents...

Ces mesures, l'insécurité qui les accompagne, l'inquiétude et l'angoisse qui gagnent, notamment chez les jeunes, impliquent un renforcement de la contrainte d'Etat — et donc une nouvelle réduction de l'espace de la démocratie allant dans ce sens : contrôle de plus en plus serré de l'information de masse (télé, radio, grande presse) s'accompagnant d'une certaine tolérance pour les publications élitaires ou marginales ; dépolitisation en profondeur de l'opinion par l'usage combiné des divertissements (sport, tiercé, loto, jeux télévisés) et de l'angoisse (guerre, crise, crimes), abandon chaque jour plus net des valeurs républicaines fondamentales : sens de l'Etat et de l'intérêt général, coupure intransigeante entre le public et le privé (pour les fortunes des hommes politique comme pour les car-

* Professeur à l'U.E.R. d'économie politique à l'université de Paris-VIII-Vincennes, animateur du CERCA (Centre d'études et de recherches sur le capitalisme).

fluence entre la section suédoise et la section allemande. MM. Barrios et Oduber représentaient la social-démocratie de la « vieille garde », proche des milieux d'affaires, alors que MM. Manley, Peña Gomez et Sule symbolisaient les forces nouvelles, plus populistes et plus nationalistes, qui avaient la faveur des Suédois. Les Allemands restent cependant la force dominante grâce à leur importante contribution (60 %) au budget de l'Internationale et au rôle de M. Brandt en tant que président et initiateur de l' « internationalisme » revigoré de l'organisation.

Il faut se garder d'exagérer les différences entre les sociaux-démocrates européens et de sous-estimer leur coopération et leur identité d'objectifs, mais nul ne saurait pour autant ignorer les conditions nationales différentes dans lesquelles ils déploient leur action et les nuances qui caractérisent leur manière d'aborder les problèmes. Les membres du S.P.D. agissent dans un contexte caractérisé par la croissance massive des investissements et des liens commerciaux de l'Allemagne en Amérique latine. L'idée que la social-démocratie allemande vise à donner une assise politique au capital allemand en Amérique latine est généralement acceptée dans les milieux européens. L'orientation des sociaux-démocrates suédois, elle, est moins directement liée au capital suédois, moins dynamique en matière d'investissements à l'étranger. En second lieu, les syndicats suédois, en particulier les métallurgistes, sont davantage préoccupés par la fuite des capitaux vers des régions du monde à bas salaires, et par là même plus enclins à examiner d'un œil critique les conditions de travail des Latino-Américains employés par des filiales de firmes suédoises. La social-démocratie suédoise dispose ainsi d'une plus grande marge de manœuvre dans ses rapports avec les forces progressistes d'Amérique latine. Bien que le parti social-démocrate suédois opère à partir d'un système capitaliste, il jouit d'une souplesse tactique et d'une capacité de pénétration auxquelles les Allemands ne sauraient prétendre.

## Un capitalisme plus ou moins social

LES expériences récentes des mouvements sociaux-démocrates font ressortir trois caractéristiques majeures :

1) Dans l'opposition aux régimes (civils ou militaires) de droite, ils ont été capables de s'assurer un large soutien et même, dans plusieurs cas, de prendre le pouvoir ;

2) Au gouvernement, ils ont été dans l'impossibilité d'appliquer leurs programmes, de conserver un soutien de masse et le pouvoir politique ;

3) Des divisions aiguës entre l'appareil d'Etat et l'appareil du parti, en prise sur les masses, provoquent des luttes internes prolongées et parfois des scissions.

Au cours de ces dernières années, deux partis sociaux-démocrates ont accédé au pouvoir puis en ont été écartés (l'A.D. au Venezuela et le P.L.N. au Costa-Rica), deux autres ont récemment gagné les élections (le P.R.D. en République Dominicaine et le P.N.P. à la Jamaïque). Dans ces quatre cas, les partis ont vu culminer leur force politique avant d'être élus, grâce à leur programme nationaliste, populiste et réformiste. Au Venezuela, malgré des revenus pétroliers considérables, le fossé entre les promesses électorales et les réalités du développement capitaliste a atteint une telle ampleur que des secteurs entiers de la base électorale de l'A.D. furent perdus. Il en est allé de même au Costa-Rica. La concentration des ressources dans la promotion du développement capitaliste, les liens entre les dirigeants des partis et les milieux d'affaires, l'absence de programme global de redistribution des richesses, la polarisation sociale croissante qu'implique le modèle d'accumulation ne laissaient guère d'autre choix que des pratiques clientélistes. C'est pourquoi l'alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, sur la base d'un « capitalisme social » préconisé par ces partis, prit un contenu plus capitaliste que social.

C'est une évolution similaire que sont en train de connaître les deux seuls gouvernements sociaux-démocrates subsistant dans les Caraïbes. A la Jamaïque, le gouvernement de M. Manley, qui avait d'abord entamé un programme radical de nationalisation des entreprises étrangères et procédé à une redistribution des revenus, s'est transformé en exécutant de la politique économique et sociale dictée par le Fonds monétaire international..., ce qui a eu pour résultat de faire baisser le niveau de vie des salariés de 20 à 30 %. Les manifestations de masse organisées par le parti travailliste jamaïquain, la multiplication des grèves et le mécontentement général semblent indiquer que le gouvernement de M. Manley est en difficulté. En République Dominicaine, le régime du président Guzman, porté au pouvoir par un raz de marée populaire, a montré une hostilité croissante à la classe ouvrière et même aux syndicalistes membres du P.R.D. et a poursuivi la politique de développement de son prédécesseur, M. Balaguer. Malgré leurs engagements en faveur des libertés civiles, les sociaux-démocrates n'ont tenté aucun effort sérieux pour modifier les relations fondamentales de propriété, ni les rapports entre les classes ou avec l'Etat, qui perpétuent les inégalités. En outre, ils se heurtent aux mêmes limitations lorsqu'il s'agit de politique des revenus. Toute tentative visant à réformer le capitalisme entraîne la stagnation et la fuite des capitaux. Toute recherche de financement extérieur provoque de fortes pressions sur la politique gouvernementale. Les sociaux-démocrates risquent alors de devenir les instruments de la restructuration des dépenses publiques, des services sociaux et des salaires. Ces pratiques provoquent des divisions au sein de leurs partis, affaiblissent encore davantage leur capacité d'organisation et préparent leur défaite électorale. Les forces qui avaient facilité leur victoire lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les alliances avec le capital, le thème de la « démocratie sans classes », le modèle de développement alliant capitalisme et extension des prestations sociales, etc., deviennent, une fois au pouvoir, autant d'obstacles à des changements de grande envergure. Les liens avec la social-démocratie qui ont facilité l'obtention des prêts de la Banque mondiale et du F.M.I. fournissent à ces mêmes institutions l'occasion de freiner les programmes de réforme.

L'histoire récente de l'Amérique latine paraît démontrer que la social-démocratie mouvement conséquent en faveur de réformes sociales, malgré ses échecs, se renforce et continuera à se renforcer compte tenu des possibilités de choix restreintes qui s'offrent aux populations. Là où la social-démocratie est dans l'opposition, particulièrement dans les pays à régimes militaires ou dictatoriaux, elle devrait être en mesure de s'assurer un appui de masse grâce à son programme de démocratie sociale et au soutien énergique de l'Internationale, tant sur le plan du financement que de l'organisation.

## Les relations avec les États-Unis

AU Brésil, le retour d'exil de M. Brizola et la constitution du parti travailliste brésilien peuvent permettre la création d'un pôle d'organisation pour les sociaux-démocrates des villes du sud du pays. Les efforts déployés pour attirer les dirigeants syndicaux, en particulier ceux de la métallurgie, ont été frustrés par la naissance du parti des travailleurs. Au Nicaragua, les sociaux-démocrates se sont assuré une tête de pont d'importance grâce à leurs liens avec le « groupe des Douze », le représentant des milieux d'affaires qu'est M. Robelo et la fraction « terceriste » du Front sandiniste. Les destructions provoquées par la dictature du général Somoza ont laissé le régime dans une situation précaire qui l'oblige à solliciter des aides extérieures. Le parti social-démocrate suédois a répondu à cet appel. Les réticences marquées par les autres membres de l'Internationale socialiste sont en partie l'indice de leur préoccupation à l'égard des tendances révolutionnaires qui existent au sein du mouvement sandiniste et de leur désir de les contenir. Vers la fin du mois de novembre dernier, les Allemands ont finalement consenti à accorder une aide de 14 millions de dollars, ce qui est bien maigre par rapport aux besoins du pays. Au Salvador, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) se sépara de l'opposition révolutionnaire de gauche pour participer à une junte composée de colonels se disant réformistes et d'hommes d'affaires libéraux; quand il apparut que le régime était incapable d'accomplir un minimum de réformes, et que la gauche ne cessait de se renforcer, les sociaux-démocrates, ayant fait preuve de leur inefficacité, se retirèrent de la coalition.

Au Panama, le général Torrijos s'est efforcé d'institutionnaliser les fondements de son pouvoir par la création d'un parti bureaucratique de masse, le Parti révolutionnaire (P.R.D.), dont des militants furent envoyés en Espagne pour y être formés par le P.S.O.E. de M. Felipe Gonzales. Le P.R.D. semble se satisfaire du soutien organisationnel de certains partis de l'I.S., sans solliciter son admission comme membre à part entière. Associé sans être adhérent, il peut faire valoir qu'il n'est pas contrôlé de l'étranger, accusation souvent portée contre le parti du peuple (P.C. fidèle à Moscou).

Au Guatemala si aucun parti n'est affilié à l'I.S., plusieurs en sont notoirement proches. Le parti révolutionnaire (P.R.) se réclama un moment de la social-démocratie et entretint quelques rapports avec l'I.S. Il a depuis viré à droite et participe aujourd'hui au gouvernement du général Romero Lucas. Une fraction a fait scission pour former le parti socialiste démocratique (P.S.D.) sous la direction de M. Alberto Fuentes Mohr, assassiné en janvier 1979 au moment où son parti obtenait sa légalisation. Une autre formation social-démocrate est le Front uni de la révolution (FUR) qui, sous la direction de M. Manuel Colom Argueta, avait accordé son appui politique tacite à la candidature du général Lucas lors des élections de 1978. M. Colom Argueta fut assassiné en mars 1979.

Tant que ces groupes sont dans l'opposition, ils élargissent leur audience en conjuguant leurs efforts avec ceux de la gauche et de la bourgeoisie libérale. Ces gains politiques sont parfois de courte durée car, lorsqu'ils assument la responsabilité de l'Etat, les exigences « internes » des salariés réclamant une redistribution de la richesse entrent en conflit avec les exigences « externes » du capital financier soucieux de limitation des salaires, de liberté d'entreprise et de réduction des dépenses publiques. Certains éléments membres de la coalition social-démocrate exigent alors des mesures favorisant la croissance ainsi que la mise au pas de la main-d'œuvre, ce qui limite les possibilités de réforme pouvant obtenir l'appui des travailleurs.

D'une certaine manière, les conflits entre la démocratie américaine et les régimes militaires apparaissent comme une partie intégrante d'un conflit entre le capital américain et le capital européen. Le capital américain, implanté depuis longtemps, est lié aux appareils politico-militaires formés et financés par le Pentagone. Le capital européen, pour se faire une place en Amérique latine, lie son sort à celui des forces civiles réformistes ou conservatrices, qui tentent de diversifier leurs sources de financement et leurs partenaires commerciaux pour s'assurer une certaine indépendance à l'égard des Etats-Unis. Même si cette façon de voir surestime l'importance des liens extérieurs dans la définition des politiques que mènent des régimes ou des partis, elle met en évidence les difficultés auxquelles s'expose toute tentative d'introduire des solutions réformistes en Amérique latine. Sans doute les mouvements réformistes disposent-ils d'une certaine autonomie à l'égard de leurs appuis internationaux et peuvent-ils prendre des initiatives qui vont au-delà des normes pratiquées en Europe, car ils sont contraints de le faire s'ils veulent conserver un minimum de soutien populaire : nationalisations, expropriation d'un certain nombre de propriétés foncières, etc.

La concurrence se poursuivra entre les fanatiques de la libre entreprise, appuyés par les Etats-Unis, et les sociaux-démocrates soutenus par les Européens. A certains moments, elle pourra prendre l'allure d'un conflit fondamental. Néanmoins, face à la perspective d'une révolution socialiste, sociaux-démocrates et conservateurs mettront de côté leurs divergences et coopéreront pour tenter d'isoler et de vaincre les forces révolutionnaires, comme ce fut récemment le cas au Salvador où, à un moment donné, les sociaux-démocrates firent alliance avec la fraction libérale de l'Eglise, les milieux d'affaires et les militaires contre le Bloc populaire révolutionnaire qui disposait d'un appui de masse. En période de révolution, les Etats-Unis peuvent faire bon usage de la social-démocratie.

Pendant la période 1976-1978, où M. James Carter tentait de se donner une légitimité internationale, les Etats-Unis courtisaient et appuyaient les sociaux-démocrates comme ce fut le cas en République Dominicaine au moment de l'élection du président Guzman. Mais, que le risque paraisse trop grand, et revient la tentation de la manière forte. En Amérique latine, comme au Portugal en 1975, les Etats-Unis peuvent se servir de la social-démocratie, quitte à s'en débarrasser lorsque, à leurs yeux, elle cesse d'être utile.

JAMES F. PETRAS.

**LA NEO-SOCIAL-DEMOCRATIE, OU LE CAPITALISME AUTOGERE. — A. Bihr et J.-M. Heinrich**

★ Le Sycomore, Paris, 1980, 287 pages.

Tous ceux qui s'interrogent sur l'évolution des sociétés industrielles ont intérêt à lire l'ouvrage d'A. Bihr et de J.-M. Heinrich : c'est probablement l'un des essais théoriques les plus féconds qu'on ait produits ces dernières années. Il permet en effet d'entrevoir quelle réponse les pays capitalistes peuvent apporter à la crise (sociale et politique) qu'ils traversent actuellement.

Renforcement de l'Etat ? Sans doute — et le processus est déjà très avancé ; mais, en même temps, décentralisation des formes de la praxis sociale : gardant par devers lui le contrôle global de la société, le pouvoir politique abandonnerait à la société civile les tâches de gestion courante. Bien loin de constituer une riposte de gauche à la menace d'un Etat totalitaire, l'autogestion, l'expérimentation sociale, la convivialité répondraient aux intérêts de la grande bourgeoisie et aux aspirations de la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle, qui s'impatiente aujourd'hui dans les mouvements écologistes ou de lutte urbaine.

S'interrogeant, dans un dernier chapitre (un peu court), sur les chances et les formes de l'action révolutionnaire, A. Bihr et J.-M. Heinrich ont raison de souligner qu'elle ne peut réussir que si elle se mondialise, redéfinissant à la fois son projet et son trajet. Moins que jamais cette action ne peut se circonscrire à l'Hexagone, même si, au-dedans, elle est plus que jamais nécessaire.

M. T. M.

---

*rières des fonctionnaires), transformation des élus locaux et des citoyens en clientèle d'assistés ; mais aussi recours aigu aux législations d'exception et répressions sélectives : face à la contestation violente et au terrorisme, les gouvernements des Etats-Unis (contre les Black Panthers), de l'Italie et de l'Allemagne occidentale ont su trouver l'appui d'une partie importante de l'opinion pour systématiser la répression et en étendre la menace.*

Ces mesures s'inscrivent dans un système gradué. La commission trilatérale, envisageant il y a quelques années les moyens de contrebattre les risques de contestation du système résidant dans une activité démocratique trop intense, avait recommandé un plus strict contrôle de l'enseignement et de l'information ; mais elle n'avait pas exclu le recours à des méthodes plus brutales de reprise en main. Comme en Italie après la première guerre mondiale, et en Allemagne dans la crise des années 30, comme en Amérique latine dans les dernières décennies, les classes dirigeantes des pays capitalistes peuvent, pour maintenir leur domination, alors que la crise en cours les oblige à revenir sur des concessions antérieures, recourir aux systèmes fondés sur la force vive, la répression et l'oppression policières.

Les exemples du fascisme italien, du nazisme allemand, du franquisme ne peuvent être oubliés : dans les pays capitalistes développés, la défense des acquis démocratiques doit être, avec celle des conquêtes sociales, une ligne que le mouvement ouvrier et démocratique doit tenir fermement dans les prochaines années. Tout en cherchant à ouvrir la perspective d'une avancée vers le socialisme démocratique.

## Socialisme sans liberté

D'UNE certaine manière, la question du caractère démocratique du socialisme a pu n'avoir aucun sens pour les socialistes du dix-neuvième siècle : une fois arrachés aux exploiteurs les moyens de production et abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, une nouvelle société sans classe allait reposer sur la libre association des producteurs ; l'Etat devant dépérir, il n'y avait pas à se poser le problème de son caractère démocratique.

Marx avait indiqué la nécessité, comme étape, de la dictature du prolétariat. Dictature exercée à l'égard de l'étroite minorité des anciens exploiteurs, et qui devait, pour les travailleurs, se traduire par un épanouissement de la démocratie : et cela dans des formes nouvelles esquissées d'une manière concrète par la Commune de Paris. A la veille de la révolution d'Octobre, Lénine réaffirme la nécessité du dépérissement de l'Etat en reprenant la référence de Marx à la Commune de Paris ; mais en quelques mois, dans son acharnement face aux adversaires et aux obstacles, c'est bientôt la dictature du parti au nom du prolétariat, puis la dictature du parti et de l'Etat, sur la paysannerie et sur la classe ouvrière.

Ils voulaient, ils croyaient bâtir le socialisme. Lénine eut bien la lucidité, lors du lancement de la NEP, d'y voir un bref détour par le capitalisme d'Etat. Les contraintes économiques et sociales résultant de l'immense effort d'accumulation qu'ils durent ensuite engager les conduisirent à organiser l'économie selon un modèle de production qui a beaucoup de traits communs avec le capitalisme, même s'il diffère sur deux points essentiels: l'appropriation collective des moyens de production et le rôle central de l'Etat. Les sociétés « collectivistes d'Etat » (1) restent des sociétés de classes ; une gamme diversifiée de moyens pour inciter à la production de surtravail y est utilisée ; une domination sur les classes productrices reste nécessaire, et l'Etat en est l'instrument principal : les conditions de base de toute vie démocratique (liberté d'expression, droit de réunion et d'association, libertés individuelles) sont soit abolies, soit strictement encadrées au nom même du socialisme et de la classe ouvrière.

Ces sociétés collectivistes d'Etat, il n'est pas indifférent qu'elles se nomment elles-mêmes « socialistes » ; qu'elles se présentent comme héritières et continuatrices de la pensée socialiste du dix-neuvième siècle ; qu'elles utilisent la pensée marxiste comme armature idéologique : car de par le monde s'accrédite l'idée qu'il peut y avoir socialisme sans démocratie (2) et qu'entre le socialisme et la démocratie il faut choisir.

Dans les pays capitalistes, la nouvelle droite exploite le thème qui lui est ainsi offert : si elle enchérit pour nommer socialisme les régimes réalisés en Europe de l'Est, c'est pour pouvoir affirmer l'identité socialisme-totalitarisme ; ce qui lui permet de soutenir que la société capitaliste (nommée libérale) est la seule qui garantisse la démocratie et les libertés. C'est là une des manières d'opposer démocratie et socialisme. Il en est d'autres. Dans l'extrême gauche après 1968, il était courant d'opposer les compromissions de la démocratie bourgeoise (3) à la pureté de la révolution prolétarienne. D'une autre manière, les partis communistes orthodoxes arrivent à la même attitude: en effet, dès lors que le parti est le parti de la classe ouvrière et que celle-ci a la tâche historique de libérer l'ensemble de l'humanité, la démocratie peut être un mot d'ordre de regroupement, mais ne doit en aucun cas être un obstacle à l'accomplissement de la mission du parti. De même, si l'U.R.S.S. est la patrie du « socialisme » et a la responsabilité de diriger le « camp socialiste », les impératifs de la cause risquent bien un jour ou l'autre d'entrer en conflit avec la logique de la démocratie. Et là encore il faut choisir : ce qui peut conduire, par exemple, à approuver l'intervention militaire soviétique en Afghanistan.

## Fusionner les perspectives démocratique et socialiste

AINSI, entre démocratie et socialisme le divorce paraît profond. La démocratie a pu être conquise sous différentes formes et à des degrés assez avancés dans les sociétés capitalistes, dans le cadre du compromis de classe qui permet aux classes dirigeantes de conserver l'essentiel de leur pouvoir et de leurs richesses. Et, au nom du socialisme, se sont mis en place des régimes de domination de classe qui ont éliminé jusqu'aux plus élémentaires rouages de la démocratie. Quant aux pays en voie de développement, ils sont à leur tour amenés à imposer aux classes productrices le dur effort qu'implique tout processus d'accumulation : monarchies policières, régimes militaires, tyrannies mises en place ou soutenues par les impérialismes occidentaux et où les groupes industriels et financiers développent d'étroits secteurs insérés dans leurs stratégies multinationales ; autres régimes militaires, systèmes policiers et de parti unique, encouragés ou encadrés par l'empire soviétique et où le système d'accumulation étatique a été adopté comme pouvant seul permettre un développement économique autocentré. Dans les deux situations, la démocratie n'est pas à l'ordre du jour.

Pourtant, ici ou là, les fractions de la bourgeoisie ou de l'intelligentsia, les communautés paysannes héritières de traditions de débats et de décisions collectifs, des classes ouvrières en cours d'organisation ou de réorganisation, se font les porteurs de la toujours renaissante revendication démocratique. Difficile combat qui se heurte à la fois à la répression des régimes en place et à l'ombrageuse humeur des puissances impériales (soutien américain au coup d'Etat au Chili, interventions militaires soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan).

Pourtant, en U.R.S.S. même, comme dans les pays de l'Est, ceux qui contestent et critiquent la réalité existante au nom du socialisme et de la démocratie témoignent que la braise couve. Dans l'Occident capitaliste, la flamme reste vivace pour fusionner, dans le projet comme dans la pratique, l'impératif démocratique et l'aspiration socialiste : la perspective autogestionnaire en est l'expression. Plus fondamentalement, l'importance des transformations déjà engagées dans le sens du socialisme ne doit pas être sous-estimée même si elles n'ont pas conduit à l'accomplissement du socialisme : socialisation des moyens de production ; planification et maîtrise des choix sociaux ; conditions de travail meilleures, sécurité, protection sociales obtenues par les travailleurs ; efforts réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture... Dans des cadres sociaux très différents, ces conquêtes constituent des plates-formes avancées à partir desquelles pourront être franchis de nouveaux pas vers le seul socialisme qui mérite ce nom : le socialisme démocratique.

La question n'est pas d'en décrire le modèle ; ce que Rosa Luxemburg écrivait du socialisme en 1918, dans un texte sur la révolution russe, demeure pour le socialisme démocratique : « Nous savons à peu près ce qu'il nous faut supprimer dès l'abord pour ouvrir la voie à l'économie socialiste ; mais, en revanche, la nature des mille mesures concrètes et pratiques, petites et grandes, qu'il faudra prendre pour introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux n'est consignée dans aucun programme de parti socialiste, dans aucun manuel socialiste (...). La nature même du socialisme fait que, bien évidemment, il ne peut être octroyé ou introduit par oukazes (...). Seule l'expérience permet les corrections et l'ouverture de nouvelles voies (...). La masse populaire doit participer dans son ensemble. Sinon le socialisme est décrété, octroyé par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un tapis vert (4). »

Ce qui importe c'est d'indiquer le chemin et la démarche. Deux propositions simples peuvent être énoncées : s'il n'est de socialisme que démocratique, il n'est d'avancée vers ce socialisme que dans un cheminement où s'élargit et s'approfondit la démocratie. Dès lors, marquer la fragilité ou les insuffisances de la « démocratie existant réellement » doit conduire, non pas à jeter un discrédit global sur la démocratie, mais au contraire à renforcer notre exigence pour tout ce qui touche à la démocratie (élections, vie des partis, information, libertés individuelles, collectives et politiques...)

Entre les puissances impériales et face à leur volonté de se partager le monde, il faut recréer, dans le monde, un espace de liberté où reste ouverte la perspective d'une société à la fois démocratique et socialiste. Dans ce cadre, il est essentiel que les pays où les forces qui ont en commun la volonté d'indépendance nationale, le souci de promouvoir un développement qui réponde aux besoins les plus fondamentaux des classes populaires, le choix d'un cours démocratique de transformation sociale développent leur solidarité et tissent un réseau de plus en plus dense pour peser sur le devenir du monde.

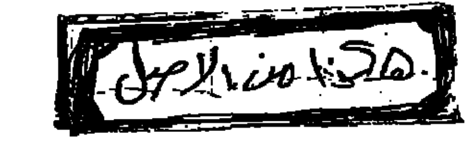
MICHEL BEAUD.

(1) Voir Michel Beaud : *l'Hiver du socialisme*, *le Monde diplomatique*, mai 1979.

(2) Plus brutalement : « *Le socialisme, c'est le goulag* ».

(3) Cf. le fameux slogan : « *Elections, piège à cons* ».

(4) *Œuvres II (Ecrits politiques 1917-1918)*, Petite collection Maspero, Paris, pages 83-84.



**Un instrument organisé et efficace, dans la tradition du mouvement ouvrier allemand**

# La Fondation Friedrich-Ebert

**Aux trois principaux partis politiques ouest-allemands, correspondent trois institutions de recherche partageant la même idéologie : la Fondation Friedrich-Ebert, pour la social-démocratie ; la Fondation Konrad-Adenauer, pour les chrétiens-démocrates ; et la Fondation Friedrich-Naumann, pour les libéraux. Toutes trois reçoivent des subsides du gouvernement, des syndicats et du patronat. Les dirigeants de la Fondation Friedrich-Ebert insistent néanmoins sur l'indépendance de leur organisation, très active dans le tiers-monde.**

Par JEAN-MICHEL PALMIER

LA Fondation Friedrich-Ebert (FES), dont le siège est à Bonn-Bad-Godesberg, est sans doute la plus ancienne et la plus importante fondation politique du mouvement ouvrier allemand. Créée le 15 avril 1925 pour développer l'héritage politique et spirituel du premier président social-démocrate de la République de Weimar, Friedrich Ebert (1871-1925), elle avait pour but de promouvoir la justice sociale, la compréhension entre les peuples et la solidarité internationale. Interdite par les nazis, immédiatement après la prise du pouvoir, elle se reconstitua après l'effondrement du régime hitlérien, grâce à un petit groupe d'amis politiques de Friedrich Ebert, qui jetèrent les bases de la nouvelle fondation.

Aujourd'hui, c'est une organisation très ramifiée et remarquablement organisée qui frappe par la diversité de ses activités à travers le monde entier, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. En Europe comme dans le tiers-monde, elle couvre en effet des champs aussi divers que l'éducation politique, la recherche sur le mouvement ouvrier international, les échanges d'informations, le financement d'investigations particulières au moyen de bourses accordées à des chercheurs allemands et étrangers. Ses services, ses centres de recherches, ses experts, ses conseillers apportent une aide théorique, une assistance technique à tous les groupes progressistes qui ont recours à elle pour résoudre un problème d'économie politique, de développement social, d'organisation, d'éducation et souvent de communication de masse. En Allemagne, elle organise des séminaires d'éducation politique dans neuf institutions d'enseignement et, en 1979, 33 691 personnes ont pris part à ses 1 385 séminaires. Chaque année, plus de 100 000 personnes à travers le monde assistent à ses rencontres, ses stages, ses conférences, qui s'adressent aussi bien à des « partenaires politiques », des syndicats, des jeunes et des ouvriers. Si, en République fédérale d'Allemagne, elle tente de développer chez les participants une conscience critique à l'égard de la société, à montrer la nécessité d'un engagement politique pour la social-démocratie, à faire connaître les possibilités de travail au sein du parti socialiste, elle aborde aussi des thèmes tels que la conception de la démocratie, la défense de la Constitution, la sécurité interne, l'économie mondiale, l'écologie, le mouvement des femmes, les politiques de développement, le Parlement européen, l'usage des moyens de communication de masse, etc.

Ce travail de formation et d'éducation politique est dispensé par des écoles, des internats, des centres, les *Heimvolkshochschulen* construits en Allemagne et dans le monde entier. Avec ses partenaires, la FES a organisé dans le tiers-monde des *Residential Colleges*, des *Studienzentren* aussi bien à Madagascar qu'au Costa-Rica, en Zambie, au Kenya ou à Djakarta. Elle s'efforce de venir en aide à des étudiants étrangers, quelle que soit leur nationalité, afin de leur permettre d'accomplir un programme de recherches qu'elle juge important, mais aussi de jouer eux-mêmes un rôle dans leur pays. Accomplies en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, ces recherches couvrent les secteurs les plus divers de l'économie politique ou de l'histoire du mouvement ouvrier.

La FES est aussi un centre d'archives : un bâtiment entier abrite non seulement celles du S.P.D., mais aussi 100 000 volumes, des tracts, des affiches, des photographies auxquels s'ajoutent les archives personnelles du président Gustav Heinemann et celles de M. Willy Brandt. Des centres de recherches plus spécialisés ont été créés dans des aires géographiques déterminées et, depuis 1963, un programme de bourses permet à des étudiants allemands de séjourner au moins deux années dans des universités d'Amérique latine. Nombre de ces centres sont animés par des chercheurs allemands et latino-américains. L'exemple le plus célèbre est celui de l'ILDIS *(Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales).*

La Fondation assure souvent elle-même la publication des recherches accomplies dans ses structures, grâce à des séries telles que *African Biographies, Schriftenreihe des Forschunginstituts, Vierteljahresberichte Probleme des Entwicklungsländer.* A ces collections s'ajoutent des revues en plusieurs langues : *Nueva Sociedad, Mudjamea Jadid,* spécialement consacrées aux pays en voie de développement. Pour permettre aux groupes progressistes du tiers-monde de se familiariser avec les techniques modernes de communication, la FES édite des manuels. Enfin, des journaux en anglais, français, espagnol, sont plus spécialement consacrés aux problèmes des syndicats *(Letter to our Friends, D.G.B. Report).* Une demi-douzaine d'autres revues concernent des pays ou des problèmes spécifiques.

Ce sont les pays en voie de développement qui semblent retenir son attention et dans lesquels elle est la plus active. Ses experts, ses délégués, ses conseillers sont présents dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Sur les cent quatorze collaborateurs permanents qui la représentent, on en trouve en fait un seul aux Etats-Unis, onze en Europe, sept dans les pays de l'Est, cinq dans les Caraïbes, vingt-quatre en Amérique du Sud, vingt et un en Asie et quarante-cinq en Afrique. Elle est en rapport avec les groupes les plus divers, qu'il s'agisse de partis, de syndicats, de centres de formation et d'éducation, d'organisations internationales (ONU, UNESCO), d'associations de journalistes, de chaînes de télévision. Dans plus de dix pays du tiers-monde, elle a envoyé des experts chargés d'apprendre à des mouvements progressistes à utiliser les moyens de communication de masse en matière d'éducation politique et de propagande, qu'il s'agisse de la radio, de la télévision ou du cinéma. Ces experts s'efforcent d'aider à résoudre des problèmes spécifiques à ces pays en organisant des groupes de recherche, des séminaires de travail, des rencontres et des conférences. Outre la direction de Bonn-Bad Godesberg, ces différentes activités sont coordonnées par deux autres bureaux : celui de Bruxelles est spécialement chargé des rapports entre la Communauté européenne et l'Amérique latine, celui de Rome travaille plus spécialement avec les syndicats, les institutions scientifiques, les partis politiques et développe les activités de la Fondation en direction de l'Italie et des pays méditerranéens. Elle accueille d'ailleurs chaque année comme hôtes un nombre important de personnalités du tiers-monde.

## Une importante zone d'action

LES experts de la FES pour l'Amérique latine reconnaissent volontiers que, dans le cadre de la commission Nord-Sud, le continent sud-américain est l'une des zones géographiques où ils sont le plus actifs. Les relations nouées par les organismes de la FES avec ces pays n'ont rien d'officiel. Il s'agit le plus souvent d'une demande d'assistance, de conseils formulée par des groupes locaux. Ces groupes peuvent être des partis, des syndicats, des mouvements, des militants membres de partis socialistes, sociaux-démocrates, libéraux ou des chrétiens progressistes. C'est à leur demande qu'elle les fait bénéficier de ses informations, de ses techniques, de ses experts pour résoudre un problème qui peut être économique, social ou culturel. Ces interventions concernent aussi bien l'assistance à un syndicat, la mobilisation autour d'un thème politique, grâce aux moyens dont elle dispose. A Mexico, la Banco Obrero, dépendant des syndicats, est assistée par ses conseillers. Depuis plusieurs années, les séminaires, les centres de recherche, les rencontres et les conférences se sont multipliés.

*L'Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (ILDIS)* a publié entre 1968 et 1979 une cinquantaine d'études portant aussi bien sur le Costa-Rica, le Chili ou le Venezuela que sur l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, l'Equateur, le Nicaragua, et concernant aussi bien des problèmes sociaux, politiques ou économiques. Chaque fois que cela est nécessaire, des symposiums et des séminaires sont organisés sur des problèmes locaux. La FES a ainsi apporté son assistance à des syndicats et à des programmes sociaux en République Dominicaine, envoyé des experts économiques en Colombie, développé des relations de conseils économiques avec le Venezuela, l'Equateur, le Brésil, renforcé des groupes démocratiques en Amérique centrale et du Sud (Front sandiniste de libération au Nicaragua).

Dans plusieurs de ces pays, elle s'est attachée à développer la formation et l'éducation des adultes à travers des organismes comme le CEDAL qui rassemble des études, des matériaux, des informations ensuite utilisée ailleurs (Costa-Rica, Nicaragua, Equateur). Non moins actif, le CENCIRA *(Centro Nacional de Capacitacion y Investigacion para la Reforma Agraria)* travaille avec des conseillers allemands en vue d'une réforme de la politique agraire. Au Mexique, l'INCA *(Instituto Nacional de Capacitacion Agraria)* s'attache au développement des revenus de la population indienne. Des programmes d'éducation et de développement économique ont été pareillement envisagés au Pérou tandis que le CIESPAL étudie les moyens d'action qu'offrent les communications de masse en Amérique latine, de même que le CANA dans la sphère des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

A côté des problèmes spécifiquement économiques, l'activité au niveau des communications de masse est une des plus importantes. La FES apporte son concours aux tâches les plus diverses, qu'il s'agisse d'organiser des conférences, un journal mural, des enregistrements, une émission de télévision ou un film, à des fins d'éducation, de propagande ou de mobilisation.

## Les rapports avec les partis socialistes

QUAND on interroge les dirigeants de la Friedrich-Ebert-Stiftung sur ses liens avec le parti socialiste allemand et l'Internationale socialiste elle-même, ils insistent sur le danger de croire que la FES ne serait qu'un moyen d'action de l'Internationale : la Fondation est et se veut indépendante. Elle n'est liée à aucun parti, à aucun gouvernement. Il s'agit avant tout d'une fondation politique du mouvement ouvrier allemand. Proche de la social-démocratie, elle entretient évidemment des rapports étroits avec l'I.S. par le fait même que M. Willy Brandt, leader du S.P.D. et président de l'Internationale, est aussi un membre actif de la Fondation. En pratique, la FES s'efforce de mettre ses infrastructures au service de l'Internationale socialiste, en particulier dans le tiers-monde. Sans mandat officiel, elle veut agir *« comme un partenaire en esprit et en amitié »* tout en refusant toute dépendance institutionnelle à l'égard à la fois de l'Internationale et de la Fédération des syndicats allemands (D.G.B.). Il en va de même pour les rapports avec les autres social-démocraties européennes.

Tout en reconnaissant l'existence d'une concertation au niveau des actions concernant l'Amérique latine, avec le P.S. français et la social-démocratie danoise ou suédoise, elle ne prend aucune initiative politique, celles-ci revenant à la direction de l'Internationale. Ses moyens sont essentiellement techniques et scientifiques. Elle met au service des pays, des mouvements, des partis intéressés par ses techniques, ses informations, ses conseillers, ses experts. Elle n'a jamais organisé ou pris part à des grèves ou des mouvements insurrectionnels, mais elle a multiplié les conférences, les séminaires, les échanges, etc., sur des problèmes tels que l'organisation de la propagande électorale, l'éducation politique, la sensibilisation de l'opinion ou des questions sociales et économiques.

Une des accusations qu'elle tient particulièrement à réfuter est celle selon laquelle elle représenterait une sorte de « néocolonialisme allemand » en Amérique latine ou tenterait d'imposer un modèle social-démocrate là où elle intervient. Tout d'abord, elle souligne que ce n'est jamais elle qui propose une intervention ou décide de s'implanter dans un pays, mais un gouvernement, un parti, un groupe, un syndicat qui lui demande des conseils ou une assistance théorique et technique. Si des représentants de l'Internationale socialiste prennent part à ses activités, ses séminaires, ses rencontres, c'est toujours à titre de participants actifs, et jamais la FES n'a pris l'initiative d'organiser quoi que ce soit au nom de l'Internationale. Elle lui permet seulement de bénéficier de ses infrastructures. Quant aux syndicats, si elle entretient de multiples rapports avec eux, elle se limite à fournir des conseils concernant des problèmes de structures. Une aide directe — par exemple la formation de cadres — est du ressort de l'I.B.F.G. (Internationale Bund Freier Gewerschaften).

Son rôle se limiterait ainsi à offrir une assistance autour des trois principes affirmés par Friedrich Ebert : éducation sociale et politique dans un esprit démocratique ; amélioration des relations et de la compréhension entre les peuples ; aide matérielle aux étudiants de tous pays qui s'attachent à ces buts.

*La réunion de Saint-Domingue*

# A LA RECHERCHE D'UN « JUSTE MILIEU »

Par BERNARD CASSEN

LA réunion du comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Saint-Domingue, du 26 au 28 mars dernier, avait d'abord valeur de symbole : pour la première fois cette organisation, dont la genèse, la composition et la démarche politique reflètent une problématique européenne, tenait ses assises dans ce qui est actuellement sa « terre de mission » la plus prometteuse, l'Amérique latine et les Caraïbes. Le choix de la République Dominicaine avait, à cet égard, une signification particulière.

En 1978, en effet, après douze ans de régime autoritaire, des élections portaient au pouvoir M. Antonio Guzman, candidat d'un parti se réclamant de la social-démocratie, le P.R.D. Le verdict des urnes avait été mal accepté par M. Balaguer, président sortant, qui, contrôlant l'appareil et les fonds de l'Etat, n'avait pas un instant envisagé sa défaite. Le président Carter, qui, dans cette deuxième année de sa présidence, jouait la crédibilité de sa politique des « droits de l'homme » en Amérique latine, avait dû mettre à la raison les généraux dominicains en veine de putsch pour « réélire » à leur façon M. Balaguer. L'Internationale socialiste avait manifesté sa solidarité active avec le P.R.D. multipliant les communiqués et dépêchant sur place nombre de ses dignitaires. Cette politique s'expliquait aussi par les efforts incessants accomplis par M. José Francisco Peña Gomez, secrétaire général du P.R.D., qui, longtemps avant le scrutin, avait entrepris de donner des garanties aux secteurs libéraux de Washington. Le P.R.D. de 1978 n'était plus celui de 1965, dont les dirigeants avaient défendu les armes à la main, contre les « marines », le soulèvement constitutionnaliste du colonel Caamaño visant à remettre en place le président Juan Bosch déposé en 1963 par les militaires de droite qu'appuyaient les Etats-Unis.

Un passé « révolutionnaire » mais une pratique fort prudente d'homme-tampon entre les aspirations réformistes de la base de son parti et la politique digne de la droite classique du président Guzman, le sens des limites à ne pas dépasser, le ferme ancrage à l'Ouest, voilà les éléments qui ont sans doute incité l'I.S. à confier à M. Peña Gomez des responsabilités continentales en le portant à la présidence de son comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, officiellement créé à Lisbonne à la fin du mois d'octobre 1979. A ces raisons idéologiques s'ajoute l' « équation personnelle » de M. Peña Gomez, seul véritable « homme de parti » du P.R.D. et, pour l'instant, apparemment dépourvu d'ambitions présidentielles immédiates.

Des travaux de la conférence se dégagent quelques grands axes, soigneusement équilibrés en un mouvement de balancier, qui permettent de mieux apprécier le rôle que l'I.S. entend jouer en Amérique latine.

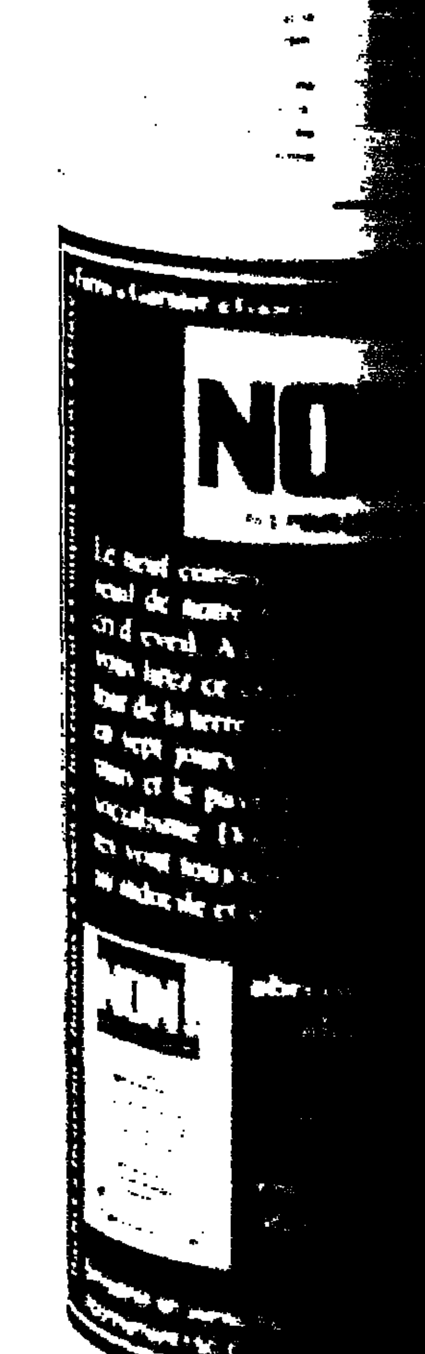
1) UNE RHÉTORIQUE PROGRESSISTE ET TIERS-MONDISTE : les interventions des délégués et les textes adoptés se situent dans une dynamique de changement. Ils condamnent les dictatures militaires du cône sud, saluent la révolution nicaraguayenne (une délégation du Front sandiniste était présente en observatrice) et lui apportent « confiance, respect et appui », stigmatisent la junte salvadorienne, etc. L'invitation — formulée seulement à la veille de la conférence — par M. Bernt Carlsson, secrétaire général de l'I.S., à... M. Fidel Castro, en tant que président en exercice du mouvement des pays non alignés, d'assister aux travaux, n'était évidemment pas faite pour être acceptée mais seulement pour « se placer » dans la mouvance d'une organisation perçue par beaucoup comme échappant à la logique des blocs militaires. M. Fidel Castro, ès qualités, répondit par un télégramme d'excuses fort courtois. Le dirigeant cubain ne pouvait pas, par ailleurs, être insensible à la variété et à la représentativité des forces politiques latino-américaines présentes à la conférence. Aucune attaque contre Cuba ne figure, bien entendu, dans les documents finals. La déclaration de Saint-Domingue dit elle-même que, depuis l'élection de M. Willy Brandt à sa présidence, au congrès de Genève de 1976, l'I.S. a entrepris « une offensive en direction du tiers-monde ».

2) UNE PRUDENCE BIEN DOSÉE A L'ÉGARD DES ÉTATS-UNIS : la politique officielle des Etats-Unis n'est pas nommément prise à partie dans les documents finals. Certes, forçant quelque peu la main des délégués et surtout celle du président Guzman et des ambassadeurs de différents pays (notamment celui de la France) qui assistaient à la séance d'ouverture, M. Carlos Andrès Perez fit adopter unanimement, en demandant à chacun de se lever pour signifier son accord, une motion condamnant « l'aide politique et militaire du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement et aux forces armées du Salvador ». Mais ces formules tranchées ne se retrouvent pas dans la « déclaration de Saint-Domingue » qui constituera la charte de l'I.S. pour l'Amérique latine. Y sont, certes, fustigés les « exploiteurs nationaux et étrangers de nos pays », l' « action interventionniste des forces conservatrices et monopolistes », le « pouvoir hégémonique » qui prend des « formes de contrôle plus élaborées au moyen de ses corporations transnationales alliées aux bourgeoisies nationales », l' « impérialisme » qui applique un « nouveau modèle de domination », les « tentatives de déstabilisation contre la Jamaïque », etc. Nul doute que, dans ce portrait-robot, chacun reconnaîtra la politique américaine présente ou passée. Néanmoins, le grand voisin du nord n'est pas désigné par son nom.

3) LA VOLONTÉ DE NE PAS ALLUMER DE NOUVEAUX FOYERS DE DÉSTABILISATION : Bien que, dans son discours d'ouverture, M. Peña Gomez ait exalté la nécessité d'une union plus étroite entre les forces politiques et les nations des Caraïbes, et même évoqué le vieux rêve d'une fédération caraïbe, prélude à l'intégration de l'Amérique latine, il évita de citer jusqu'aux noms des deux pays les plus voisins de la République Dominicaine, hôte de la conférence : Haïti et Porto-Rico. La dictature dynastique des Duvalier n'a pourtant rien à envier à celle des Somoza ou à celle du général Stroessner. Porto-Rico était par ailleurs représenté par un parti indépendantiste, le P.I.P., à titre d'observateur. Malgré cela, la « déclaration de Saint-Domingue » ne fait pas référence à Haïti et se borne à « condamner le statut colonial qui pèse sur l'île de Porto-Rico ». Dans ces deux cas, l'I.S. manifeste clairement son intention de ne pas encourager la création de nouveaux foyers de déstabilisation dans les Caraïbes et donc de ne pas créer de nouvelles difficultés aux Etats-Unis. On est, en effet, très inquiet à Washington de ce qui pourrait succéder au régime « jean-claudiste » dans un pays dont l'un des premiers voisins est Cuba. Quant à Porto-Rico, la question n'est pas tranchée, mais la tendance actuelle de l'administration américaine serait plutôt favorable à l'annexion.

4) L'APPUI AUX MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS DÉJA DÉCLENCHÉS : Si elle répugne à favoriser leur éclosion, l'I.S. est, par contre, extrêmement disposée à faire bénéficier de son soutien les mouvements populaires déjà en passe de conquérir le pouvoir, même par la voie armée, « ultime recours des peuples opprimés quand on leur dénie le droit de vivre dans la paix et la liberté ». Le retrait du M.N.R. de la junte salvadorienne semble indiquer que cette dernière est condamnée à terme aux yeux de l'I.S. qui souhaite ainsi jouer gagnant et accable la « complicité du régime militaire » dans la violence institutionnelle qui sévit au Salvador ainsi que l' « incompréhensible participation de certains secteurs de la démocratie chrétienne ». Le régime guatémaltèque est associé à celui d'El Salvador dans le paragraphe suivant, et l'I.S. exprime sa solidarité « à ces deux pays » pour les aider dans « leur libération ». La résolution sur le Nicaragua, d'un ton extrêmement chaleureux, est muette sur les profondes réformes de structures mises en chantier par le Front sandiniste, mais insiste, par contre, sur les potentialités de pluralisme politique qui subsistent dans le nouveau régime « comme le démontre la prochaine mise en place du Conseil d'Etat, organisme législatif de la révolution, avec la participation des partis politiques, groupes religieux et forces syndicales engagés dans la reconstruction spirituelle et matérielle de la révolution nicaraguayenne ».

L'Internationale socialiste est engagée en Amérique latine dans la définition d'une troisième voie entre « les régimes de Pinochet et de Videla et le système de Castro », pour reprendre les termes utilisés par M. Mitterrand. Un « juste milieu » social-démocrate est-il viable ? Si la démocratie politique, réduite (ce qui n'est certes pas négligeable) à la tenue d'élections libres, est actuellement en cours de restauration dans certains pays (Bolivie, Pérou), l'expérience de tous ceux qui en bénéficient déjà n'est pas suffisante en matière de progrès de la démocratie sociale. L'Internationale socialiste n'est cependant pas un club de politologues préoccupés par la possibilité théorique à long terme d'un projet de société. A Saint-Domingue, elle a montré, en même temps que ses limites, son étonnante aptitude à « coller » à un terrain latino-américain mouvant où, pour elle, il s'agit davantage de parer au plus pressé, à la recherche du moindre mal, que de réaliser un socialisme démocratique dans lequel les sceptiques voient une véritable « mission impossible ».






# Films ethnographiques

**Curieux projet que celui poursuivi par le cinéma ethnographique. Un projet de collectionneur. Quels que soient les moyens utilisés (souvent pauvres, comme les sujets qu'il filme), c'est un inventaire qu'il s'agit de constituer. La prise d'images, qui va de pair avec une aventure ou une expédition, un exploit, avec un grand voyage, prend la réalité à témoin, si ce n'est en otage : ce qui n'est pas d'ordinaire visible sur un écran pourra l'être ; de ce qui est en voie de disparition une trace sera relevée et archivée, un reste au moins sera sauvé. Une survivance : il faut ce risque de disparition, cette menace de destruction pour pouvoir filmer. C'en est le corollaire.**

**Filmer quoi ? L'ailleurs, l'autre. L'inconnu et l'étranger. Modes de vie, coutumes, rites, visages lointains d'autres sociétés, d'autres cultures. Lointains mais peut-être proches (d'où quelques escroqueries patentes qui surent user du goût de l'exotisme pour parvenir finalement à aplanir les différences). La réalité devient matière à observations (voire à dissertations : il convient d'y ajouter du commentaire, pendant ou après). Mais, quelle réalité ? Et la question vaut pour l'ensemble du cinéma documentaire.**

**Est-elle observable à l'œil nu et ne fait-on en l'enregistrant que la reproduire purement et simplement ou bien le cinéma transforme-t-il aussitôt cette réalité puisque l'un et l'autre sont deux systèmes de signes ? De la réponse dépendent les clivages qui traversent le genre documentaire. Autrement dit, où est l'observateur, d'où filme-t-il ? Et cela d'autant plus que ce qui fascine l'ethnographie c'est à la fois que la réalité apparaisse impénétrable et que, ce continent inexploré, le film la découvre — sans se faire voir.**

« Montrer en premier plan un « sauvage » coupeur de têtes surveillant l'arrivée des Blancs implique forcément que l'individu n'est pas un sauvage puisqu'il n'a pas coupé la tête à l'opérateur. » **La formule est d'André Bazin. Dans un autre texte où il dénonce le pillage d'épaves et le trafic d'esclaves qui continuent par le truchement du cinéma d'exploration, il précise :** « La splendeur d'un document, sa poésie ne sont pas indépendantes de sa virginité. (...) La beauté n'est pas une excuse ni même une circonstance atténuante » **: elle peut ajouter, dit-il, au « crime », au « viol ». En rêvant d'une manière de filmer qui n'abîmerait pas la réalité, par la transparence parfaite de l'image (à la limite, grâce à la caméra invisible sur le modèle du bathyscaphe du commandant Cousteau), Bazin défendait, avec son fantasme du réel, une conception de la représentation parmi d'autres. Une position de principe, en fait, qui demeure au-delà de ses raisons intimes : la conviction que le cinéma est affaire de morale, encore plus lorsque c'est directement la réalité qui est en jeu. Tout n'est pas représentable. Tout n'est pas filmable.**

**La cause ethnographique ne légitime pas tout, ni même, bien entendu, le respect quasi sacré de la réalité soutenu par Bazin. L'ethnographie faisant de l'autre un objet d'analyse et d'observation (c'est pourquoi elle est loin d'exclure, délibérément ou non, la fiction), il est nécessaire d'aller plus avant. Du côté du contrat tacite ou explicite, exorbitant peut-être, passé entre ceux qui filment et ceux qui sont filmés. Leur image leur est-elle volée ou soustraite pour l'avantage du spectacle ou au nom de la connaissance, de la science, de l'information ? Montrent-ils au contraire la représentation qu'ils veulent donner, est-ce leur regard, leur parole qui s'inscrivent sur la pellicule, qui en ont le temps, et par quels détours, qu'attendent-ils en échange, ou vient-on prendre leur image comme des prises de chasse ?**

**Qu'est-ce qui est en cause là, en effet plus particulièrement qu'ailleurs ? Sinon la présence de l'autre, et son identité qu'on voudrait non pas imaginer, inventer, recomposer mais bien capter sur le vif, en cherchant à saisir son expérience hors de l'écran, l'opacité dans laquelle elle est perçue et dans laquelle elle est elle-même tenue. De quel droit, en somme, filmer ? C'est la question cruciale dont les films ethnographiques ne devraient jamais pouvoir se tenir quittes.**

**JEROME PRIEUR**

## « Images d'un doux ethnocide »

### *d'Arthur Lamothe*

LES mots d'intégration, d'assimilation sont certainement parmi les plus menteurs qui soient. Car nous savons aujourd'hui qu'ils sont pratiquement synonymes de destruction, de négation. Mais, bien sûr, destruction sans violence visible, négation déguisée sous les apparences du respect. Bref, l' « ethnocide doux » dont nous parle Arthur Lamothe.

Car qu'y a-t-il à intégrer, sinon la différence ? Eternel malentendu : si l'attachement des intégrés à leur différence, c'est-à-dire à leur identité, à leur autonomie, apparaît aux intégrateurs comme un refus de l'intégration, il n'y a, effectivement, pas d'intégration possible. Mais il n'y en a pas non plus si l'intégré renonce à sa différence : ou, si l'on veut, il n'y a plus à intégrer qu'un fantôme, une fiction d'individu, d'être vivant.

De la grande série qu'il a consacrée à la *Chronique des Indiens du Nord-Est du Québec*, Arthur Lamothe a extrait trois films, formant deux programmes distincts. Chacun de ces programmes traite d'une dépossession : celle de la langue — le montagnais, — celle du territoire. Dans les deux cas, la méthode employée est, naturellement, aussi conforme que possible aux règles de l' « ethnocide doux ».

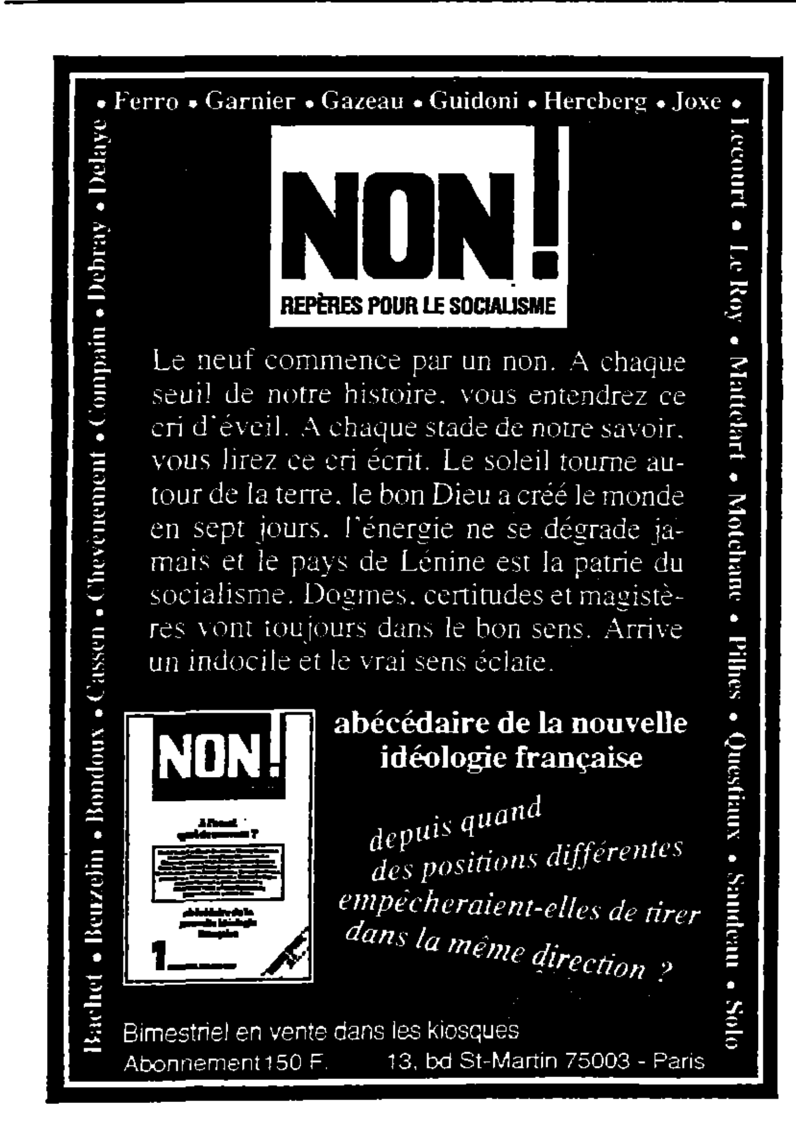
A l'école Notre-Dame de Schefferville, dans la réserve de Matimekosh, il n'est pas tout à fait interdit au jeune Montagnais de parler sa langue : mais il ne pourra le faire que grâce à l'initiative privée de quelques professeurs indiens, auxquels on concède un réduit sans fenêtres pour y installer leur classe. Réserve d'un autre genre, en somme. Quant au système scolaire, il préserve, en principe, l'égalité des chances : le jeune Indien, s'il dépasse le primaire, a toutes les chances, néanmoins, de se retrouver, avec ses frères de couleur, dans une classe pour « retardés », alors que les jeunes Blancs se retrouveront entre eux dans les classes dites « normales ». Un sociologue verrait là une tendance à l' « homogénéisation ».

Dans un autre film, Marcel Jourdain, de la réserve des Sept-Iles (on lui a pris, comme on voit, jusqu'à son nom), veut se rendre dans les territoires de chasse appartenant à sa famille par voie d'héritage. Mais, aujourd'hui, il y a une barrière : les terrains ont été concédés à la compagnie Québec-Cartier, filiale de l'U.S. Steel, et on a « oublié » les Indiens dans le contrat... De longues négociations seront nécessaires. Et nous retrouverons Marcel Jourdain, dans le troisième film, enseignant à son petit neveu l'art de construire des pièges à martres, des pièges à visons, ou celui des signes de piste. Merveilleuses scènes qu'aucun western, et pour cause, ne nous avait donné à voir... Mais scènes, déjà, du passé : la forêt est mise en coupe réglée par les multinationales, ce qui signifie fuite des animaux, et disparition de la seule source de revenus de l'Indien, condamné, s'il veut vivre, à la prolétarisation au sein de la civilisation urbaine et industrielle (autrement dit, le terme de l'intégration).

MONDE de la parole, monde du geste et du contact avec la nature : chacun des deux programmes a son style, en rapport avec le thème. Matière première du premier, la parole se déverse sur l'écran de façon torrentielle, litanique, répétitive (il y a quelque chose de désespéré dans cette verbosité, volontiers rieuse : on y perçoit comme le sentiment de la mort prochaine d'une langue). Le cinéaste s'efface totalement : c'est la parole qui dicte le rythme, le montage. Pas question de la récupérer : le spectateur est invité à rencontrer une pensée, un discours étrangers. Traduction simultanée, absence totale de commentaires, intertitres en langue montagnaise.

Dans le second programme, ce qui est montré, c'est le temps. C'est-à-dire les gestes, les actes dans leur durée vraie, non mutilée. Ce qui suppose et révèle cette profonde intimité du cinéaste avec celui qu'il a filmé. C'est là, du reste, l'un des secrets, peut-être le secret de la réussite du « direct » canadien : Maral Fournier est ici, pour Arthur Lamothe, ce qu'était un Alexis Tremblay pour Pierre Perrault.

CHRISTIAN ZIMMER.




### *Werner Herzog chez les Jivaros*

## Société indienne contre société de spectacle

LA « compania » ! C'est la Wildlife Film Peru S.A. Company, société péruvienne apparue à Iquitos en 1978, comme prête-nom de la Werner Herzog Film Produktion-Munich.

Mais les mythes aguarinas ne retiendront que le nom de la « compania », « Companiaski », puisque, comme tout combat, celui-ci a été vécu, actualisé et se perpétue dans la tradition orale. Point n'est besoin d'essayer de l'interpréter, même si ce conflit a été aussi mal compris que traduit par la presse et les intellectuels, au Pérou et à l'étranger. Les faits, les actes, parlent d'eux-mêmes : la souveraineté des communautés indigènes Jivaros sur leur territoire, à travers l'autorité et la représentativité de leur Conseil ethnique (le Consejo Aguaruna y Huambisa), vient d'être reconnue et entérinée par les autorités péruviennes. La répression ne s'est pas poursuivie contre les Aguarunas, après la destruction du campement de la Wildlife Film.

C'était bien là le seul débat important dans cette affaire : la première revendication des communautés Aguarunas et leur principal grief contre la « compania » — qui s'était installée sans leur autorisation et qui a persisté contre la volonté commune, bafouant ainsi la loi la plus progressiste en matière de terres indigènes — en Amérique latine.

Le débat juridique, qui fut, durant six mois, la spéculation essentielle en ce conflit étant clos, on peut se poser d'autres questions : pourquoi Werner Herzog, après *Aguirre* et avant les aborigènes d'Australie, venait-il tourner une « histoire » de Fitzcarrald chez les Jivaros de l'Amazonie péruvienne ? Pourquoi ceux-ci ont-ils refusé ?

Il n'a jamais été question, pour les Aguarunas, d'accuser Werner Herzog d'ethnocide ou de prétendre qu'il allait mettre leur culture en danger avec sa production cinématographique. De la même façon, ce dernier ne venait pas faire un film ethnographique sur les communautés Aguarunas, mais faire revivre un épisode spectaculaire de l'odyssée de Fitzcarrald, baron du caoutchouc, d'origine irlandaise, du début du siècle, dont la passion pour l'art et l'opéra lyrique, en particulier dans cet univers sauvage, l'avait fasciné. Même si Werner Herzog a pu dire qu'il ne s'intéressait à la communauté de Wawaim que pour sa situation géographique, entre les fleuves Cénépa et Maranon, et à la population Aguaruna uniquement en tant que figurants et main-d'œuvre « privilégiée », on peut penser qu'il avait été tenté de reproduire le mythe qu'il s'est forgé d'un Fitzcarrald dément, marginal, rêvant d'offrir l'« art », l'opéra lyrique aux barbares, aux sauvages et farouches indigènes. Si l'on écoute à ce niveau le mythe, la réputation des Jivaros en Occident, le choix des Aguarunas n'apparaît peut-être plus seulement géographique. Les faits l'ont prouvé, Werner Herzog ne s'est peut-être pas trompé — ou il n'aura trompé que lui-même — en choisissant ses interlocuteurs dans le Maranon Aguaruna.

Des tentatives tardives de dialogue ont été faites afin d'essayer d'associer les Aguarunas et le Conseil ethnique au projet (techniquement : scénario, décor ; et économiquement avec de nouvelles pacotilles : moteurs électriques, hors-bord, etc.).

Après d'autres tentatives de corruption, après les avoir calomniés, dénoncés, après avoir fait appel aux forces armées et policières pour imposer l'installation de la compagnie à Wawaim, la proposition était mal venue, traduisant, de surcroît, une incompréhension profonde de la dialectique indigène. Incompréhension qui frisait la provocation à vouloir associer les Aguarunas au nom de Fitzcarrald, et à ne vouloir traiter que les côtés les plus esthétiques et les passions les plus honorables de ce conquérant peu scrupuleux.

Si les Aguarunas ont pu associer le nom de Fitzcarrald à celui d'Herzog aussi facilement et interpréter l'objectif de la « compania » comme la célébration d'un *cauchero* de triste mémoire, ce fut peut-être à cause du mimétisme entre ces deux passionnés d'esthétisme, mais surtout à cause des parallèles inquiétants dans le type de moyens employés par les collaborateurs d'Herzog dans le Maranon : utilisation de la foule indigène comme travailleurs ou figurants, occupation identique du territoire par la domination technologique et économique — les hors-bord de 70 CV succédant aux « vapeurs », — comme dans un pays conquis : gardes armés, armes automatiques, protection militaire ou policière, pots-de-vin et caisses de bière, il ne manquait rien.

La blessure était faite ; ce sont les Aguarunas agressés qui réagissaient, pas des Indiens hébétés par un pouvoir technologique nouveau, « magique », même si cela a pu les désorienter un moment au début. Les tentatives de corruption, les calomnies et dénonciations de leurs leaders ont atteint la dignité aguaruna et huambisa dans sa totalité. Les Aguarunas ont chassé de leur territoire les travailleurs de la Wildlife Film en les ficelant dans leurs bateaux avec leur matériel, en incendiant leurs habitations, avec plus d'humour que de cruauté. En effet, le ridicule de cette situation — les travailleurs de la « compania » dotés de carabines modernes, se retrouvant « saucissonnés » sans un seul coup de feu par une bande d'Aguarunas armés surtout de leurs peintures de guerre et de leur détermination, plus que par leurs traditionnelles lances de bois et les véritables vieilles « pétoires » de l'époque de Fitzcarrald n'allait pas manquer de faire rejaillir sur eux tout le prestige et l'éclat de la victoire.

ILS consolidèrent ainsi l'unité ethnique et renouèrent les alliances perdues avec les métis et militaires qui avaient d'abord suivi la « compagnie ».

Toute l'histoire de l'équipe d'Herzog en Aguarunie peut se résumer entre ces deux dialectiques opposées : celle de l'alliance et de la puissance liées au prestige, à des relations de réciprocité inaliénables (non monétaires) des Aguarunas contre l'accumulation ; celle de l'alliance liée aux pouvoirs (notables), à l'argent (commerçants), à la force (police et militaires) de la Wildlife Film Company.

Il est certain que le personnage d'Herzog échappe à ce manichéisme qui fut celui de son équipe en général, dans la mesure où son incompréhension de ce qui se passait, ou surtout son indifférence, l'empêcha de considérer les Aguarunas autrement que ce que sa propre vision des choses lui dictait, en l'espace de trois ou quatre passages éclairs dans le Maranon. Echappant matériellement à ce manichéisme — les moyens ne semblent pas compter pour lui ou ne l'intéressent pas, seul compte le but — Herzog va bien au-delà, dans une attitude qui aura été interprétée par certains comme un égocentrisme torturé, et par les Aguarunas comme un mépris profond, désespéré ou non, conscient ou inconscient. C'est, en effet, Herzog le patron, le chef de la « compania », bref, l'homme occidental, qui se jugeait totalement responsable des erreurs et abus de ses collègues et employés. C'est le même homme qui refusait la responsabilité de ses actes et de ses choix à la totalité ethnique, organique, Jivaro, en cherchant à faire porter cette responsabilité par d'autres « ego », individus occidentaux étrangers...

Ethnocentrisme fanatique, ou bien stratégie pour s'attirer les faveurs de secteurs nationalistes créoles de gauche ou de droite et des autorités péruviennes, contre la parole et la souveraineté indiennes ainsi « manipulées » ? Les deux sans doute... et la machine aurait bien fonctionné si les alliances locales, voire nationales, n'avaient basculé en faveur de la dignité des Aguarunas et des Huambisas, communautés indigènes et péruviennes.

LES jeunes « guerriers » ou leaders de la résistance contre la Wildlife Film sont devenus tout naturellement les nouveaux délégués du conseil ethnique, s'étant imposés autant par leur vaillance et leurs qualités d'orateurs durant le conflit que par leur aptitude à intégrer et à utiliser les arguments juridiques nationaux. On retrouve la tradition Jivaro qui veut que n'apparaisse de « chef » qu'en temps de guerre, le pouvoir étant normalement dispersé entre autant de chefs de famille qui sont autant de centres de redistribution.

Ce sont ces mêmes guerriers modernes Aguarunas qui devront raconter l'histoire de la « compania » à la façon dont on raconte, joue et vit les mythes toujours réactualisés. Liés aux visions et rêves prémonitoires ou hallucinatoires, ces mythes, qu'ils soient chant, parole, danse, théâtre ou guerre, constituent le spectacle aguaruna — leur cinéma — un spectacle total, réciproque, qui est bien celui d'une totalité organique où l'on est à la fois acteur, spectateur et metteur en scène. Dans ces conditions, il n'y a plus besoin de caméra ni de projecteur. Dommage qu'Herzog n'ait pas su mieux offrir son Fitzcarrald, il aurait pu recevoir tout cela.

ERIC SABOURIN.
*ancien assesseur agricole du conseil aguaruna.*

### *Un faux documentaire*

## « FARÖ », d'Ingmar Bergman

PEU ou prou bergmanienne, la critique a traité *Farö, mon île* avec quelque dédain : est-ce parce que Bergman n'y parle que de la réalité, et la plus humble, et non des tourments de l'âme aux prises avec les mystères de l'au-delà ? Nous ne sommes par du tout sûr, en fait, que *Farö* ne soit qu'un « documentaire ». Nous serions plutôt tentés de le rapprocher d'un film comme le *Filming Othello*, de Welles.

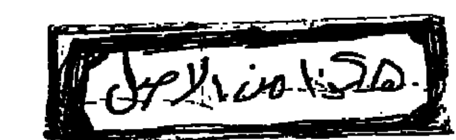
C'est bien, en effet, de son œuvre, de sa création que Bergman nous entretient ici. Mais, comme l'auteur de *Citizen Kane*, il les regarde, en quelque sorte, à l'envers. Il les retourne, il nous en dévoile l'autre face. Celle que le public ne connaît pas, qu'en principe il n'a pas à connaître. *Farö*, ce n'est pas un discours en marge, à côté des films de Bergman. C'est le même discours, mais déroulé en sens inverse.

Le film terminé, on comprend que Farö est, pour Bergman, beaucoup plus qu'un cadre, qu'un décor : c'est d'abord un symbole. Celui du secret de la création, et de la solitude de l'artiste. Celui de la protestation, aussi, contre un ordre social qui viole ce secret, et dérange sans cesse cette solitude. Farö, morceau de terre isolé du territoire national par la mer et les difficultés d'accès, c'est l'espace intérieur que le créateur voudrait préserver. Mais le tourisme et la stupidité bureaucratique — *Farö* est, au fond, le premier film « politique » de Bergman — ont déjà commencé leur travail destructeur.

Le regard du cinéaste est nostalgique : il ne peut s'empêcher de se détacher continuellement du présent, pour rêver aux origines de l'île, pour revenir en arrière et évoquer le passé de ses habitants. Ceux-ci, du reste, ont peut-être pris, à la création de l'auteur, une part plus grande encore que lui-même ne l'imagine : il a une dette à leur égard, et c'est de cette dette qu'il s'acquitte, en leur donnant la parole, en leur offrant l'écran pour dire leur vie, parfois toute simple, toute nue, parfois difficile, tragique (ce sont alors de véritables films dans le film : l'histoire de l'épicerie, celle des paysans dont la ferme a brûlé). On soupçonne, entre eux et le cinéaste, des liens plus profonds, plus mystérieux qu'on ne le supposerait. Et c'est en cinéaste que Bergman filme longuement — et remarquablement — la soirée du vieux paysan solitaire, la confection de son plat favori, son repas tranquille, l'arrivée de la nuit. La fiction n'est réellement présente que par quelques vestiges, quelques paysages, rencontrés par hasard par la caméra : une barque abandonnée, une grève, une crique tourmentée, qui nous rappellent tel ou tel film connu.

Mais cette pudeur même nous fait deviner que la réalité qu'a utilisée cette fiction a sans doute, en elle-même, beaucoup plus de prix pour le cinéaste, qu'on ne l'aurait cru : fiction et non-fiction se rejoignent, comme deux regards complémentaires portés sur une même réalité.

G. Z.



# les livres du mois

## « LA GAUCHE ET LA Ve RÉPUBLIQUE », d'Olivier Duhamel

**Par YVES FLORENNE**

CE livre est l'histoire d'un couple. Ou : comment un refus absolu, assorti d'une accusation de viol, aboutit à un mariage de raison tenu pour indissoluble. La gauche qui, par sa nature, son passé, ses principes, son éthique, ne peut, en mai 1958, que rejeter en bloc la conception de la Ve République, en vient aussitôt à une acceptation résignée, puis au ralliement (traversé de chassés-croisés), pour finir par la conversion pure et simple. Il est entendu que ce schéma s'applique au régime, non à son fondateur. L'adoption du premier avait d'ailleurs pour corollaire implicite l'élimination du second, par la nature des choses et sa propre nature à lui. On s'associait donc d'abord à l'élaboration des nouvelles institutions, puis on les défendrait en attendant et préparant le moment de revenir à leur lecture démocratique. La première condition étant que le président cesserait d'être un souverain — fût-il plus « constitutionnel », allégé de toute gloire, et privé de légitimité intrinsèque — pour n'être qu'un honnête homme moyen. Le portrait robot de ce modèle (après l'abdication volontaire de 1969) parut coïncider, un court moment, avec les traits du président du Sénat.

Cependant, quelqu'un avait écrit : « M. Herriot eut un mérite rare, il fut l'auteur de cette fameuse définition : le Français moyen. A force de vivre dans une honnête moyenne, les Français sont allés à Munich avec l'autre Edouard, le petit. Et Vichy fut la récompense amère de tous ceux qui, pour avoir refusé la grandeur, devaient être les premières victimes des exactions de la bassesse. » Le même écrit encore (en 1969, précisément) : « Un petit groupe de brigue et d'intrigue prit la responsabilité de briser l'espérance populaire... J'ai quitté la présidence... Les partis avaient au moins le plaisir de redevenir quelque chose par rapport à ce qui n'était plus rien. » Et le mémorialiste cite le modèle de tous mémoires, ceux d'Outre-Tombe : « Il y a des temps où l'on ne doit dépenser son mépris qu'avec économie à cause du grand nombre de nécessiteux. » Qui pensez-vous qui ait dit cela ? Non : c'est M. François Mitterrand.

En celui-ci, Olivier Duhamel n'a-t-il pas quelques raisons de voir le candidat le plus gaullien ? — jusque dans le langage, et peut-être la solitude. Conduite et représentée par lui, la gauche ne se révélait-elle pas comme l'héritière légitime ? L'histoire a de ces ironies. Il va toutefois sans dire que la gauche, à ses propres yeux et à ceux de l'observateur, ne saurait, sinon inconsciemment, se caractériser par le caractère d'un seul homme. Ne reste pas moins l'essentiel : la Ve République — et personne ne vit aussi bien et aussi tôt que M. Mitterrand, — régime majoritaire bipolaire, loin d'être le cadre à détruire, était le lieu même où, d'abord, pût s'unir la gauche ; où, ensuite, la prise du pouvoir par cette gauche unie devenait concevable, jusqu'à finir par apparaître à tout le monde comme assurée.

POUR que le second point fût vérifié comme l'avait été le premier, il n'a manqué que la mise à l'épreuve. Est-ce l'imminence de cette épreuve qui a provoqué la rupture de la gauche ? Ou n'y eut-il qu'une coïncidence, évidemment troublante ? Olivier Duhamel y trouve, en tout cas, l'occasion d'une analyse pénétrante du programme commun et d'un exposé particulièrement complet, rigoureux et « dramatique » du conflit présidentiel-parlementaire que portait en elle la victoire de la gauche aux élections législatives. Il résulte de cette étude que, contrairement à ce que croyait ou déclarait la gauche, et à ce qu'annonçait sombrement le président lui-même, la liberté d'action de la gauche eût été étroite, dans une alternance « douce ». Car ce n'est point par le Parlement que se conquiert le pouvoir, c'est par le président. On s'en doutait. Mais le régime, pour autant, ne perd aucun de ses avantages, bien au contraire. Si elle mit du temps à s'en aviser, la gauche en est désormais convaincue. Ainsi, promis en 1958 à sortir à peine de son berceau et, au besoin, à y être étouffé, l'enfant après avoir prouvé, pendant vingt ans, la robustesse de sa constitution, verrait s'ouvrir devant lui une longue vie : c'est que la « gauche a besoin de la Ve République pour survivre », comme « la Ve République a besoin de la gauche pour être démocratique ».

Telle est, à la fois, la conclusion générale et celle de la troisième partie du livre. Les deux premières développent et explicitent le schéma un peu cavalier que nous tracions au début. Aussi l'ouvrage se trouve-t-il être, dans sa trame, une histoire des idées constitutionnelles, notamment celles de la gauche historique (si tant est que, dans la période considérée, elle prit le temps d'en avoir), et chez certains esprits foncièrement de gauche, gaullistes néanmoins, et doublement hétérodoxes, comme René Capitant, qui a proposé, dans l'indifférence ou l'indisponibilité générales, une lecture de la Constitution qui eût fait de la Ve République un régime aussi nouveau qu'authentiquement populaire.

IL n'est guère permis de regretter que, dans cette histoire juridique et politique, la politique étrangère — puisqu'elle n'entrait pas dans le propos de l'auteur — ne soit évoquée que par des allusions d'ailleurs significatives. Elles concernent, en effet, les rapports de la gauche, beaucoup moins avec la Ve République qu'avec son fondateur. Or ces rapports se traduisaient par une convergence à laquelle la gauche se réfère volontiers aujourd'hui. Quant aux divergences, c'est au sein de la gauche même qu'elles se manifestaient : sur la forme juridique de l'alliance atlantique et sa pratique ; sur la défense de l'Europe ; sur l'arme nucléaire nationale, son objet, stratégique et politique, et ses objectifs au sens le plus précisément balistique.

On fera un mérite à l'auteur de s'attacher à se détacher de ses inclinations propres, ce qui confère à l'ouvrage une grande sérénité scientifique. Son âge l'y aide : il n'était pas né aux temps du gaullisme héroïque, et à peine quand naquit la Ve République. N'étant pas encombré de mémoire, il peut ne l'être pas de passions. Disons-le : il est rare qu'un si gros livre, sur de telles matières, et imprégné de l'esprit qu'on vient de noter, soit d'une lecture si constamment excitante.

* *La gauche et la Ve République* d'Olivier Duhamel, PUF, Paris, 1980, 592 pages.

## AFRIQUE

**YEAR OF FIRE, YEAR OF ASH, THE SOWETO REVOLT : ROOTS OF A REVOLUTION ? — Baruch Hirson.**

★ Zed Press, Londres, 1979, 330 pages.

Physicien blanc sud-africain, militant contre l'apartheid, Baruch Hirson a passé neuf années en prison et vit aujourd'hui en exil. Il analyse dans cet ouvrage nourri de textes et de documents la révolte des lycéens et étudiants noirs d'Afrique du Sud en 1976 et 1977, révolte dont il se demande à quelles conditions elle pourrait être la répétition générale d'une révolution victorieuse.

Dans une première partie, il montre la longue histoire des révoltes scolaires en Afrique du Sud et le rôle joué par les grèves ouvrières de 1973 et 1974 dans le réveil de la résistance africaine. A ses yeux, les mouvements étudiants et les mouvements ouvriers se développaient parallèlement sans se rencontrer.

Etudiant de façon très fouillée les événements et les prises de position des différents acteurs sociaux à partir du 16 juin 1976, l'auteur rend hommage au courage et à l'esprit de sacrifice de la « génération de Soweto », mais il se montre très critique pour la philosophie de la « Conscience noire » qui a empêché, selon lui, les leaders étudiants d'analyser de façon réaliste la nature de l'Etat sud-africain et les rapports de classes qui la sous-tendent, les privant ainsi d'une stratégie à long terme. Il indique le rôle joué par les cellules clandestines du Congrès national africain (A.N.C.) dans la politisation des élèves de l'enseignement secondaire (qui forment un groupe beaucoup plus nombreux que celui des étudiants proprement dits) dont l'organisation, la S.A.S.M. (South African Students Movement) était loin d'être à ses yeux une simple filiale de l'organisation étudiante S.A.S.O. (South African Students Organisation). Le « sommet » du mouvement se situe, selon lui, aux mois d'août et de septembre 1976 lorsque, à plusieurs reprises, les mots d'ordre de grève lancés par les étudiants ont été suivis par des centaines de milliers de travailleurs, Africains et métis. Mais le niveau d'organisation et les perspectives de « mobilisation » des masses restaient encore insuffisants pour réussir à paralyser l'économie sud-africaine et à s'opposer victorieusement à la formidable machine répressive. Tous les mouvements de la « Conscience noire » sont aujourd'hui interdits et un grand nombre de militants ont pris le chemin de la prison ou de l'exil.

Pour Baruch Hirson, une meilleure compréhension de la nature des forces en jeu (on notera ici une critique discrète de l'A.N.C., dans une perspective trotskiste) et une analyse plus précise et plus rigoureuse de la société sud-africaine sont des contributions que les exilés peuvent apporter à ceux qui mènent, à l'intérieur du pays, le combat décisif.

A. M. G.

**POLITICS AND PUBLIC POLICY IN KENYA AND TANZANIA. — Sous la direction de Joël D. Barkan et John J. Okumu**

★ Praeger, « Praeger special studies », New-York, 1979, 300 pages.

Le Kenya et la Tanzanie sont plus souvent opposés l'un à l'autre que rapprochés : ils représenteraient, en Afrique orientale, la tentation capitaliste ou l'inclination socialiste ; la dépendance ou la volonté de compter sur ses propres forces ; la réussite ou l'échec, attribués d'ailleurs à l'un aussi bien qu'à l'autre suivant le point de vue de l'observateur-arbitre. Joël Barkan, John Okumu et leurs collaborateurs, qui tous ont enseigné ou enseignent en Afrique orientale, refusent ce manichéisme : ils ont choisi de comparer, donc de tenir compte aussi de ce qui, dans les deux cas, est semblable, et de comparer en fonction des objectifs que se donnent les gouvernants des deux pays. Il en ressort un tableau plus nuancé, et plus vrai qu'à l'ordinaire, car le Kenya et la Tanzanie ont finalement beaucoup en commun : la colonisation et les colonisateurs, une relative pauvreté naturelle, des politiques proches dans les années qui suivirent l'indépendance ; bref, une base concrète assez semblable sur laquelle se sont érigées des volontés idéologiques divergentes. Mais la transformation de la réalité n'est pas toujours à la mesure du projet et les problèmes de mutations sociales qui en découlent se retrouvent largement similaires.

Il n'en reste pas moins que, avec leurs succès et leurs échecs, les deux pays diffèrent, d'autant plus que sont opposés leurs buts : d'un côté, au Kenya, une croissance rapide primant sur les inégalités ; de l'autre, en Tanzanie, un égalitarisme inachevé reposant sur une distribution plus équitable de la croissance. Face à ces deux définitions du développement subsiste aujourd'hui encore une pauvreté immense rendue explosive au Kenya par suite de la pression démographique ; attaquée, mais non vaincue, en Tanzanie. C'est à cette aune — l'éradication réelle de la misère — que doivent être jugés l'un et l'autre régimes.

D. M.

**THE POLITICAL ECONOMY OF UNDERDEVELOPMENT DEPENDANCE IN SENEGAL. — Rita Cruise O'Brien (Editor).**

★ Sage Publications, Beverly Hills, 1979, 278 pages.

Cet ouvrage présente les problèmes actuels du Sénégal sans le vernis hypocrite de l'éloge rituel du poète-président, de la négritude et de la démocratie « à la sénégalaise ». Ouvrage d'autant plus rare que, à une exception près (le Sénégalais B. Barry, il est le fait de spécialistes... anglophones. Introduit par deux études historiques qui démontrent la richesse de l'histoire sociale et économique de la Sénégambie (B. Barry sur le Waalo et M. Klein sur le Sine-Saloum), le livre propose ensuite des mises au point qui sont autant d'analyses théoriques. R. Cruise O'Brien rappelle l'importance économique et politique des Français et des Libanais et les limites de l'africanisation. C. Gerry, M. Mackintosh et D. Cruise O'Brien présentent quant à eux l'évolution des secteurs artisanaux et « informels », industriels et agricoles au cours des dix dernières années. Enfin O. Le Brun offre une perspective critique des politiques d'enseignement qui révèlent à leur façon une lutte des classes. Une longue bibliographie analytique sur la dépendance clôt cet ouvrage à la fois de réflexion et de référence. — J. C.

**LA REPUBLIQUE ALGERIENNE, DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE. — Bernard Cubertafond**

★ PUF, Paris, 1979, 244 pages.

Juge-t-on quelqu'un sur ce qu'il dit ? Sans doute n'est-il pas inutile de l'écouter, et B. Cubertafond ne s'en prive pas : des accords d'Evian (1962) à la Constitution de 1976, il n'est pas un document de quelque importance que son livre ne contienne. C'est, à ce titre, un bon instrument de travail ; mais le travail, justement — c'est-à-dire la mise en forme de ces matériaux — reste à faire. Car l'auteur a beau citer d'autres sources, plus critiques, il ne parvient pas à se dégager du postulat qui inspire sa démarche et qui consiste à décrire une réalité à partir de son reflet idéologique tel que le renvoient les textes officiels : « *Le pays une fois indépendant ne pouvait être que socialiste, puisque l'adversaire était capitaliste.* » Peut-être ; encore faudrait-il le démontrer. Parle-t-il en son nom, ses propos sonnent encore plus creux : ne craint-il pas, par exemple, que l'Algérie de demain ne mette « *en cage les enfants et les fous* », ou ne perde « *le sens du don gratuit, la sérénité devant l'épreuve et la soumission à l'inévitable* » ?

M. T. M.

**COLONIALISTES, AFRICANISTES ET AFRICAINS. — Alf Schwartz.**

★ Nouvelle Optique, Montréal, 1979, 108 pages.

Dans un essai très pertinent sur l'africanisme contemporain, l'auteur passe en revue les critiques libérales puis « radicales » (au sens anglo-saxon du terme) de ces dernières années et nous en montre très franchement les limites qui tiennent, selon lui, à la nature même de la science occidentale. Les critiques personnelles ou idéologiques ne remettent guère en question le socle épistémologique qui a permis non seulement l'anthropologie des autres mais plus généralement toutes les sciences sociales. Les « biais ethnocentriques de la connaissance » concernent également les Africains : mimétisme ou anti-impérialisme sommaire ne règlent par le fond du problème, car « *la surestimation doctrinaire et dogmatique des facteurs exogènes à la société africaine (...) peut conduire à une sous-estimation systématique des acteurs et des forces domestiques* ». Le dépassement dialectique, le décloisonnement des connaissances et des points de vue est plus difficile à formuler : la révolution à mener n'est pas seulement épistémologique, elle doit être aussi politique et pratique. On pourra compléter la lecture de cet essai par celle des contributions par discipline publiées dans la *Revue canadienne des études africaines* (vol. 13, 1-2, 1979) et portant sur l'anthropologie, l'histoire, la démographie, la science politique, la philosophie, etc. (A. Schwartz revenant quant à lui sur la sociologie). — J. C.

## AMÉRIQUES

**LES INDIENS DU CANADA. — Sabine Hargous.**

★ Editions Ramsay, Paris, 1980, 189 pages.

Canada et Québec ; francophones contre anglophones : à prêter attention aux péripéties visibles de la politique officielle, trop souvent l'observateur oublie — ou ignore — une autre réalité, non moins fondamentale, de ce vaste pays. Fort opportunément, dans un livre solidement documenté et étayé par des observations directes, Sabine Hargous comble cette lacune.

Pour l'auteur, les Indiens du Canada sont avant tout un peuple en lutte pour sa survie. Observatrice passionnée, Sabine Hargous commence par raconter la « tragédie silencieuse » des aborigènes du continent américain, trompés par des « pillards venus d'Europe ». Mais seules les méthodes ont changé au cours des siècles. Aujourd'hui, dans la course effrénée aux ressources énergétiques, les autorités canadiennes ne font que suivre l'exemple des colonisateurs en refusant obstinément de reconnaître à l'Indien le droit à la différence. En violant même, au besoin, les dispositions de lois antérieures reconnaissant les droits inaliénables des Indiens sur leurs terres de réserve.

De l'« arrachement » à la « survie », l'auteur aborde dans les deux premières parties les conceptions du monde des Indiens canadiens et leur quête passionnée d'une nouvelle redéfinition face à l'agression permanente de la société moderne. C'est la dénonciation d'un système colonial qui se perpétue sous couvert d'aide et de volonté d'intégration nationale, aggravé par un refus systématique d'accepter l'Indien comme un égal.

La troisième partie est consacrée à la « résistance ». Cependant, en détaillant les formes de lutte et la prise de conscience des Indiens, Sabine Hargous va plus loin et pose en filigrane des problèmes de société qui n'affectent pas uniquement le Canada : le rôle des entreprises transnationales, une politique aberrante de déboisement, l'empoisonnement des rivières au mercure par les grandes scieries, la destruction de l'équilibre naturel et la pollution de l'environnement sont autant de cas précis évoqués pour compléter un tableau différent du Canada classique. — J.-C. B.



**LE GUATEMALA ET SES POPULATIONS. — J.-C. Buhrer et C. Levenson.**

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1980, 214 pages.

Jean-Claude Buhrer et Claude Levenson n'ont pas seulement écrit un ouvrage concis, et fort bien documenté, sur le Guatemala, le plus complet du genre. Ils ont su faire revivre l'histoire précolombienne, en rappelant que les descendants des peuples qui forgèrent d'étonnantes civilisations, avant l'arrivée des Espagnols, sont aujourd'hui exclus de leur société. On ne l'aura jamais assez dit : « *Le soi-disant Nouveau Monde a eu sa propre histoire, bien avant l'Europe sans doute, et en tout cas aussi exaltante pour l'esprit humain.* »

Les auteurs consacrent ainsi une part importante, essentielle même, de leur étude à l'histoire passée et présente de ces peuples indigènes. Malgré quatre siècles d'empreinte espagnole, ceux-ci continuent à parler leurs langues et à garder, dans bien des cas, leurs structures communautaires, la famille restant le pilier fondamental de la vie sociale au village. Dans une société dominée par la classe minoritaire des *ladinos*, d'ascendance européenne, les premières victimes du système d'exploitation économique sont les paysans indigènes. Longtemps passifs, ils commencent pourtant à redécouvrir leur identité. A l'heure où les forces démocratiques et révolutionnaires guatémaltèques mettent en péril le pouvoir de l'oligarchie et des militaires, en place depuis 1954, c'est un événement significatif.

Agrémenté de cartes et de statistiques, abondamment illustré de surcroît, cet ouvrage est sans aucun doute un outil fondamental pour la connaissance du Guatemala. Il mérite d'être diffusé et traduit. — E. B.

## SOCIÉTÉ

**DOSSIER E... COMME ESCLAVES. — Jean Benoît**

★ Editions Alain Moreau, Paris, 1980, 382 pages.

« *Ma thèse est que les travailleurs immigrés sont une nouvelle sorte d'esclaves* » : si cette affirmation — qui ouvre le livre de J. Benoît — paraît excessive à certains, qu'ils regardent la réalité et, pour mieux la voir, qu'ils étudient, tout d'abord, le meilleur dossier qu'on ait jamais publié sur la question. Rigueur et justesse du ton, richesse et précision de l'information, pertinence d'une analyse qui met à nu les mécanismes de l'exploitation et les ressorts de l'exclusion, ces qualités font de cet ouvrage un instrument de travail de première main.

Elles en font, aussi, un document d'une accablante vérité. Logement (« *pour bétail humain* », précise le titre d'un chapitre), conditions de travail (les immigrés — moins de 11 % de la population salariée, — fournissent de 22 % à 50 % des blessés et des morts), santé (c'est-à-dire maladies et troubles psychosomatiques), solitude sexuelle et isolement culturel (une dizaine de mosquées, en France, pour deux millions de musulmans), racisme (en annexe, l'ouvrage présente une chronologie des crimes racistes commis dans l'Hexagone entre 1970 et 1979 : dix pages pleines, en petits caractères), — ce dossier est un nouveau *J'accuse*. Sans élever le ton — les faits suffisent, — J. Benoît dévoile ici le vrai visage d'une société qui proclame son attachement aux principes de la « civilisation ».

M. T. M.

## EUROPE

**DES SOVIETS AU COMMUNISME BUREAUCRATIQUE. — Marc Ferro.**

★ Editions Gallimard-Julliard, coll. « Archives », Paris, 1980, 265 pages.

La révolution d'Octobre est-elle le résultat d'une stratégie maîtrisée ? Cette question se trouve à l'origine de la réflexion de Marc Ferro. Pour lui, répondre par l'affirmative « *revient à bolchéviser l'histoire* ». Les documents qu'il présente et commente dans ce livre insistent, au contraire, sur le poids des circonstances, de la tradition et des facteurs incontrôlés : par exemple, le centralisme et la détérioration de la pratique démocratique, antérieurs au renversement du tsar, et russes avant d'être socialistes. Ces conditions se sont ensuite développées à la faveur de luttes révolutionnaires confuses où l'affrontement des classes n'aurait pas été aussi net que les marxistes académiques le prétendent, le prolétariat ayant éclaté en diverses organisations concurrentes. Le pouvoir devait donc revenir à la force. Bien plus qu'un projet théorique ou que la volonté des dirigeants, ce sont les événements qui imprimèrent sa forme bureaucratique et autoritaire à l'Etat. En mettant en évidence cet aspect des origines de la société soviétique, ce livre permet aussi de mieux comprendre sa structure actuelle. — J.-P. A.

**LES PRISONNIERS D'OPINION EN U.R.S.S. — Amnesty International**

★ Editions Mazarine, Paris, 1980, 310 pages.

L'un regrette, en conversant avec un ami, la rigueur d'un verdict qui vient de frapper un défenseur des droits de l'homme ; tel autre, lors d'une réunion familiale, critique les défaillances du circuit d'approvisionnement ; un troisième se plaint, dans une correspondance privée, de ne pouvoir voyager à l'étranger : inculpés de « propos antisoviétiques », tous trois, peu après, se retrouvent en prison ou dans un camp. Le dossier que publie Amnesty International abonde de pareils exemples — qui dépassent, très largement, le cas des dissidents : si les contestataires actifs (politiques) sont peu nombreux, les victimes de l'arbitraire se comptent par centaines de milliers : même la foi religieuse, même des opinions personnelles peuvent passer pour des symptômes de maladie mentale et priver un citoyen de sa liberté.

Examinant — faits, dates, noms à l'appui, — les conditions d'arrestation, de jugement, de détention ou de « traitement » de « *ceux qui pensent autrement* », Amnesty International jette un nouveau cri d'alarme : loin de diminuer, la violation des droits de l'homme, en Union soviétique, se durcit et s'amplifie.

M. T. M.

**UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE. — José Borras.**

★ Chez l'auteur, 41, rue Camille-Desmoulins, 31400 Toulouse, 1980, 104 pages.

Qu'on ne s'y trompe pas : la forme « gaullienne » du titre ne préjuge pas du fond. Au contraire, par ce petit ouvrage, José Borras entend démontrer la nécessité d'une Europe fédérale et socialiste car « *la Nation souveraine*, dit-il, *loin de jouer un rôle d'attraction vers l'unité européenne, sert de repoussoir à celle-ci. Ainsi donc, au lieu de parler de l'Europe des nationalités, on devrait plutôt parler des nationalités de l'Europe* ». Reprenant l'histoire des tentatives en ce sens depuis le Moyen Age, l'auteur s'emploie, sur un ton militant, à convaincre que l'indépendance de la région n'a pas d'autre voie. — J.-P. A.

## PROCHE-ORIENT

**LA MÉDITERRANÉE SANS LES GRANDS ? — Charles Zorgbibe**

★ Presses Universitaires de France, Paris, 1980, 169 pages.

Dans sa forme interrogative, le titre recoupe l'une des revendications constantes de la plupart des pays au sud de la Méditerranée, comme celles de certains partis progressistes au nord. C'est pourquoi « *la Méditerranée orientale apparaît comme le microcosme du monde d'aujourd'hui, au carrefour des tensions Est-Ouest mais aussi Nord-Sud* », souligne très justement l'auteur.

Toutefois, la question fondamentale dont traite cette étude, menée dans le cadre du programme de recherche financé par le département de l'information de l'OTAN, concerne le rôle des Deux Grands dans la sécurité de la Méditerranée : exclusion ou modération ? Le professeur Charles Zorgbibe analyse cette double hypothèse sur la base des deux conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des doctrines (Kissinger et Carter) qui sous-tendent l'attitude des Grands dans la phase postérieure à la guerre d'octobre 1973.

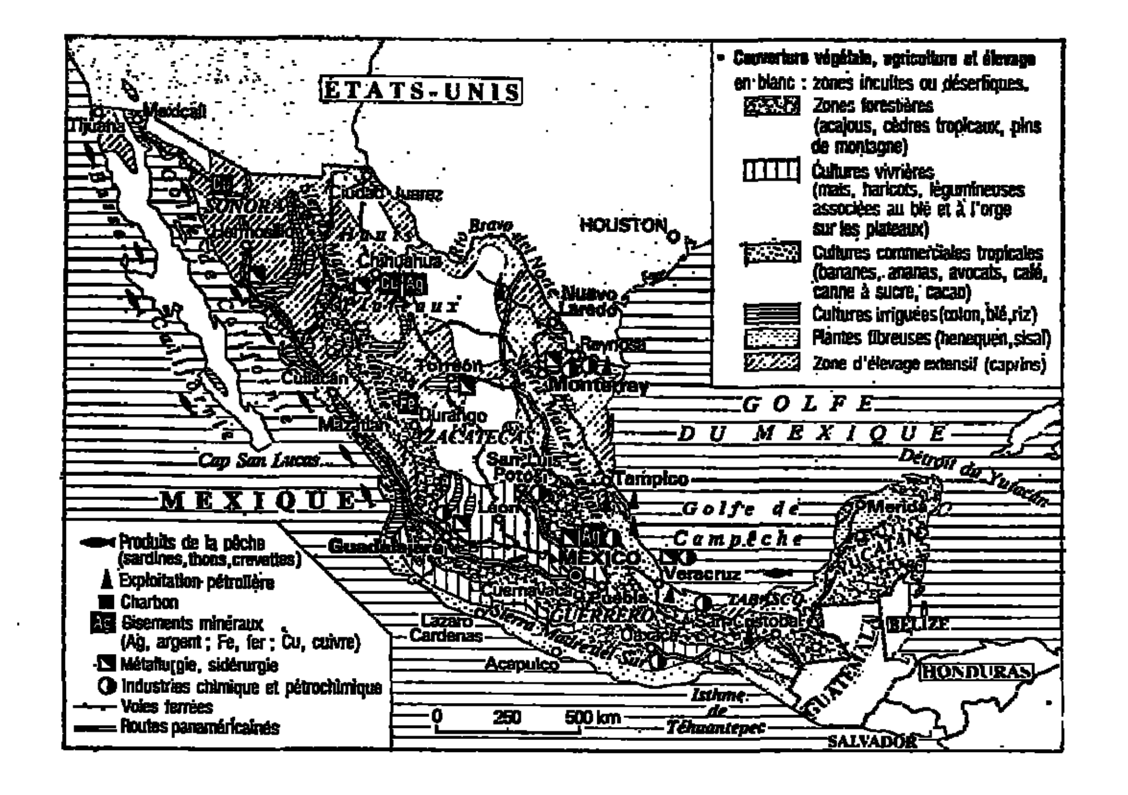
Après avoir considéré les enjeux et les risques que ces situations locales font périodiquement peser sur l'équilibre international, l'auteur avance trois propositions pour tenter d'assurer la sécurité et la coopération en Méditerranée. Et d'admettre que, quelles que puissent être les tentatives, la question méditerranéenne demeurera « *encombrante* » tant que subsistera comme préalable « *le règlement — voire un début de règlement — du conflit du Proche-Orient* ». Ce dernier n'implique-t-il pas, à son tour, une amorce de solution aux tensions Est-Ouest, et surtout Nord-Sud ? Dans l'optique développée par l'auteur, l'étape entamée par les accords de Camp David constituerait cependant un espoir.

M.-O. A.

● LA FRANCE ET LE TIERS-MONDE : Michel Beaud, Gérard de Bernis et Jean Masini ont réuni dans cet ouvrage les principales interventions de chercheurs (comme Christian Palloix, Jean-Marie Chevalier ou Samir Amin) et de représentants du monde syndical et des partis de gauche français, lors d'un colloque organisé à Vincennes, en 1978, par l'Association des économistes du tiers-monde. (Presses universitaires de Grenoble, 1979, 351 pages.)

● BRITAIN 1980, AN OFFICIAL HANDBOOK : trente-troisième édition de l'annuaire publié par l'Office central d'information du gouvernement britannique. Les structures de l'Etat, ses institutions, l'économie, les sciences, la culture et les sports y sont présentés en des chapitres documentés (avec cartes, tableaux statistiques et biographie). Her Majesty's Stationery Office, Londres, 1980, 487 pages.)

# MEXIQUE




## Oasis de croissance

En trois ans, le Mexique est devenu un pays qui compte parmi les puissances pétrolières de la planète, et son importance ne va cesser de croître dans les années qui viennent, bien qu'il se refuse à adhérer à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et que le président Lopez Portillo ait réaffirmé, le 18 mars 1980, une politique pétrolière basée sur l'exploitation raisonnable (environ 2,5 millions de barils par jour) et une exportation limitée à 1,1 million de barils par jour.

Les réserves prouvées de pétrole, selon le président de PEMEX, M. Diaz Serrano, s'élèvent, en effet, à 50 milliards de barils, et les experts de la société nationale pensent que ce chiffre est encore modeste, compte tenu des explorations effectuées actuellement dans le nord-ouest du pays. D'autre part, les capacités de production et de raffinage sont suffisantes pour permettre une hausse plus significative. Telle était d'ailleurs la thèse des dirigeants de PEMEX et de plusieurs conseillers de la présidence. C'est la prudence qui l'a emporté, le président Lopez Portillo estimant et répétant que la « capacité digestive » de l'économie mexicaine n'est pas illimitée et qu'un afflux trop important de pétrodollars aurait des effets plus négatifs que positifs.

Il reste que la dynamique propre de l'effort fantastique engagé par PEMEX (15 milliards de dollars d'investissements dans l'industrie pétrolière), les pressions extérieures, particulièrement nord-américaines, en faveur d'une hausse plus sérieuse de la production mexicaine, ainsi que les besoins propres du pays pour son marché intérieur et le financement de son développement, vont dans le sens d'une accélération de la production. Le vrai problème qui se pose, et va se poser de plus en plus, aux dirigeants mexicains est de savoir comment résister à cette dynamique dont ils redoutent avec raison les périls.

A court terme, la progression encore raisonnable et limitée de la production pétrolière mexicaine favorise une diversification accrue des exportations, et donc une moins grande dépendance à l'égard des Etats-Unis, principal partenaire. Elle permet de dresser des plans à long terme, dépassant la simple limite d'un mandat présidentiel normal, et de tenter de mieux équilibrer la redistribution des revenus. Il est clair, en effet, que le redressement économique de ces trois dernières années a été globalement payé par les travailleurs. Leur pouvoir d'achat a baissé d'environ 40 %. Le chômage se maintient à un taux préoccupant. L'exode rural, conséquence de structures agraires dépassées, se poursuit et nourrit excessivement des villes déjà géantes et presque incontrôlables. en particulier Mexico qui compte aujourd'hui quinze millions d'habitants. C'est donc sur le social que le président Lopez Portillo entend mettre l'accent pendant les trois dernières années de son mandat, et il compte, bien entendu, sur la manne pétrolière pour réussir.

M. N.

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## «Nous restons fondamentalement solidaires des nations du tiers-monde»

### *nous déclare M. Jorge Castaneda*

« *Personnellement, je ne pense pas que le Mexique soit déjà une puissance pétrolière...* » M. Jorge Castaneda, ministre mexicain des affaires étrangères, qui nous reçoit dans son bureau panoramique au dix-neuvième étage du ministère qui domine la place des Trois Cultures, doublement célèbre, et toute la capitale, pratique très diplomatiquement la discrétion qui est de règle actuellement dans les milieux dirigeants mexicains.

Alors que le Mexique — avec 50 milliards de barils de réserves de pétrole prouvées selon M. Diaz Serrano, président de la PEMEX — est en passe, d'ici à 1982, de devenir l'un des pays pétroliers parmi les plus importants du monde, le gouvernement préfère pour le moment employer la pédale douce et faire montre de modération, tout en réaffirmant sa ferme intention de négocier « durement » avec les Etats-Unis, et les autres clients potentiels.

« *Le pétrole est un instrument politique* », dit M. Castaneda. « *Comme le président Lopez Portillo l'a déjà indiqué*, ajoute-t-il, *c'est un instrument légitime qui peut aider au développement de la nation. Il est évident qu'un pays qui possède du pétrole actuellement a plus de moyens d'action que les autres. Mais le pétrole n'est pas tout. La Suisse, le Brésil ou l'Inde, qui n'ont pas de pétrole, sont quand même des puissances...*

— Le Brésil a une dette extérieure encore plus lourde que la vôtre et il doit expérimenter de nouvelles formes d'énergie alors que vous disposez de réserves considérables de pétrole.

— *C'est un pays vers lequel nous nous tournons car il y a de nombreux terrains sur lesquels nos deux pays peuvent coopérer étroitement. Par exemple, ils ont du minerai de fer, ce qui est assez rare. Il y a peu de pays qui en ont : le Brésil, la Suède, la Mauritanie.*

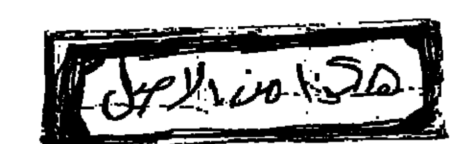
*» Nous-mêmes nous aurons un goulot d'étranglement dans cinq ou six ans avec le minerai de fer. Par conséquent, nous pouvons développer ensemble nos ressources, transformer leur minerai de fer en « pellets » dans une usine qui fonctionnera au Mexique avec du gaz mexicain, et qui sera ensuite transformé en acier également par le procédé de réduction au gaz. Les négociations sont déjà bien avancées. Nous avons l'énergie, ils ont le minerai, et peut-être que par les bateaux avec lesquels ils nous envoient leur minerai de fer, nous pourrons leur envoyer du pétrole. D'après les Suédois, cette technologie existe déjà.*

— Votre position pétrolière, pour ne pas parler de votre « puissance », ne modifie-t-elle pas votre pratique de la diplomatie ? vos relations internationales ?

— *Il est toujours exact jusqu'à un certain point que nous voyons dans l'Europe un élément de contrepoids pour éviter une dépendance économique trop accentuée à l'égard des Etats-Unis, et également une dépendance politique, car les deux aspects sont toujours liés. Mais les réalités ne changent pas d'un jour à l'autre, c'est évident. Nous autres, nous avons l'intention d'établir des contacts plus importants dans le domaine politique avec un groupe de pays que nous pourrions considérer ou qualifier de puissances moyennes — indépendamment du camp auquel il appartient.*

(Lire la suite page 22.)





# «Solidaires des nations du tiers-monde»

*(Suite de la page 21)*

*Pourvu que ces pays aient certaines caractéristiques, qu'ils aient un certain poids spécifique sur la scène internationale. Des moyennes puissances qui se seront manifestées par une politique indépendante des pays, tels que la Yougoslavie, la Suède, le Canada, l'Algérie, l'Inde, le Brésil, peut-être la Roumanie. Ils peuvent appartenir au camp socialiste, ils peuvent faire partie des pays occidentaux capitalistes, ou du tiers-monde.*

*» Je me rappelle qu'aux Nations unies les initiatives les plus fructueuses dans le domaine du désarmement étaient présentées par le bloc des pays non alignés. La Suède, la Yougoslavie ou le Mexique, sont ceux qui poussent le plus vigoureusement à lutter pour un nouvel ordre économique international.*

— Il s'agit d'une esquisse de rupture du schéma classique du conflit entre les puissances industrielles du Nord et les pays en voie de développement du Sud.

*— Dans une certaine mesure il faut chercher d'autres formules de coopération. Les schémas traditionnels se modifient rapidement. Vous voyez vous-même qu'il y a vingt ans le schéma était Est-Ouest, ensuite il est devenu Nord-Sud ; mais il s'agit là d'une conception très linéaire, caricaturale. Maintenant, le tiers-monde est aussi en train de devenir caricatural, car il existe une telle hétérogénéité qu'il faut envisager d'autres formules d'association et de coopération dans le domaine politique et économique.*

— Avez-vous noté une différence dans le comportement des Etats-Unis à votre égard depuis trois ans ?

*— Je crois pouvoir dire que oui ; on a noté jusqu'à un certain point une nouvelle attitude basée sur les réalités. Ils savent que le Mexique a la possibilité de s'opposer, qu'il a de meilleures cartes de négociation ; d'autre part, comme nous le savons tous, les Américains sont très réalistes pragmatiques et, pour cette raison, ils ont dû eux-mêmes changer d'attitude.*

*» Cependant vous voyez bien qu'ils ont récemment adopté des attitudes très traditionnelles de grande puissance qui agit et fait sentir tout son poids et qui voudrait que tous les pays amis agissent comme eux : Jeux olympiques de Moscou, sanctions économiques contre l'Iran. Et finalement, trois semaines après avoir demandé, ils abandonnent. De sorte que s'ils ont en partie changé, en partie ils continuent. »*

— Pendant le gouvernement Echeverria, le Mexique projetait à l'étranger l'image d'un pays préoccupé par les problèmes du tiers-monde. Qu'elle est à votre avis l'image du Mexique sous le gouvernement de M. Lopez Portillo ?

*— Nous avons profondément conscience de la solidarité naturelle qui existe entre les pays du tiers-monde. On a peut-être exagéré ici ou là, mais cela correspond fondamentalement à une catégorie de pays qui ont bien certaines aspirations, certains problèmes en commun et qui cherchent certaines solutions. Nous avons pleinement conscience que le Mexique en fait partie. Nous pensons effectivement à une solidarité naturelle que nous désirons utiliser pour des objectifs communs. L'un d'entre eux, le plus logique, est la lutte pour renforcer les différents éléments d'un nouvel ordre économique international.*

*» Le président Lopez Portillo l'a dit. Je crois qu'il est indispensable que nous prenions conscience de la nécessité de passer d'une époque avec une économie basée sur les hydrocarbures, sur le pétrole bon marché, comme c'était le cas avant, à une étape d'énergies renouvelables et réussir ce passage de façon pacifique. Les convulsions et la faim seront telles dans dix ans que cela peut aboutir à une catastrophe, à une guerre. Donc, un des éléments-clés est la question de l'énergie. On ne peut pas la traiter de façon isolée, mais dans le cadre d'un ensemble : mettre un certain ordre dans le système monétaire international qui est complètement désordonné, le commerce, les transferts de technologie, ce qui est de plus en plus important pour les pays en voie de développement.*

*» Ce qui a changé peut-être entre l'administration actuelle et l'administration précédente — en ce qui concerne le tiers-monde — c'est le fait que cette administration est plus rigoureuse dans ses jugements et n'utilise pas — parce qu'elle n'en a pas besoin — de moyens gratuits et irritants. Je crois que le Mexique est maintenant un pays suffisamment mûr pour préserver, d'abord, son indépendance, ensuite, sa solidarité avec tous ces pays, mais sans irriter gratuitement d'autres pays tels que les Etats-Unis. Mais nous avons la même conscience qu'auparavant de notre solidarité avec le tiers-monde. Nous restons fondamentalement solidaires.*

## *Le rôle de Cuba*

— Quel rôle, selon vous, joue Cuba en Amérique centrale ?

*— Nous savons qu'au Nicaragua Cuba a eu une influence franchement modératrice. Les Cubains ont conseillé aux Nicaraguayens — et nous le savons — d'éviter les problèmes qu'ils avaient eus dans leur première étape. Je crois qu'ils leur ont prôné la modération. Le problème est que les Etats-Unis sont vraiment obsédés par Cuba, et croient que n'importe quel mouvement d'opposition avec une inspiration de gauche, comme il y en a tant dans le monde, a la même origine : ou c'est l'Union Soviétique ou c'est Cuba, et ça ne correspond pas à la réalité.*

*» C'est évident qu'il existe une inspiration idéologique, car Cuba — par le simple fait d'exister et d'avoir survécu vingt ans et d'avoir résolu ses problèmes fondamentaux — apparaît comme un modèle pour tous ces mouvements de gauche : les problèmes d'éducation, de santé, de logement, Cuba les a résolus. Tous ces mouvements de gauche pensent de façon inévitable au modèle cubain ; mais cela ne signifie pas une intervention cubaine active. Cela dépend aussi de ce que font les autres pays : si on ne donne pas une aide inconditionnelle au Nicaragua, que se passe-t-il ? Que les Cubains, eux, la donnent, et il y a donc beaucoup de professeurs cubains, de médecins cubains, et cela me semble fort bien, pourvu que ce ne soit pas une aide militaire.*

— Il me semble que le P.R.I. se préoccupe davantage des problèmes d'Amérique latine. On note une action un peu parallèle à celle de l'Internationale socialiste en Amérique du Sud.

*— Je crois qu'il se produit dans le parti révolutionnaire institutionnel le même phénomène que dans le pays ; le pays est devenu d'une certaine façon plus complexe, l'incidence réciproque entre la vie intérieure et la vie internationale est plus importante. Auparavant, nous vivions heureux... comme si l'extérieur n'existait pas. Maintenant, je crois que le parti aussi a conscience de l'ambivalence de ces interactions.*

— Vous avez indiqué dans un discours récent que l'un des plus graves dangers pour le Mexique n'est pas tant la dépendance du pays à l'égard des Etats-Unis que la dépendance de ceux-ci à l'égard du pétrole mexicain.

*— Lorsqu'on parle de dépendance, en fin de compte, il s'agit toujours d'une interdépendance. Le plus grand danger n'est pas tant que le Mexique dépende beaucoup des Etats-Unis en matière pétrolière, car le Mexique a toujours la possibilité de diversifier, mais une dépendance excessive des Etats-Unis n'est pas bonne. Il nous convient à nous aussi que les Etats-Unis diversifient leurs sources d'approvisionnement. Nous voudrions que le Venezuela leur vende davantage, nous voudrions que l'Arabie Saoudite augmente sa production d'un million de barils, nous voudrions que l'Iran recommence à leur vendre trois ou x millions de barils, car cela nous donnerait une plus grande liberté, la possibilité de souffler ; ils dépendraient moins de nous et évidemment il y aurait moins de pressions sur nous. »*

*(Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG.)*

# La presse : corruption et libertés

LA liberté de la presse mexicaine est seulement limitée, en pratique, par les intérêts des éditeurs de journaux et de revues. L'ouverture politique qui s'est traduite, en 1978, par une amnistie et par la légalisation de plusieurs formations politiques, y compris celle du parti communiste, a été précédée dans les moyens de communication de masse d'une large ouverture vers la gauche.

C'est ainsi qu'est apparu le premier quotidien de tendance gauchiste du pays, *Uno mas uno*, qui se caractérise par une grande indépendance de jugement et par des points de vue critiques à l'égard du gouvernement, qui ne vont pas, cependant, jusqu'à la contestation totale. Les plus importants représentants de cette presse de gauche sont, outre *Uno mas uno*, la revue *Proceso*, l'agence Cisa et le journal *El Dia* (bien que ce dernier reflète souvent l'opinion de l'aile gauche du Parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) et qu'il adopte en politique étrangère une ligne pro-soviétique). Cette situation a eu pour conséquence un meilleur traitement de l'information, à tel point que de nombreux reporters mexicains sont considérés comme « subversifs » dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Cela dit, il convient d'indiquer, au passif, les intérêts des éditeurs et propriétaires de journaux, les bas salaires payés aux journalistes et la diffusion relativement faible de la presse écrite.

Il n'est pas rare que certains patrons de presse fassent des affaires qui n'ont rien à voir avec le journalisme, à l'ombre protectrice d'un important moyen de diffusion. D'où l'énorme inflation de titres et de revues. Dans la seule ville de Mexico, on édite vingt-sept quotidiens, mais aucun d'eux ne dépasse un tirage de quatre cent mille exemplaires. En revanche, le volume de publicité disponible est très important grâce, en partie, à l'influence de la presse nord-américaine au Mexique.

Les bas salaires des journalistes sont complétés par des « commissions » qui proviennent très souvent des organismes du gouvernement. Il n'est pas rare qu'un journaliste touche un salaire « complémentaire » dans l'un ou l'autre ministère. Cette corruption n'interdit pas une professionnalisation de plus en plus grande de la presse et un niveau de qualité en hausse très nette. Cette situation n'empêche pas non plus que plusieurs batailles politiques se livrent grâce à la presse. En fait, l'éventail des opinions représentées dans la presse mexicaine est, malgré tous les défauts signalés, beaucoup plus grand que dans tous les autres pays d'Amérique latine.

JOSE CARRERO.





# Le pétrole, facteur d'autonomie et d'indépendance

« *NOUS devons nous habituer à l'idée que le le Mexique va, en raison de sa géographie et de ses ressources, prendre une place de plus en plus grande dans l'histoire de l'humanité* », déclarait le président Lopez Portillo en 1979. L'abondance pétrolière place en effet ce pays en position de force : elle garantit une autodétermination croissante dans les grands choix politiques et économiques et permet une plus grande autorité dans les négociations internationales. Elle laisse entrevoir à l'horizon 2000 l'image d'un Mexique devenu une grande puissance industrielle, et peut-être même libéré du chômage. Le pétrole, « levier de la croissance », rend crédible l'effort de planification à long terme qui a permis la mise au point depuis 1978 du plan national de développement urbain, du plan national de développement industriel et des plans du tourisme et de l'emploi.

L'abondance des découvertes, la productivité exceptionnelle des forages suscite une réévaluation constante des réserves pétrolières : les réserves prouvées sont passées de 6 338 millions de barils en 1975, à 11 160 en 1976, 14 600 en 1977, 40 194 en 1978, 45 800 au 31 décembre 1979 et 50 000 en mars 1980. Placé ainsi au sixième rang mondial, le Mexique évalue à 50 000 millions de barils ses réserves probables et à 200 milliards de barils ses réserves potentielles.

Les quatre grandes zones de réserves sont situées à Réforma (7 000 km²), dans la Sonde de Campeche (8 000 km2 offshore), dans le paléocanal de Chicontepec (comptant à lui seul pour un volume de 17 640 millions de barils) et dans le bassin de Sabinas (Coahuila) : 40 000 km² avec un extraordinaire potentiel de gaz. Mais les découvertes récentes au large de la péninsule de Basse Californie, et surtout celle d'un champ pétrolifère de 47 200 km² sur la côte ouest (Jalisco) permettent d'envisager dans l'avenir un glissement du centre de gravité pétrolier vers le Pacifique.

La production, qui avait triplé entre 1973 et fin 1978 (1,5 millions de barils/jour contre 500 000) a déjà franchi le cap des 2 millions de barils/jour et atteindra dès 1980 l'objectif fixé pour 1982, soit 2,2 millions de barils/jour. La capacité de raffinage, avec la mise en service de nouvelles unités à Salina-Cruz, Tula, Cadereyta, passera de 974 000 barils/jour en 1977 à 1 674 000 en 1982 et 2 070 000 en 1986.

La pétrochimie de base, contrôlée par PEMEX, notamment avec les nouveaux complexes de la Cangrejera, de Cactus, d'Allende, quadruplera sa production (5,2 millions de tonnes en 1977, 18,6 en 1982 et 23,8 en 1985). Ces progrès spectaculaires sont l'effet d'une concentration de l'investissement public dans le secteur pétrolier, qui recueille 28 % des investissements en 1973 et 29 % en 1979. Le budget de PEMEX est passé de 70,6 milliards de pesos en 1976 à 110,4 milliards en 1977, 165,9 en 1978, 289,8 en 1979, 399,6 en 1980. Il représente aujourd'hui 24 % des dépenses du gouvernement fédéral et du secteur public.

## *Un endettement croissant*

L'AUTOFINANCEMENT n'étant que partiel (68 % en 1978), PEMEX doit s'endetter ; la société d'Etat a obtenu pour 51 306 millions de pesos de crédits en 1978, dont 42 525 (83 %) d'origine externe. En 1978) 52,7 % de l'accroissement de la dette publique externe provenait du secteur pétrolier et la dette étrangère de PEMEX atteignait 4,5 milliards de dollars, dont 1,8 milliard obtenu dans l'année. PEMEX a obtenu en septembre 1979, de soixante-six banques de onze pays, avec pour chef de file la Bank of America, un crédit « historique » de 2,5 milliards de dollars dont 500 millions destinés au financement de la dette.

De pays importateur de pétrole, en 1973-1974, le Mexique est devenu un pays exportateur : 11,9 millions de mètres cubes en 1977, 19,3 en 1978, 28,1 pour les onze premiers mois de 1979. La valeur du pétrole brut exporté a plus que triplé (987 millions de dollars en 1977, 1 663 en 1978, 3 340 pour janvier - novembre 1979), sa part dans les exportations de marchandises passant de 26 % en 1977 à 44 % en 1979.

Depuis 1978 — les Etats-Unis comptaient alors pour plus de 86 % du marché pétrolier mexicain, — les efforts pour une diversification des ventes sont manifestes : à la clientèle d'Israël et de l'Espagne, des contrats importants (au minimum 100 000 barils-jour) ont ajouté celles du Japon, du Canada, de la France ; la visite de M. Giscard d'Estaing au Mexique, en 1979, se traduisant par un accord de fournitures entre PEMEX et la C.F.P., portant sur 5 millions de tonnes par an à partir de 1980.

Le Mexique joue également sur les prix ; tout en restant à l'extérieur de l'OPEP, il a pratiquement doublé le prix de son pétrole brut par les hausses de 1979 et de 1980, le portant à 32 dollars au premier trimestre 1980. La politique des prix doit garantir une progression des recettes, alors que le président Lopez Portillo a décidé, en janvier 1980, de plafonner la production à 2,5 millions de barils-jour, dont la moitié exportable. Cette mesure vise à éloigner les effets « pervers » d'une surabondance en pétrodollars, le danger étant de rendre sans effet une stratégie d'industrialisation reposant sur une revalorisation du pétrole et de « déstabiliser » le système politique. La leçon iranienne a été retenue, et l'idée que le Mexique puisse devenir la providence des pays consommateurs de pétrole, en se substituant aux exportateurs défaillants ou malthusiens, est repoussée catégoriquement. Certes, le président Lopez Portillo, dans son discours du 27 septembre 1979 devant l'assemblée générale des Nations unies, affirmait que « *les ressources énergétiques relèvent, pour ce qui est de leur partage, de la responsabilité de l'humanité* ». Il proposait, ce qui n'enthousiasma guère les pays membres de l'OPEP, l'adoption d'un plan mondial qui, tout en garantissant la souveraineté entière et permanente des peuples sur leurs ressources naturelles, permettrait de rationaliser l'exploration, la production, la distribution, la consommation et la conservation des sources actuelles d'énergie, en premier lieu les hydrocarbures. Mais dans l'attente de la naissance de ce nouvel ordre énergétique international, décidé collectivement et valable pour tous, « *le Mexique utilisera ses ressources selon ses convenances, uniquement selon ses convenances* ».

Toutefois, à la dixième conférence ministérielle de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), en décembre 1979, le Mexique — tout comme le Venezuela — s'est montré favorable à la demande des pays de la région non autosuffisants en pétrole, de recevoir des garanties pour un approvisionnement stable et aux prix officiels.

La solidité des positions mexicaines a été démontrée par les succès récents dans les négociations avec les Etats-Unis. Refusant de devenir « *la station-service bon marché des Etats-Unis* », le Mexique a limité à 300 millions de pieds-cubes-jour le volume de gaz exporté au lieu des 2 milliards envisagés, et a obtenu, dans l'accord signé le 19 octobre 1979 entre PEMEZ et six sociétés américaines, un prix de 3,625 dollars les 1 000 pieds cubes, alors que M. Schlesinger avait fait échouer les négociations, en 1978, en refusant l'offre mexicaine de 2,6 dollars.

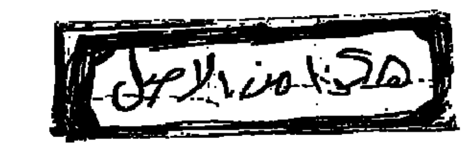
L'autonomie de décision du Mexique s'est manifestée avec éclat en mars 1980, avec l'abandon du projet d'adhésion au GATT. En échange de quelques avantages commerciaux, immédiats, le Mexique aurait en effet risqué, par son adhésion, de compromettre son plan industriel, bâti sur le pétrole, sur une politique de subventions et sur le rôle moteur des commandes publiques, et il se serait privé de l'emploi efficace de l'arme pétrolière dans des négociations commerciales bilatérales, consolidant ainsi de fait la position dominante des Etats-Unis.

JEAN REVEL-MOUROZ.











# Une situation agricole difficile

LORSQUE, le 16 janvier 1980, le gouvernement mexicain a signé un contrat pour l'achat de 4,7 millions de tonnes de produits agricoles nord-américains, les milieux de Washington ont laissé entendre qu'il s'agissait d'un appui donné aux Etats-Unis dans leur effort pour organiser un boycottage contre l'Union soviétique, à la suite des événements d'Afghanistan.

Le ministère des affaires étrangères mexicain a aussitôt réagi, qualifiant la nouvelle de « ridicule » et expliquant que les achats répondaient à des besoins réels.

Le problème n'est pas nouveau. L'an dernier, le Mexique avait acheté 6 millions de tonnes à différents pays (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Brésil et Argentine) pour un montant de 19,145 milliards de pesos (1 dollar = 24 pesos). Cette année, l'achat est d'une valeur de 17,250 milliards de pesos, et seulement aux Etats-Unis, pour l'importation de 1,7 million de tonnes de maïs, 1 million de tonnes de sorgho, 650 000 tonnes de blé, 500 000 tonnes de haricots.

Bien que le Mexique consacre près de la moitié de ses terres cultivables au maïs (7,200 millions d'hectares), 1,585 million d'hectares aux haricots et 628 000 hectares au blé, on a l'impression que les efforts du gouvernement ne sont pas encore suffisants. Il en résulte que le Mexique a un modèle de consommation très rigide et peu diversifié. Les 11 millions de tonnes de maïs que produit le pays ne suffisent pas à la fabrication des célèbres *tacos (tortillas)*, à la base de tout menu mexicain.

## Les importations de maïs

L'ECONOMISTE mexicain Arturo Warman calcule que, « *approximativement, 75 % de la population trouve dans le maïs la majeure partie des calories et autres éléments nutritifs* ». Effectivement, chaque habitant consomme quatre fois plus de maïs que de blé et dix fois plus que de haricots.

La demande croissante de maïs et l'augmentation des prix sur le marché avaient déjà, dans les années 70, contraint le président Luis Echeverria a mettre en place le Conseil national des subsides populaires (CONASUPO). Cette institution avait établi un « prix de garantie » qui, en raison de l'inflation, se trouve, à l'heure actuelle, proche du prix de production. Le CONASUPO achète 15 % de la production nationale, qui servent d'abord à ravitailler les *tortillerias des zones urbaines*. Face à une production insuffisante, certains technocrates ont proposé une importation systématique de céréales, grâce aux devises provenant du pétrole. Mais la production et la commercialisation des céréales sont déjà monopolisées par les Etats-Unis et les grandes sociétés transnationales, et, pour cette raison, il n'est pas toujours avantageux de faire appel au marché international. De plus, on constate aujourd'hui que le maïs importé subit une perte de 30 % due à une mauvaise manipulation, à des déchargements inopportuns et à de mauvaises conditions de stockage.

Les autorités gouvernementales sont inquiètes de cette situation. Aussi, le président Lopez Portillo estime que l'organisation plus équitable de la production pourrait être un moyen d'obtenir une production agricole suffisante.

Les minifundios apportent la moitié de la valeur de la production de l'agriculture et de l'élevage, pour 43 % de la superficie agricole. Bien que ces petits propriétaires *(efidatarios)* et communautés aient une grande capacité d'absorption de la force de travail (80 % de la main-d'œuvre rurale), ils ne bénéficient pas de tous les avantages du crédit. Cette situation est presque généralisée dans les pays du tiers-monde, où les petits propriétaires utilisent plus de main-d'œuvre que les grandes sociétés agricoles et produisent selon les besoins du marché national, pendant que les grandes sociétés le font pour satisfaire le marché mondial.

En effet, c'est sur les épaules des petits paysans mexicains que repose la production du plus grand pourcentage des aliments, et c'est grâce à leur effort que, en 1979, il a été possible de semer 1 million d'hectares de plus qu'en 1978. Malgré cela, les *ejidatarios* ne reçoivent pas une attention privilégiée des pouvoirs publics, ni en crédits ni en assistance technique. Pour remédier à cette discrimination, le gouvernement a annoncé que la Banque du crédit rural (BANRURAL) augmenterait en 1980 ses prêts aux paysans à 55 milliards de pesos, contre 38 milliards en 1979.

C'est insuffisant, certes, mais cela est peut-être la première réaction du gouvernement.

Cependant, le président des chambres d'industrie (CONCAMIN) estime qu'une telle politique conduirait à une situation économique « *inefficace et insensée* », puisqu'elle « *ne profite pas des avantages comparatifs du marché mondial* », ce qui, à son avis, est possible grâce à l'importation des aliments payés avec les bénéfices du pétrole. Cette apologie des vieilles idées de David Ricardo a valu au patron des industriels d'être la cible de la presse progressiste.

## Les « déviations » de la politique de soutien aux prix alimentaires

LE chef de l'Etat a décidé l'annulation de la politique de soutien aux prix des aliments, estimant que ces subsides, destinés aux masses populaires, ne remplissaient plus leur rôle puisqu'il y avait des phénomènes de « déviations » (exportations, usage industriel), de telle sorte que les prix « soutenus » favorisaient les grands commerçants et les classes aisées.

Le gouvernement a précisé que la politique de soutien continuerait seulement dans les magasins de la CONASUPO et que le sucre serait vendu à prix réduit aux « familles pauvres » sur présentation d'une carte. Et le président Lopez Portillo a donné le feu vert, le 18 mars 1980, à un vaste plan appelé « système alimentaire mexicain », qui vise à l'autosuffisance alimentaire de la nation. Mais des obstacles importants demeurent sur le chemin d'une modernisation de l'agriculture mexicaine.

EDGAR MONTIEL.

# Le Chiapas, splendide et menacé

LONGTEMPS les montagnes qui le cernent ont constitué, pour l'Etat de Chiapas, le rempart le plus efficace contre les velléités du voyageur de s'aventurer au-delà des chemins battus. Après l'isthme de Tehuantepec et aux confins du Guatemala, le Chiapas reste encore un monde à part dans la mosaïque mexicaine. Si Tuxla-Gutierrez, la capitale, déçoit quelque peu, San-Cristobal-de-Las-Casas offre toujours les mille facettes d'un marché indien richement coloré et authentique. Partout dans cette région demeurée en dehors des grands courants jusqu'au récent essor pétrolier qui menace de tout bouleverser, on retrouve quelque chose du Guatemala voisin.

Huitième Etat de la fédération par sa superficie, avec 75 000 kilomètres carrés, le Chiapas compte à peine deux millions d'habitants. De bonnes distances séparent les villages, et dans les montagnes les *pueblos* s'étalent à l'aise. San-Cristobal, l'ancienne capitale coloniale, ressemble aux bourgades de l'Altiplano guatémaltèque : à quelque 2 000 mètres d'altitude, les nuits sont froides. Eglises baroques, bougainvillées, hibiscus flamboyants, placettes et ruelles bordées de maisons coloniales cossues aux fenêtres grillagées ! C'est une bourgade paisible d'environ quarante mille habitants. Dans la journée, on croise des indiens vêtus de leur costume traditionnel. Mais à la tombée du jour, ils regagnent leurs villages à pied, à dos de mule ou en camion. Et dans le silence du soir, seul monte le son lancinant de la *marimba*.

Dans le voisinage, les villages aux noms chantants sont le domaine des Indiens descendants des Mayas. Ils sont encore quelque trois cent cinquante mille à vivre ici en marge du pays et tentent silencieusement de préserver leur héritage ancestral. Au cours des siècles de colonisation, ils ont réussi à maintenir des structures sociales et une économie d'autarcie grâce précisément à leur éloignement des grands centres de décision politique.

Zinacantan Amatenango, Chamula, Oxchuc : l'entrée du village est marquée par des croix. Mais il ne faut pas s'y tromper : les croyances traditionnelles sont les plus fortes malgré le vernis chrétien. Les églises restent encore le plus souvent fermées à l'étranger de passage, car les Indiens n'apprécient pas la présence d'intrus à leurs cérémonies. A Zinacantan, on s'émerveille du mariage du blanc rude des cotonnades naturelles au carmin clair des rayures qui zèbrent les tuniques. Le chapeau des hommes est un chef-d'œuvre d'habileté : plat, à large bord, il est orné de multiples rubans de couleur. Quand les faveurs flottent au vent cela veut dire que l'homme est encore célibataire.

Les femmes portent le plus souvent des jupes foncées et leurs huipiles s'ornent de fines broderies d'une harmonie de couleurs étonnantes.

Plus au nord, de « vieilles pierres » témoignent de la majesté des civilisations olmèque et maya. Bonampak raconte, dans des fresques d'une qualité exceptionnelle, la vie quotidienne des Mayas, leurs préoccupations, leurs fêtes et leur rituel. Cette merveille n'a été « découverte » qu'en 1946... Palenque avait été retrouvée sous son épais manteau végétal en 1773, mais c'est en 1951 seulement que l'archéologue mexicain Alberto Ruz Lhuillier devait y mettre au jour un tombeau souterrain dans le temple des Inscriptions, l'une des « pièces » les plus fabuleuses du passé précolombien. Et à Villahermosa, capitale du Tabasco, la tête géante du musée de La Venta témoigne pour le mystère des Olmèques.

C'est dans le Chiapas que survivent les derniers Lacandons voués à plus ou moins brève échéance à la disparition totale. A San-Cristobal, le musée de Na Balam, mis sur pied par l'anthropologue Franz Bloom et dirigé maintenant par sa femme, expose des trésors d'un peuple qui meurt à petit feu. Les Lacandons ont perdu leur ressort vital.

Comment intégrer les Indiens marginaux à la communauté nationale alors qu'eux-mêmes ne semblent guère désireux d'accepter les bienfaits d'une « civilisation » qu'on veut leur imposer ? Le boom pétrolier n'est pas loin et ses vagues brutales finiront bientôt par éclabousser le Chiapas. Dans les Etats voisins de Tabasco, de Campêche, et de Vera-Cruz, les derricks ont surgi au-dessus du tapis végétal, d'énormes machines ont détruit le silence.

CLAUDE LEVENSON.









## La mission archéologique et ethnologique française

# A l'écoute de Tonina...

*C'EST en 1961 que fut fondée la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique, sous l'égide du ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelles). Cette fondation n'était en fait qu'une renaissance, héritière d'une longue tradition de recherches françaises au Mexique. Les travaux d'Aubin, de Brasseur de Bourbourg, de Charnay et de Waldeck montrent au dix-neuvième siècle l'intérêt de ce pays pour les scientifiques français : ils furent suivis par les activités de la Commission scientifique du Mexique, organisée lors de la malencontreuse expédition de Maximilien, et dont le dictionnaire nahuatl de Siméon constitua une des meilleures productions. Puis, en 1930, la création par le professeur Rivet de l'Ecole française de Mexico devait en particulier fournir les contributions de MM. Ricard et Soustelle. Après une interruption due à la seconde guerre mondiale, M. Stresser-Péan aboutissait à la fondation de la mission scientifique telle qu'elle existe, et, ajoutait à l'apport fondamental de la direction générale des relations culturelles une contribution, non négligeable, du Centre national de la recherche scientifique.*

*Bénéficiant d'un statut officiel, puisqu'elle est partie prenante des accords culturels bilatéraux depuis 1970, la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique est chargée de développer les recherches françaises au Mexique ; notamment, elle doit canaliser, par obligation des autorités mexicaines, toutes les demandes françaises dans le domaine toujours délicat de l'archéologie. Ses activités se poursuivent en étroite relation avec l'Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique et d'autres institutions mexicaines de recherche. Pendant plusieurs années, la M.A.E.F.M. a travaillé au Mexique dans la Huasteca et sa périphérie ; il s'agit des plaines chaudes de Tampico et des hauteurs de la Sierra Madre orientale, à l'ouest, où furent effectuées des études archéologiques, historiques, ethnologiques et botaniques. Les activités de la Mission ont également touché à l'Amérique centrale, notamment au Panama et au Honduras.*

### Deux « terrains »

*ACTUELLEMENT, deux « terrains » constituent la préoccupation principale de la Mission : le site de Tonina, dans l'Etat du Chiapas, et le secteur situé à l'est de San-Luis, Potosi, où une recherche pluridisciplinaire commence cette année. Son objectif, à partir des connaissances accumulées sur la Huasteca et de restes archéologiques, est de préciser l'évolution du peuplement de la région, celle de son milieu physique et les rapports entre cette région et les plaines de l'Est, tout comme avec les hauts plateaux de l'Ouest, du Nord et du Sud.*

*La cité maya classique de Tonina, située dans la vallée d'Ocosingo, au Chiapas, a fait l'objet de cinq campagnes de fouilles depuis 1972. Bien que se trouvant à la limite des hautes terres et hors de la grande forêt tropicale humide où est née la civilisation maya, Tonina présente toutes les caractéristiques principales des cités classiques : temples et palais à pièces couvertes en voûtes, terrains de jeu de balle, sculptures à inscriptions hiéroglyphiques. Les fouilles architecturales ont été limitées à la détermination des éléments essentiels des édifices correspondant à l'apogée de la cité au cours de la période classique récente (de 593 à 909 après J.C. selon les inscriptions chronologiques dont nous disposons). Ont été étudiés deux des principaux temples, les deux terrains de jeu de balle et diverses plates-formes d'habitation. La sculpture s'est révélée abondante et variée, utilisant tant la ronde-bosse que le bas-relief. Stèles et statues représentent les dignitaires de la cité. Des statues de captifs et des scènes de capture figurant sur des panneaux témoignent d'une activité militaire sans doute plus importante que celle d'autres centres contemporains.*

*L'analyse des nombreuses inscriptions a permis d'établir une liste de neuf dirigeants successifs, dont le nom est associé à divers titres honorifiques et à un glypho-emblème désignant la cité de Tonina.*

*Afin de connaître l'organisation régionale de l'habitat, une carte archéologique de la vallée a été établie. Au classique récent, Tonina était le seul centre majeur, la population de la vallée résidant dans de petits hameaux placés de préférence sur les collines, et dont certains possédaient de petits temples à usage local.*

*Tonina a été abandonnée après 909 à la suite d'événements violents, marqués par la mutilation de nombreuses sculptures, et en particulier la décapitation des statues de dignitaires. On tend à adopter l'hypothèse d'une invasion par des populations venant de la côte du golfe du Mexique, invasion dont on a eu la preuve dans la plupart des grandes cités de la vallée de l'Usumacinta.*

*Bien que les recherches aient été surtout consacrées aux vestiges de la période classique, on a pu établir que l'occupation de la région avait commencé au préclassique récent, vers le début de notre ère, et avait continué jusqu'à la conquête espagnole. Afin de connaître les grandes lignes de l'évolution culturelle, des origines à nos jours, et en particulier d'étudier la persistance de certaines formes d'habitat dispersé, des recherches ethnologiques et linguistiques ont été effectuées dans des communautés maya-tzeltal actuelles de la région. Ces travaux, que l'on souhaite poursuivre, permettront de mieux connaître une région particulièrement intéressante de l'ère maya qui n'avait pas jusqu'à présent fait l'objet de recherches approfondies.*

*En dehors de ces activités de recherche propres, la M.A.E.F.M. tâche, dans un cadre budgétaire limité, d'offrir aux chercheurs de passage ce qu'il est convenu d'appeler des services : une petite mais intéressante bibliothèque en cours d'enrichissement, une photothèque considérable, une cartothèque incipiente, sont à la disposition des visiteurs, avec la possibilité de l'usage d'un bureau ou d'un coin de table de travail... Ce rôle d'accueil est loin d'être négligeable. Si l'effectif de « permanents » se réduit à cinq personnes, la venue de chercheurs pour des missions de courte durée apporte à la M.A.E.F.M. un appui précieux dont les affaires étrangères, le C.N.R.S. et l'enseignement supérieur se partagent le coût. Cette collaboration, dont la poursuite est très souhaitable, ressort bien dans la liste des auteurs de la double série des « Etudes mésoaméricaines », publication de la M.A.E.F.M., entièrement financée par la direction générale des relations culturelles (1).*

*Enfin, si la M.A.E.F.M. n'échappe pas aux avatars actuels de la recherche française, il faut se féliciter de la part prise ici par la direction des relations culturelles des affaires étrangères : la construction d'un bâtiment fonctionnel, un désir profond de répondre aux souhaits mexicains, en sont la preuve actuelle, et il est envisagé d'étendre cette collaboration par des projections de films scientifiques et autres activités culturelles.*

PIERRE BECQUELIN et PIERRE USSELMANN.

(1) ETUDES MESOAMERICAINES

• Série I - Volumes reliés :

J. Galarza, *Lienzos de Chiepetlan* (Guerrero, Mexique), 1972.

Cl. Baudez et P. Becquelin, *Archéologie de los Naranjos* (Honduras), 1973.

G. Stresser-Péan, *San Antonio Nogalar* (Tamaulipas, Mexique), 1977.

A. Chapman, *les Enfants de la mort* (Indiens Tolupan, Honduras), 1978.

H. Puig, *la Végétation de la Huasteca* (Mexique), 1976.

Cl. Baudez et P. Becquelin, *Tonina, une cité maya du Chiapas* (Mexique), volume I, 1979.

• Série II - Volumes brochés :

G. Baudot, *Tratado de Hechicerias y Sortilegios* (Fray Andres de Olmos), 1979.

J. Galinier, *N'Yuhu, les Indiens Otomis* (Sud Huasteca, Mexique), 1979.

A. Ichon, *Archéologie du sud de la péninsule d'Azuero* (Panama), 1980.

# L'« Indien des autres », de Judith Friedlander

POURQUOI doit-on être Indien ? Telle serait, selon l'ethnologue américain Judith Friedlander, la version moderne, et mexicaine, du fameux « *Comment peut-on être Persan ?* », de Montesquieu.

Voici donc quatre mille Hueyapenos, habitants d'un bourg de la région montagneuse de l'Etat de Morelos.

La plupart d'entre eux, assure l'auteur de *l'Indien des autres*, n'ont qu'un désir, mais ardent : « *perdre leur identité indienne et devenir* mestizos » — c'est-à-dire Mexicains à part entière. Car les habitants du village de Hueyapan seraient conscients que leur « *prétendue identité indienne* », loin d'être une référence à leur originalité culturelle, n'est que le nom donné, par d'autres, « *à leur situation socio-économique inférieure dans le système de stratification nationale* ».

Pour justifier sa thèse, irrévérencieuse, Judith Friedlander a étudié plus d'une année la vie de cette pauvre communauté, en commençant par sa première cellule, la famille : précisément, celle de Dona Zeferina Barreto. Qu'a-t-elle constaté ? Que, hormis peut-être la langue, le nahuatl, les éléments ordinairement tenus pour constitutifs de l'« indianité » des Hueyapenos ne sont que des traditions très abâtardies — pour avoir été intégrées, par les colonisateurs espagnols, puis par leurs successeurs, après l'indépendance, « *au système culturel hispano-mexicain* ».

Seules ont donc survécu les traditions préhispaniques qui « *s'accordaient à la culture ibérique* ».

Le plus remarquable exemple de « déculturation » n'est-il pas le poids de la religion catholique, pratiquée par la quasi-totalité des habitants du village ? « *Tout ce qui peut être qualifié d'indigène a été « baptisé » et intégré à la version hispanique du catholicisme : les prières pour la pluie* et les *récoltes... la tendance à déifier les saints* » — toutes pratiques reconnues par l'Eglise et contrôlées par elle. Le plus notable, en cela, est sans doute que les Hueyapenos, qui « *se considèrent inférieurs aux autres Mexicains* », regagnent, « *grâce à leur religion — la même que celle des non-Indiens* », — un peu d'égalité.

On revient, dès lors, à la question initiale : pourquoi être Indien ? La réponse de Judith Friedlander risque bien de prendre à rebrousse-poil les Mexicains très sourcilleux sur le chapitre. C'est parce que, dit-elle, les non-Indiens, gouvernements en tête se sont « *arrangés pour que les Hueyapenos soient obligés de rendre hommage à la nation en jouant les Indiens pour les autres* ». L'auteur assure encore que « *les gouvernements post-révolutionnaires* » (il s'agit de la révolution de 1910) avaient « *un intérêt idéologique précis à exalter l'héritage indigène* ».

Il est possible que Judith Friedlander voie juste. On lui reprochera de n'avoir pas pris une peine excessive à en faire la démonstration. Il s'agit plutôt, chez elle, d'une intuition, qui lui est venue du spectacle de quelques « *extrémistes culturels* », actifs dans une organisation appelée le Movimento (mouvement), qui, depuis une vingtaine d'années, s'efforce de « *donner aux paysans indiens l'orgueil de leur héritage et la volonté de le conserver* » — et cela non dans une « *optique passéiste* », mais pour « *construire un modèle pour une nation autochtone, afin que le Mexique redevienne ce qu'il fut à l'époque précolombienne* ». Tentative évidemment vouée à l'échec, puisque les Indiens sont bien les derniers à vouloir épouser ce modèle !

« *Incorporer* » ou « *préserver* » l'Indien ? Ce débat, le Mexique n'en sort pas depuis des décennies. Il est, au demeurant, celui de tous les pays qui, abritant une ou des minorités nationales ou ethniques, ont l'honnêteté de ne pas trancher automatiquement en faveur de la loi du plus fort. Il semble que, à nouveau, au Mexique prévaut le point de vue de ceux qui veulent « préserver » ce qui reste d'authenticité culturelle chez les Hueyapenos et leurs frères.

*L'Indien des autres*, quoi qu'il en soit, échoue à faire comprendre les motivations de ceux qui, sincèrement ou non, entendent agir, pour leur part, afin de « *conserver l'identité indienne* ».

J.-P. C.

* Payot, Paris, 232 pages.

## Au-delà de Cancun

# Les profondeurs du Quintana-Roo

LE Yucatan ? pourquoi pas ?... Tant de témoignages d'un passé aussi mytérieux qu'attirant jalonnent cette péninsule baignée par les eaux du golfe du Mexique et de la mer des Antilles.

Il y a le Yucatan touristique, classique, au départ de Merida, cette cité qui se donne des allures rétro avec ses calèches à chevaux rangées le long du Zocalo, ses fleurs chatoyantes, ses patios ombragés entrevus au-delà de lourdes portes à l'entrée des demeures coloniales. C'est la ville des ruelles animées au crépuscule. C'est aussi, à une heure de route, la beauté de Chichen-Itza, la majesté de son temple des guerriers et de ses pyramides. Ou encore Uxmal, avec ses palais dits des nonnes, du gouverneur et du Devin. Et puis Labna, Kabah, Sayil, Xlapac.

Il y a l'autre Yucatan, ouvert au visiteur grâce à la construction de Cancun, vaste complexe hôtelier qui se veut le fleuron touristique du Quintana-Roo. La route continue au-delà de Cancun : il faut l'emprunter sans hésiter pour goûter aux charmes plus subtils du Quintana-Roo, à l'écart de la péninsule yucatèque. Le Quintana-Roo, ce sont les pyramides enfouies dans la jungle, les lagunes au détour d'un sentier, les criques solitaires.

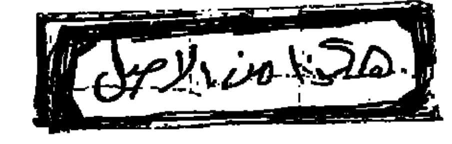
Le ruban d'asphalte file à travers de hauts taillis. Les poteaux de la ligne à haute tension ne sont pas encore tous plantés, et ce n'est qu'au début de cette année que le petit village de Playa-del-Carmen a vu arriver le téléphone. C'est pourtant le point d'embarquement du ferry-boat pour l'île de Cozumel.

Au cœur même de la forêt, en direction de Chetumal, Coba surprend. Des collines s'élèvent au-dessus des arbres : ce sont des pyramides à peine à demi dégagées qui donnent la mesure du site à nettoyer. Des stèles sont plantées au creux d'un sentier, des lambeaux de fresques éveillent des souvenirs.

Reste la perle des sites mayas de cette zone. Les grands masques ricanants de Kohunlich, à proximité immédiate de Chetumal, impressionnent. Mais comment dire l'envoûtante beauté de Tulum, cette cité-citadelle haut perchée sur une falaise au-dessus d'une mer de jade et de turquoise, au ressac languissant sur un sable si fin qu'on le dirait poussière d'or ? C'est la cité du dieu descendant, ainsi qualifié en raison des statues qui ornent le faîte des temples. La pureté des dessins et quelques traces de couleurs ont défié les siècles. D'autres trésors jalonnent cette côte découpée : une route mène au monde enchanté de Xel-Ha. De véritables aquariums naturels, reliés à la mer par des bras d'eau, regorgent de poissons exotiques et multicolores. Près d'Akumal, il est une petite crique solitaire sous les cocotiers. Dans la sérénité dorée d'un crépuscule flamboyant, le soleil couchant illuminait de ses derniers rayons un petit temple maya dressé sur un rocher comme porté par les vagues.

JEAN-CLAUDE BUHRER.







## AU TERME DE LA PREMIÈRE

# Un bilan limité des relations entre

**Après l'adhésion récente du Zimbabwe, la deuxième convention de Lomé — qui doit entrer en vigueur cette année — associera aux neuf Etats de la C.E.E. soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.**

**La réunion à Nairobi, les 8 et 9 mai, des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et des Etats A.C.P. a été l'occasion de dresser un bilan mitigé de la première convention, venue à expiration le 29 février.**

Par JEAN-PIERRE DUBOIS et PAUL RAMADIER *

POUR les relations entre l'Europe et l'Afrique, 1980 est l'année des bilans. Il y a trente-six ans, une première « conférence africaine française » s'ouvrait à Brazzaville. De Gaulle y annonçait la première étape de la décolonisation de l'Afrique : « *Nous croyons que, pour ce qui concerne la vie du monde de demain, l'autarcie ne serait, pour personne, ni souhaitable ni même possible. Nous croyons, en particulier, qu'au point de vue du développement des ressources et des grandes communications, le continent africain doit constituer, dans une large mesure, un tout.* »

Voilà vingt ans (1960), cette Afrique balkanisée accédait enfin à l'indépendance politique ; mais elle restait dans les mailles de la dépendance économique.

L'Europe fut de tout temps présentée comme le moyen pour ces pays de se dégager de l'emprise des anciens colonisateurs, et de permettre qu'une « *amélioration vraiment accentuée du niveau de vie des populations africaines soit obtenue par une valorisation des produits que livrent aux marchés mondiaux les efforts conjugués des Européens et des Africains* ». Cette constatation d'évidence n'est pas celle d'un commissaire de la Communauté européenne lors de la signature de la dernière convention de Lomé, mais de René Pleven, commissaire aux colonies dans le gouvernement provisoire en 1944 (1).

En 1980, année de l'entrée en vigueur de la seconde convention de Lomé « liant » la Communauté économique européenne et cinquante-huit Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), un bilan politique et économique de la première convention de Lomé est possible. Les « A.C.P. », c'est maintenant 314 millions d'habitants dont 290 en Afrique ; cinquante-huit pays, dont une trentaine au moins sont parmi les plus pauvres du monde.

Lorsque fut signée, en février 1975, entre la Communauté et quarante-six Etats A.C.P., la première convention de Lomé, à la suite des « conventions de Yaoundé », il s'agissait pour l'Europe à la fois de « légaliser » et, en apparence du moins, de « multilatéraliser » définitivement les relations existant entre ces pays et les anciennes puissances coloniales européennes. Cette « légalisation » devait se faire sur le thème de l'« interdépendance », mis en avant par l'O.C.D.E. (2) et par la Communauté, aussi par la Commission européenne, et en particulier par M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations avec les A.C.P., ardent promoteur des deux conventions de Lomé : « *Nous dépendons du tiers-monde dans notre présent et notre avenir. Il dépend largement de nous. Nos intérêts sont liés (...) Alors, cherchons à exprimer cette dépendance de manière sûre, irrévocable ; sortons de l'approximation arbitraire (...) pour conclure des accords entre nous, contrats qui lieront nos entreprises, conventions qui exprimeront (...) les règles de nos jeux* » (3).

Tenter de dresser un bilan politique et économique de « Lomé I » en se demandant si la politique de la Communauté a d'abord servi les besoins et les intérêts des populations des A.C.P., ne devrait conduire ni aux excès de louanges dont sont prodigues les milieux de la Communauté (4) ni à une condamnation sans appel des mécanismes mis en place pour cette convention (5), dont le fond était d'ailleurs plus favorable pour les A.C.P. que les deux conventions de Yaoundé qui l'avaient précédée. Ces dernières conventions avaient pour objectif de décharger la France du poids économique de ses « anciennes colonies » et de permettre à l'Allemagne de revenir dans cette chasse gardée depuis qu'elle en avait été chassée en 1918. Ces objectifs atteints au-delà des ambitions initiales, le bilan limité de Lomé I s'explique pour deux raisons : la première tient à la tendance actuelle de tous les pays industrialisés à diminuer leur aide publique au développement ; la seconde tient à une renationalisation effective, chez les Etats membres de la C.E.E., des aides qu'ils donnent aux A.C.P., au détriment de l'aide multilatérale de la convention de Lomé : l'européanisation de l'aide camoufle ainsi sa renationalisation partielle.

## Baisse de l'aide publique au développement

POUR les pays industrialisés, et en particulier pour la Communauté européenne, l'aide au « développement » du tiers-monde demeure une préoccupation essentiellement marginale, motivée par la nécessité de garantir un accès aux matières premières du tiers-monde et par le souci de conserver ou de créer des marchés d'exportation pour leur technologie et leurs produits manufacturés ; parmi les cinquante-huit pays A.C.P., plus de trente ont un produit national brut inférieur à 400 dollars par habitant, et, sur 455 millions de personnes qui dans le monde vivent en dessous du « seuil critique alimentaire », 83 millions se trouvent en Afrique (6).

Quelques données permettent d'illustrer le « désintérêt » croissant des pays industrialisés pour l'aide au développement. Le montant de l'aide publique des pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. (7) est en baisse en termes réels et en pourcentage du produit national brut de ce pays, et ceci depuis plusieurs années :

« (Ce montant) *s'est chiffré, en 1977, à 14,7 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 1 milliard de dollars par rapport à 1976... Exprimée en pourcentage du produit national brut des membres du CAD, l'aide est passée de 0,33 %, en 1976, à 0,31 %, en 1977 : depuis que l'on a commencé à recueillir des statistiques sur les apports de l'aide, au milieu des années 50, un taux inférieur à ce chiffre n'a été enregistré qu'une seule fois. De 1975 à 1977, les pays à faible revenu (revenu par habitant inférieur à 400 dollars en 1976) ont reçu... 53 % de l'aide au développement fournie par les membres du CAD, proportion qui est loin d'être suffisante pour aider les pays pauvres à réaliser leur potentiel de développement* » (8).

Ce sont les pays les plus puissants du monde qui ont proportionnellement le plus diminué leur aide publique :

« *L'aide dispensée par les Etats-Unis est tombée de 0,25 % du P.N.B., en 1976, à 0,22 %, en 1977 : celle de l'Allemagne est passée de 0,31 % à 0,27 % et le Japon n'a que légèrement accru le pourcentage, le portant de 0,20 % à 0,21 %* » (9).

Rappelons, à titre de comparaison avec les 14,7 milliards de dollars de l'aide publique de tous les pays en 1977, que la seule Communauté européenne, en 1978, a dépensé 10 milliards de dollars uniquement pour le soutien de ses marchés agricoles ; et que le montant des eurodevises flottant sur le marché monétaire mondial s'élève actuellement à près de 700 milliards de dollars...

Autre donnée essentielle : si l'aide publique au développement diminue, en revanche, les transferts de capitaux privés mis à la « disposition » des pays sous-développés a augmenté considérablement dans les dernières années : en 1977, les pays du C.A.D. et leurs entreprises ont fourni 31 milliards d'apports privés ; ce qui a contribué à accroître la dette des pays pauvres non producteurs de pétrole, qui s'est élevée à 205 milliards de dol-

* Co-auteurs, sous la signature de Paul Desbois et Jean-Pierre Ramadac, des *Pièges de l'Europe*, Editions Anthropos, Paris, 1979.

(1) *Journal officiel* du 15 mars 1944.

(2) *Coopération pour le développement, Examen 1978*, O.C.D.E., Paris, p. 42.

(3) *Dossier Europe - tiers-monde*, « Le dossier de l'interdépendance », par Michael Noelke, Commission des communautés européennes, février 1979, p. 7.

(4) Robert Galley, « Les accords de Lomé II, un nouveau visage de la coopération », *le Monde* du 1er novembre 1979.

(5) J. Galtung : « The Lome Convention and neo-capitalism », *African Review*, vol. 6, no 1, 1976.

(6) Claude Cheysson, « L'Europe face au désordre alimentaire mondial », *Politique internationale*, n° 3, pp. 55-56.

(7) Les pays du CAD sont R.F.A., Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni.

(8) *Coopération pour le développement, Examen 1978*, O.C.D.E., p. 21.

(9) *Idem*, p. 22.

CONVENTION DE LOMÉ

# la C.E.E. et ses associés du tiers-monde

lars en 1977. C'est ainsi que la part de l'aide publique de toutes provenances dans l'apport total au tiers-monde a reculé de 52 % en 1975 à 28 % en 1977. Cela reflète le plus souvent les limitations imposées par les règles et pratiques actuelles des pays donateurs, en particulier, le fait qu'ils préfèrent financer seuls des projets précis plutôt que des programmes comportant des dépenses locales, et des investissements plutôt que des dépenses liées au développement (10).

Si l'on considère, en outre, que la majeure part de l'aide est « liée » et qu'une partie de cette aide est constituée par des prêts, le montant de l'aide publique est encore inférieur au chiffre mentionné par l'O.C.D.E.

Un autre élément relativise considérablement la portée de la convention de Lomé : c'est l'importance essentielle que les Etats membres de la Communauté accordent actuellement à l'aide bilatérale, par rapport à l'aide multilatérale assurée par la convention de Lomé. Les aides bilatérales, comme les aides multilatérales des pays de la Communauté aux pays du tiers-monde (et en particulier aux A.C.P.), demeurent d'ailleurs très limitées puisqu'un seul Etat membre fournit une aide publique globale supérieure à l'objectif (0,7 % du P.N.B.) fixé par les Nations unies : les Pays-Bas, 0,79 % de leur P.N.B.

La nature comme la destination de l'aide publique bilatérale des pays de la Communauté traduisent la persistance et quelquefois la consolidation des anciens courants commerciaux et d'investissements qui existaient avec les anciennes puissances coloniales.

## Permanence des échanges « coloniaux »

L'IMPACT de la convention de Lomé sur le développement des A.C.P. doit s'apprécier en fonction de deux réalités : baisse de l'aide publique au développement des pays de la Communauté, et importance prédominante des aides bilatérales. La convention contient essentiellement des dispositions de caractère commercial avec un système de stabilisation des recettes d'exportation, et les aides financières accordées par le Fonds européen de développement (FED) et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.).

Les dispositions commerciales de la première convention de Lomé sont apparemment très favorables aux A.C.P. En effet, elles comportent un libre accès, sans droits de douanes, pour tous leurs produits industriels et pour la quasi-totalité de leurs produits agricoles, soit 99,5 % de leurs exportations vers la Communauté, cela sans obligation de réciprocité pour les produits européens exportés vers les A.C.P. ; elles comportent surtout pour la Communauté une obligation d'importer 1,3 million de tonnes de sucre à un prix au moins égal au prix garanti aux sucriers européens ; enfin un système de stabilisation de leurs recettes d'exportation (dit « Stabex ») portant sur dix-neuf produits agricoles et sur le minerai de fer.

Malgré ces dispositions commerciales apparemment favorables, il faut bien constater que la convention de Lomé, à la suite des conventions de Yaoundé, n'a pas modifié la structure coloniale et « traditionnelle » des échanges commerciaux entre la Communauté et les A.C.P. : la C.E.E. importe des produits primaires en provenance des A.C.P., et leur exporte des produits manufacturés. En outre, depuis 1978, la balance commerciale de la Communauté est même légèrement excédentaire, au détriment des A.C.P., de plus de 900 millions d'unités de compte (11), et la part des A.C.P. dans les importations communautaires a diminué de 7,4 % à 6,8 % par rapport aux importations totales de la Communauté. Il faut aussi noter la part dominante d'une seul pays africain, le Nigéria, dans les importations et les exportations de la C.E.E., ce qui traduit un déséquilibre profond dans les échanges avec les autres pays : en 1977, 50 % des importations de la C.E.E. en provenance des A.C.P. proviennent de trois pays : Nigéria (pétrole) : 28 % ; Côte-d'Ivoire : 12 % ; Zaïre : 10 % ; et 50 % des exportations C.E.E. sont destinées à trois pays : Nigéria (37 %), Libéria (7 %), Côte-d'Ivoire (6 %).

Les produits primaires constituent encore l'essentiel des importations européennes en provenance des A.C.P. : 95 % en 1976, ainsi répartis :

— *Produits alimentaires* : 34 % contre 25 % en 1974, la part des A.C.P. dans les importations de la Communauté passant de 10 % à 14 % ;

— *Produits énergétiques* : 33 % contre 40 % en 1974, soit environ 7 % des importations communautaires ;

— *Matières premières* : 28 %, contre 30 % en 1974. Les A.C.P. restent parmi les pays du tiers-monde les principaux fournisseurs de la Communauté (14,5 % de ses importations) bien que leur part ait tendance à fléchir ;

— *Produits manufacturés* : ils ne représentent en 1979 que 3,6 % des achats de la Communauté.

La plupart des A.C.P. dépendent de deux ou trois produits pour leurs recettes d'exportation, produits soumis à d'importantes fluctuations sur le marché mondial ; pour trente-trois A.C.P., leur principal produit d'exportation couvre plus de 50 % de leurs exportations vers la C.E.E.

Enfin, en 1977, dix produits de base couvrent 80 % des importations communautaires, et trois (pétrole, café, cacao) plus de 50 %. Les exportations de la Communauté, en revanche, sont constituées pour 86 % par des produits manufacturés.

A cela il faut évidemment ajouter la baisse du niveau des échanges intra-A.C.P., que la convention de Lomé n'a pas contribué à accroître puisque, de 7 % en 1972, il est tombé à 4 % en 1977 (12).

Le « protocole sucre » constitue quant à lui une réelle garantie d'écoulement pour les A.C.P. Mais le sucre de canne est toujours raffiné dans les métropoles européennes, et cette garantie d'écoulement constitue aussi pour la C.E.E. une garantie que les A.C.P. auront des ressources financières nécessaires pour lui acheter les produits manufacturés qu'elle leur vend : la politique d'investissements sucriers menée par les multinationales, avec des financements de la Banque européenne d'investissement, ne va pas sans certaines incohérences dénoncées par la Commission européenne elle-même.

Les pays associés dont la Communauté a accepté de recevoir 1,3 million de tonnes de sucre par an aux prix communautaires sont en train d'accroître considérablement leur production (près de 1 million de tonnes de plus pour l'exportation en 1981), et cela au moment où le marché mondial et européen est déjà en excédent structurel grave : le marché communautaire dispose en 1978 de 2,8 millions de tonnes à l'exportation sur les marchés mondiaux. Or les projets d'accroissement de la production dans ces pays sont mis en œuvre à l'initiative des multinationales européennes.

## Le STABEX et la dépendance à l'égard du marché mondial

LE système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX), inséré pour la première fois dans la convention de Lomé — qui consiste à donner à certains produits, et non à des pays, une garantie de recettes d'exportation remboursable une fois la « tempête » passée, — n'est pas une idée nouvelle. Dès 1944, René Pleven proposait de créer « *un comité des oléagineux coloniaux, un comité des textiles coloniaux, un comité du caoutchouc* », etc., dont l'objet était d' « *assurer une priorité aux besoins que la métropole demanderait à ses territoires de satisfaire* » et d'envoyer « *des missions à l'étranger chargées de recueillir tous renseignements utiles pour déterminer la situation exacte des produits confiés à leurs soins* ». Ceci pour aboutir à une « *coopération plus étroite de l'administration et de l'initiative privée* » (13).

La convention de Lomé, quant à elle, consacrait au STABEX 380 millions d'u.c., mais pour un nombre limité de produits (surtout produits agricoles tropicaux et minerai de fer) et pourvu que certaines conditions restrictives soient remplies. Ce STABEX a en fait un objectif très limité. Ses effets ne sont pas, contrairement à ce qu'un examen rapide pourrait faire croire, de garantir aux A.C.P., pour les produits couverts, des prix stables et rémunérateurs. En effet,

— le système ne couvre que certains produits ;

— deux seuils limitent l'automatisme de déclenchement des transferts compensatoires.

Les résultats risquent d'être très hétérogènes puisque certains pays (comme le Zaïre, le Nigéria, le Lesotho) n'ont aucune chance de voir leurs recettes stabilisées, leur courant d'exportation vers l'ensemble des pays de la C.E.E. étant faible.

D'autre part, pour bénéficier d'un transfert, les recettes effectives d'exportations d'un produit donné vers la C.E.E. doivent être inférieures à la moyenne des recettes correspondantes pour les quatre années précédentes. Par ce mode de calcul, on est toujours en retard par rapport à l'évolution des prix ; en effet, on ne tient pas compte de la hausse tendancielle à long terme des prix des produits industriels. L'inflation remet aussi en cause l'efficacité du mécanisme. Le STABEX ne vise pas à assurer le maintien du pouvoir d'achat ; il ne couvre pas les pertes résultant du fait que l'augmentation relative des prix des exportations des A.C.P. est inférieure à l'augmentation relative des prix de leurs importations (détérioration des termes de l'échange) (14).

Enfin, et surtout, le STABEX ne s'appliquant qu'aux produits exportés vers la Communauté, il favorise et canalise le commerce des A.C.P. vers une zone exclusivement communautaire au détriment des échanges entre A.C.P. dont le commerce limitrophe est important (15). Il favorise l'insertion des A.C.P. dans le système mondial des échanges, dominé par les pays industrialisés et leurs firmes.

Dans ces conditions, la coopération financière prévue par la convention de Lomé a un impact limité sur le développement des A.C.P. Certes, de nombreux projets ont été réalisés, et il est difficile de porter sur eux une appréciation d'ensemble. Il faut cependant noter que le montant de cette aide demeure très bas. Les 3,067 milliards d'unités de compte du Fonds européen de développement et les 390 millions d'unités de compte prêtés par la Banque européenne d'investissement sur cinq ans représentent une aide de 3 dollars par an à chaque habitant des A.C.P.

C'est la France et l'Allemagne qui fournissent la contribution la plus importante au FED (25,95 % chacune) ; le Royaume-Uni n'en fournit que 18,75 % et l'Italie 12 %. Les trente-deux pays les moins développés des A.C.P., représentant 42 % de la population des A.C.P., reçoivent 64 % des aides programmées ; 39 % des crédits du FED vont au développement rural. La convention crée un centre de développement industriel chargé d'accroître la coopération entre entreprises européennes et entreprises des A.C.P.

L'intérêt de la convention à cet égard était de mettre les A.C.P. en position de formuler une position unique et de limiter les effets des politiques d'aides bilatérales des Etats membres de la Communauté. Mais cet avantage pour les A.C.P. était relatif, puisque la part la plus importante de l'aide restait bilatérale et « liée ». Même multilatérale, l'aide demeurait fortement orientée par les anciens pays colonisateurs : ce sont des entreprises françaises, qui, pour les trois premiers FED, ont récolté à elles seules de 42 à 45 % des marchés financiers ; en 1973, la France accordait aux E.A.M.A. 270 millions de dollars d'aide bilatérale soit, pour cette année-là, 40 % de l'aide bilatérale de l'ensemble des pays de la C.E.E. (602 millions de dollars) et plus que l'aide de la C.E.E. pour cette même année (209 millions de dollars).

La part des firmes ou des Etats européens dans les projets et livraisons de la coopération financière s'est, en outre, élevée à 71 % pour le premier FED, 85 % pour le deuxième FED, 83 % pour le troisième FED, et 82 % pour le quatrième FED (état au 31 décembre 1978).

D'autre part, alors que près de 80 % de la population des A.C.P. vit du secteur rural, on constate que l'aide au titre des trois premiers FED est allée pour 40 à 45 % aux secteurs « industrialisation », « tourisme » et « infrastructures » alors que 28 % seulement allaient au « développement rural » (16).

La « priorité au développement rural » qu'affiche la Commission européenne dans ses bilans de la convention de Lomé ne semble donc pas correspondre exactement à la réalité, même si l'effort de la Communauté dans ce secteur demeure plus important que celui d'autres institutions internationales.

Il ne faut pas non plus oublier que les fonds des quatre FED (les ressources des trois premiers FED ne sont pas encore épuisées) sont distribués très lentement : la Commission européenne elle-même a regretté les retards considérables qui interviennent dans le financement effectif et le paiement des aides au développement (17). Au 7 juillet 1978, c'est-à-dire un an et demi avant le terme de la première convention de Lomé, les engagements (FED et B.E.I.) s'élevaient à 41 % des fonds disponibles.

La primauté donnée aux actions d'industrialisation et aux « infrastructures » s'explique aussi par l'importance croissante des « cofinancements » avec la Banque mondiale et les fonds arabes.

Bien sûr, la Communauté a mis au point des aides « exceptionnelles », des aides à la coopération régionale entre A.C.P. (ce qui est original par rapport aux actions des autres pays industrialisés), des aides à des « microréalisations », et une aide alimentaire. Les moyens prévus dans ce cadre restent cependant dérisoires : pour les aides exceptionnelles, 150 millions d'u.c. sur cinq ans ; pour l'aide à la coopération régionale, 207 millions d'u.c. ; pour l'aide aux « microréalisations », qui est une innovation de la convention de Lomé, moins de 30 millions d'u.c. Quant à l'aide alimentaire, elle s'élève actuellement à 1,3 million de tonnes de céréales, 150 000 tonnes de poudre de lait et 45 000 tonnes de butteroil. Cette assistance, qui est aussi pour la Communauté un moyen de se débarrasser de ses excédents, atteint annuellement 3,8 milliards de francs, soit un pourcentage infime des dépenses agricoles communautaires actuelles.

Le centre de développement industriel institué par la convention de Lomé a essentiellement permis à des entreprises européennes de trouver des débouchés dans les A.C.P., ce qui est après tout l'objectif recherché. Ce centre a renforcé la tendance de la Communauté à aider prioritairement les plus développés des pays A.C.P. (18).

L'expérience des quatre premiers Fonds européens de développement montre aussi une tendance de la part de la Communauté à laisser aux entreprises privées le soin d'industrialiser les A.C.P. en finançant des projets conçus en fonction du marché mondial, plutôt que des projets directement orientés vers la couverture des besoins économiques internes des populations :

« *En Côte-d'Ivoire, par exemple, le FED avait longtemps considéré comme un de ses plus beaux fleurons la réalisation d'un projet de 32 000 hectares de palmeraies. La production importante de cet investissement apporte sans doute à la Côte-d'Ivoire de substantielles ressources en devises. Mais il faut admettre que celles-ci dépendent tragiquement des fluctuations des cours de l'huile de palme, tandis que les besoins alimentaires nécessitent des importations croissantes. En 1970, les importations ivoiriennes de riz ont atteint 80 000 tonnes. Ce n'est pas surprenant puisque la production vivrière n'a augmenté que de 3 % par an, tandis que celle des cultures industrielles ou d'exportation doublait en dix ans...* » (19).

## Les innovations de 1980

LA deuxième convention de Lomé, conclue pour cinq ans, et qui a été signée en octobre dernier, contient-elle des innovations sérieuses par rapport à la première ?

Les dispositions commerciales de Lomé II sont similaires à celles de Lomé I. Le système STABEX est amélioré : son montant passe à 550 millions d'u.c. sur cinq ans, des nouveaux produits en bénéficieront (en particulier le caoutchouc) ; mais la dotation de 550 millions d'u.c. n'est pas, en valeur relative, plus importante que l'ancienne dotation. La seule innovation réelle est la création d'un STABEX-minerai qui doit permettre la « *sauvegarde de l'appareil de production existant et le développement du potentiel* ».

Ce système couvre le cuivre et le cobalt, les phosphates, le manganèse, la bauxite et l'alumine, l'étain et le minerai de fer, pour lesquels la Communauté entend ainsi assurer son approvisionnement. Il a d'ailleurs été complété par un système de garantie des investissements européens, dans l'intention de favoriser les investissements des entreprises communautaires. La Communauté a en effet remarqué que les investissements des entreprises dans les produits de base sont en diminution par rapport aux investissements japonais et américains, précisément dans ces secteurs où l'approvisionnement des Neuf dépend quasi totalement des A.C.P. : cuivre (Zambie, Zaïre, Papouasie) ; phosphates (Togo, Sénégal) ; bauxite (Guinée, Jamaïque, Surinam, Guyana) ; manganèse (Gabon) ; uranium (Niger) ; minerai de fer (Libéria, Mauritanie).

Cette baisse des investissements miniers des entreprises européennes dans les A.C.P. n'est pas l'effet du hasard. Elle correspond à un changement de stratégie de la part de firmes qui préfèrent désormais vendre des ensembles industriels et de la technologie, considérés à Bruxelles comme un domaine prometteur pour la « coopération », ou de la part des banques (20).

Quant aux dispositions financières de Lomé II, elles constituent, en valeur absolue, un accroissement de 62 % de l'aide (5,6 milliards d'u.c.) par rapport à Lomé I. En fait, si on estime qu'en termes réels la dotation de Lomé II est égale à celle de Lomé I (alors qu'au même moment les pays bénéficiaires passent de quarante-cinq à cinquante-huit) et que la population des A.C.P. est de trois cent quatorze millions d'habitants en 1977, l'aide de Lomé II va représenter une somme de 4,8 dollars par habitant et par an. Il est vrai que Lomé II met l'accent, davantage que Lomé I, sur la coopération régionale et l'aide aux A.C.P. les plus pauvres.

Dans les pays sous-développés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le déficit alimentaire s'accroît, et on enregistre des pénuries « exceptionnelles » (Angola, Cap-Vert, Comores, Congo, Ethiopie, Haute-Volta, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Zaïre...). Les deux tiers de la population mondiale ne produisent qu'un tiers des ressources alimentaires mondiales, et la valeur des importations vivrières des pays sous-développés est passée de 7 milliards de dollars en 1970 à 22 milliards de dollars en 1976. En 1985, le déficit céréalier des pays du tiers-monde sera de 90 millions de tonnes. Selon le rapport *Inter-futurs* (O.C.D.E.), « *à la fin du siècle, le revenu par tête en Afrique noire demeurera probablement inférieur à 400 dollars de 1976* » ; et, selon la Banque mondiale, six cents millions d'êtres humains vivront dans la pauvreté absolue.

Pour le moment, la Communauté européenne ne dissimule pas qu'elle considère encore les pays de son « tiers-monde » comme un moyen parmi d'autres de sortir de la crise en créant ou en relançant les demandes de ces pays. A cet égard, les diagnostics de toutes les institutions internationales concordent étrangement. Pour l'O.C.D.E. (Inter-futurs) : « *Les pays industriels ont tout intérêt au développement du tiers-monde, et doivent élaborer ensemble des stratégies d'action pour réaliser des projets qui améliorent l'efficacité du système économique international* » (21).

Pour la Commission européenne de Bruxelles : « *L'idée* (est d') *injecter pendant une période donnée, trois, quatre ou cinq ans, des flux financiers massifs — de l'ordre de 10 milliards de dollars par an — dans les pays du tiers-monde, qui représentent pour l'Europe les plus gros marchés potentiels, et de contribuer ainsi à une relance de l'économie mondiale* » (22).

Pour la Banque mondiale : « *Au cours de la prochaine décennie, les pays industrialisés pourraient se trouver acculés au même choix que lors de la dépression des années 30 : se replier craintivement sur soi et s'efforcer de préserver un maigre privilège, ou se tourner courageusement vers l'extérieur et s'aider soi-même, tout en aidant les moins favorisés à devenir des partenaires productifs dans un système international en expansion* » (23).

En conclusion du film *Sucre*, réalisé par Claude Pavart et commandité par la Commission européenne, où était évoquée la dépendance de l'île Maurice à l'égard de ses exportations de sucre vers la Communauté, et l' « intérêt » du « protocole sucre » de la convention de Lomé, M. Claude Cheysson a eu le mot de la fin : « *L'aide au développement que nous accordons aux A.C.P. a pour objet de conserver et de créer des marchés pour nos produits. Si l'île Maurice, qui exporte 600 000 tonnes de sucre vers la Communauté à un prix garanti, n'en exportait plus, elle crèverait ; et si elle crevait, que nous achèterait-elle ?* »

JEAN-PIERRE DUBOIS
et PAUL RAMADIER.

(10) *Idem*, pp. 27 et 119.

(11) 1 U.C. = 1,35 dollar environ.

(12) Xavier Bidelli, « A.C.P.-C.E.E., pourquoi l'impasse », *Demain l'Afrique*, septembre 1979, p. 62.

(13) *Journal officiel*, 15 mars 1944.

(14) Confédération mondiale du travail, *la Convention de Lomé et le Nouvel Ordre économique international*, Bruxelles, septembre 1978.

(15) Xavier Bidelli, article cité.

(16) Rapport de la Commission au conseil des ministres A.C.P.-C.E.E. sur la gestion de la coopération financière et technique en 1978, dans le cadre de la convention de Lomé, Bruxelles, juillet 1979.

(17) *Idem*.

(18) X. Bidelli, « A.C.P.-C.E.E. : pourquoi l'impasse ? » *Demain l'Afrique*, nº 37 du 8 octobre 1979, pp. 52-55.

(19) Cf. C.M.T., ouvrage cité, pp. 30, 31.

(20) P. Judet et R. Chaponière, « Problèmes liés à la coopération industrielle entre le Nord et le Sud », colloque international sur les stratégies de développement dans le monde arabe, Louvain, décembre 1978.

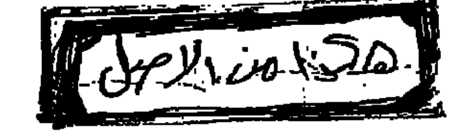
(21) *Le Monde*, 8-9 juillet 1979.

(22) Claude Cheysson dans *le Nouvel Observateur* du 1er août 1977.

(23) Robert McNamara, à l'assemblée du Fonds monétaire international, octobre 1979 (Cf. *le Monde* du 3 octobre 1979).





# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

## ONU

### *Le Conseil de sécurité demande à Israël, à deux reprises, de rapporter ses mesures d'expulsion frappant trois personnalités de Cisjordanie.*

REUNI d'urgence à la demande de la Tunisie, à la suite de la décision, prise par les autorités israéliennes d'occupation, d'expulser trois personnalités de Cisjordanie (les maires d'Hébron et de Khalkhoul et le juge islamique d'Hébron), le Conseil de sécurité a adopté une résolution le 8 mai par dix voix contre zéro et avec une abstention (Etats-Unis). Le Conseil y demande notamment à Israël de rapporter ces *« mesures illégales »* et de faciliter le retour *« immédiat »* des notables palestiniens expulsés afin qu'ils puissent reprendre leurs fonctions.

Une deuxième fois le 20 mai, le Conseil s'est prononcé en ce sens (par quatorze voix pour et une abstention : celle des Etats-Unis), après examen d'un rapport du secrétaire général en application de la précédente résolution. Dans le nouveau texte, le Conseil ajoute une référence explicite à la quatrième convention de Genève de 1949, art. 1 et 49.

### *Les Etats-Unis font usage de leur droit de veto à propos des droits des Palestiniens.*

Le 30 avril, le Conseil avait mis un terme à son débat sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, qui était en cours depuis le 31 mars. Les Etats-Unis ayant fait usage de leur droit de veto, le projet de résolution présenté par la Tunisie a été repoussé. Reconnaissant notamment le droit à l'autodétermination des Palestiniens, y compris le droit d'établir un Etat indépendant en Palestine, ce texte avait recueilli dix voix contre une (Etats-Unis) et quatre abstentions (France, Norvège, Portugal et Royaume-Uni).

MISSION A TEHERAN. — *Après consultation du gouvernement de Téhéran et avec son accord, le secrétaire général des Nations unies a chargé, le 17 mai, M. Adib Daoudy de se rendre à Téhéran pour reprendre les contacts directs avec les autorités iraniennes. M. Daoudy (Syrie) est membre de la commission d'enquête qui s'était rendue en Iran, à la fin du mois de février, pour tenter de résoudre la crise provoquée par la détention des diplomates américains retenus en otage.*

DESARMEMENT. — *La commission du désarmement a ouvert sa deuxième session de fond, le 12 mai. Elle est chargée de préparer un projet pour la proclamation des années 80 comme deuxième Décennie du désarmement. Un rapport sur la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud a été soumis à son attention.*

*— Le 30 avril, le comité du désarmement a mis fin, à Genève, à la première partie de sa session de printemps. Quatre groupes de travail ont été chargés d'entamer des négociations de fond sur des points importants de son ordre du jour. La session du comité s'était ouverte le 5 février.*

*— Le groupe d'experts chargé d'aider le secrétaire général de l'ONU à préparer une étude sur les relations entre le désarmement et la sécurité internationale a tenu sa troisième session à New-York, du 28 avril au 9 mai.*

NON-RECOURS A LA FORCE. — *Le comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales a tenu sa troisième session à New-York, du 7 avril au 2 mai. Il souhaite, dans son rapport à l'assemblée générale, poursuivre l'examen des questions dont il est saisi.*

NAMIBIE. — *Le conseil des Nations unies pour la Namibie a siégé en mai, à New-York, pour préparer la réunion plénière qu'il devait tenir à Alger, du 28 mai au 1er juin.*

MISSION AU ZIMBABWE. — *Dirigée par M. Gordon Goundrey, sous-secrétaire général de l'ONU, une mission s'est rendue, le 18 mai, à Salisbury pour y étudier avec le gouvernement de M. Mugabe les questions relatives à la reconstruction du pays.*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le Conseil économique et social (Ecosoc) a terminé, le 2 mai, sa session de printemps qui s'était ouverte le 8 avril, à New-York. Il a adopté une série de résolutions portant sur les problèmes de la femme, les droits de l'homme, les stupéfiants, et le développement social. Des résolutions sur l'aide aux réfugiés en Somalie, en Ethiopie, au Soudan et à Djibouti, ainsi que sur l'assistance au Liban, ont aussi été votées. Le Conseil a décidé, d'autre part, que la sixième session de la commission des sociétés multinationales se tiendrait à Mexico, du 23 juin au 4 juillet.*

COMITE PLEINIER SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES. — *Le comité plénier sur les questions économiques, qui avait achevé sa première session de 1980 le 11 avril, a repris ses travaux le 5 mai, pour sa deuxième session de l'année. Il est chargé de préparer une nouvelle série de négociations sur la coopération économique internationale pour le développement qui s'engageraient lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, du 25 août au 5 septembre, à New-York.*

STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT. — *La cinquième session du comité préparatoire pour la nouvelle Stratégie internationale du développement s'est terminée le 25 avril.*

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION. — *Le Conseil mondial de l'alimentation s'est réuni à Rome, du 28 au 30 avril, pour préparer sa sixième session ministérielle qui aura lieu du 3 au 6 juin, à Arusha (Tanzanie).*

ACTIVITES DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION. — *Le comité chargé de réexaminer les politiques et les activités des Nations unies dans le domaine de l'information a ouvert sa première session de 1980 le 9 mai.*

DROIT INTERNATIONAL. — *Réunie à Genève, la commission du droit international a commencé en mai les travaux de sa trente-deuxième session.*

DECENNIE DE LA FEMME. — *Le comité préparatoire de la conférence mondiale de la Décennie de la femme a terminé sa dernière session le 18 avril.*

REFUGIES. — *Selon des informations publiées le 14 avril par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), l'ensemble des besoins pour faciliter la réinsertion des réfugiés zimbabwéens regagnant leur pays, est estimé à 110 millions de dollars. En outre, 114 000 tonnes de vivres seront nécessaires pour leur alimentation jusqu'à la récolte d'avril 1981. Le haut commissariat a été chargé de coordonner l'assistance des Nations unies aux rapatriés et aux personnes déplacées au Zimbabwe.*

*— M. Ohtori Kurino (Japon) a été nommé, en avril, conseiller spécial auprès du coordonnateur des programmes du H.C.R. en Asie du Sud-Est, basé à Bangkok.*

*— Une allocation de 500 000 dollars a été affectée par le H.C.R., en avril, à l'aide aux réfugiés tchadiens au Cameroun.*

---

● COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE OCCIDENTALE. — *Treize pays membres et l'O.L.P. ont participé à Bagdad, du 19 au 23 avril, à la septième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale. Parmi les onze résolutions sur le développement qui ont été adoptées, figure un programme d'action sur la réforme agraire et la mise en valeur des zones rurales.*

● COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — *La Commission économique des Nations unies pour l'Europe a siégé, de son côté, du 15 au 26 avril à Genève, pour les travaux de sa trente-cinquième session. Ses débats ont principalement porté sur les problèmes de l'énergie, sur le développement du commerce et la coopération industrielle et sur l'environnement. Rappelons que trente-quatre pays sont membres de la Commission ; trente-deux Etats européens plus les Etats-Unis et le Canada. En prévision de cette session, la Commission avait publié, dès le 19 mars, son* Etude sur la situation économique de l'Europe en 1979, *qui dresse le bilan de l'évolution de la situation économique et du commerce en Europe occidentale et en Europe orientale.*

## F.A.O.

### *Vers un accord international sur la banane ?*

REUNI à Rome du 5 au 9 mai, le groupe intergouvernemental sur la banane de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a poursuivi ses travaux pour définir les éléments d'un accord international sur la banane qui comprendrait des mesures de régulation de l'offre telles que des quotas d'exportation. Les pays exportateurs ne sont cependant pas parvenus à s'entendre, certains préférant miser sur l'expansion de la consommation et la réduction des barrières commerciales. Selon le groupe, les plans que quelques pays exportateurs mettent en œuvre pour accroître leur production dans les cinq prochaines années pourraient aggraver le décalage entre l'offre et la demande en provoquant un fléchissement supplémentaire des prix déjà à peine rémunérateurs pour certains pays producteurs.

GRAINES OLEAGINEUSES ET MATIERES GRASSES. — *Le groupe intergouvernemental de la F.A.O. sur les graines oléagineuses et les matières grasses a tenu sa quatorzième session à Rome, du 9 au 15 avril. Il a estimé que la production mondiale de produits oléagineux en 1980 atteindra un niveau record pour la troisième année consécutive, provoquant ainsi la création de disponibilités bien supérieures à la demande. Il a également estimé que la production de matières grasses comestibles et saponifiables devrait augmenter de 9 % pour atteindre 61 millions de tonnes et les protéines d'oléagineux de 18 % pour atteindre 46 millions de tonnes.*

LUTTE CONTRE LA TRYPANOSOMIASE. — *La commission sur la trypanosomiase en Afrique, récemment mise en place par la F.A.O., a tenu sa première réunion à Rome du 21 au 24 avril.*

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Au cours d'une réunion à Rome, du 14 au 25 avril, l'organe directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), patronné conjointement par l'ONU et la F.A.O., a approuvé une aide de 186,6 millions de dollars pour seize projets de développement économique et social dans quinze pays (Somalie, Egypte, Maroc, Tunisie, Jordanie, Pérou, Mexique, Pakistan, Lesotho, El Salvador, Honduras, Guinée, Angola, Ghana et Mauritanie). La plus grande partie de ces projets concerne le secteur agricole et vise à augmenter immédiatement la production alimentaire.*

*En outre, le PAM a décidé d'envoyer une aide alimentaire d'urgence, d'une valeur de 1,1 million de dollars, au Sénégal et à la Gambie pour les populations victimes de la sécheresse dans ces deux pays. Il a, d'autre part, reçu de la Somalie une demande d'aide accrue en faveur des six cent cinquante mille réfugiés qu'elle héberge et dont le nombre s'accroîtrait de mille à deux mille par jour, selon le ministre somalien de l'administration locale et du développement rural.*

*Auparavant, le comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire du PAM s'était réuni à Rome du 4 au 25 avril.*

L'AIDE ALIMENTAIRE AU CAMBODGE. — *M. Bernardo de A. Brito, directeur exécutif adjoint de l'organe directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), a annoncé le 25 avril, à Rome, qu'une négociation avait été entreprise avec les autorités vietnamiennes pour obtenir que l'aide puisse transiter par les routes et les ports du Vietnam. Les besoins d'ici à la fin de l'année étaient alors estimés à 310 000 tonnes de céréales, de légumineuses et d'huile comestible.*

## UNESCO

### *Vers un « programme international pour le développement de la communication »*

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a réuni à Paris, du 14 au 21 avril, une conférence intergouvernementale consacrée aux problèmes de l'information et au développement des communications. A l'issue des travaux, les cent vingt et un Etats représentés ont décidé de soumettre à la prochaine conférence générale de l'Organisation, en septembre et octobre 1980, un projet de « programme international pour le développement de la communication ». Selon M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, cette décision manifeste une *« prise de conscience (...) des déséquilibres et des injustices qui subsistent »* en ce domaine entre pays pauvres et riches, et devrait contribuer à ce que l'information dans le monde passe du stade de la *« liberté de quelques-uns au détriment des autres »* à celui de l' *« expansion systématique de cette liberté »*.

AU CONSEIL EXECUTIF. — *Le conseil exécutif de l'UNESCO s'est réuni le 30 avril, à Paris, pour sa cent-neuvième session qui devait durer jusqu'au 9 juin. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.*

---

● AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — *Le conseil de gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a approuvé, le 28 avril, un accord entre l'Agence et la République de Cuba pour l'application de garanties relatives à un accord de coopération entre l'Union soviétique et Cuba en vue de la construction d'une centrale nucléaire. Cet accord prévoit notamment une coopération économique et technique relative à l'installation d'une centrale nucléaire d'une puissance de 880 MW à Cuba et aux services, au matériel et aux matières nécessaires. Dans l'ensemble, les termes de l'accord correspondent en substance aux termes des autres accords de garanties conclus au cours des dernières années par l'Agence avec les Etats non dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas parties au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.).*

*— Le groupe consultatif permanent de l'Agence sur le transport des matières radioactives (SAGSTRAN) s'est réuni, en avril, à Paris, pour formuler des avis en vue de la prochaine révision du règlement de transport et du programme global de l'Agence en matière de sûreté du transport.*

● ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — *Dans son rapport sur les principaux événements survenus dans le domaine de l'aviation civile en 1979, publié au mois de mai, le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) indique que le niveau de sécurité des services réguliers a approché en 1979 le niveau de 1978 si l'on tient compte de l'augmentation du trafic ; mais le nombre des accidents et des morts a augmenté. D'après ces renseignements préliminaires, 31 accidents mortels sur les services réguliers ont fait en 1979 au total 871 morts. En 1978, les 25 accidents de ce type avaient causé la mort de 755 passagers. Le rapport indique que les niveaux de sécurité varient beaucoup selon les types d'avions utilisés.*

*En ce qui concerne les tendances techniques qui touchent à la sécurité, l'O.A.C.I. note dans son rapport que la planification des courants de trafic aérien continue à retenir l'attention des Etats.*

● ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. — *Sainte-Lucie est devenu, le 10 avril, membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.). Ce qui porte à cent seize le nombre des pays membres.*

● ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — *Le rapport du Bureau international du travail (BIT) a été publié le 5 mai, à l'intention de la soixante-sixième session de la conférence internationale du travail (qui doit s'ouvrir à Genève le 4 juin). Il dresse un compte rendu complet des activités et des programmes en cours de l'organisation. Une annexe spéciale examine la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés par Israël. Ce document, qui présente les conclusions de la troisième mission envoyée par le BIT dans les territoires occupés, étudie de façon systématique les mesures prises par les autorités israéliennes à la suite des recommandations faites par la mission de 1979, ainsi que les points sur lesquels des mesures restent encore à prendre et au sujet desquels il formule de nouvelles recommandations.*

*— L'édition 1979 de l'*Annuaire des statistiques du travail du B.I.T., *publiée le 27 mars, indique que, par rapport à l'année précédente, le nombre de grèves dans les pays industrialisés à économie de marché a été, en 1978, inférieur de 10 % et celui des journées de travail perdues de 8 %.*

● ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — *L'éradication totale de la variole dans le monde a été proclamée le 8 mai, lors d'une cérémonie spéciale organisée au début de la trente-troisième assemblée mondiale de la santé, réunie depuis le 5 mai à Genève. L'assemblée, qui rassemble les délégués de cent quarante-huit Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), devait durer trois semaines. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.*

*— Le comité consultatif africain de la recherche médicale, créé il y a quatre ans, s'est réuni à Brazzaville du 14 au 18 avril pour passer en revue le programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, le programme de recherche en reproduction humaine et le programme de recherche sur les services de santé. Ces activités sont financées sur des crédits extra-budgétaires de l'O.M.S. et relèvent du siège à Genève.*

● UNION POSTALE UNIVERSELLE. — *Le conseil exécutif de l'Union postale universelle (UPU) s'est réuni en session annuelle, à Berne, du 13 au 16 mai. A l'ordre du jour : l'examen des modalités pour mettre en marche les études dont la conduite a été confiée au conseil par le congrès de l'UPU d'octobre 1977. Parmi les études les plus importantes figurent l'assistance technique sous toutes ses formes fournie aux pays en voie de développement ; les relations avec l'ONU, avec les autres organisations internationales et avec les unions postales restreintes ; les finances de l'UPU ; le courrier accéléré international (Datapost, Express Mail, Postadex, etc.) ; le traitement douanier des envois postaux ; les frais de transit, les frais terminaux ; la révision des taux de base du transport aérien du courrier ; l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier, etc.*

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

## Fonds monétaire international

### *Quatorzième session du comité intérimaire*

LA quatorzième session du comité intérimaire du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) s'est tenue à Hambourg, le 25 avril, sous la présidence de M. Filippo Maria Pandolfi (Italie) ; elle avait été précédée, le 24 avril, par les réunions du comité de développement du groupe des « vingt-quatre » et du groupe des « dix ».

D'un commun accord, les membres du comité intérimaire sont convenus de ne pas modifier la priorité accordée dans de nombreux pays à la lutte contre l'inflation ; ils souhaitent, d'autre part, que le Fonds joue un rôle plus important dans l'ajustement et le financement des déséquilibres de paiements qui ne cessent de s'aggraver. Ils sont parvenus à ces conclusions après avoir noté, depuis la réunion de Belgrade en octobre 1979, une dégradation des perspectives de l'économie mondiale, une intensification de l'inflation et une aggravation des déséquilibres des paiements des principaux groupes de pays, notamment les pays en voie de développement, non exportateurs de pétrole.

A l'ordre du jour figurait la création d'un compte de substitution destiné à recevoir de la part des pays créanciers des Etats-Unis, des dollars en contrepartie desquels il leur aurait été remis un actif libellé en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) et mobilisable sous certaines conditions. Sans prendre de décision à ce sujet, le comité a exprimé son intention de poursuivre ses travaux sur ce sujet.

DERNIERE VENTE D'OR DU F.M.I. — *Le F.M.I. a procédé le 7 mai à la dernière vente d'or prévue dans un programme quadriennal, commencé en juin 1976, en vertu duquel 25 millions d'onces d'or ont été vendues par adjudication — soit un sixième du total qu'il détenait — au profit des pays en voie de développement.*

*Un total de 443 200 onces d'or fin (soit 800 onces de moins que la quantité mise en adjudication) a été attribué aux adjudicataires qui ont présenté des offres ordinaires ; l'or a été attribué à des prix qui s'échelonnaient entre 500,20 et 511,15 dollars des Etats-Unis l'once, soit une moyenne de 504,90 dollars l'once. Le reste, 800 onces, n'a pas pu être attribué parce qu'il s'agit d'une quantité inférieure à la quantité minimale (1 200 onces) qui, selon les termes et les conditions applicables aux ventes, peut être attribuée à un adjudicataire. Les soumissions ordinaires reçues portaient sur un total de 1 822 000 onces.*

CREDIT « STAND-BY ». — *Le Fonds a approuvé le 18 avril, un crédit « stand-by » autorisant le gouvernement de Panama à effectuer au cours des vingt prochains mois, soit jusqu'au 31 décembre 1981, des achats d'un montant équivalent à 66,375 millions de D.T.S. pour aider à la réalisation du programme financier adopté par le gouvernement pour 1980-1981.*

NOUVEAUX DETENTEURS DE D.T.S. — *Le 25 avril, le F.M.I. a désigné quatre institutions comme « autres détenteurs » de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) et les a autorisés à acquérir, détenir et utiliser des D.T.S. selon des modalités et des conditions uniformes. Les quatre nouveaux détenteurs sont : l'Autorité monétaire des Antilles orientales, St-Kitts, le Fonds international de développement agricole de Rome, la Banque nordique d'investissement d'Helsinki et la Banque nationale suisse de Zurich. D'autre part, le 30 avril, le F.M.I. a ajouté le Fonds andin de réserve de Bogota à la liste des autres détenteurs de D.T.S.*

## Groupe de la Banque mondiale

### *Prêts de la BIRD*

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octroi des prêts suivants :

*— République de Corée (17 avril) : 30 millions de dollars pour le financement des petites et moyennes entreprises ; le 2 mai, 94 millions de dollars ont été consentis à la Société nationale des chemins de fer coréens ;*

*— Maroc (17 avril) : deux prêts d'un montant de 12 millions, dont 62 millions de dollars pour la réalisation d'un projet routier et 50 millions de dollars pour l'exploration pétrolière ;*

*— Uruguay (17 avril) : 24 millions de dollars pour accroître la productivité de l'élevage et des cultures vivrières ;*

*— Chili : 38 millions de dollars pour assainir les eaux et étendre les réseaux de distribution dans le pays ;*

*— Colombie (21 avril) : 32 millions de dollars pour le financement du troisième projet de développement des petites industries ;*

*— Indonésie (21 avril) : 42 millions de dollars destinés à l'implantation de petites plantations dans le sud de la province de Sumatra ;*

*— Egypte (2 mai) : 69 millions de dollars, rétrocédés à la National Spinning and Weaving Company, pour l'aider à fabriquer des produits de haute qualité ; ce pays a également reçu le 15 mai un prêt de 30 millions de dollars pour le financement des industries du secteur privé ;*

*— Nigéria (2 mai) : 28 millions de dollars pour l'accroissement des ressources vivrières et l'amélioration du revenu de la population rurale ;*

*— Brésil (8 mai) : 159 millions de dollars pour la construction d'un réseau de transport suburbain pour la métropole de Porto Alegre ;*

*— Inde (15 mai) : 100 millions de dollars pour financer les coûts en devises de projets industriels ;*

*— Tunisie (15 mai) : 36,5 millions de dollars pour la modernisation du réseau routier ;*

*— Costa-Rica (19 mai) : 30 millions de dollars affectés à un programme d'entretien du réseau routier ;*

*— Turquie (19 mai) : 120 millions de dollars pour accroître la capacité de production du projet hydro-électrique de Karakaya.*

ADHESION DE LA CHINE A LA BANQUE MONDIALE. — *Les administrateurs de la BIRD, représentant les pays membres, ont annoncé le 15 mai que le gouvernement de la République populaire de Chine représenterait désormais la Chine dans les institutions faisant partie du groupe de la Banque mondiale. Le 17 avril, la Chine avait déjà été admise au Fonds monétaire.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé ces dernières semaines une série de crédits en faveur des pays suivants :*

*— Bangladesh (10 avril) : 107 millions de dollars, dont 50 millions financeront l'importation de produits divers, 37 millions un projet d'irrigation et 20 millions un programme d'adduction d'eau ;*

*— Indonésie (10 avril) : 132 millions de dollars, dont 45 millions pour un projet de développement de plantations d'hévéas, 45 millions pour accroître la production de riz ailleurs qu'à Java et 42 millions pour l'amélioration des services de vulgarisation agricole ;*

*— Soudan (10 avril) : 65 millions de dollars pour un projet de modernisation agricole ; le 21 avril, ce pays a en outre reçu un crédit de 65 millions de dollars pour le financement d'un projet visant à développer la production d'énergie électrique ;*

*— Haute-Volta (10 avril) : 14,5 millions de dollars destinés à renforcer l'administration forestière et à réaliser des activités-pilotes de foresterie ; ce pays a aussi reçu le 2 mai un crédit de 6,5 millions de dollars pour la mise en valeur de zones marécageuses ;*

*— Pakistan (14 avril) : 50 millions de dollars pour améliorer l'état du réseau routier ; 40 millions de dollars ont en outre été consentis le 19 mai à la Pakistan Industrial Credit and Investment Corporation pour financer le coût en devises de projets industriels ;*

*— Kenya (14 avril) : 70 millions de dollars pour l'amélioration du potentiel industriel ; un autre crédit de 46 millions de dollars, accordé le 2 mai, aidera au financement d'un programme de développement de la petite culture ;*

*— Inde (17 avril) : deux crédits de 50 millions de dollars ; 32 millions de dollars sont affectés à un programme sanitaire dans le Tamil-Nadou et 18 millions utilisés pour la réalisation de forages dans l'Uttar-Pradesh. Trois autres crédits ont été approuvés le 21 avril : 210 millions de dollars pour le projet d'irrigation dans l'Etat de Maharashtra, 46 millions de dollars attribués au Etats d'Uttar-Pradesh et d'Andhra-Pradesh pour abaisser la mortalité infantile, limiter les naissances et améliorer la santé des mères et des enfants ; 37 millions de dollars pour financer un projet forestier. Enfin, deux crédits ont encore été annoncés le 2 mai, l'un de 175 millions de dollars, pour un programme d'irrigation dans l'Etat de Gujarat, et l'autre, de 22 millions de dollars, pour développer la production de noix de cajou ;*

*— Bénin (21 avril) : 10 millions de dollars pour le développement industriel ;*

*— Cameroun (24 avril) : 16 millions de dollars pour accroître le cheptel et partant améliorer les revenus des agriculteurs ;*

*— Ghana (24 avril) : 29,5 millions de dollars affectés à la Farmer's Services Company ;*

*— Népal (24 avril) : 17 millions de dollars pour développer la production de bois de chauffage ;*

*— République arabe du Yémen (24 avril) : 5,5 millions de dollars pour améliorer un réseau d'irrigation dans la région de Tihama ;*

*— Burundi (2 mai) : 15 millions de dollars pour améliorer l'enseignement ;*

*— Madagascar (8 mai) : 12,5 millions de dollars affectés à un projet de promotion de l'exploration pétrolière ;*

*— Sri-Lanka (8 mai) : 18 millions de dollars pour le financement d'un projet de replantation d'hévéas ; deux crédits d'un montant de 56 millions de dollars avaient déjà été accordés à ce pays le 21 avril, l'un, de 53 millions, pour la fourniture d'un service d'autocars plus sûr ; l'autre, de 3 millions de dollars, pour financer les services de consultants en vue de la réalisation du programme de développement de Mahaweli-Ganga ;*

*— Tanzanie (8 mai) : 43 millions de dollars pour la modernisation ou la construction de silos et de moulins ; 10 millions de dollars avaient été consentis au pays le 21 avril pour augmenter la production de pyrèthre dans le Sud ;*

*— Zaïre (8 mai) : 18,5 millions de dollars accordés à la Sofide, principale source de financement du pays pour ses opérations de financement ;*

— *Togo (15 mai) : 21 millions de dollars pour le premier projet d'amélioration de l'enseignement primaire ;*

OPERATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *Le 21 avril, un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 20 millions de dollars, assorti d'un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) de 5 millions de dollars, a été accordé au Honduras pour la réalisation d'un projet de crédit agricole. De son côté, le Cameroun a reçu, le 24 avril, un prêt de 16,5 millions de dollars de la Banque mondiale, assorti d'un crédit de 15 millions de l'IDA pour la seconde phase d'un projet de développement d'une plantation d'hévéas. Egalement le 24 avril, le Sénégal a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale de 10 millions de dollars assorti d'un crédit de l'IDA de 28 millions de dollars pour la réalisation d'un projet routier. D'autre part, le 8 mai, l'Indonésie s'est vue accorder un prêt de la Banque mondiale de 35 millions de dollars assorti d'un crédit de l'IDA de 30 millions de dollars pour un projet de recherche agricole. Enfin, le 15 mai, un prêt de la Banque mondiale de 25 millions de dollars, assorti d'un crédit de l'IDA de 15 millions de dollars, a été consenti à la Zambie pour un programme ferroviaire.*

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *Trois opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été annoncées :*

— *Aide au développement des petites entreprises aux Philippines (le 23 avril) sous la forme d'une souscription au capital action d'une institution financière, la Ventures in Industry and Business Enterprises ; la contribution de la S.F.I. s'élève à 277 400 dollars ;*

— *Financement de l'expansion des installations hôtelières à Blantyre et à Lilongwé (Malawi), le 24 avril, avec une contribution de 1 965 000 dollars des Etats-Unis ;*

— *Contribution de 4 millions de dollars annoncée le 13 mai pour participer à la création d'une nouvelle institution indonésienne pour le financement de l'habitat en Indonésie.*

FIN DU PROGRAMME D'EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'EXERCICE 1980. — *La Banque mondiale a annoncé le 1er mai qu'elle venait de clore son programme d'emprunt de 5,3 milliards de dollars pour l'exercice 1980 (qui prend fin le 30 juin) par un placement privé d'un montant de 250 millions de bons en deutschemarks.*

*L'accord, passé avec la Deutsche Bank A.G., la Dresdner Bank A.G., la Commerzbank A.G. et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, stipule un taux d'intérêt sur les bons de 9 % par an payable annuellement le 1er mai. L'émission s'est faite au pair. Le remboursement se fera le 1er mai 1988 et ne pourra être amorti par anticipation.*

## Banque africaine de développement

### *Prêts au Togo et à l'Ouganda*

AU cours de sa cent trente et unième session tenue à Abidjan les 24 et 25 mars, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé des prêts en faveur de deux pays :

— Togo : 3,5 millions d'u.c. (environ 945,6 millions de F. C.F.A.) à la Banque togolaise de développement pour financer le coût en devises de certains projets ; ce prêt, remboursable en quinze ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, servira à financer de petites et moyennes entreprises et sera garanti par le gouvernement ;

— Ouganda : une ligne de crédit de 10 millions d'u.c. (2,7 milliards de F. C.F.A.) à l'Uganda Development Bank afin de moderniser l'activité industrielle du pays ; ce prêt, remboursable en quinze ans, avec un différé d'amortissement de quatre ans, est garanti par le gouvernement.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Le conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) a octroyé des prêts, lors de sa réunion à Abidjan, le 27 mars, en faveur de trois pays :*

— *Mali : un prêt de 11 millions d'U.C.F. (approximativement 2 737 millions de francs C.F.A.) pour le projet de développement rural d'aménagement de Sélingué. Le prêt est remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortissement de dix ans ;*

— *Maurice : un prêt de 3,7 millions d'U.C.F. (approximativement 920,7 millions de francs C.F.A.) pour financer la réparation des routes et des ponts endommagés par les cyclones. Le prêt est remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortissement de dix ans ;*

— *Zambie : un prêt de 8 millions d'U.C.F. (approximativement 1 990,7 millions de francs C.F.A.) pour le financement du projet de développement sucrier de Wakambala. Le prêt est également remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortissement de dix ans.*

*D'autre part, les représentants du FAD et de la République du Burundi ont signé, le 14 mars, à Abidjan, un accord aux termes duquel le Fonds accorde un prêt complémentaire d'un montant de 1,23 million d'U.C.F. (soit environ 306 millions de francs C.F.A.) à la République du Burundi pour financer le dépassement des coûts du projet de construction de la route Bujumbura-Mutambara.*

## Banque européenne d'investissement

### *Prêts à des pays de la Communauté*

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) annonce des prêts en faveur des pays et organismes de la Communauté européenne :

— *Danemark (le 16 avril) : deux prêts d'une contre-valeur totale de 24,7 millions de couronnes danoises (3,1 millions d'u.c.e.) pour la construction, dans l'Ouest du Jutland, de deux usines permettant d'utiliser dans l'industrie alimentaire et pour diverses fabrications chimiques le lactosérum, sous-produit de la production de fromage. 16 millions ont été accordés (pour dix ans au taux de 10,20 %) à la société Danmark Protein A/S ; 8,7 millions ont été prêtés (pour dix ans au taux de 10,20 %) à la société Biogena A/S appartenant au groupe Kali-Chemie A.G.*

— *Italie (le 2 mai) : deux prêts d'une contre-valeur de 80 milliards de lires (68,3 millions d'u.c.e. accordés à l'ENEL (Ente Nazionale per l'Energia Elettrica). La majeure partie de ces fonds, soit 60 milliards de lires, provient des ressources propres de la B.E.I. ; 20 milliards proviennent des ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts, dit « facilité Ortoli ». Les 60 milliards ont été affectés à la construction d'une centrale de pompage hydro-électrique à Edolo, près de Brescia (pour douze ans au taux de 8,95 %, compte tenu de la bonification de 3 % au titre du Système monétaire européen).*

*Quant au prêt de 20 milliards, il contribuera à financer des investissements estimés à 171 milliards de lires consistant dans la mise en place d'un système fondé sur les techniques les plus récentes de transmission et de traitement des données par ordinateur afin d'assurer une coordination très poussée des installations de production et de transport sur l'ensemble du territoire italien ; ce concours est accordé pour dix ans, au taux de 8,5 %, compte tenu d'une bonification de 3 % au titre du S.M.E. ;*

— *Royaume-uni (le 2 mai) : trois prêts d'une contre-valeur totale de 5,5 millions de livres (9,2 millions d'u.c.e.) pour contribuer au financement d'investissements industriels et d'infrastructures. Les prêts se répartissent de la façon suivante : 1) 2,5 millions à Whessoe Limited (à 12,2 %, pour sept ans) pour l'extension des installations de fabrication et de montage d'éléments de grande dimension pour centrales nucléaires à Middlesborough et Darlington, au nord-est de l'Angleterre ; 2) 1 million à Rockwool Ltd (pour huit ans, à 12,25 %) pour la construction d'une usine de laine minérale près de Bridgend, au sud du pays de Galles ; 3) un prêt de 2 millions au Dumfries and Galloway Regional Council, en Ecosse (pour quinze ans, à 13,15 %) pour contribuer au financement de travaux d'amélioration du réseau routier, d'ouvrages d'adduction d'eau, et à l'aménagement de terrains industriels ;*

— *Irlande (le 5 mai) : deux prêts d'une contre-valeur de 9,7 millions de livres irlandaises (14,4 millions d'u.c.e.) sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts. Une bonification d'intérêt de 3 % s'applique à l'intégralité de ces prêts en vertu des dispositions adoptées au moment où l'Irlande a adhéré au système monétaire européen. Ces deux concours, consentis pour une durée de quinze ans à Bord Na Mona, organisme irlandais chargé de l'exploitation des ressources de tourbe, se répartissent comme suit : 6 millions pour la mise en valeur de 2 850 hectares de tourbières et la construction d'une usine à Littleton (Comté de Tipperary) ; et 3,7 millions pour la mise en valeur de cinq gisements, principalement dans les Midlands.*

PRET AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOME. — *Au titre de la première convention de Lomé, la B.E.I. a accordé le 23 avril un prêt de 3,5 millions d'u.c.e. à la République du Cap-Vert pour la construction d'un chantier de réparation des grands bateaux de pêche hauturière, et dans une moindre mesure des petits navires de commerce, dans la baie de Mindelo, principal port de l'archipel.*

*Cette opération a pris la forme d'un prêt conditionnel accordé, au taux de 2 % pour une durée pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans.*

PRET A LA TUNISIE. — *Le 28 avril, la B.E.I. a accordé à la Tunisie 20 millions d'u.c.e. (11,4 millions de dinars tunisiens) pour contribuer au financement d'une ligne de chemin de fer destinée essentiellement au transport de minerai de phosphate entre Gafsa et Gabès, au centre-ouest de la Tunisie. Le financement a fait l'objet de deux opérations distinctes : un prêt bonifié de 5 millions d'u.c.e. sur les ressources propres de la B.E.I. et un prêt à conditions spéciales de 15 millions sur les ressources budgétaires de la Communauté (durée quarante ans, dont dix ans de différé, taux d'intérêt 1 %), la B.E.I. agissant sur mandat de la Communauté.*

PRET AU MAROC. — *La B.E.I. a annoncé le 30 avril l'octroi d'un prêt global de 5 millions d'u.c.e. au Maroc pour contribuer au développement du secteur industriel. Consenti à l'Office pour le développement industriel (ODI), ce prêt servira à financer des participations — sélectionnées en accord avec la B.E.I. — dans des entreprises de petite et moyenne dimension relevant du secteur industriel. L'opération a pris la forme d'un prêt conditionnel d'une durée établie initialement à vingt-cinq ans maximum, au taux de 2 %, sur les ressources budgétaires de la Communauté européenne prévues pour des prêts à conditions spéciales et des opérations sur capitaux à risques.*

## Banque interaméricaine de développement

### *Octroi de treize prêts*

LA Banque interaméricaine de développement (BID) annonce l'octroi de prêts aux pays suivants :

— *Panama (18 mars) : deux prêts d'un montant total de 9,8 millions de dollars pour le financement d'un projet de santé animale destiné à contrôler le développement de maladies endémiques dans le pays. Le premier prêt, d'un montant de 5,4 millions de dollars, est accordé à l'aide du fonds d'opérations spéciales de la banque, pour trente ans, à un taux d'intérêt annuel de 2 % ; le deuxième, d'un montant de 4,4 millions de dollars, est octroyé pour vingt ans à 8,25 % l'an, à l'aide des ressources ordinaires.*

— *Honduras (18 mars) : 5 millions de dollars (à l'aide du fonds du Venezuela, pour vingt ans, à 8,25 % l'an) pour la création d'une coopérative agricole qui devra construire trois usines de production d'huile de palme africaine dans la basse vallée de l'Aguan.*

— *Costa Rica (20 mars) : deux prêts d'un montant total de 15,1 millions de dollars pour le financement d'un projet pilote d'irrigation dans le bassin inférieur de la rivière Tempisque, dans la province de Guanacaste : 10,4 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales (prêt pour trente-cinq ans, à 2 % l'an) et 4,7 des ressources ordinaires (pour vingt ans, à 8,25 % l'an). Ces crédits seront utilisés par le Servicio Nacional de Electricidad (S.N.E.).*

— *Equateur (20 mars) : 21 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % pendant les dix premières années, et de 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension de l'enseignement technique dans le pays.*

— *République dominicaine (25 mars) : 500 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an) en faveur de la production agricole, industrielle et artisanale ainsi que pour l'amélioration de la qualité de la vie des individus et des groupes dans le pays ; le prêt est accordé à l'Asociacion para el Desarrollo de la Provincia Espaillat Inc.*

— *Honduras (28 mars) : 25,2 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement de la construction de routes secondaires essentielles au développement de la vaste zone forestière de Olancho.*

— *Brésil (28 mars) : 13,5 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales, pour dix-huit ans, à 8,25 % l'an) pour le financement d'un projet de distribution de l'électricité dans l'Etat de Maranhao, dans le nord-est.*

— *Argentine (28 mars) : deux prêts d'un montant total de 55 millions de dollars pour l'extension de l'aciérie Industrias Metalurgicas Pescarmona S.A. (IMPSA). 35 millions sont accordés pour quinze ans et à 8,25 % l'an, à l'aide des ressources ordinaires de la banque, et 20 millions pour dix ans, grâce à un financement sur les ressources ordinaires obtenu par la vente de participations à la Orion Bank Ltd, de Londres ; le taux d'intérêt est de 5/8 de 1 % l'an au-dessus du LIBOR (taux interbanques semestriel de Londres) pendant les six premières années, et 3/4 de 1 % ensuite.*

— *Brésil (3 avril) : deux prêts d'un montant total de 40 millions de dollars pour le financement d'un projet de développement rural intégré, en faveur de plus de cent vingt mille personnes, dans l'Etat de Paraïba, dans le nord-est du Brésil. 30 millions sont octroyés à l'aide des ressources interrégionales (pour vingt-cinq ans, à 8,25 % l'an), et 10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans, à 3 % l'an).*

AU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — *Au cours de sa vingt et unième session annuelle, du 14 au 16 avril, à Rio-de-Janeiro, le conseil des gouverneurs de la BID a examiné le rapport annuel pour 1979, et approuvé les états financiers des ressources ordinaires et interrégionales de la banque, ainsi que du fonds d'opérations spéciales.*

---

● BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE. — *La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a annoncé au mois de mars l'octroi de prêts en faveur de cinq pays :*

— *Gambie (4 mars) : un prêt de 5,2 millions de dollars pour le financement d'un projet d'agrandissement de l'aéroport international de Yundum ; ce prêt est amortissable en quinze ans, y compris un délai de grâce de deux ans, et porte un intérêt au taux annuel de 5 %.*

— *Angola (4 mars) : un prêt de 10 millions de dollars destiné au financement d'un projet de rénovation de la voie ferrée « Lobito-Route », qui s'étend sur 1 348 kilomètres ; le prêt est amortissable en quinze ans, avec un délai de grâce de cinq ans, et porte intérêt au taux annuel de 4 %.*

— *Lesotho (6 mars) : deux prêts d'un montant total de 9,9 millions de dollars destinés au financement de deux projets de développement des transports. Le premier, de 6 millions de dollars (amortissable en dix-huit ans, avec un délai de grâce de trois ans, à un taux annuel de 4 %) sera affecté à la réalisation d'un aéroport à Maseru, capitale du Lesotho. Le deuxième prêt, d'un montant de 3,9 millions de dollars, vise à soutenir les efforts du Royaume du Lesotho pour l'aménagement du réseau routier national. Amortissable en vingt ans, y compris cinq ans de délai de grâce, ce prêt porte intérêt à 4 % l'an.*

— *Comores (6 mars) : un prêt de 1,57 million de dollars pour le financement d'un projet de développement du réseau de télécommunications. Ce prêt est amortissable en vingt ans, y compris un délai de grâce de cinq ans, et porte un intérêt annuel de 2 %.*

— *Mali (24 mars) : un prêt de 10 millions de dollars (remboursable en vingt ans, avec cinq ans de délai de grâce, et un taux d'intérêt de 4 % l'an), pour l'aménagement d'une liaison routière de 556 km, sur le tracé, au Mali, de la route transsaharienne.*

*Dans son rapport annuel pour 1979, publié au mois de mai, la BADEA indique que ses engagements de prêts ont totalisé, en 1979, 49,07 millions de dollars, en baisse de 15,2 % (à prix courants) par rapport aux opérations ordinaires, et de 32,6 % en comparaison avec les opérations ordinaires et spéciales de 1978.*

*1980 marquant le cinquième anniversaire de la BADEA, le rapport dresse un rapide bilan de cinq années d'activités.*

● BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque asiatique de développement a annoncé le 25 mars l'octroi au Pakistan d'une ligne de crédit de 40 millions de dollars (pour quinze ans, à 8,1 % l'an) ; effectué à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, ce prêt est accordé à la Pakistan Industrial Credit and Investment Corporation Ltd. (PICIC) ;*

— *La Banque asiatique a procédé à deux émissions d'obligations en avril. Le 7, elle a mis en vente dans les pays membres pour 70 millions de dollars d'obligations sur deux ans. Cette émission, intitulée « Obligations 1980, à deux ans, venant à échéance le 1er avril 1982 » a été vendue au pair ; elle porte intérêt à 14,45 % l'an, payable semi-annuellement, le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. D'autre part, le 16 avril, la Banque asiatique a conclu avec un syndicat international de banques ayant à sa tête la Deutsche Bank un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 200 millions de deutschemarks (environ 108 millions de dollars). Ces obligations d'une durée de dix ans, vendues au pair, portent intérêt à 10 % l'an, payable annuellement le 1er mai de chaque année.*

— *Selon le rapport annuel de la Banque asiatique de développement pour 1979, rendu public le 18 avril, cet organisme s'est plus particulièrement attaché l'an dernier, au développement de l'agriculture, de l'énergie et des questions sociales. La Banque a aussi effectué pour la première fois des opérations de prêts dans les secteurs de l'industrie, de l'électrification des zones rurales, de l'économie des petites îles (sous forme de prêts globaux) et de l'extension des cultures. Cinquante-huit prêts ont été octroyés en 1979, pour cinquante-sept projets dans dix-huit de ses pays membres, contre cinquante-trois prêts pour cinquante-deux projets en 1978. D'une année sur l'autre, le montant total des prêts est passé de 1,159 milliard à 1,252 milliard.*

● BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — *Le conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux (BRI) a décidé, le 13 mai, de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 9 juin, la distribution d'un dividende de 110 francs suisses par action au titre de l'exercice social clos le 31 mars, ainsi que d'un dividende exceptionnel et non renouvelable de 25 francs suisses par action à l'occasion du cinquantenaire de la banque.*

*Le dividende total de 135 francs suisses par action sera payable le 1er juillet aux actionnaires inscrits sur les registres de la banque à la date du 20 juin.*

● FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — *Le conseil exécutif du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), réuni à Rome le 8 mai, a approuvé sept prêts en faveur des pays suivants : Soudan (15 millions de dollars), Ghana (12,5 millions de dollars), Indonésie (26 millions de dollars), Mexique (22 millions de dollars), Niger (12 millions de dollars), Pérou (11,9 millions de dollars) et Ethiopie (18 millions de dollars).*

*Le FIDA, institution spécialisée de l'ONU, a été créé en 1976 afin d'apporter des ressources complémentaires aux pays en voie de développement, pour leur développement agricole.*

# GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

## CNUCED

### *La création d'un fonds commun est renvoyée à la conférence de négociation*

LA cinquième et dernière session du comité intérimaire de la conférence de négociations des Nations unies sur la création d'un fonds commun dans le cadre du programme intégré sur les produits de base s'est tenue à Genève du 8 au 19 avril. Elle a mis fin à plus de sept mois d'efforts au sein du comité en vue de rédiger un projet de statuts pour l'institution envisagée.

Faisant le point des résultats acquis au cours des deux semaines écoulées, Herbert S. Walker (Jamaïque), président du comité intérimaire, a déclaré que l'accord s'était fait sur quelques questions de politique générale et que les positions s'étaient rapprochées sur plusieurs autres, mais qu'un certain nombre de questions très importantes n'avaient pas été réglées et devraient être renvoyées à la conférence de négociation. Celle-ci devait initialement se réunir du 27 au 30 mai pour adopter les statuts, mais a été remise au mois de juin.

ECHEC DE LA CONFERENCE SUR L'ETAIN. — *La conférence des Nations unies sur l'étain, réunie à Genève du 14 avril au 16 mai, sous les auspices de la CNUCED, n'a pu parvenir à un accord sur un sixième accord international pour remplacer celui actuellement en vigueur et qui doit venir à expiration le 30 juin prochain.*

RENEGOCIATION SUR LE JUTE. — *Les producteurs et les consommateurs de jute, réunis du 28 avril au 9 mai, à Genève, ont examiné un certain nombre de questions-clés en vue de décider s'il y a lieu de convoquer une conférence pour négocier un accord en bonne et due forme sur ce produit.*

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. — *La troisième session de la conférence des Nations unies sur un code international de conduite pour le transfert de technologie s'est ajournée le 7 mai. Aucun progrès sensible n'a été enregistré lors de cette réunion, qui s'était ouverte le 21 avril avec la participation de quatre-vingt-seize pays.*

ACCORD SUR LE CONTROLE DES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES. — *Au cours de la deuxième partie de la conférence des Nations unies sur les pratiques commerciales restrictives, qui s'est déroulée à Genève, du 8 au 18 avril, sous les auspices de la CNUCED, un ensemble de principes et de règles pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives préjudiciables au commerce international (surtout à celui des pays en voie de développement) a été adopté.*

REUNION PREPARATOIRE SUR LA BANANE. — *La première réunion préparatoire sur la banane, qui a eu lieu à Genève du 21 au 25 avril, sous les auspices de la CNUCED, a décidé qu'il fallait mettre au point un programme global de recherche-développement et entreprendre des études sur d'autres domaines susceptibles de se prêter à une éventuelle action d'envergure nationale. Les quarante et un pays (consommateurs et producteurs de banane) qui participaient à la réunion ont adopté un plan qui pourrait mener à l'organisation d'activités communes portant sur plusieurs éléments autres que la recherche-développement, à savoir la promotion commerciale, le groupement des achats de moyens de production auxquels doivent procéder les pays producteurs, et les mesures propres à relancer la consommation.*

## GATT

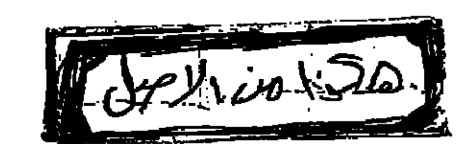
### *Bilan des activités en 1979*

LE rapport annuel sur *Les activités du GATT en 1979*, publié le 30 avril par le secrétariat de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), a pour thèmes dominants la conclusion des négociations commerciales multilatérales du « Tokyo Round » et les premières mesures de mise en œuvre des accords issus de ces négociations. Il envisage aussi le futur programme de travail du GATT, et traite de la tension persistante des relations commerciales multilatérales.

PROCHAINE ACCESSION DE LA COLOMBIE. — *Le gouvernement colombien a signé, le 17 avril, le protocole d'accession de la Colombie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. La Colombie deviendra membre du GATT trente jours après que cette ratification aura été notifiée.*

NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL. — *Lors d'une session extraordinaire, tenue à Genève le 28 avril, les parties contractantes à l'Accord général ont désigné à l'unanimité M. Arthur Dunkel (Suisse) comme directeur général du GATT. Il succède à M. Olivier Long, qui occupait ce poste depuis 1968.*







# O.C.D.E.

### *La production de charbon en l'an 2000*

LA première réunion du comité consultatif de l'industrie du charbon, organisée les 24 et 25 avril par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), a été consacrée au doublement de la production mondiale de charbon d'ici à 1990, et à son triplement d'ici à l'an 2 000. A l'issue de ses travaux, le comité a indiqué que les investissements nécessaires pour le triplement de la production n'ont pas encore été mis en œuvre. Le comité a demandé une *« stabilité accrue des standards de protection de l'environnement »* de la part des gouvernements, les délais d'exploitation des mines de charbon étant actuellement trop longs, en raison notamment de l'opposition des écologistes. L'A.I.E. estime que la plus grande part de l'augmentation de la production, dans le monde non communiste, viendra des Etats-Unis et de l'Australie.

Le conseil de direction de l'A.I.E. s'est, d'autre part, réuni les 8 et 9 mai à Paris, pour préparer la réunion ministérielle du conseil, prévue pour le 22 mai.

LA SITUATION ECONOMIQUE EN TURQUIE. — *Dans le rapport sur la Turquie publié le 20 mai par l'O.C.D.E. dans la série « Etudes économiques », les experts de l'organisation indiquent que* « la nouvelle ligne d'action adoptée *(en janvier dernier)* par les autorités turques représente un effort réaliste pour sortir le pays d'une passe critique », *mais qu'il est possible que* « la situation commence par empirer, avant de s'améliorer ». *Le premier résultat des nouvelles mesures sera en effet d'accélérer l'inflation, et le chômage risque d'augmenter un peu.*

LUTTE CONTE LE BRUIT. — *Une conférence sur les politiques de lutte contre le bruit, organisée du 7 au 9 mai, à Paris, par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), a recommandé la réduction de 5 à 10 décibels d'ici à 1985-1990 des limites d'émission sonore applicables aux automobiles, aux poids lourds, aux véhicules de transport en commun et aux motocyclettes.*

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DANS LES ANNEES 80. — *Un symposium international sur la politique industrielle dans les années 1980 a été organisé, du 5 au 9 mai, à Madrid.*

ADHESION DU PORTUGAL A L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — *La demande d'admission du Portugal à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a été approuvée à l'unanimité par le conseil de direction à l'occasion de sa cinquante-troisième réunion, à Paris, le 23 avril. Le Portugal est ainsi le vingt et unième pays membre de l'Agence.*

RECENTE PUBLICATION
- *Pays-Bas*, dans la série *Etudes économiques*, 58 pages, O.C.D.E., 1980.

# Organisation des pays exportateurs de pétrole

### *Accord partiel sur la stratégie à long terme*

LA cinquante-sixième réunion extraordinaire de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est tenue les 7 et 8 mai à Taïf (Arabie Saoudite) en l'absence du Nigéria. Le communiqué publié à l'issue des travaux indique que la conférence a examiné le rapport présenté par le comité de la stratégie à long terme — et l'a accepté — et que trois pays ont émis des réserves sur la question des prix : c'est-à-dire que neuf pays ont admis le principe d'une indexation future des prix du pétrole sur des éléments de conjoncture des pays industrialisés membres de l'O.C.D.E. ; les trois pays qui ont émis des réserves, tant sur les indices retenus que sur le niveau du prix de base, sont l'Algérie, l'Iran et la Libye.

La création d'une agence d'aide au développement, qui était proposée dans le rapport, a été adoptée à l'unanimité ; cet organisme, doté de la personnalité juridique et de fonds propres, assistera les pays en voie de développement affectés par les hausses des prix du pétrole.

La conférence a recommandé que la question des relations de l'Organisation avec les pays développés soit examinée par une réunion commune des ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des pays membres de l'OPEP, qui doit se tenir prochainement. Cette réunion sera également consacrée à la préparation du sommet des chefs d'Etat de l'OPEP prévue au mois de novembre prochain, qui devra approuver la stratégie à long terme.

FONDS SPECIAL DE L'OPEP. — *Le Fonds spécial de l'OPEP d'aide aux pays en voie de développement a accordé les 21 et 24 avril et les 2 et 5 mai derniers quatorze prêts d'un montant de 44 millions de dollars, dont 30 millions de prêts de soutien aux balances des paiements et 14 millions pour aider au financement de projets de développement.*

*Les prêts de soutien aux balances des paiements ont été accordés à la Guinée-Bissau (2 millions), au Cap-Vert (1,5 million), au Niger (4 millions), à la Mauritanie (5,5 millions), à la Gambie (1,5 million), aux Seychelles (0,5 million), à la Jamaïque (7 millions), à Grenade 1 million), à la République dominicaine (0,5 million), à la Guyane (5 millions) et à Barbade (1,5 million). Tous ces prêts ont une durée de dix ans, et portent intérêt entre 0 et 4 % auquel s'ajoute 0,5 % pour les frais de gestion.*

*Les prêts destinés au financement de projets de développement concernent l'Ouganda (5 millions), le Kenya (4 millions) et la Tanzanie (5 millions). Ils sont libres de tout intérêt avec 0,75 % pour frais de gestion ; leur durée est de quinze ans, à l'exception du prêt à la Tanzanie accordé pour vingt ans.*

---

- ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — *Le comité de parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni à Lisbonne du 16 au 18 avril, a passé en revue les activités de l'Association durant les cinq mois qui ont suivi sa dernière réunion.*

*La première partie de la réunion était consacrée à la situation économique au Portugal, qui s'est aggravée. Tout en se félicitant de l'aide économique que les pays de l'A.E.L.E. continuent à apporter à ce pays, le comité a pris acte de la décision du Portugal d'adhérer à la Communauté européenne.*

- ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *Le conseil de politique monétaire et financière a tenu sa dix-huitième session annuelle à Lima du 12 au 16 mai. Il a approuvé l'augmentation, à partir du 1er mai, des ressources ordinaires disponibles au titre de l'accord de Saint-Domingue (ce qui portera leur montant à plus de 300 millions de dollars) ainsi que l'élévation du plafond des transactions effectuées par les pays membres. A la même occasion, le conseil a chargé la commission consultative des problèmes monétaires d'effectuer une étude sur l'obtention de ressources d'origine régionale et internationale qui seraient utilisées pour résoudre les problèmes des balances des paiements des pays membres.*

*— La douzième session annuelle du groupe de la valeur s'est tenue à Montevideo du 16 au 18 avril. A son ordre du jour : les nouvelles normes relatives à la définition de la valeur en douane adoptées au cours de la dernière étape des négociations commerciales multilatérales de Genève ; l'accord portant application de l'article 7 du Code de la valeur du GATT et les amendements introduits dans la définition de la valeur de Bruxelles par le conseil de la coopération douanière.*

- CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — *Le Conseil international de l'étain, réuni à Genève le 14 mai, pour sa dix-huitième session, a pris note qu'il n'avait pas été possible d'achever les négociations sur un sixième accord international sur l'étain lors de la conférence des Nations unies qui venait de siéger durant un mois à Genève. Il prie instamment les gouvernements des pays participants de faire leur possible pour parvenir à des positions mutuellement acceptables sur les termes d'un sixième accord, avant la fin de l'année.*

*Le Conseil considère que s'il n'est pas possible de réunir à nouveau la conférence de négociation avant la fin de 1980, si cette conférence ne parvient pas à un consensus avant cette échéance, il se réunira en janvier 1981 pour prononcer la prolongation de l'actuel accord international sur l'étain.*

- GROUPE ANDIN. — *La quatrième réunion du conseil de la planification du Groupe Andin s'est tenue à Quito du 5 au 7 mai. L'objectif était d'examiner le programme de l'intégration sous-régionale pour les années 80.*

*— La première réunion sous-régionale sur la science et la technologie a eu lieu à Lima du 16 au 19 avril. A son ordre du jour : l'établissement d'un mécanisme permanent de consultation et de coordination, les bases d'une coopération avec les Etats-Unis en matière de science et de technologie et le programme d'action de Vienne.*

*— Les membres du comité de l'Accord de Cartagena se sont réunis le 19 avril avec les représentants de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en vue d'établir les bases d'une collaboration élargie entre les deux parties.*

- SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN. — *La première réunion des ministres des finances et des présidents des banques centrales des pays membres du Système économique latino-américain s'est tenue à Lima (Pérou) les 11 et 12 avril. Elle a été consacrée aux problèmes du financement de projets multinationaux de développement et du commerce interrégional. Dans cette double perspective les participants ont examiné la possibilité d'actions communes dans les domaines monétaire et financier, le renforcement des mécanismes de compensation des transactions, et l'accroissement de l'aide aux balances des paiements.*






# Marché commun

### *Au conseil européen : échec des efforts pour régler le problème de la contribution britannique...*

LES neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne ont quitté Luxembourg, le 28 avril, sans avoir pu se mettre d'accord sur un dossier essentiel, celui de la contribution britannique au budget communautaire jugée *« injuste et intolérable »* par le premier ministre britannique. Après avoir laissé entendre que la proposition française de règlement de la querelle sur la contribution britannique était *« intéressante »*, Mme Thatcher a rejeté successivement trois suggestions ou propositions de solution.

Personne n'imagine de solution chiffrée à une crise ouverte pratiquement depuis la « renégociation », en 1974, de l'adhésion britannique à la C.E.E. et qui apparaît, en fait, aussi politique que technique. Elle porte sur la conception même que la Grande-Bretagne se fait de son appartenance à un système qui n'est pas une zone de libre-échange et qui obéit à des règles de solidarité et de préférence communautaire.

Tous les pays de la C.E.E., à l'exception de la Grande-Bretagne, sont tombés d'accord pour augmenter de 5 % en moyenne les prix agricoles européens pour la prochaine campagne.

### *... et déclarations sur l'Iran et l'Afghanistan*

En revanche, les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne se sont mis d'accord pour réitérer leur condamnation de la prise en otages du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et réaffirmer *« leur solidarité avec le gouvernement et le peuple des Etats-Unis dans l'épreuve qui leur est imposée »*.

Les Neuf considèrent que la situation créée par une *« violation inadmissible du droit international »* ouvre la porte *« à des développements graves et lourds de conséquences. Le retour à l'état de droit constitue la seule voie permettant d'assurer la paix et la sécurité »*.

Le texte adopté par les Neuf ne fait aucune mention des efforts entrepris par les Etats-Unis pour libérer les otages, et notamment du récent raid qui a échoué. En revanche, les Neuf *« apportent leur soutien total aux initiatives que le secrétaire général des Nations unies a l'intention de prendre pour obtenir la libération des otages »*.

A propos de l'Afghanistan, le conseil européen a constaté *« avec une profonde inquiétude que les forces militaires soviétiques n'ont pas été retirées de l'Afghanistan »*. Il réaffirma alors que, *« de l'avis des Neuf, une issue conforme à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies pourrait être trouvée dans une formule permettant à l'Afghanistan de se tenir à l'écart de la compétition des puissances et de revenir à sa position traditionnelle d'Etat neutre et non aligné. Respectueux du droit du peuple afghan de déterminer librement son propre avenir, ils estiment qu'à cette fin les grandes puissances et les Etats voisins de l'Afghanistan devraient prendre l'engagement de respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Afghanistan, de ne pas s'intégrer dans ses affaires intérieures et de s'interdire toute forme de présence ou d'association militaire avec lui »*.

La déclaration poursuit : *« Les Neuf sont prêts à apporter leur appui en accord avec les les pays amis et alliés à toute initiative visant à promouvoir une telle solution, en soulignant que leur proposition n'a rien de rigide ni d'exclusif. A cet égard, ils estiment que les pays islamiques et non alignés ont un rôle particulièrement important à jouer. »*

A propos du Proche-Orient, le conseil européen a rappelé d'autre part que *« seul un règlement d'ensemble juste et durable peut apporter une paix véritable »*, et il a chargé les ministres des affaires étrangères de lui soumettre un rapport sur ce problème à sa prochaine session.

Le conseil a, enfin, dénoncé *« les actes de violence commis au Sud-Liban contre les éléments de la FINUL »*. Il a exigé qu'il y soit *« mis fin sans délai et que la Force soit mise en mesure de remplir pleinement le mandat qu'elle a reçu du Conseil de sécurité »*.

### *Les sanctions contre l'Iran*

Les pays de la C.E.E. se sont mis d'accord, le 22 avril à Luxembourg, pour imposer une série de sanctions immédiates contre l'Iran et pour prendre, dès le 17 mai, des mesures beaucoup plus draconiennes si *« aucun progrès décisif »* n'intervenait entre-temps dans l'affaire des otages américains. Alors que l'on s'attendait à une décision rapide dans la capitale luxembourgeoise, ce n'est qu'en fin de soirée que les ministres des affaires étrangères des Neuf se sont entendus sur un texte définitif, dans lequel il n'est pas fait mention d'un boycottage pétrolier. Toutefois, lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, a expliqué au cours d'une conférence de presse que la question de la suspension des achats pétroliers occidentaux à l'Iran ne se posait pas, puisque les alliés des Etats-Unis avaient déjà accepté de ne plus acheter de brut lorsque son prix se situe au-dessus des barèmes fixés par l'OPEP, ce qui est le cas actuellement avec le pétrole iranien.

Les sanctions immédiates prises par les Neuf à l'encontre de l'Iran ont pu apparaître bénignes, certaines étant en effet déjà entrées dans les faits avant la décision de Luxembourg. Mais elles constituent surtout un avertissement, et les ministres des affaires étrangères ont adressé à Téhéran un véritable ultimatum : les pays de la C.E.E. rompraient toutes leurs relations commerciales avec l'Iran, sauf pour les produits alimentaires et médicaux, si aucun progrès décisif pouvant mener à la libération des otages n'était intervenu avant le 17 mai.

### *La hausse des prix agricoles toujours suspendue*

Après le conseil agricole des 6 et 7 mai à Bruxelles, l'accord sur une hausse moyenne de 5 % des prix dépend toujours de la solution du problème de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E. Les ministres de l'agriculture se sont en effet séparés après avoir travaillé pendant quarante-huit heures sur le dossier des prix agricoles, pour se donner rendez-vous les 28 et 29 mai à Bruxelles en même temps que les ministres des affaires étrangères.

M. Peter Walker, le ministre britannique de l'agriculture, en dépit d'une attitude plus conciliante sur des points secondaires comme les contrats de stockage dans le secteur vinicole, a répété qu'il n'y aurait pas d'accord britannique sur les prix aussi longtemps que la contribution britannique ne serait pas réglée.

Les ministres des Neuf ont toutefois donné leur accord de principe à la dévaluation de 1,35 % du « franc vert » demandée par la France.

ENERGIE — *Les ministres de l'énergie des Neuf ont constaté le 13 mai à Bruxelles que la C.E.E. risque de connaître dans les prochains mois une situation de « précrise » pétrolière, étant donnés la réduction des livraisons iraniennes et l'engagement des pays de l'OPEP de ne pas vendre davantage de pétrole aux pays privés du brut iranien. Toutefois, ils ont souligné que les stocks de la C.E.E., qui atteignaient alors cent douze jours de consommation, n'avaient jamais été aussi élevés.*

*Les ministres ont chargé la Commission européenne de leur soumettre des propositions visant à uniformiser entre les Neuf les effets d'une crise éventuelle par des mesures nationales concernant notamment les prix, la gestion des stocks et les modalités d'approvisionnement. Mais la plupart des pays de la C.E.E. sont hostiles à des politiques trop dirigistes. En particulier, la R.F.A. a souligné que le recours au marché libre de Rotterdam, où les prix ont augmenté de plus de 23 % depuis le début du mois d'avril, avait permis de surmonter la crise en 1979.*

*Les ministres ont également arrêté des orientations pour 1990, prévoyant notamment que la part du pétrole dans la consommation d'énergie primaire de la C.E.E. ne devrait pas dépasser 40 %. Et ils ont adopté une résolution sur les économies d'énergie à réaliser dans les secteurs de l'habitation, des transports, de l'agriculture et des bureaux.*

TRAVAIL. — *A l'issue d'une réunion informelle des ministres du travail de la Communauté, rassemblés le 15 et 16 mai à Venise, M. Vredeling, vice-président de la Commission, a engagé les Etats membres à une restructuration radicale de leur politique dans le domaine socio-économique s'ils veulent* « relever le défi » *de la crise actuelle en Europe.* « Si, à moyen terme, l'expansion ne dépasse pas 3 %, le chômage officiel et le chômage occulte continueront à augmenter », *a-t-il estimé.*

*De son côté, le ministre italien du travail, M. Franco Foschi, a précisé que les ministres entendaient définir les* « lignes d'une politique sociale et économique européenne capable de combattre la croissante phase de récession caractérisée par le chômage et l'inflation à un niveau mondial. »

*M. Foschi a également indiqué que les difficultés pour établir un programme commun dépendent* « avant tout des législations diverses des neuf pays de la Communauté et des différents accords existant entre les gouvernements et les syndicats de chacun des pays membres de la C.E.E. »

*Cette réunion préparait également le conseil des ministres des affaires sociales et du travail prévu pour le 9 juin à Luxembourg.*

LA POSITION COMMUNAUTAIRE SUR LE COMPTE DE SUBSTITUTION. — *Les ministres des finances des neuf pays membres de la C.E.E. ont adopté le 21 avril, à Luxembourg, une position sur le projet de « compte de substitution », qui devait être examiné par le comité intérimaire du F.M.I., fin avril (aucune décision n'a été prise à ce sujet à la réunion du comité du F.M.I.). Pour les Neuf, le soutien de ce compte (dont le montant initial pourrait se situer entre 20 et 25 milliards de dollars) devrait être fondé non seulement sur l'or mais aussi sur des contributions, notamment sur celle des Etats-Unis. Il leur semble en effet que pour rallier les suffrages des pays en voie de développement en faveur de ce fonds il faut atténuer le rôle de l'or en tant que garantie, étant donné que l'or du F.M.I. est vendu au profit des pays en développement.*

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS. — *La C.E.E. et le Brésil se sont accordé mutuellement la clause de la nation la plus favorisée, aux termes d'un accord de coopération commerciale et économique mis au point le 17 avril, à Bruxelles, par les deux parties. Les deux partenaires s'engagent également dans leurs relations commerciales à diversifier les échanges au plus haut niveau possible, compte tenu de leur situation économique.*

*— Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et du Pacte andin (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) se sont rencontrés le 5 mai à Bruxelles. Une déclaration conjointe sur les problèmes internationaux et d'intérêt commun a été publiée. C'était la première fois que des représentants des pays du Marché commun et d'un groupe de pays d'Amérique latine se rencontrent à ce niveau. Mais la C.E.E. a déjà procédé deux fois à une rencontre de ce type avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.*

LES VENTES DE BEURRE A L'U.R.S.S. — *La Commission européenne a refusé, le mois dernier, la vente de 25 000 tonnes de beurre provenant des stocks communautaires de la C.E.E. à l'Union soviétique. Elle a en effet rejeté toutes les offres faites récemment par des exportateurs européens, désireux de vendre du « vieux » beurre européen en Union soviétique.*

# Parlement européen

### *Bilan de la session d'avril*

REUNI à Strasbourg du 14 au 18 avril pour sa session mensuelle, le Parlement européen a adopté une résolution présentée au nom de la commission du développement et de la coopération sur l'intensification de l'aide que la Communauté doit accorder aux réfugiés cambodgiens et à la Thaïlande. Seuls les communistes français se sont opposés à ce texte. Les parlementaires ont d'autre part adopté, le 17 avril, une résolution sur le système monétaire européen (S.M.E.) relevant trois lacunes : absence d'une véritable politique de convergence des économies des pays participants, faiblesse des instruments monétaires et de crédit, manque d'harmonisation à l'égard du système monétaire international et du dollar. Le texte souhaite la mise en œuvre d'un véritable fonds européen, autorité monétaire de la Communauté où l'unité de compte puisse jouer le rôle de monnaie de réserve et d'échange ainsi que de monnaie internationale de réserve.

Le Parlement a adopté le même jour un projet de résolution présenté par la majorité de centre droit sur les otages américains de Téhéran : il y invite les Neuf à *« prendre toutes mesures nécessaires (...), en consultation étroite avec les Etats-Unis et les autres membres de l'alliance atlantique, pour obliger les autorités iraniennes à libérer les otages »* et envisage *« le cas échéant (...) de suspendre les relations diplomatiques »* avec l'Iran.

Le 18 avril les parlementaires ont aussi adopté une résolution du groupe libéral protestant contre la procédure anti-dumping intentée aux Etats-Unis contre les producteurs d'acier de sept pays européens et la suspension consécutive des *trigger prices* Ces derniers, est-il précisé, doivent pallier les frais entraînés par la restructuration nécessaire des entreprises européennes et assurer une sécurité aux exportateurs. Le 18 également, le Parlement s'est prononcé en faveur d'une augmentation sensible des franchises douanières applicables aux voyageurs se déplaçant entre les différents Etats membres.

D'autres résolutions adoptées pendant cette session se rapportent, en particulier, au fonctionnement du Fonds européen de développement régional, aux atteintes aux droits de l'homme en Tchécoslovaquie et au Chili, au droit de séjour des ressortissants de pays de la Communauté dans les autres pays membres, aux économies d'énergie, à l'adhésion de la Grèce au Marché commun, etc.

# CECA

### *Reprise de la production charbonnière*

POUR la première fois depuis plusieurs années la production charbonnière des Neuf a recommencé à augmenter nettement. Au premier trimestre, les pays de la CECA ont extrait 67 millions de tonnes de houille contre 64,5 millions seulement un an plus tôt. Ce progrès de 3,8 % (0,5 % seulement en 1979) est dû seulement à l'augmentation de la production du Royaume-Uni (34,6 millions de tonnes au lieu de 32 millions de tonnes, soit 8,4 % de plus), car l'extraction a, au contraire, légèrement baissé en Belgique (— 1,9 %) et en France (— 3,8 %) et stagné en Allemagne fédérale.

La reprise de la consommation de charbon a simultanément permis une diminution des stocks de houille sur le carreau des mines. Ceux-ci étaient, au début de mars, inférieurs de 15,3 % à leur niveau correspondant de l'année précédente à pareille époque. Cette baisse des stocks est le fait uniquement des deux plus grands pays producteurs de charbon (l'Allemagne avec — 9,5 % et le Royaume-Uni avec — 27,7 %), tandis que les pays dont la production a diminué ont vu augmenter leurs stocks au cours des douze derniers mois (la France avec + 7,9 % et la Belgique avec + 10,3 %). La plus grande partie des stocks (13,052 millions de tonnes) se trouve actuellement auprès des mines allemandes, suivies de celles du Royaume-Uni (11,092 millions de tonnes), de la France (4,669 millions de tonnes), de la Belgique (288 000 tonnes) et de l'Irlande (30 000 tonnes).

En un an, neuf sièges d'extraction ont été fermés dans la Communauté, entraînant une perte de capacité de production de 3,1 % (8 millions de tonnes par an). Il y a désormais moins de 300 sièges en activité (295 exactement) dans la CECA : 219 au Royaume-Uni, 40 en Allemagne, 23 en France, 8 en Belgique et 5 en Irlande. Le nombre des mineurs employés au fond de la mine a baissé de 10 100 (— 2,8 %) pour revenir à 352 300, dont 184 200 en Grande-Bretagne, 119 000 en R.F.A., 31 600 en France et 17 100 en Belgique.

La nécessité d'accentuer le mouvement de reprise de la production a été soulignée en mai par une étude sur le marché mondial du charbon effectuée par le MIT pour le compte de l'Agence internationale de l'énergie. Selon ce document, l'extraction houillère devrait être multipliée par 2,5 ou 3 dans le monde, pour faire face à la progression de la demande énergétique et à la diminution probable des réserves de pétrole.

En France, le gouvernement vient d'ailleurs de décider d'encourager la consommation de charbon par l'industrie, qu'il souhaite porter de 8 à 10 millions de tonnes en 1985 et à 20 millions de tonnes en 1990. A cet effet, une prime sera attribuée à tous les utilisateurs industriels qui s'équiperont pour se servir du charbon au lieu d'hydrocarbures lorsque le surcroît d'investissement annuel par TEP déplacée est compris entre 400 F et 2 000 F. Le montant de la prime sera de 20 à 25 % du surcroît avec un plafond de 250 F par TEP déplacée. De plus, une action va être entreprise en faveur des constructions de matériels français d'utilisation du charbon, et 45 mil-

lions de francs seront consacrés en 1980 à la recherche et au développement dans le domaine des usages du charbon.

### Défaite européenne devant la justice américaine

Dans l'affaire judiciaire entreprise par U.S. Steel contre les exportateurs européens d'acier accusés de dumping (*voir nos deux précédents numéros*), la Commission américaine du commerce international a rendu un avis favorable à la firme d'outre-Atlantique, contre le souhait exprimé par les autorités gouvernementales américaines. « *Il est raisonnable d'estimer*, indique-t-elle dans son jugement, que U.S. Steel *« a subi un préjudice ou la menace d'un préjudice »* du fait des prix pratiqués par les aciéries des Neuf sur le marché américain.

Il ne s'agit toutefois que d'un arrêt provisoire. Une décision définitive interviendra le 17 octobre prochain. Si la seconde décision confirme la première il pourra y avoir imposition de droits compensatoires sur les aciers européens importés aux Etats-Unis (essentiellement tôles en acier au carbone, bobines d'acier et certaines catégories de poutrelles). De son côté, le ministère américain du commerce poursuivra séparément sa propre enquête sur les accusations d'U.S. Steel, ouverte le 10 avril.

Le risque existe de voir baisser les commandes américaines à la suite de l'arrêt de la Commission du commerce. Les industriels européens s'étonnent que les Américains s'en soient pris à eux — dont les livraisons outre-Atlantique ne varient guère depuis dix ans : entre 4,5 et 6 % de la consommation sur un total d'importations égal à 15 % environ de cette consommation — et ont même baissé l'an passé, alors que les Japonais ne sont pas poursuivis, dont les ventes aux Etats-Unis ont doublé en quatre ans.

Ils s'indignent que le respect, par eux, depuis 1979, du système officiel des prix minima (*trigger price*), établis par référence aux coûts de production japonais, ne les mette pas à l'abri d'accusations de dumping. Il est injuste, selon eux, comme le voudrait la réglementation américaine, de ne pouvoir inclure les coûts de transport dans leurs prix départ usine, alors que cela est permis aux entreprises américaines pour leurs ventes aux Etats-Unis, territoire particulièrement vaste. Pour l'instant, cependant, les autorités officielles de la CECA n'ont pas fait connaître de réaction publique.

### Efficacité du dispositif anticrise de l'acier

Les chiffres qui ont été publiés en mai sur le commerce extérieur des Neuf pour l'acier montrent l'efficacité du dispositif anticrise mis en place dans le cadre du plan Davignon. Les importations d'acier dans la CECA sont, en effet, stabilisées depuis le début de 1978 : 10 % de la consommation apparente d'acier des Neuf en 1979 comme en 1978, contre 11,3 % en 1977.

Certains pays ont, certes, accru leurs importations en provenance des pays tiers l'an dernier : l'Italie (9,3 % de sa consommation, au lieu de 7 %) et le Danemark (34,8 % au lieu de 27 %). Mais d'autres les ont diminuées : la France (4,3 % au lieu de 5,5 %), les Pays-Bas (7,2 % au lieu de 16,1 %), le Benelux (15,4 % au lieu de 17,9 %) et le Royaume-Uni (7,2 % au lieu de 8,3 %). En R.F.A., les importations d'acier des pays tiers sont restées stables.

Les exportations d'acier vers les pays tiers, qui étaient tombées à 16,5 millions de tonnes en 1976 et avaient remonté fortement en 1977 (21,5 millions) et 1978 (25 millions), ont atteint en 1979 un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

# AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

## Conseil de l'Europe

### A l'Assemblée parlementaire : peine de mort et situation au Proche-Orient

DEUX débats importants figuraient à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie du 21 au 25 avril à Strasbourg : l'abolition de la peine de mort et la situation au Proche-Orient.

A propos de la peine de mort, les parlementaires ont adopté une résolution recommandant aux parlements des Etats dont la législation prévoit la peine capitale en temps de paix (Belgique, Chypre, France, Grèce, Irlande, Liechtenstein et Turquie), d'y renoncer. L'Assemblée a également adopté par 79,67 % des suffrages exprimés (98 voix contre 25, pas d'abstentions) une recommandation demandant au comité des ministres de modifier la convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 2 prévoit l'application de la peine capitale ; seule cette recommandation a donné lieu à un scrutin public.

Sur la situation au Proche-Orient, l'Assemblée s'est prononcée à la quasi-unanimité, au cours d'un vote à main levée (une centaine de voix pour, une douzaine d'abstentions), pour l'autodétermination des populations palestiniennes et le retrait israélien des territoires occupés ; elle a nettement condamné l'implantation de colonies israéliennes dans ces territoires.

Le texte fait d'autre part mention spéciale de Jérusalem, dont le statut futur devrait tenir compte « *des dimensions religieuses des Lieux saints* ». Les gouvernements des pays membres sont appelés à se concerter dans le cadre de l'ONU en vue d'obtenir « *des garanties collectives et effectives quant à l'inviolabilité des frontières qui résulteront des négociations* » qui devraient s'engager entre Israéliens et Palestiniens.

CONFERENCE DES MINISTRES EUROPEENS DE LA JUSTICE. — *Les ministres de la justice des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe et celui de la Finlande ont tenu leur douzième conférence, les 20 et 21 mai à Luxembourg.*

*A cette occasion, la convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants a été ouverte à la signature.*

*Pendant leur réunion, les ministres ont notamment examiné les problèmes suivants : déchéance des droits comme alternative à la privation de liberté ; fonctionnement du système judiciaire ; codes vieillissants et peine de mort.*

DROITS DE L'HOMME. — *Réunie le 7 mai en session plénière administrative, la Cour européenne des droits de l'homme a réélu pour président, pour une durée de trois ans, M. Giorgio Balladore Pallieri, membre de la Cour depuis 1959 et président depuis 1975. La cour a réélu pour vice-président M. Gérard J. Wiarda, qui occupe ces fonctions depuis 1977.*

*— Des audiences ont eu lieu le 24 avril dans l'affaire Van Oosterwijck, qui concerne la Belgique. Elles se sont tenues devant la cour plénière, la chambre compétente ayant décidé, le 27 février dernier, de se dessaisir de l'affaire après avoir constaté que le litige soulève des questions graves touchant à l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme.*

*— Le rapport de la commission des droits de l'homme sur l'affaire Le Compte, Van Leuven et de Meyere, qui concerne la Belgique, a été publié le 7 mai. La commission y exprime l'avis qu'il n'y a pas eu violation de l'article 11, paragraphe 1 de la Convention, car l'ordre des médecins ne constitue pas une association (unanimité) ; que l'article 6, paragraphe 1, s'applique aux contestations qui ont abouti aux mesures disciplinaires prises à l'encontre des requérants (huit voix contre trois) ; et qu'il y a eu violation de l'article 6, paragraphe 1, en ce que la cause des requérants n'a été entendue ni par un « tribunal impartial » (sept voix contre quatre) ni « publiquement » (huit voix contre trois).*

*— Au cours de sa cent quarante-troisième session à Strasbourg, du 5 au 16 mai, la commission européenne des droits de l'homme a tenu des audiences dans les affaires X contre l'Autriche, Agneessens contre la Belgique et X contre le Royaume-Uni.*

MIGRATIONS. — *Les ministres responsables des questions de migration des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe, de la Finlande et de la Yougoslavie, se sont réunis pour la première fois à Strasbourg, du 6 au 8 mai, pour examiner la situation des dix millions d'immigrants qui vivent et travaillent dans les pays européens.*

ROLE DE L'ETAT DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES. — *Des représentants du monde du livre, du cinéma, de la radio-télévision et du disque se sont réunis à Strasbourg, du 28 au 30 avril, avec des responsables des politiques culturelles, des artistes et des chercheurs. Cette rencontre, qui avait pour thème : « Le rôle de l'Etat vis-à-vis des industries culturelles », a permis d'explorer l'ensemble des problèmes relatifs à ces industries et de voir quel est — ou devrait être — le rôle de l'Etat dans ce domaine.*

## Ligue arabe

### Le conseil prend de nouvelles mesures contre l'Egypte

LORS de sa soixante-treizième session ordinaire, réunie à Tunis du 26 au 28 mars, le conseil de la Ligue des Etats arabes a adopté plusieurs séries de résolutions, dont certaines destinées à « *faire face à la normalisations des relations entre l'Egypte* » et Israël. Il est notamment demandé au secrétariat général de l'organisation de préparer une session extraordinaire des ministres des affaires étrangères, de l'économie et des finances pour envisager de nouvelles propositions à l'encontre de la politique du Caire. Le conseil engage aussi les délégations arabes aux réunions des organisations sanitaires internationales à s'opposer à la participation de l'Egypte en leur sein, ou, à défaut, de s'abstenir de prendre part à leurs travaux. Dans le même esprit, il se prononce en faveur du transfert du bureau régional de l'Organisation de libération de la Palestine pour la Méditerranée orientale d'Alexandrie à une ville d'un autre pays arabe.

Plusieurs résolutions concernent, d'autre part, les relations de la Ligue avec l'Afrique et l'Europe : prenant acte de l'ajournement des assises des organismes chargés de la coopération arabo-africaine « *pour des raisons de force majeure* », le conseil a réaffirmé son intérêt pour ces consultations avec l'Organisation de l'unité africaine et sa détermination à les poursuivre. Il a rappelé, en outre, que la Banque arabe pour le développement en Afrique et le Fonds d'assistance technique poursuivront leurs programmes. Quant à l'Europe, le communiqué final publié à l'issue de la rencontre insiste sur l'attachement de la Ligue au dialogue euro-arabe, dont elle souhaite activement la poursuite. De même, en ce qui concerne la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le communiqué rappelle que les pays arabes riverains de la Méditerranée doivent y participer comme membres à part entière.

Parmi les autres décisions : un appel aux pays arabes en faveur des réfugiés de Somalie ; une invitation adressée à l'organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences en vue de l'organisation d'une conférence intergouvernementale pour les politiques culturelles dans les pays arabes, avec la participation d'un observateur de l'UNESCO : la décision d'installer à Amman le bureau arabe des stupéfiants ; l'acceptation par la Ligue de recommandations portant sur les conditions de séjour, de déplacement et de travail des Palestiniens dans les Etats qui les accueillent; enfin, la création d'une commission chargée de réviser la charte et les règlements de la Ligue.

## Organisation des Etats américains

### Les rapports de la commission interaméricaine des droits de l'homme sur l'Argentine et Haïti

A l'occasion de sa quarante-neuvième session, à Washington en avril, la commission interaméricaine des droits de l'homme — organe de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) — a publié le 11 avril un rapport sur les violations des droits de l'homme en Argentine en reprenant les conclusions de sa commission d'enquête qui s'était rendue dans le pays en septembre 1979.

Le document envisage la situation sous trois angles : celui de la suppression des garanties constitutionnelles avec dissolution du Congrès et des instances démocratiques et suspension de la Cour suprême ; celui de la justice, avec la mise au pas de tout l'appareil judiciaire ; celui des libertés publiques, avec le contrôle ou l'interdiction des partis politiques et des syndicats et la fin du droit de grève. La commission dénonce aussi, sans le nommer, le terrorisme d'Etat, consacrant trois chapitres aux personnes décédées en prison, aux détenus, aux diverses brutalités et aux individus disparus — environ cinq mille, — surtout du fait de commandos « autonomes », créés, selon les témoignages, avec la complicité des plus hautes sphères de l'armée. Dans la partie sur la justice, le rapport révèle aussi l'existence de cinq mille prisonniers arbitrairement détenus ; il examine en outre le fonctionnement des juridictions militaires, la situation des minorités religieuses et des associations de défense des droits de l'homme. Jugeant insuffisantes ou contradictoires les explications fournies par le gouvernement argentin, la commission adresse finalement quinze recommandations à la junte.

Dans un autre rapport publié le 22 avril, la commission accuse le gouvernement de Haïti de crimes, tortures, arrestations arbitraires et autres violations des libertés avant de l'inviter à adopter une nouvelle politique économique et sociale. Elle a entrepris d'autre part le 21 avril une enquête sur l'utilisation de la torture en Colombie. Enfin, le 20 avril, la commission a signalé sa participation aux négociations pour la libération des otages retenus dans l'ambassade de la République Dominicaine, à Bogota, depuis février dernier.

## OTAN

### Au comité des plans de défense : appel à « une solidarité totale et à une cohésion accrue »

LE comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni à Bruxelles les 13 et 14 mai, avec la participation des seuls ministres de la défense, rejoints, le dernier jour, par les ministres des affaires étrangères des pays participant à la structure militaire intégrée (tous les Etats de l'alliance sauf la France et la Grèce).

Selon le communiqué publié à la fin de la session, les ministres ont lancé un appel pour « *une solidarité totale et une cohésion accrue de la part des alliés* » face à « *l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques et les répercussions de cette action sur la stabilité en Asie du Sud-Ouest* ». Ils ont dénoncé « *ce recours à la force* » et demandé « *le retrait total et immédiat des forces soviétiques d'Afghanistan* ».

Face à cette situation, les ministres se sont engagés à ne négliger « *aucun effort pour favoriser la paix et la stabilité dans le sud-ouest de l'Asie* » et à assurer « *la sécurité des approvisionnements essentiels en produits de cette partie du monde* ». Pour ce faire, ils ont reconnu la nécessité pour tous les membres de l'alliance de faire en sorte que leur aptitude « *à dissuader un agresseur éventuel et à défendre l'Europe (...) soit (...) maintenue et renforcée* » au moment où l'engagement des Etats-Unis dans le Sud-Ouest asiatique « *risquait d'augmenter la responsabilité de tous les alliés dans le maintien (...) des forces nécessaires pour assurer la dissuasion et la défense dans la zone de l'OTAN* ».

Dans ce but, le communiqué annonce diverses mesures visant à maintenir le potentiel militaire de l'OTAN : outre la poursuite de l'exécution du « programme de défense à long terme », le « *resserrement de la collaboration entre pays membres en matière d'équipements militaires* », « *les possibilités de développement et de production de matériels en coopération* », l'accroissement de l'« *interopérabilité* » et « *l'importance accrue accordée à la coopération transatlantique dans le développement des familles d'armes* », les ministres ont réaffirmé qu'il importe que « *les pays membres atteignent maintenant le taux d'augmentation annuelle d'environ 3 % en valeur réelle auquel les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné leur accord pour les dépenses de défense* ». Insistant d'autre part sur « *l'importance stratégique du bassin méditerranéen* » ils ont reconnu « *qu'il faut intensifier et accélérer* » l'aide militaire de l'alliance au Portugal et à la Turquie, appréciant « *la décision de l'Allemagne d'accroître encore le programme d'aide déjà substantiel qu'elle accorde* » à cette dernière.

En ce qui concerne les relations Est-Ouest, les participants soulignent qu'ils restent « *prêts à poursuivre leur recherche de progrès dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement* » bien qu'ils « *ne perçoivent aucun signe de relâchement dans les efforts déployés par les pays du pacte de Varsovie (...) pour élever substantiellement la qualité et l'état de préparation de leurs forces* ». Ils affirment d'abord leur « *soutien au traité SALT 2* » et aux « *efforts répétés des Etats-Unis pour amener l'Union soviétique à engager des négociations sérieuses en vue d'une limitation véritable des forces nucléaires de théâtre terrestres à longue porté* ». Ils rappellent ensuite leur décision du 12 décembre 1979 de « *suivre les deux approches parallèles et complémentaires de la modernisation des forces nucléaires de théâtre (T.N.F.) à longue portée et de la limitation des armements étendue aux T.N.F.* » Préoccupés par la « *supériorité soviétique* » dans ce type d'armement, en particulier avec ses missiles SS-20, les ministres ont maintenu le programme de modernisation des T.N.F. à longue portée en Europe, prévu pour la fin de 1983, et invité les pays de l'Est à « *répondre de façon positive aux récentes propositions occidentales sur un accord intérimaire de phase I* » dans les négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces.

Les participants ont conclu leur réunion en entérinant « *les objectifs des forces de l'OTAN pour la période 1981-1986* ».

ESPACE AERIEN EUROPEEN. — *Pour commémorer son vingt-cinquième anniversaire, le comité de coordination de l'espace aérien européen s'est réuni en session plénière les 21 et 22 avril à Bruxelles. Il a examiné certains problèmes de circulation aérienne civile et militaire, de télécommunications et de coordination des exercices.*

DEFIS DE LA SOCIETE MODERNE. — *Le comité de l'OTAN sur les défis de la société moderne (C.D.S.M.) a tenu sa session plénière de printemps les 5 et 6 mai à Bruxelles. Ses travaux ont porté sur les avantages et les inconvénients des technologies nouvelles.*

## Organisation de l'unité africaine

### Premier sommet économique à l'échelle du continent

LES chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis à Lagos les 28 et 29 avril pour tenir leur premier sommet économique. Ils avaient à se prononcer sur un « plan d'action » pour le développement de l'Afrique tendant à créer un marché commun continental au terme d'étapes progressives par secteurs d'activité, par sous-régions et par régions. A l'issue des travaux, ils en ont adopté les principes, en précisant les points sur lesquels devront porter les efforts essentiels : accroissement des cultures vivrières, harmonisation de l'industrialisation, amélioration des communications. Les participants ont donné mandat au secrétaire général de l'O.U.A. d'assurer la mise en œuvre de ce plan. Au cours de la semaine précédente, une réunion des ministres des affaires étrangères dans la capitale nigériane avait préparé ce sommet.

## Pacte de Varsovie

### Au comité politique consultatif : sept propositions en faveur de la détente...

LE comité politique consultatif des Etats membres du traité de Varsovie s'est réuni les 14 et 15 mai à Varsovie. Après avoir dressé un bilan des vingt-cinq ans d'activité, la conférence a examiné les problèmes et les tâches relatives à la détente et à la sécurité en Europe, ainsi qu'au renforcement de la paix. Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, les participants ont exposé leur opinion sur la situation actuelle en Europe et dans le monde, proposant une « *concentration des efforts sur sept points* » essentiels.

Soulignant d'abord que les Etats membres du pacte « *n'ont jamais aspiré et n'aspireront jamais à la suprématie militaire* », qu'ils n'auront « *d'autre doctrine stratégique que défensive* » et ne cherchent jamais à « *créer des zones d'influence (...) sur une région quelle qu'elle soit* », le texte précise qu'ils sont prêts à « *dissoudre leur alliance si, parallèlement, était liquidé le bloc de l'OTAN* ». Selon les participants, la détente est mise en danger par la « *décision de l'OTAN concernant la production et le déploiement en Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires de portée moyenne* » et l'ajournement de la « *ratification de l'accord soviéto-américain sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2)* ».

Pour exclure la possibilité d'une nouvelle guerre et renforcer la détente, les pays du pacte de Varsovie proposent de s'attacher avant tout à la mise en œuvre des mesures suivantes :

— Convenir que « *à partir d'une date fixée, aucun Etat ni groupement d'Etats en Europe n'augmente les effectifs de ses forces armées sur les territoires indiqués dans l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* » ;

— « *Respecter scrupuleusement toutes les stipulations de l'Acte final* » de cette conférence ;

— « *Intensifier et approfondir les échanges de vues sur les plates-formes bi et multi-latérales* » dans la perspective de la réunion de Madrid prévue cette année ;

— « *Accélérer les préparatifs de la conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe (...) afin qu'il soit possible de prendre à la rencontre de Madrid des décisions pratiques concernant les objectifs de cette conférence* » ;

— « *Entreprendre des efforts en vue d'atteindre rapidement une entente* », à commencer par la ratification des accords SALT 2, mais aussi par des négociations sur l'interdiction totale des essais nucléaires, des armes radiologiques, chimiques, et le non-emploi de l'arme nucléaire contre ou dans un pays n'en disposant pas ;

— Entamer des pourparlers sur la « *conclusion d'un accord mondial sur le non-emploi de la force, l'arrêt de la production des armes nucléaires et la réduction graduelle des stocks (...), l'interdiction de créer de nouveaux types (...) d'armes d'extermination massive, la réduction des budgets militaires* » ;

— Entreprendre l'examen des « *questions de limitation et de diminution du niveau de présence et d'activité militaire dans des régions données* », océans Atlantique, Indien, Pacifique et mer Méditerranée.

Après avoir considéré comme « *inadmissibles les nouveaux retards dans les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées en Europe centrale* », les pays du pacte de Varsovie ont aussi examiné la situation au Proche-Orient, à propos de laquelle ils se sont prononcés pour un accord global ; en Afghanistan, où ils déclarent que l'« *arrêt total de toutes formes d'ingérence de l'extérieur* » (...) amorcera « *le retrait des troupes soviétiques* » ; en Iran, à propos duquel ils « *condamnent (...) l'opération militaire de diversion effectuée par les Etats-Unis* », et au Zimbabwe, dont ils « *saluent* » la proclamation d'indépendance.

### ...et proposition de conférence des chefs d'Etat de toutes les régions

Le comité politique consultatif a, d'autre part, proposé l'idée d'une conférence destinée à favoriser « *la liquidation des foyers de tensions internationales et la prévention d'une guerre* ».

Le communiqué final précise qu'une « *attention particulière devrait [y] être portée aux problèmes de la sécurité européenne et du maintien de la paix sur le continent européen. Cette rencontre pourrait être concertée par voie de consultation entre Etats* ».

---

● AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — *Sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ASE), des représentants des gouvernements du Canada, de la France, de l'Inde, du Japon et des Etats-Unis se sont réunis à Ottawa les 8 et 9 mai, à l'invitation du gouvernement du Canada, pour procéder à un échange de vues officieux sur les secteurs qui pourraient se prêter à une coopération internationale dans le domaine des systèmes de télédétection par satellite.*

*— La NASA et l'ASE ont confirmé, le 8 mai, la sélection de trente-sept expériences scientifiques qui seront effectuées lors du premier vol du Spacelab, qui doit être embarqué sur la navette spatiale à la fin de 1982. Les expériences retenues se répartissent en cinq grandes catégories : physique de l'atmosphère et observations de la Terre ; physique du plasma spatial ; sciences des matériaux et technologie ; astronomie et physique solaire ; sciences de la vie. Treize d'entre elles sont patronnées par la NASA et vingt-quatre par l'Agence. La mission Spacelab-1 doit être menée conjointement par les deux agences.*

● ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — *Les ministres de l'économie des cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), réunis pendant deux jours à la fin du mois d'avril, ont décidé un abaissement de 20 % des tarifs douaniers pour les importations entre pays membres pour les produits d'une valeur inférieure à 50 000 livres sterling. Les ministres ont également approuvé des préférences tarifaires sur 1 498 produits supplémentaires, ce qui porte à 4 325 le nombre de produits concernés par l'arrangement commercial préférentiel de l'Association.*

● CROIX-ROUGE. — *Pour commémorer la naissance d'Henry Dunant, la Croix-Rouge a choisi cette année comme thème de sa Journée mondiale, célébrée le 8 mai, le slogan « Partout et pour tous ».*

*— Un avion a quitté Genève le 1er avril avec, à son bord, quatre délégués, un médecin et une infirmière, ainsi que 7 tonnes de secours, pour renforcer la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) au Tchad. Le 8 avril, un chirurgien, un médecin et deux infirmières ont également gagné le Tchad.*

*— A la demande du gouvernement colombien, le C.I.C.-R. est intervenu en faveur des personnes prises en otages le 27 février dernier par des membres du groupe révolutionnaire M.19 dans l'ambassade de la République Dominicaine, à Bogota : les 6 et 7 avril, un délégué du C.I.C.-R. a visité tous les otages, avec lesquels il a pu s'entretenir sans témoin.*

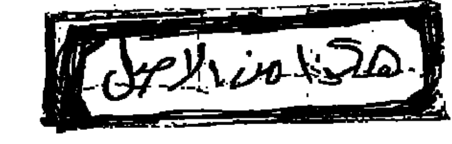
*Un accord ayant été trouvé le 26 avril, l'opération de libération s'est effectuée le 27 avril, avec l'accord des deux parties, sous les auspices du C.I.C.R.*

*— Les 12 et 13 avril, un délégué et un médecin du C.I.C.-R. ont visité la prison de Puli-Charkhi, près de Kaboul, où ils ont vu au total trois cent quatre-vingt-cinq détenus politiques et de sécurité (une première visite de cette prison avait eu lieu en février).*

*D'autre part, le C.I.C.-R. a annoncé l'accord de principe des autorités afghanes pour la visite des lieux de détention de province.*

*— Le 14 avril, deux délégués du C.I.C.-R. (dont un médecin envoyé de Genève) ont rendu visite aux otages détenus à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. En raison du caractère exceptionnel de la situation, le C.I.C.-R. avait accepté de souscrire à la condition imposée par les détenteurs de ne pas être autorisés à voir les otages en entretiens sans témoin.*





# INTERROGATIONS

# L'angoisse et la lutte

Par GÉRARD MENDEL *

De nombreux signes témoignent aujourd'hui de ce qu'il faut bien appeler une misère psychologique. Du plus simple au plus grave, existe déjà ce sentiment, diffus et répandu, d'ennui qui marque la difficulté à s'accomplir dans la réalité et à y investir ses forces vives en y prenant du plaisir. C'est, ensuite, ce fort sentiment d'insécurité dans le quotidien, s'exprimant par le mélange paradoxal : intolérance à la violence et fascination (films, télévision, romans policiers) — une violence qu'on situe généralement là où elle n'existe que peu : dans la délinquance (où elle n'augmente pas), mais non, par exemple, dans les accidents de voiture (15 000 morts et 200 000 blessés graves en France par an).

C'est l'anxiété, c'est le sentiment de fatigue, ce sont les insomnies. Cette misère là, on peut la mettre en chiffres en suivant la courbe croissante des tranquillisants et des somnifères : le médecin connaît bien la place majeure qu'ils occupent dans la publicité pharmaceutique.

Un degré de plus, viennent les dépressions : de récentes enquêtes ont montré qu'un malade sur dix qui consultait pour la première fois un généraliste souffrait d'un syndrome dépressif. C'est aussi la gamme si vaste des maladies psychosomatiques (ulcères gastro-duodénaux, certaines hypertensions), lorsque l'angoisse, « rentrée dans le corps », va s'organiser progressivement en véritable maladie organique.

Devant la montée de cette misère psychologique, les schémas traditionnels, ceux de la psychiatrie comme ceux de la psychanalyse, ne répondent plus bien à ce qu'on peut observer. Les désorganisations et réorganisations psychosomatiques demandent de nouvelles grilles d'approche, les dépressions s'expriment sous des formes camouflées. Quant aux névroses, elles sont devenues largement atypiques, et le champ de ces atypies ne cesse de croître : névroses narcissiques, névroses de caractère, névroses *border-lines*, « états-limites » : « *Les patients des psychanalystes, des psychologues, des travailleurs sociaux, des psychiatres paraissent avoir changé* », écrit R. Gori (1) ; et le professeur Lebovici : « *Les modifications contemporaines de la psychopathologie sont incontestables* » (2).

Il paraît difficile de ne pas établir une relation entre l'accroissement de la misère psychologique ou les formes nouvelles qu'elle revêt et ce qui, précisément dans le même temps, se déroulait sur le plan socio-économique. A savoir, l'industrialisation à marche forcée du vieux pays rural qu'était la France. Tout changeait très vite : la forme des villes, les mœurs, les loisirs, l'éducation, les rapports entre les sexes ou les générations.

Sur l'existence d'une telle relation, un exemple particulièrement illustratif : l'un des psychosomaticiens les plus expérimentés d'aujourd'hui, qui, depuis vingt ans, retourne chaque année dans la même région d'Espagne, confiait récemment que si les névroses y avaient gardé longtemps leurs formes historiques du dix-neuvième siècle, elles prenaient, depuis peu, des formes de plus en plus proches de celles qu'on observe actuellement en France.

La sociopsychanalyse se propose, justement, d'étudier dans cette perspective l'articulation du social et du psychique. L'époque, évidemment, est à cet égard propice. Car que voyons-nous ?

Nous assistons à la déchirure du tissu social traditionnel, à la désagrégation des modèles — éducatifs, familiaux, religieux, sociaux et même politiques — dans lesquels s'inscrivait l'existence de chacun, de la naissance à la mort. L'individu, coupé de ses racines communautaires, simple unité d'une « foule solitaire », reste seul, démuni, vulnérable, sans système de valeurs. Et cela, au moment même où tout se destabilise autour de lui, ce qui est vécu comme une agression permanente et quotidienne : c'est là, très vraisemblablement, qu'est la cause véritable du sentiment d'insécurité et de l'allergie à la violence.

Plus profondément encore, on peut faire l'hypothèse que c'est la légitimité de toute autorité qui se trouve atteinte par cette déchirure, d'origine socio-économique, du tissu collectif et des traditions. Dans toutes les sociétés connues jusqu'à maintenant, les rapports sociaux de pouvoir — depuis le ciel des religions jusqu'aux profondeurs de l'inconscient — se trouvaient enveloppés et dissimulés dans les structures de l'autorité patriarcale. C'est ce « système-père » qui se défait irréversiblement, depuis déjà deux à trois siècles, mais de plus en plus rapidement aujourd'hui. Rien ne vient le remplacer, dans la mesure où les rapports sociaux de pouvoir qu'il dissimulait ne sont pas pris en charge par les intéressés.

Toutes les tensions sociales, faute d'être reconnues et élaborées à un niveau adéquat, viennent finalement se briser sur l'individu. De la misère psychologique à la fuite dans la maladie, il n'y a bien souvent qu'un pas ; aider à reconnaître le caractère collectif et social de ces problèmes, c'est déculpabiliser et, par là, permettre de les affronter.

C'EST évidemment au niveau de l'adolescent qui, par définition, est en voie de socialisation, que ces problèmes sociopsychologiques prennent le plus d'acuité. Le maillon le plus faible de notre société est peut-être là : dans une jeunesse en voie de marginalisation, peu identifiée aux adultes, en attente. Les adultes eux-mêmes, combien de temps encore accepteront-ils la charge psychologique de l'éducation d'enfants qu'ils ressentiront bien toujours comme « la chair de leur chair », mais une « chair » qui leur ressemblera de moins en moins, qui ne sera plus leur perpétuation, leur anti-mort ? Mettre aujourd'hui un enfant au monde, c'est devoir accepter l'idée inacceptable que l'organisation éducative et politique de notre société — l'école, la rue, la ville, la télévision, le système social — loin de compléter le rôle éducatif de la famille va, au contraire, dissoudre les effets de cette action.

Sur tout cela, la psychanalyse aurait des choses importantes à nous dire par l'accent qu'elle a toujours mis sur un développement psycho-affectif en deux phases de l'enfant. Une première phase, liée à l'immaturité biologique de notre espèce à la naissance, est marquée par une impuissance motrice et une dépendance totale envers les adultes — et, corrélativement, par l'efflorescence d'un univers fantasmatique particulièrement riche, mais totalement irrationnel. C'est seulement dans une seconde phase, au fur et à mesure de son développement neurophysiologique et psychologique, que l'enfant sera capable d'établir un lien rationnel entre ses actes et leur pouvoir limité, relatif, de modifier le monde ambiant.

On ne sort, partiellement du reste, du monde de l'irrationnel et de la pensée magique que par l'exercice d'un pouvoir sur ses actes. Or, aujourd'hui, tout paraît se passer comme si l'enfant, l'adolescent, l'adulte, ayant de moins en moins de pouvoir sur leurs actes parcellisés et « en miettes », se voyaient contraints de régresser vers une sorte d'infantilisation archaïque et irrationnelle. Ainsi se comprendraient bien des traits si régressifs de la misère psychologique actuelle. En un mot, nous ne parvenons plus bien à percevoir le lien entre ce que nous faisons et la transformation des choses ; nous ne nous sentons plus modifier si peu que ce soit, et de concert avec les autres, la matière du monde ; nous ne voyons plus à quoi aboutissent nos actes ; nous vivons dans une société où, comme l'écrivait déjà Marx, « *le travailleur est parcellaire* », « *l'individu morcelé* ».

Un phénomène, apparu depuis trois ou quatre ans, et que notre expérience sur le terrain nous a permis d'étudier, semble confirmer ces vues. Nous avons proposé le terme de « *mouvements dans les institutions* » pour cette tendance nouvelle qui s'exprime sur certains lieux de travail, en particulier dans les professions du travail social (éducateurs, assistantes), dans l'enseignement, parmi les jeunes militants des partis et syndicats de gauche. Concernant avant tout la génération des vingt-cinq-trente-cinq ans — la génération d'« après 68 », — cette tendance est marquée par un désir très fort de travailler différemment. D'une manière moins hiérarchique, moins délégative, moins individualiste. Un temps trop long se passe sur le lieu de travail pour renoncer à tout plaisir durant huit heures par jour : il faut donc inventer une manière autre de travailler, moins parcellaire et répétitive (ou bien refuser de travailler, sous les différentes formes qu'on connaît : absentéisme, *turnover*, *drop out*).

On conçoit aisément tous les obstacles que rencontrent ces tentatives qui naissent spontanément ici et là, en particulier au fur et à mesure de la relève des générations. Obstacles tenant à l'organisation du travail elle-même. A l'inexistence d'un autre modèle possible. A l'absence d'information sur ce qui se fait ailleurs, de théorie qui permettrait le cumul des expériences. Obstacles psychologiques dans une société où tout pousse à un hyperindividualisme. Obstacles idéologiques, juridiques, politiques.

Les partis et syndicats de gauche, qui n'ont pas encore su trouver les voies d'un véritable dialogue avec les mouvements sociaux (écologistes, féministes, régionalistes, jeunes), se montrent le plus souvent réticents devant les « *mouvements dans les institutions* », d'ailleurs fréquemment perçus de manière apolitique par les intéressés eux-mêmes. Il faut bien reconnaître que l'ambiguïté est ici souveraine, et déjà dans les mots d'*autogestion*, d'*expérimentation sociale*.

S'agit-il d'une sorte d'intégration politique qui consisterait finalement à n'être qu'un chauffeur sans livrée conduisant la voiture de la société civile vers une direction commandée par le pouvoir en place ? Ou bien, par le fait même que sont en cause les problèmes de l'organisation du travail, n'est-ce pas le cœur même du système capitaliste qui se trouve, à moyen terme, *politiquement* mis en cause et non plus seulement sur le plan économique du partage ? Pour notre part, nous pensons que cette seconde façon de voir est la bonne. Que c'est bien l'aliénation capitaliste et non plus seulement l'exploitation qui se trouve visée. Mais, si l'on ne pousse pas à son terme l'analyse de l'ambiguïté politique propre à ces tentatives, il est exact que le risque de récupération par le système est très grand.

Les multiples interventions que nous avons eu l'occasion de pratiquer indiquent combien le facteur économico-politique intervient dans la nature des obstacles rencontrés chaque fois qu'on tente de mettre en place une manière différente de travailler. Que ces obstacles viennent de l'extérieur de l'institution (obstacles juridiques, financiers) ou de l'intérieur (organisation du travail, facteurs psychologiques ou idéologiques).

On voit ici à quel point l'organisation du travail dans le secteur économiquement productif (usines, entreprises) joue le rôle de véritable matrice organisatrice de la société civile et de l'ensemble de ses institutions (urbanisme, écoles, hôpitaux, loisirs, fonctionnement interne des partis et syndicats de gauche, comme l'avait déjà si fortement noté Rosa Luxemburg). Si Michel Foucault n'avait pas fait l'impasse sur la sphère de la production, il aurait été amené à voir que les « grands renfermements » dans la société sont sortis tout armés de cette matrice qu'est le lieu de production capitaliste.

Cette perspective ne peut que conduire à une position critique envers un très notable courant théorique de la gauche qui défend la thèse d'une société dualiste, dans laquelle on ne pourrait que s'accommoder de l'économie capitaliste — le seul secteur dans lequel la liberté peut et doit être développée étant celui des activités non productrices économiquement. Faut-il rappeler que c'était déjà la thèse de J.-J. Servan-Schreiber dans *le Manifeste radical* ?

Au contraire, si l'on pense que l'organisation du travail capitaliste dans l'usine et dans l'entreprise est la véritable matrice de la société civile et politique, les limites d'un changement dans la société sont vite atteintes dès lors qu'on se refuse à toucher et d'en haut (l'Etat) et d'en bas (les travailleurs) au secteur productif. C'est-à-dire à s'attaquer à la question de « *ce que l'on produit* » et du « *comment on le produit* ».

Il est probable qu'il s'agit là d'un problème fondamental que ni le mouvement socialiste depuis le milieu du dix-neuvième siècle ni Marx n'ont pu et su aborder au fond. Un problème dont on peut estimer qu'il représente le « grand refoulé », le grand « non-dit » de l'histoire du socialisme depuis un siècle.

En ce sens, les « *mouvements dans les institutions* » contribuent à poser des problèmes qui étaient devenus tabous. Mais à les poser un peu à la manière dont les utopistes du début du dix-neuvième siècle abordaient les problèmes de leur époque. Comment, dans une telle perspective, ne pas voir tout l'intérêt qu'il y aurait pour le mouvement socialiste, sans lequel rien de global ne peut se faire, à rechercher le dialogue, la communication, l'échange d'expériences aussi bien avec les « *mouvements dans les institutions* » qu'avec les mouvements sociaux ?

Car si la misère psychologique et la misère politique actuelles, même dans les formes les plus détournées, les plus « en creux » ou en négatif, sont, dans une large mesure, les indices de l'aliénation capitaliste au travers de son organisation du travail, on est alors amené à penser que ce sont là des formes nouvelles, même si elles ne sont pas encore reconnues comme telles de la lutte des classes à un niveau psychologique, idéologique, culturel, voire anthropologique.

Formule qui peut apparaître surprenante, voire choquante, tant la tradition théorique depuis cent ans — à l'exception d'*Histoire et conscience de classe*, de Lukacs — ne parle que d'une lutte de classes au niveau économique ou au niveau politique. Mais, également, si les « *mouvements dans les institutions* » ou les mouvements sociaux sont des formes possibles d'accès à une conscience politique, il est de toute nécessité pour le pouvoir de les neutraliser et de procéder à l'intégration des opposants. Les militants risqueraient alors de devenir les boy-scouts du système, les « gentils membres » qui s'essaient à réparer localement et dans le détail ce que le capital détruit en gros, les chauffeurs sans livrée dont nous avons parlé plus haut. Et si l'aliénation n'en diminuait pas pour autant et que la société aille de mal en pis, il ne manquerait pas de bons auteurs pour assurer que l'homme est décidément un animal bien malade et pathologiquement agressif et que, puisqu'il n'accepte pas de se soigner de bon gré, on saura l'y contraindre, « *dans l'intérêt général* ».

(1) Cf. R. Gori, « La question Winnicott », *Psychanalyse à l'université*, décembre 1979.
(2) *L'Evolution psychiatrique.*

* Médecin et psychanalyste.

## Dans ce numéro :





« Le Monde diplomatique » du mois de mai a été tiré à 117 000 exemplaires. Le numéro de mars 1980, qui contenait un article sur « La provocante « modernisation » de l'économie égyptienne », a été interdit à la vente en Egypte.